

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouvé-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

Notre supplément illustré
« LE MONDE LOISIRS »
et le choix commenté
des programmes de la radio
et de la télévision pour la semaine

L'opposition refuse tout compromis avec le président Gemayel

« Trop peu et trop tard » ?

« Trop peu et trop tard » : le représentant Walid Joumblatt du plan saoudien pour un règlement au Liban est catégorique, tout comme celui de M. Nabih Berri, qui, y met les formes. Chacun a ses raisons, les deux principaux dirigeants de l'opposition, respectivement druze et chiite, exigent désormais la destitution du président de la République, M. Amin Gemayel, en invoquant les « massacres » dont celui-ci se serait rendu coupable.

M. Joumblatt cite le cas du village de Kfar-Matta, dans le Chouf, où plus d'une centaine de druzes auraient été assassinés le 5 septembre dernier par les milices phalangistes. Conclusion : tout change de télévision américaine le même jour, dans la localité « libérée » des dizaines de corps d'hommes, de femmes et d'enfants en pleine décomposition. M. Berri, pour sa part, faisait visiter à des journalistes les décombres de la banlieue sud de Beyrouth, où des dizaines de chiites ont été tués récemment sous les bombes de l'armée régulière. Pour les deux chefs de l'opposition, l'essentiel aujourd'hui n'est plus l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai - la seule condition qu'ils puissent négocier à une normalisation - mais la mise en jugement du président de la République pour les « crimes » qui lui sont imputés.

Le développement des positions de M. Joumblatt et de M. Berri est contraire à la réalité sur le terrain. Ils cherchent de toute évidence à transformer les victoires foudroyantes de leurs milices respectives en un triomphe politique. Ils n'entendent pas remettre en cause le caractère multi-confessionnel de l'Etat libanais, disent-ils, mais souhaitent seulement remplacer un maronite par un autre maronite à la présidence.

Leurs principaux alliés au sein du front de l'opposition, MM. Sofian Frangie (maronite) et Rachid Karamé (sunnite), observent le silence, ne pouvant ou ne voulant pas créer un précédent dangereux pour sa communauté. Le second estime qu'il ne revient pas à un sunnite de prendre des positions en flèche contre un maronite. Mais les deux hommes politiques restent à M. Gemayel des conditions tellement draconiennes que ce dernier ne saurait les accepter.

La Syrie, proche d'eux, se réfugie dans le mutisme, pour ne pas donner l'impression sans doute de s'ingérer dans les affaires intérieures de son voisin. En revanche, elle ne peut qu'approuver l'article du plan saoudien prévoyant la démission de l'accord du 17 mai, quelle que soit la manière dont elle se présente. Elle n'a d'ailleurs pas besoin de se manifester, sachant d'avance que le régime de Ryad n'a virtuellement aucune chance d'être appliqué.

En effet, au moins trois obstacles s'élèvent sur la voie du plan saoudien : le refus de l'« aile combattante » de l'opposition libanaise, les divergences soviéto-américaines concernant les conditions du remplacement de la force multinationale par des « casques bleus » de l'ONU et, surtout, la détermination d'Israël de ne pas renoncer à l'accord du 17 mai. L'Etat hébreu se retrouve un peu dans la position de la Syrie au printemps dernier, puisqu'on lui demandait de souscrire à des dispositions qui ont été élaborées sans consultation ou son accord préalable.

L'imbroglie libanaise n'est donc pas sur le point d'être dénouée. A moins de la démission de M. Amin Gemayel, que même certains de ses amis maronites appellent de leurs vœux, mais qui est tenue pour improbable dans l'immédiat.

L'acceptation par le chef de l'Etat libanais du plan saoudien comportant abrogation de l'accord avec Israël ne suffit pas à ses adversaires

Beyrouth. - Le président Amin Gemayel a accepté le plan saoudien de règlement de la crise libanaise en huit points, dont le premier est l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 (lire page 3). Il en a averti d'abord les Etats-Unis par l'intermédiaire de leur ambassadeur, puis l'Arabie Saoudite, en déléguant à Ryad son ministre des affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie saoudienne devait, pour sa part, se rendre vendredi 17 février à Damas pour obtenir l'assentiment du président Hafez El Assad. Les deux principaux vainqueurs sur le terrain au Liban, M. Nabih Berri (AMAL, chiite) et M. Walid Joumblatt (PSP, druze), ont déclaré, le premier « ne pas être concernés » par cette acceptation, et le second qu'elle intervenait « trop tard », continuant à réclamer l'un et l'autre le « jugement » de M. Gemayel pour « crimes contre le peuple libanais » et son remplacement par un autre président maronite non phalangiste.

Toutefois, un aval syrien au plan de Ryad n'est pas impossible. Cela ne signifierait nullement que les huit points du document seraient exécutés, mais que Damas, selon sa tactique habituelle, « dégrèlerait » ainsi sa victoire en attendant de préparer la suite des événements.

Deux points du plan saoudien intéressent particulièrement les Syriens et seraient appliqués tout de suite : l'abrogation de l'accord israélo-libanais et le remplacement de la force multinationale par une force des Nations unies. Moyennant quoi, la disposition relative au cessez-le-feu serait plus ou moins respectée, donnant un répit à la population, quitte à ce que des foyers de troubles soient maintenus le long des lignes de front pour être réactivés si nécessaire.

L'abrogation des points concernant les arrangements interconfessionnels pourrait être mise en route, sans aboutir de suite. Il semble exclu que le point relatif au « retrait progressif et simultané des troupes israéliennes et syriennes dans un délai de soixante à quatre-vingt-dix jours » ait la moindre chance d'aboutir.

Si Damas veut se montrer coopératif, il pourrait tolérer le maintien de ce point dans le document, en laissant entendre qu'il s'agit d'une déclaration d'intention du président libanais, s'engageant que celui-ci. Le plan saoudien est, en effet, censé devoir faire l'objet d'une proclamation officielle à Beyrouth, sans contrepartie publique de la part de Damas, dont l'indispensable assentiment préalable prendrait la forme d'un simple acquiescement verbal communiqué à l'Arabie Saoudite.

De notre correspondant

qui, selon les milieux gouvernementaux libanais, devrait mettre un terme à l'exigence de sa démission, formulée par l'opposition, et marquer le départ d'une négociation libano-syrienne sur l'évacuation simultanée du Liban par les troupes syriennes et israéliennes. Le deuxième volet au moins de cette hypothèse semble chimérique ; le premier l'est peut-être également.

LUCIEN GEORGE.
(Lire la suite page 3.)

SIGNE DE DÉTENTE EN AFRIQUE AUSTRALE

Pretoria et Luanda s'entendent sur un retrait des troupes sud-africaines d'Angola

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE DE J.-C. POMONTI

La gauche sur la défensive

« La France en creux ». L'expression « un moment de creux » est de M. Mitterrand. Si « creux » veut dire discrédit des partis, nous y sommes en effet : la gauche, divisée, déçue ; la droite, divisée, ne convainc pas. La prime - ou plutôt la déprime des déçus et des rancuniers - va donc vers ceux qui parlent autrement de la politique (Yves Montand), ou qui bêtissent leur carrière sur le mépris pour la classe politique traditionnelle (Jean-Marie Le Pen).

Pourtant, c'est toujours l'affrontement entre la droite et la gauche qui rythme, et continuera de rythmer, la vie publique. Cela à toute chance de se vérifier lorsque approcheront les échéances électorales.

Même si aujourd'hui l'extrême droite et son tribun trouble le jeu, même si l'« extrême centre » de MM. Maurice et Edgar Faure est fortement incité à se distinguer, même si une réforme du mode de scrutin législatif peut contribuer à l'affirmation de l'un et de l'autre, la

par J.-M. COLOMBANI

politique continue d'obéir à des tendances lourdes, de se conformer à des pesanteurs qui sont celles de l'électorat et de la règle du jeu.

M. Le Pen, le jour veau (c'est-à-dire lors de l'échéance présidentielle), sera soit dépourvu de ses voix (par le phénomène du vote utile), soit conduit à céder celles-ci au candidat de droite le mieux placé ; et MM. Faure et Faure risquent fort de repartir chacun de son côté. Car il faut aussi compter avec l'archaïsme des électeurs, et se faire à l'idée que les discours les plus classiques sont souvent électoralement les plus efficaces.

La gauche contre la droite : y revenir, c'est, d'une certaine façon, rassurer son propre camp et lui donner une occasion de se ressourcer. C'est pourquoi le président et le premier ministre avaient, à l'automne, incité leurs troupes à « faire de la politique ». La gauche a pris l'initiative : ce fut le projet de loi sur la presse, et c'est surtout la querelle de l'enseignement. Résultat : la majorité est sur la défensive et passe, aux yeux d'un grand nombre, pour libérale.

Le gouvernement explique qu'il s'est engagé dans cette voie parce que, compte tenu de ses engagements, l'immobilisme lui était interdit. Vis-à-vis de la gauche, M. Mauroy se considérait donc comme lié. Il s'est aperçu, et la gauche avec lui, que le dualisme scolaire n'est pas la préoccupation dominante de la société lorsque celle-ci pense à l'école.

Il y a là à la fois un retard par rapport à l'évolution de ladite société et une contradiction propre au PS lui-même qui est celle-ci : conçu comme un parti « attrape-tout », le PS est une formation de couches moyennes.

M. PIERRE BÉREGOVOY invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Pierre Bérégozov, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 19 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre, qui est maître socialiste de Nevers depuis 1983, répondra aux questions d'André Fesseron et de Guy Herzlich, du Monde, et de Jeanine Perrinmond et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Balout.

Routiers : l'exaspération

La région Rhône-Alpes paralysée par d'énormes embouteillages

En place depuis jeudi soir, les barrages organisés par les transporteurs routiers en colère perturbent encore la circulation ce vendredi matin, provoquant l'exaspération des automobilistes, dans les Alpes, la région lyonnaise et le Jura, alors que la grève des domestiques, qui avait motivé le mouvement, devait se terminer ce même jour en fin de matinée.

Comme il s'y voit dans les années 70 ce qu'on appela des « grèves thromboseuses » - deux cents ouvriers d'un atelier-clé cessent le travail et paralysent l'ensemble d'un processus de fabrication - voilà aujourd'hui que les routiers coupent les grands axes de circulation et amputent les départs en vacances.

Les victimes sont toujours les mêmes : usagers-otages qui n'y peuvent rien et qui, pourtant, ont droit aux loisirs autant que les chauffeurs routiers ont le droit, eux, d'avancer normalement leur métier ou de manifester leur mauvaise humeur.

Les vacances sont toujours des moments propices pour exprimer des revendications catégoriques et faire pression - en jouant sur l'opinion publique

sur le gouvernement pour obtenir satisfaction. Hier, le personnel des compagnies aériennes perturbait les aéroports, avant-hier, c'était les pêcheurs au collier qui retenaient les carteries, et, en leur temps, les cheminots n'ont pas, eux non plus, hésité à employer de tels moyens. Les routiers prennent le relais et vont bien plus loin dans leur méthode qu'une irritante « opération escargot ».

Les causes du rsa-le-bnl ? Chacun se ramvraie la belle. Quand les douaniers français suspendent leur grève du zèle au tunnel du Mont-Blanc, leurs collègues italiens se mettent de la partie. L'administration des douanes dépend du ministère de l'économie, des finances et du budget, alors que les transporteurs et la gendarmerie, qui doivent se concerter tant bien que mal, font pression sur leurs ministères (transport et défense) pour que le Dusi d'Orsay intervienne auprès des autorités compétentes à Rome.

F. GROSRICHARD.
(Lire la suite page 9, et page 16 l'article de Michel Noblecourt sur les mouvements revendicatifs.) De l'état de grâce à l'état de défiance.

AU JOUR LE JOUR

Blocages

C'est une histoire absurde. Des danois en colère bloquent les camions au tunnel du Mont-Blanc. Pour protester, les routiers en colère coupent les autoroutes, immobilisant les vacanciers. Il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête, si l'on peut dire.

Les skieurs, frustrés et gelés, pourraient à leur tour bloquer les trains, les chemins, furieux, ripostant en coupant l'électricité. Les agents d'EDF, vexés, n'auraient plus qu'à barrer les canaux contraignant les bateliers à arrêter le nétra, etc.

Il faudrait qu'un jour les Français s'arrêtent de débloquent et cessent de se prendre en atages les uns les autres.

BRUNO FRAPPAT.

PATRIMOINE

Les nouveaux outils du paysage

Le paysage, le patrimoine, l'écologie, l'environnement, ces mots, et bien d'autres, sont les termes d'une actualité née au reflux d'un désastre. Tous les domaines de la pensée, de la création et de la science, tous les systèmes d'intervention sur le territoire paraissent s'organiser et s'articuler désormais selon deux axes : la durée et l'équilibre.

La durée, c'est le mémoire, ou, si l'on veut, le patrimoine, considérés non plus de manière figée, passiste ou lermoyante, mais saisis dans la fragilité du présent et projetés dans l'avenir. L'équilibre, c'est la maîtrise de l'évolution, c'est-à-dire la prise en compte du patrimoine (dans le sens le plus large, dans le plus vaste dimension) non plus comme un empêchement de tourner en rond, ni un obstacle au progrès, mais comme un support et une aide.

Trois exemples : une exposition, une campagne photographique et une vidéothèque. L'exposition est celle qui est actuellement présentée à l'hôtel Sully, siège de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, sur « la forme de la ville et la protection du paysage en Toscane ». Il s'agit ici de faire le point, à travers une abondante série de panneaux photographiques, sur la politique d'aménagement du territoire dans cette région d'Italie par le pré-

sentation de plans de sauvegarde et de mise en valeur des centres historiques.

On reconnaît le douloureux problème de la rupture de la ville ancienne et de l'évolution du paysage rural. L'exposition est un peu abstraite, car précise et très scientifique, mais elle rend parfaitement compte des difficultés rencontrées lorsqu'un ne veut écrire ni le passé ni l'avenir.

FRÉDÉRIC EDELMANN.
(Lire la suite page 11.)

La querelle scolaire

Lire page 2 les articles d'ALBIN CHALANDON de MAURICE DUVERGER et de MICHEL BOUCHAREISSAS et page 9 nos informations sur la préparation de la manifestation de Rennes en faveur de l'école privée

Michel de Saint Pierre
Le double crime de l'impasse Salomon
Roman
Au cœur de Paris...
Plon



POLONAIS
sur la Pologne
et l'Europe de l'Est
LIBELLA

SIQUE
PLACE DE LA...

idées

Pour un référendum

par ALBIN CHALANDON (*)

Le problème de l'école libre est souvent mal posé. Beaucoup de Français croient qu'il s'agit d'un conflit d'ordre confessionnel...

La querelle scolaire

A Rennes, le samedi 18 février, à Versailles, le 4 mars, sont prévues de nouvelles et importantes manifestations en faveur de l'école privée. Le débat sur la question ne faiblit pas. Michel Bouchareissas répond à un éditorial de Bruno Frappat, Albin Chalandon propose un référendum pour trancher et Maurice Duverger expose les limites politiques et surtout constitutionnelles des entorses à la liberté de l'enseignement.

Deux arguments avancés par la gauche les perturbent, qui, pourtant, ne résistent pas à l'examen. Le premier est : l'argent public doit être réservé à l'école publique...

Le second argument est : la subvention à l'école privée constitue une charge supplémentaire pour la collectivité. Cet argument est faux ; un élève dans une école privée coûte moins cher à l'Etat que s'il était dans une école publique...

En réalité, hormis l'idéologie, rien ne peut conduire à l'établissement de l'enseignement privé. Il existe, en revanche, des raisons impératives de ne pas y procéder.

Quel intérêt y a-t-il pour le pays à rompre une paix scolaire établie par la loi Debray, à la satisfaction de la grande majorité des Français ? L'enseignement privé, très minoritaire, ne saurait constituer une menace pour l'école publique. Il répond au souhait d'un trop grand nombre de familles qu'on puisse l'éliminer.

A la dégradation, résultat indéniable de la démocratisation ultrarapide de l'enseignement, a succédé un effondrement, provoqué par mai 1968, dont nos écoles se remettent à peine. Les scandales, dans nombre d'établissements publics, sont encore si graves et si nombreux que ceux qui ont la charge de les débiter et de les rapporter n'osent souvent le faire qu'oralement, tant les révélations seraient insupportables à lire.

Dans ces conditions, l'existence d'un enseignement privé ne constitue-t-elle pas à la fois une référence et une concurrence salutaires ? Réflexion : même si, au niveau des professeurs, le qualité moyenne est parfois inférieure à celle de l'enseignement public, l'enseignement privé permet, par le minimum de règles et d'éthique qui inspirent son comportement, par la tranquillité qu'il offre, de créer un climat plus propice à l'effort, au travail et à la formation morale.

Conscience : l'enseignement privé peut être le point de départ d'une rénovation de l'éducation dans notre pays par l'exemple et par les possibilités de développement qu'il donne. Après tout, n'est-ce pas contre toutes les évolutions de la société moderne, qui imposent la souplesse, la mobilité, l'ouverture et, par conséquent, l'éclatement des grandes organisations en petits groupes autonomes, que de vouloir créer un monopole exclusif dont on veut encore renforcer la centralisation ?

Les marxistes distinguent les libertés formelles et les libertés réelles pour n'accorder de légitimité qu'aux secondes. De quel côté, dans ce conflit, se trouve la liberté réelle ? Est-ce dans un monopole d'Etat que chacun doit subir, ou dans la pluralité des systèmes autonomes, adaptés à la diversité des familles, et donnant la possibilité de choisir ? Mais il y a plus grave, car l'enjeu du débat n'est pas plus ou moins de liberté, mais le libre elle-même. Appliquez (*) Ancien ministre.

Les frontières du Conseil constitutionnel

par MAURICE DUVERGER

Les deux camps se réchauffent le cœur dans des manifestations, ces liturgies populaires. Puisse-t-elles ne pas empêcher de garder la tête froide au moment d'aborder la ligne droite dans une négociation jusqu'ici lente et sinueuse. Aucune des deux parties n'a intérêt à oublier les limites politiques et juridiques du débat.

Le gouvernement fait pression sur les organisations catholiques en les menaçant d'une législation contraignante. Elle serait généralement acceptée si elle supprimait seulement des abus incontestables et choquants. A part quelques fanatiques, nos compatriotes trouveraient naturel qu'on mette fin, par exemple, aux incroyables privilèges accordés aux classes privées par la loi Gueneur. Comment admettre que l'Etat soit obligé de leur attribuer de nouveaux postes d'enseignants dès qu'elles dépassent les effectifs réglementaires, alors que les classes publiques sont limitées à cet égard par les crédits inscrits au budget.

La gauche paraît chercher une confusion entre des réformes ponctuelles de ce genre et un bouleversement global de la coexistence des deux enseignements. Avec son pluralisme et sa tolérance, l'école unique, telle que la décrivent les laïques sincères, constitue peut-être la solution idéale. Mais la majeure partie de nos concitoyens n'est pas disposée à l'admettre.

Une guerre assoupie

Que le président Mitterrand soit issu de l'enseignement privé et le cardinal Lustiger de l'enseignement public, c'est un symbole dont la signification n'échappe à personne. Sauf dans quelques régions rurales de l'Ouest et du Massif central et dans quelques groupes laïques et chrétiens, la guerre scolaire se perd en raison d'être. Elle est assoupie depuis un quart de siècle et la plupart des Français n'ont pas envie qu'on la réveille. Les dirigeants du CNAL ne peuvent ignorer qu'une loi mettant leur projet en vigueur entraînerait l'échec de la gauche aux législatives de 1986. Les dirigeants de l'enseignement catholique le savent parfaitement. Telles sont les limites politiques de la pression gouvernementale.

Ses limites juridiques sont aussi claires. Malgré son obscurité voulue, la quatre-vingt-dixième des cent dix propositions de M. Mitterrand fixe une borne précise à son engagement. Elle dit bien qu'un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale sera

constitué, tout en ajoutant un peu plus loin : sans spoliation ni monopole.

L'ensemble est tarabiscoté mais beaucoup de services publics sont partiellement assurés par des organismes privés ; l'usage des objectifs et des programmes n'est pas incompatible avec le pluralisme des structures et les promoteurs de la laïcité l'ont toujours définie par le respect de toutes les croyances. L'essentiel n'est pas dans la définition du grand service public mais dans la promesse que : sa mise en place sera négociée.

On les mots ne veulent rien dire, ou ceux-ci signifient que le recours au décret est exclu. A moins, bien entendu, d'un décret négatif de l'autre partie, se refusant à tout compromis.

Dans cette hypothèse, le dernier mot reviendrait à la loi. Mais elle-même se trouverait confinée dans des frontières délimitées par une décision du 23 novembre 1977 où le Conseil constitutionnel dit expressément que : la liberté de l'enseignement constitue l'un des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, réaffirmé par le préambule de la Constitution de 1958 et confirmé valeur constitutionnelle. Il va de soi que plus loin que cette déclaration en édictant que le caractère propre de l'établissement lié à l'Etat par contrat... n'est que la mise en œuvre du principe de la liberté de l'enseignement.

Cela signifie que ce caractère propre a lui-même valeur constitutionnelle.

Serait-il attendri si les enseignants de l'établissement pouvaient devenir fonctionnaires sans l'autorisation de son chef ? Le Conseil constitutionnel ne le pas dit, bien qu'il vienne d'annuler les dispositions en ce sens insérées dans la loi de finances pour 1984, car il a seulement invoqué un vice de forme. Mais on aurait tort de négliger tout à fait ce signe. D'autant que le terme de « mise en œuvre » employé en 1977, marque l'intention de contrôler les conditions effectives permettant d'appliquer les libertés dont le caractère constitutionnel est reconnu. Cela rendrait très douteuse la validité d'une loi qui supprimerait l'octroi de fonds publics aux écoles privées. Une telle disposition condamnerait en effet la plupart à disparaître, c'est-à-dire à disparaître pratiquement à néant une liberté officiellement proclamée. Mais quels socialistes pourraient-ils oser que les libertés demeurent formelles quand on leur refuse les moyens qui permettent de les exercer réellement ?

La « boule » et le boulet

par MICHEL BOUCHARÉISSAS (*)

DANS un éditorial récent (1), M. Bruno Frappat fait, sous le titre « La boule et le boulet », le constat selon lequel - et selon lui - « la gauche traîne comme un boulet le dossier de l'école privée ». Et d'affirmer, péremptoirement, que ledit dossier divise les Français de gauche (et la communauté catholique, M. Frappat, vous ne la trouvez pas un peu « divisée » là-dessus ?), ce qui fait que, toujours selon lui, des « parents socialistes » manifestent et manifesteront, à Versailles et ailleurs. Espérons que Bruno Frappat ira les compter. En tout cas, s'ils existent et s'ils sont « socialistes », il convient qu'ils ne soient pas dégoûtés, compte tenu du climat qui prévaut aux rassemblements en question. M. Frappat n'en paraît pas informé - pas plus qu'il n'est informé, semble-t-il, de la présence massive d'élèves dans leurs rangs et explique que « la droite tente assez vainement leur récupération ». Bigre ! Mais passons. Par contre,

une affirmation, apparemment anodine, nous alerte plus sérieusement, car, de façon très intéressante, elle touche au fond. Bruno Frappat écrit : « La gauche s'enlise du fait qu'elle veut renforcer le pouvoir de l'Etat sur une institution - l'école - qui n'agit que par délégation d'une autre institution - la famille... ». Sans doute est-ce la perception qu'on a souvent le lecteur-éducateur-citoyen d'aujourd'hui, inodé d'une quotidienneté propagande antifatigue, anti-fonction publique et, pour tout dire, « libérale » au sens le plus politicien. Mais M. Frappat n'est pas un citoyen tout à fait ordinaire dans la mesure où c'est à la « une » du Monde qu'il vient au secours d'une telle idée. Or elle est spécieuse, deux fois. D'abord parce qu'est exclue, en France et à ce jour, toute manœuvre de l'Etat sur l'enfant et son éducation, comme sont exclues toutes tu-

elles idéologiques et partisanes sur le service public. Nuance, à tout le moins ! L'Etat doit garantir matériellement l'existence de l'institution scolaire... et sa neutralité en matière de politique ou de religion. Ensuite, précisément, parce que l'enseignement laïque n'est pas, ne peut pas être, le « délégué » des parents ! La droite et l'extrême droite avancent (« l'instruction n'est pas permise à tout le monde »), hier (« travail-famille-pairie »), comme aujourd'hui (« libre choix ! libre choix !... »), c'est-à-dire refus de l'Etat même d'une école qui rassemble, omet jamais cessé de protéger cette tutelle de la famille sur l'école, et cela ne doit rien au hasard. Dans une société libre et démocratique,

qui a la chance de s'être donné un système scolaire laïque, parents et enseignants sont coproducteurs et responsables à l'égard de l'enfant. Ils doivent, à ce titre, collaborer étroitement pour l'épanouissement le meilleur de celui-ci, et pour le former sans le conformer. A défaut, au risque de se retrouver, de fil en aiguille, le pied sur les terres de Pauwels ou de Debray-Ritzo : à « bonnes » familles - la naissance - « bonnes » écoles ; aux autres, le petit jus... Non à l'égalitarisme », disent en chœur les « penseurs » de la réaction ! Oui à l'égalité des chances, répondons-nous. Mais Bruno Frappat va certainement s'apercevoir qu'il « boude ». C'est l'expression en usage dans mon Limousin pour indiquer qu'on prend l'air... (*) Secrétaire général du Comité national d'action laïque.

« LE MÉTIER D'ÉDUCATEUR », de Francine MUEL-DREYFUS

La trahison des origines

L'ORSQU'UN métier se crée, c'est évidemment afin de répondre à un besoin. Mais c'est aussi, pour la génération des fondateurs, l'occasion d'une aventure collective.

Francine Muel-Dreyfus a eu l'idée ingénieuse de comparer deux expériences professionnelles analogues : celle des instituteurs des débuts de la IIIe République et celle des éducatrices spécialisées des années 70. Elle montre comment, dans les deux cas, la mise en place d'un nouveau secteur d'activités s'accompagne d'une forte valorisation de la tâche à accomplir, d'un sentiment de fierté. Comment aussi ce sentiment s'efface-t-il, pour celui qui le tente, une rupture avec son milieu d'origine, d'où une impression de décalage, souvent vécue avec difficulté.

En devenant éducatrices, c'est-à-dire en choisissant un métier, mal défini au contact d'une population elle-même marginale, les jeunes de 1968 ont subi l'inversion de ce qui avait été l'occasion de se rattacher par rapport au passé familial, de lier l'innovation professionnelle à la réflexion sur l'héritage social. A cette suggestive comparaison entre deux professions, s'ajoute en filigrane une troisième : Francine Muel-Dreyfus ne cache pas que la génération des éducatrices en lettres de 1968, à laquelle elle appartient, a su à inventer un autre métier : celui de sociologue. Cette proximité avec la population étudiée des éducatrices n'est pas étrangère à l'intérêt porté par l'auteur à son sujet.

FREDERIC GAUSSEN. « Le Métier d'éducateur. Métier, collection « Le sens commun », 269 p., 75 F.

MATRISE de L'ENERGIE. Onze nouvelles opérations villes pilotes. L'Invité du mois : Jean-Marie Rausch, président de la région Lorraine. Le dossier du mois : Les pompes à chaleur dans l'habitat. Afrique : la crise du bois de feu. Les humeurs de Claude-Marie Vadrot. Dans « Le Monde » du samedi 18 février daté 19-20 février.

Le Monde. 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09. C.P.C. 4077-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 69572 F. Tél. : 246-72-23. PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER. ABONNEMENTS. FRANCE: 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE. ÉTRANGER (par messageries). BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS: 381 F. 685 F. 979 F. 1240 F. SUISSE TUNISIE: 454 F. 830 F. 1197 F. 1530 F. Par voie aérienne: tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN: 0395-2037.

Le Monde. 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09. C.P.C. 4077-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 69572 F. Tél. : 246-72-23. PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER. ABONNEMENTS. FRANCE: 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE. ÉTRANGER (par messageries). BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS: 381 F. 685 F. 979 F. 1240 F. SUISSE TUNISIE: 454 F. 830 F. 1197 F. 1530 F. Par voie aérienne: tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN: 0395-2037.

Le Monde LA SITUATION... Syrie

55 من الأول

étranger

LA SITUATION A BEYROUTH ET L'ABROGATION DE L'ACCORD ISRAËLO-LIBANAIS

Jérusalem va « réduire considérablement » ses forces au Liban-Sud

M. Shamir a déclaré, jeudi 16 février, qu'Israël ne renoncera jamais à l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. S'adressant à des dirigeants juifs américains, le premier ministre a déclaré : « La signature d'Israël sur ce document est un fait historique et de droit international. Nous ne renoncrons ni à notre signature ni à notre volonté d'appliquer les termes de cet accord de façon bilatérale ».

Dans son discours, M. Shamir a estimé que l'abrogation unilatérale des accords par le président Gemayel sera, « d'abord et avant tout, un coup porté à la propre souveraineté du Liban, à son peuple et à ses chances de se libérer lui-même de l'empire syrien ».

M. Shamir a réaffirmé qu'Israël prendra toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer la sécurité

de sa frontière nord et à de nouveaux attributs à la Syrie et à l'Iran la responsabilité de la situation présente au Liban. Toutefois dans une déclaration publiée vendredi par Haaretz, M. Shamir indique que les forces israéliennes seront réduites « considérablement » au Liban « dans un très proche avenir ».

M. Shamir a, d'autre part, accusé Le Cairo de ne pas se conformer aux dispositions du traité de paix israélo-égyptien. « Le gouvernement égyptien a apparemment décidé de sacrifier ses relations avec Israël à sa réintégration dans la famille arabe. Nous devons exprimer notre préoccupation croissante face à ce comportement de l'Égypte qui fait passer une ombre sur la crédibilité des engagements égyptiens ».

(Reuters.)

Washington souhaite « ne prendre position ni dans un sens ni dans l'autre »

Washington. — Peu après l'annonce de l'acceptation du plan de paix saoudien par M. Gemayel, la Maison Blanche n'a fait savoir, jeudi 16 février, que le repli des « marines » de Beyrouth, à bord des bâtiments américains, débiterait d'ici à la fin de cette semaine. Il devrait être achevé dans un délai de trente jours et, en cas de danger, pourrait être accéléré, a-t-il été indiqué, sur simple décision du commandement local. Cette précision visait apparemment à assurer l'opinion qui n'y avait désormais plus rien à craindre pour la sécurité des « boys ».

Ni le département d'Etat ni la Maison Blanche n'ont officiellement commenté la teneur du plan saoudien à propos duquel le porte-parole de la présidence a seulement déclaré qu'un « certain nombre de ses éléments posait problème » à Washington. Le secrétaire d'Etat, quant à lui, est tout simplement parti jeudi passer quatre jours de repos aux Bahamas — prenant ainsi l'exemple sur M. Reagan qui se trouvait, durant toute la semaine dernière, dans son ranch californien de Santa-Barbara.

Ce départ a été commenté par la chaîne de télévision NBC comme une illustration de la totale impuissance à laquelle les Etats-Unis étaient parvenus au Liban. Il est en tout cas certain que l'éventuelle application du plan saoudien place M. Shultz dans une situation peu confortable, car cette solution s'articule autour de l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. C'est, en effet, à l'insistance du secrétaire d'Etat que les Etats-Unis avaient refusé, début décembre, lors de la visite à Washington de M. Gemayel, de lui donner un feu vert pour cette abrogation qui aurait pu être pu, à l'époque, permettre au président libanais de trouver un terrain d'entente avec ses adversaires.

De notre correspondant

sentiment de débile de l'administration, dont l'opinion, pourtant, ne paraît nullement tenir rigueur à M. Reagan.

Selon un sondage de la chaîne ABC, l'annonce par le président du retrait des « marines » a fait passer de 30 % à 38 % le pourcentage des Américains approuvant sa politique libanaise et baisser de 60 à 56 % le pourcentage de ceux qui la désapprouvent ; 42 % des Américains (contre 34 %) estiment que le président a pris sa décision pour des raisons de politique intérieure ; 61 % (contre 33 %) que l'envoi des « marines » à Beyrouth n'a servi à rien, et 58 % que l'armée américaine devrait totalement quitter la région.

Officiellement, ce n'est pas l'intention des autorités, qui ont annoncé que quelques cinq cents « marines » resteraient en terre pour assurer la protection de l'ambassade américaine et l'entraînement de ce que l'on continue à appeler l'« armée libanaise ».

Le Washington Post, pour sa part, dans un éditorial inhabituellement peu cruel pour M. Reagan, considère que, s'il y a eu « pitoyable échec » au Liban, dont la stabilité n'a pu être restaurée sous l'autorité d'un gouvernement proche de Washington et de Jérusalem, il n'y a pas eu pour autant grand changement dans l'équilibre des forces régionales, car le Liban ne serait pas un « point d'appui stratégique ».

LE PLAN SAOUDIEN

Washington (AFP). — Voici le plan saoudien en huit points de règlement de la crise libanaise, tel qu'il est présenté par plusieurs journaux américains.

— Abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 sur le retrait des troupes étrangères.

— Cessez-le-feu entre les factions libanaises.

— Retrait progressif et simultané des troupes israéliennes et syriennes dans un délai de 60 à 90 jours.

— Mise en place d'un dispositif de sécurité au Liban, hors des zones occupées par la Syrie et Israël, par une commission conjointe réunissant le gouvernement et l'opposition.

— Reprise rapide des négociations de Genève sur la réconciliation nationale.

— Acceptation par le président Gemayel et les phalanges de discussions sur des réformes structurelles, pour un partage plus équitable du pouvoir.

— Garanties pour la sécurité du Liban-Sud, par le biais d'une formule pour assurer la sécurité de la frontière nord israélienne contre des infiltrations de quérilleros.

— Remplacement de la force multinationale par un contingent des Nations-Unies.

L'opposition refuse tout compromis avec le président Gemayel

(Suite de la première page.)

En tout cas, même une stabilisation de la situation sur la base du plan saoudien, ramené à ses dispositions d'application immédiate — l'abrogation de l'accord avec Israël, le cessez-le-feu, la venue des « casques bleus » — se ferait dans les plus mauvaises conditions pour le pouvoir central libanais, et dans des circonstances encore plus défavorables qu'en 1976, durant les derniers mois du mandat du président Frangé, ou encore que, entre 1976 et 1982, durant le mandat de M. Sarkis.

A la position de Souk-el-Gharb près, les lignes de démarcation sont

en effet redevenues quasiment les mêmes, l'armée ayant évacué, jeudi 16 février, par mer ses derniers postes du littoral au Sud, et les Forces libanaises (chrétiennes) ayant retiré leurs hommes du Sud libanais, et étant contraintes à le faire dans l'« Khim-el-Kharoub » (entre Beyrouth et Saida), où elles combattent encore.

Du moins, le contre-pouvoir installé à Beyrouth-Ouest et dans les régions sous contrôle des milices d'opposition est-il maintenant libanais, alors qu'il était antérieurement étranger : palestinien en 1976, syrien en 1977, syro-palestinien à partir de 1978. Le contre-pouvoir islamique est, de plus, allié d'une Syrie maîtresse de la situation tant qu'Israël n'intervient pas, alors qu'en 1976-1977, c'était le pouvoir chrétien qui avait Damas pour allié public et efficace, en même temps que Jérusalem lui apportait son soutien occulte.

La direction soviétique « fait un effort »

Parallèlement, le Conseil de sécurité des Nations unies a ajourné, jeudi, ses discussions sur l'envoi à Beyrouth d'un contingent de l'ONU en remplacement de la force multinationale. Les Etats-Unis se sont prononcés en faveur de cette mesure, en soulignant qu'ils n'y voyaient « aucune condition préalable » — sans-entendre : contrairement à l'URSS. Les représentants soviétiques n'ont fait aucune concession sur les exigences draconiennes qu'ils avaient avancées la veille (Le Monde du 17 février), et les discussions pourraient ne pas reprendre avant mardi prochain.

Parenthèse dans l'imbroglio libanais, de déjeuner avec M. Shultz et le vice-président George Bush, qui se trouvait en tête à tête avec le nouveau secrétaire général soviétique. Après ce déjeuner de travail, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que M. Reagan espère que les Etats-Unis « auront la possibilité d'ouvrir un dialogue à divers niveaux avec la nouvelle direction soviétique et peut-être même de reprendre les négociations sur le contrôle des armements ».

Cet « espoir » relève plutôt, a-t-il précisé, du « souhait » que de la « prédiction », mais le président

Opinion publique pour le retrait

Le mercredi 15 février encore, M. Shultz avait lu devant la presse une déclaration dans laquelle il disait : « Nous continuons à soutenir l'accord du 17 mai [...] qui était et reste l'unique formule assurant le retrait israélien tout en sauvegardant à la fois la souveraineté libanaise et les intérêts légitimes de sécurité d'Israël ». Quelques heures plus tard, M. Reagan disait, lui, dans une interview publiée jeudi matin par plusieurs quotidiens : « Nous ne sommes pas partie (à l'accord). Nous n'aurions donc en aucune manière à prendre position sur le fait qu'il soit ou non abrogé ». C'était à la plus spectaculaire, mais sans doute pas la dernière, des contradictions publiques enregistrées depuis plusieurs jours à propos du Liban entre les responsables américains. Quotidiennement et scrupuleusement relevées par la presse, ces contradictions ont fini par donner un pénible

UNE MANIFESTATION A PARIS

« Plutôt morts que Syriens ! »

« Le Liban crucifié ! », « Est-ce un crime d'être chrétien ? », « Hulte aux massacres de chrétiens au Liban ! », « Plutôt morts que Syriens ! », « Les assassins hors de l'Internationale socialiste ! » (1). Telles étaient quelques-unes des phrases portées sur les calicos des participants à la marche sur le thème « Sauvez le Liban ! » qui s'est déroulée durant deux heures, le jeudi 16 février en fin de matinée, entre le Trocadéro et le Quai d'Orsay.

Cette manifestation avait lieu à l'appel d'une dizaine d'organisations françaises ou libanaises, dont le Comité d'action de la résistance française, animé par M. Marie-Madeleine Fourcade, et l'Alliance libanaise, dirigée par M. Fouad Maklek, représentant à Paris des Forces libanaises (chrétiennes). Plusieurs milliers de personnes (six mille selon les organisateurs, trois mille selon la police), en majorité des Libanais chrétiens, étudiants ou réfugiés, entendait ainsi attirer l'attention des autorités françaises sur l'« atrocité » du Liban. Des Français s'étaient joints à la manifestation, dont une dizaine de personnalités de l'opposition, parmi lesquelles MM. Jean-Marie Daillet, Olivier d'Ormesson, Yves Galland, Alain Grotteray, Didier Bariani, André Rossinot, et Jean Méo, et deux anciens ambassadeurs de France à Beyrouth, MM. Pierre Millet et Hubert Arge.

Arrivés devant le Quai d'Orsay, les manifestants se sont trouvés face à une quinzaine de camions de la police, disposés sans commune mesure avec le « danger » potentiel représenté par la manifestation pour le ministère des relations extérieures. Devant les grilles de celui-ci, l'assistance s'est contentée, comme elle en avait d'ailleurs l'intention, de scander « Syriens assassins » et de chanter les hymnes nationaux français et libanais. M. Daillet, député UDF, a été adressé à la foule pour dénoncer « la politique de duplicité de la France qui risque de compromettre

Un communiqué de l'ambassade de Syrie

« Suite aux allégations diffamatoires selon lesquelles les troupes syriennes se livrent au génocide des chrétiens, nous tenons à signaler que ce qui se passe en ce moment au Liban est une guerre civile, qui est le résultat d'un déséquilibre profond de l'intérieur de la société libanaise », estime, pour sa part, l'ambassade de Syrie à Paris, dans un communiqué publié jeudi. Ce texte poursuit : « Les phalanges libanaises qui ne constituent pas l'ensemble de la population chrétienne refusent de regarder la réalité en face et tentent d'en détourner l'attention en invoquant des prétextes confessionnels. (...) »

Le communiqué syrien conclut : « Au lieu de brandir à chaque fois les mêmes slogans antisyréens et d'induire en erreur l'opinion française, il est nécessaire que les dirigeants libanais recherchent [...] un consensus national, seul capable de mettre fin à l'occupation israélienne et aux souffrances des Libanais et de faire retrouver au Liban son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale. »

J.-P. PÉRONCEL-RUGOZ.

M. NABH BERRI, PRINCIPAL DIRIGEANT CHÛTE, SE RENDRAIT EN FRANCE

(De notre correspondant.)

Le président Gemayel a eu le 15 février un entretien téléphonique avec le président Mitterrand, qui trois jours avant avait qualifié sa position de « très compromise ». Il avait auparavant reçu l'ambassadeur de France, M. Ribaux.

Le chef de l'Etat libanais aurait demandé à son homologue français des précisions sur la mission de la force projetée des Nations unies en remplacement de la force multinationale ; en particulier il se serait agité des raisons de la limitation du rôle des « casques bleus » à la seule région de Beyrouth, de la procédure à suivre pour assurer le retrait de la force multinationale, et de son remplacement par les forces de l'ONU ; et enfin de la partie qui pourrait se porter garante que les forces de l'ONU ne soient pas contraintes de se conformer à ses desiderata des milices locales.

Un émissaire du président français, M. Jacques Huntzinger, chargé des questions internationales au Parti socialiste, se trouve à Beyrouth où il a eu des contacts avec des dirigeants de l'opposition, notamment sur le rôle de l'éventuelle force des Nations unies. Il a transmis une invitation officielle de M. Mitterrand à M. Nabh Berrî que le chef du mouvement Amal a acceptée.

L. G.

Egypte

POUR LA DEUXIÈME FOIS EN CINQ ANS

Le parti Wafd a été autorisé à se reconstituer

Le Caire. — Le parti d'opposition égyptien du Néo-Wafd a franchi, dimanche 12 février, le dernier obstacle qui empêchait sa participation aux élections législatives prévues en mai. En effet, le Conseil d'Etat a réhabilité, dimanche, le chef du Néo-Wafd, M. Fouad Serrageddine (soixante-quatre ans), ainsi que le secrétaire général du parti, un ancien ministre égyptien, Ibrahim Farag. Tous deux, ainsi que d'autres membres fondateurs du Néo-Wafd, avaient été privés de leurs droits politiques par une loi du président Sadate approuvée par plébiscite (98,27 % de oui) le 22 mai 1978. Cette loi « destinée à préserver l'unité nationale et la paix sociale » avait provoqué le gel des activités du Néo-Wafd le 2 juin 1978, cent jours seulement après sa reprise officielle d'activité.

Le Néo-Wafd, qui est la resurgence du Wafd (délégation), le grand parti nationaliste libéral et laïque qui a dominé la vie politique égyptienne de 1919 à 1952, avait décliné une seconde fois de se reconstituer le 21 août 1983. Le gouvernement, malgré tout l'attirail répressif dont il disposait (état d'urgence, loi sur l'unité nationale, loi des parcs, etc.) se contenta de plaider de manière peu convaincante contre le Néo-Wafd devant le Conseil d'Etat.

Cette instance prononça, le 29 octobre, un jugement en faveur du

Egypte

Correspondance

Néo-Wafd, qui reprit officiellement ses activités sous la conduite de M. Serrageddine, malgré l'interdit qui frappait les activités politiques de cet ancien ministre de l'Intérieur et des finances du roi Farouk I^{er}.

En novembre, on apprenait que, au cours d'un « entretien informel », le ministre de l'Intérieur, le général Hassan Abou-Bacha, avait laissé entendre à M. Serrageddine qu'il pouvait profiter du « climat démocratique » instauré par le président Moubarak, « à condition de ne pas transgresser certains limites ». Selon l'hebdomadaire officieux El Mousawwar, ces conditions consistent à ne pas remettre en cause les « acquis de la révolution [nassérienne] de 1952 » et à ne pas chercher à « rétablir la situation sociale qui prévalait sous la monarchie ».

Une vague d'adhésions

Cette mise en garde volée laissait également entendre que le Néo-Wafd avait un « rôle à jouer », notamment dans le domaine économique, où il devait servir de « frein » à la croissance incontrôlée de l'administration et à la gestion manquant de rigueur du secteur étatique. On estime, d'autre part, au Caire, que le gouvernement ne voit pas d'un mauvais œil un parti laïque prendre la tête d'une opposition dont les éléments les plus actifs étaient

on des origines

■ Un appel de la LICRA. — La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a publié, le 16 février, un communiqué où elle souligne qu'« ayant toujours condamné avec fermeté la violence, quel que soit le régime qui la pratique, elle n'en est que plus à l'aise pour proclamer qu'après le génocide des Arméniens et celui des juifs, la communauté internationale ne doit pas rester impassible devant le massacre des chrétiens du Liban ». La LICRA poursuit : « Il y a plus d'un siècle, la France était allée au secours des chrétiens libanais ; la V^e République va-t-elle laisser se perpétuer au Liban un nouveau génocide ? »

Syrie

■ Assassinat du chef d'un « groupe terroriste » à Alep. — Abdallah Bitar, présenté comme le chef d'un « groupe terroriste », a été tué mercredi soir 15 février au cours d'un assaut lancé par la police contre son domicile à Alep (nord-ouest de la Syrie). Au cours des trois derniers mois, affirme-t-on de source autorisée, ce « groupe terroriste » a assassiné plusieurs personnes à Alep, dont le Pasteur arménien Deir Krikor. — (AFP)

CETTE SEMAINE

Michel Albert
Georges Duby
Michel Foucault
Jacques Le Goff
François de Closets
et...

YVES MONTAND
dans
SPECIAL

LE NOUVEL
observateur

ALEXANDRE BUCCIANTINI

AFRIQUE

Le Nigéria aux arrêts de rigueur

III. - Le poids de l'« héritage »

Des citages traversent l'armée nigérienne et expliquent le coup d'Etat « anticipé » du 31 décembre. Mais l'anarchie et la corruption demeurent. Une sévère récession frappe l'économie, en raison, notamment, de la baisse des revenus pétroliers. (Le Monde des 16 et 17 février.)

Lagos. - Les experts économiques internationaux évaluent-ils les conséquences sociales et humaines du diagnostic qu'ils établissent lorsqu'ils se rendent au chevet d'une économie malade ? Ceux du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale savent-ils que, si les autorités militaires nigériennes suivent leurs recommandations à la lettre, le doublement du prix du « cooking oil » (huile alimentaire) provoquerait, dans les quartiers populaires du Grand Lagos, à Mushin ou Surulere, la révolte des « mammy » ?

Vendu six kobos (1) le litre, le « cooking oil » est intouchable. En revanche, à condition de bloquer les tarifs des transports en commun, le gouvernement pourrait, théoriquement, doubler le prix du litre d'essence, en le portant à 40 kobos (4,70 F français). D'abord parce que le carburant nigérien resterait concurrentiel par rapport aux prix fixés dans les Etats voisins ; ensuite parce que les marges bénéficiaires des contrebandiers seraient également réduites, ce qui irait dans le sens du climat de moralisation de la vie publique qui semble régner aujourd'hui à Lagos ; enfin parce que, annuellement, une telle mesure contribuerait à renflouer, à hauteur d'environ 2 milliards de nairas, les caisses désespérément vides de l'Etat.

Dévaluation du naira, réduction du déficit budgétaire, augmentation des prix de certains produits (comme l'essence), renoncement à certains investissements, les décisions prises par le FMI pour accorder un nouveau prêt au Nigéria (Lagos souhaiterait obtenir 3 milliards de dollars) sont draconiennes.

« Pitules amères »

Or le général Buhari, chef de l'Etat du Nigéria, « n'aime pas les dévaluations », parce qu'il s'agit de pitules amères que nous n'avons qu'en cas d'absolue nécessité. Cette nécessité semble aujourd'hui impérieuse. Les créanciers gouvernementaux et privés du Nigéria mettent comme condition à un nouveau rattachement global de la dette commerciale (environ 7 milliards de dollars) la signature d'un accord avec le FMI. Au cours des négociations qui ont commencé le 15 février à Washington, les représentants nigériens se sont vu imposer, pour une part, sous les fourches caudines de l'organisation internationale, pour une raison simple : les militaires ont justifié le coup d'Etat du 31 décembre par l'incapacité des civils de redresser la situation économique. Ils sont donc condamnés à réussir, c'est-à-dire à accepter des conditions qui courtent leur nationalisme, faute de quoi leur crédibilité, comme sur le plan intérieur que international, sera compromise.

Les ventes pétrolières, qui apportent environ 20 milliards de dollars à l'Etat en 1980 (à l'époque, le baril de « brut » nigérien atteignait 40 dollars contre 30 aujourd'hui), en ont procuré moins de 10 en 1983. Or elles représentent 95 % des recettes en devises et 82 % des revenus de l'Etat. D'où une tendance naturelle des gouvernements à recourir à l'emprunt, à être dans l'incapacité de rembourser les intérêts de ces emprunts, pour aboutir, le volume des importations allant croissant, à peu ou prou, une situation de cessation des paiements.

A Lagos, certains économistes en viennent à rêver à une aggravation de la guerre Irak-Iran, qui conduirait à un blocage, pour de longs mois, du détroit d'Ormuz... et permettra au Nigéria de vendre plus facilement son pétrole. Avec une capacité potentielle de production de 2,2 millions de barils/jour, le Nigéria aurait, en effet, des réserves de devises suffisantes pour éponger la totalité de ses dettes, à condition de pouvoir écouler une telle production sur le marché. Or non seulement le quota que lui autorise l'OPEP se limite à 1,3 million de barils/jour mais, en outre, en 1983, il n'a vendu en moyenne que 1,23 millions de barils. Les autorités nigériennes ont officiellement demandé à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole une augmentation de leur quota de 1 million de barils/jour. En l'absence d'une réévaluation du quota de l'OPEP (actuellement fixé à 17,5 millions de barils/jour), un « geste » à l'égard de Lagos doit nécessairement impliquer une réduction

De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

tion de la part allouée à d'autres pays. Reste que l'on peut raisonnablement prévoir un rétablissement du marché pétrolier mondial au cours du deuxième semestre de 1984. Même limitée à 300 000 barils/jour, la réévaluation du quota nigérien, lors de la prochaine réunion - non encore fixée - de l'OPEP, apporterait 3 milliards de dollars supplémentaires par an à l'Etat. Un « ballon d'oxygène » non négligeable.

Une augmentation du quota pétrolier

Par conviction ou pour faire pression sur l'OPEP, certains dirigeants nigériens proposent ouvertement une sortie de leur pays de l'Organisation, c'est-à-dire une baisse anilatérale du prix du « brut » nigérien. Une telle solution, qui précéderait une guerre des prix à l'échelle mondiale, serait, à terme, suicidaire. Mais dans l'attente d'une décision qui lui soit favorable, Lagos peut à la fois « discrètement » dépasser le quota qui lui est attribué (ce qui est le cas depuis janvier), et espérer obtenir de l'Arabie Saoudite qu'elle baisse - sans le dire - son propre quota. Ryad peut aussi fournir une aide financière au Nigéria, comme elle l'a fait dans le passé. Les bonnes relations qu'entretiennent Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, et le général Buhari, ancien ministre du pétrole, peuvent avoir leur importance.

Ces « expédients » montrent assez que les Nigériens n'ont pas su faire fructifier le « boom » pétrolier des années 70. L'agriculture en a été la principale victime. La « révolution verte », lancée par le président Shagari pour tenter d'enrayer l'accroissement des importations de denrées alimentaires (30 % des besoins de la population), s'est soldée, globalement, par un échec, tout comme l'opération « nourrir le pays » tentée par le général Obasanjo en 1976. Des habitudes alimentaires nouvelles se sont, en outre, créées, notamment dans les villes, comme la consommation de pain, alors que le Nigéria ne produit pas de blé. Globalement, les importations alimentaires représentent une facture annuelle de 2 milliards de dollars.

Engager une vaste opération de réhabilitation des cultures traditionnelles délaissées (huile de palme, cacao notamment), créer des incitations pour le travail agricole (les salaires des villos sont nettement supérieurs), multiplier les écoles d'agriculture, faire comprendre aux jeunes que seul le chômage les attend à Lagos, convaincre, enfin, les investisseurs nigériens et étrangers qu'il peut être financièrement rentable, à terme, de miser sur des exploitations agricoles, sont quelques-unes des tâches qui attendent les généraux nigériens.

Malheureusement, il ne manque pas de « spécialistes » à Lagos pour se laisser prendre à un autre « mirage », celui du gaz. C'est vrai que les ressources gazières du Nigéria (le double de ses ressources pétrolières) font rêver : évaluées approximativement à 2 000 milliards de mètres cubes (quatrième rang mondial), elles peuvent, à la fin de la décennie, rendre théoriquement le relais du pétrole. Le général Buhari a récemment confirmé son accord pour la poursuite du projet de l'usine de liquéfaction de gaz de Bonny. Confié à Shell, le projet Bonny NLG devrait permettre - dans un premier temps - une production annuelle de 8 milliards de mètres cubes, c'est-à-dire la moitié des estimations du projet initial (coût : 10 milliards de dollars !). Mais les autorités nigériennes savent d'ores et déjà que le retard pris dans l'exploitation du gaz naturel a fait perdre à leur pays une part importante du marché européen.

La crise économique contraint le gouvernement à revoir - à la baisse - les dépenses souvent démesurées prévues par les régimes précédents. Si la période d'expansion a permis au Nigéria de se doter d'un bon niveau d'infrastructures, bien qu'indégalement réparties sur le territoire, elle a aussi conduit à des aberrations économiques, comme le complexe sidérurgique géant d'Ajaokuta. Le site n'a été fixé dans une région dépourvue de voies de communication, où le charbon est inexistant et la teneur en minerai de fer assez faible. En outre, l'acier est victime d'une surproduction mondiale durable. Convaincus par les Soviétiques (qui les avaient aidés dans leur effort de guerre au moment de la guerre civile) que une industrie sidérurgique est indispensable à un grand pays, les Nigériens ont vu... grand : le projet, avant le coup d'Etat, était estimé à 3 à 4 milliards de dollars. A

elles seules, les trois entreprises de travaux publics intéressées réclament déjà une « rallonge » de 650 millions de nairas. Le cas de la future capitale fédérale d'Abuja participe du même phénomène d'irréalisme, avec un coût total estimé à 16 milliards de dollars.

Des investissements aberrants

La politique d'austérité que les autorités nigériennes doivent mettre en œuvre les obligea nécessairement à renoncer, au moins dans leur dimension initiale, à des grands travaux de ce type. En revanche, le métro aérien de Lagos, dont le coût est estimé à 700 millions de nairas, devrait voir le jour, parce qu'il répond à un besoin réel. De toute façon, actuellement, l'industrie nigérienne est en roue libre. La pénurie des matières premières, l'insaturation de départs préfabriqués aux importations (pouvant aller jusqu'à 250 % du prix de certaines marchandises), le flux anarchique des pièces détachées, ont contraint depuis deux ans les sociétés nationales et étrangères à ralentir considérablement leur activité, voire à fermer leurs portes, c'est-à-dire à licencier des milliers de salariés, attendant depuis plusieurs mois d'être payés par l'Etat nigérien, incapable, faute de trésorerie suffisante, de régler leurs fournisseurs, les entreprises étrangères se livrent à une sorte de « chantage » vis-à-vis des autorités : les chantiers ne reprendront que lorsque l'Etat aura réglé ses dettes ! De plus, la trésorerie des entreprises risque de subir de plein fouet les conséquences d'une dévaluation, qui portera nécessairement sur les arriérés de paiement. La plupart des industriels occidentaux font aujourd'hui le « gros dos ». Pariant sur la reprise de l'activité économique, ils attendent, comme tout le monde, le résultat des négociations avec le FMI.

Compte tenu de la surévaluation du naira, la dévaluation, pour être efficace, devrait atteindre au moins 40 %. Des mesures drastiques d'accompagnement devront sans doute être prises, comme un échange des billets ; formule qui a l'avantage de supprimer d'un seul coup une partie des fortunes illicites. On imagine mal, en effet, les gros théâtres se rendre à la Banque centrale pour échanger des millions de nairas à l'origine douteuse.

La question de la dévaluation agite surtout les milieux financiers de Lagos. La population, de son côté, est surinformée au sujet des gaspillages et de la corruption reprochés aux représentants de la « démocratie ». Les généraux nigériens ont récemment déclaré que la seule disparition du régime civil entraînerait une économie annuelle de 90 millions de nairas (110 millions de dollars), à la fois par la suppression du système parlementaire (avec les logements et voitures de fonction se rattachant à ce statut), celle de la FEDECO (commissariat électoral fédéral), ainsi que la disparition des avantages matériels dont bénéficient certains responsables du NPN et les membres du gouvernement. Selon diverses estimations, la somme des richesses amassées par les « barons » de l'ancien régime et aujourd'hui « exportées » atteindrait 5 à 7 milliards de dollars. Les autorités nigériennes, qui espèrent toujours récupérer une partie de ces fonds, négocient actuellement l'extradition de personnalités politiques les plus recherchées. Il n'est d'ailleurs pas exclu que des accords de « compensation » puissent être conclus avec certains gouvernements étrangers, pour qui la coopération économique avec le Nigéria est prépondérante.

Reste la crise « au quotidien », avec une inflation de près de 30 % sur les produits de première nécessité au cours des derniers mois et une moyenne annuelle de 40 %. Les commerçants qui n'ouvrent leur échoppe qu'à la tombée de la nuit pour échapper à la baisse autoritaire des étiquettes organisée par des groupes de soldats, sont-ils prêts à accorder « au moins dix-huit mois » au général Buhari pour redresser l'économie ? Si l'administration militaire « trompe le peuple », déclare-il y a trois semaines M. Hassan Sanmonu, président de la plus puissante organisation syndicale du pays, le Congrès du travail (NCL), les travailleurs nigériens n'auront d'autre solution que de former un « gouvernement des travailleurs ».

Enfin, les généraux nigériens ont-ils bien mesuré, avant le coup d'Etat du 31 décembre, le poids de l'« héritage » ?

F I N

(1) Le monnaie nigérienne est le naira, qui est divisé en 100 kobos. Un naira vaut 11,75 francs français au taux officiel et environ 3,50 francs au taux parallèle (marché noir).

SIGNE DE DÉTENTE EN AFRIQUE AUSTRALE

Pretoria et Luanda s'entendent sur un retrait des troupes sud-africaines d'Angola

L'Afrique du Sud et l'Angola ont formé, au cours d'une réunion, jeudi 16 février, à Lusaka, une commission conjointe chargée de surveiller le processus de désengagement militaire en cours dans le Sud angolais. Un communiqué officiel, publié après six heures de discussions, précise que la commission, à laquelle les Etats-Unis seront invités à se joindre, « décrètera, enquêtera et fera un rapport sur les violations éventuelles des engagements pris par chacune des parties », afin de mettre fin au conflit dans le sud de l'Angola.

De retour à Johannesburg, M. Pk Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, qui dirigeait la délégation de son pays, a précisé que la commission surveillerait le retrait des troupes sud-africaines. Elle veillerait également au respect des engagements de l'Angola en ce qui concerne les positions des partisans de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et des soldats cubains présents dans la région concernée.

La commission souligne que de nombreux problèmes restent à résoudre avant la paix en Afrique australe. Mais les trois parties - les Etats-Unis étaient représentés à Lusaka par M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines (Le Monde du 17 février) - ont déclaré que « la réunion de Lusaka constitue une étape importante et constructive dans la recherche d'une solution aux problèmes de la région », notamment dans celle d'un règlement namibien. La délégation angolaise était dirigée par M. Alexandre « Kito » Rodrigues,

ministre de l'Intérieur, et celle de l'Afrique du Sud comprenait le général Magnus Malan, ministre de la défense, ainsi que M. Van Nierke, administrateur général de la Namibie.

D'autres réunions suivront, ajoute le communiqué, « afin de faciliter un désengagement total et révisé d'aboutir à une cessation effective des hostilités ». L'Afrique du Sud avait annoncé, le 31 janvier, qu'elle amorçait le repli de ses troupes stationnées dans le Sud angolais, étant entendu qu'un cessez-le-feu de fait devait être également respecté par la SWAPO et l'armée angolaise. Quelques jours plus tard, lors d'une visite à Lusaka, le président Dos Santos avait déclaré que l'Angola était en faveur d'un cessez-le-feu pour peu qu'il conduise à l'indépendance de la Namibie.

Une date a été fixée à laquelle le retrait des troupes sud-africaines devrait être terminé, mais elle est tenue secrète, a également déclaré M. Pk Botha. « Le cessez-le-feu est quasiment effectif », a-t-il dit, tout en se félicitant que ces pourparlers, qui devraient durer plusieurs jours, aient été si vite « couronnés de succès ». La commission, a-t-il précisé, pourrait comprendre environ deux cents membres, soit une centaine pour chaque partie, sans compter une participation symbolique américaine. Cet accord, estimé-t-on de source diplomatique à Johannesburg, pourrait inciter les Etats-Unis à reconnaître le régime de Luanda, ce qui leverait le principal obstacle à l'envoi d'observateurs américains dans la zone de cessez-le-feu.

Une nouvelle stratégie

L'accord de Lusaka est, certes, limité. Il ne constitue, sans aucun doute, qu'un premier et petit pas sur le long chemin qui reste à faire avant d'envisager l'indépendance de la Namibie et, de façon plus générale, l'établissement d'une détente en Afrique australe. Il n'est importé pas moins - et c'est très remarquable - l'ébauche d'un tournant dans la politique régionale de Pretoria.

Tout d'abord, après avoir si longtemps donné l'impression de ne jamais vouloir sérieusement négocier, d'encourager la subversion chez l'adversaire au lieu de lui parler, de se méfier d'éventuels interlocuteurs occidentaux et de se camper dans le rôle du dernier rempart de la « civilisation occidentale » sur le continent, pourquoi l'Afrique du Sud accepte-t-elle, en l'espace de vingt-quatre heures, de s'entendre avec le régime de Luanda, qu'elle considérait comme un pion dans le jeu soviétique ?

L'argument selon lequel Pretoria accepte de faire un cadeau préalable au président Reagan - c'est à tout le moins un succès diplomatique - ne serait-ce que pour faire oublier ses déboires au Liban, - est un peu court. Si satisfaits soient-ils de l'« engagement constructif » de l'administration républicaine à leurs côtés, les Sud-Africains ont, par le passé, qu'ils n'auraient jamais dans une négociation sans avoir assuré leurs arrières. En outre, leur hantise du « péril rouge » est loin, tant s'en faut, de s'évanouir quand ils négocient avec des régimes qui affichent leur marxisme-léninisme : ce qui est le cas de l'Angola comme celui du Mozambique.

En fait, les raisons de Pretoria sont d'une autre nature. En premier lieu, les Sud-Africains ont rencontré, lors de leur dernière offensive dans le Sud angolais, des avantages de résistance qu'ils ne l'avaient prévu. Les Angolais étaient beaucoup mieux armés et plus motivés que par le passé. En outre, cette guerre, qui dure depuis près de neuf ans, leur coûte très cher (800 millions de dollars en 1983). Enfin et surtout, ils se sont convaincus que la politique de confrontation suivie depuis 1975 - date à laquelle le Mozambique et l'Angola ont, tour à tour, permis de l'indépendance - leur permet de négocier aujourd'hui en position de force.

Dans un premier temps, l'an dernier, ils ont accédé aux demandes pressantes de Maputo en faveur d'une négociation bilatérale. Depuis, la multiplication des échanges entre les deux capitales n'a débouché sur la création de quatre commissions de travail (sécurité, relations économiques, tourisme et fonctionnement du barrage hydro-électrique de Cabora-Bassa).

Les Sud-Africains exigent que l'ANC (Congrès national africain), qui se bat, les armes à la main, contre l'apartheid ne puisse pas utiliser le Mozambique comme une base arrière. Ils demandent un resserrement des relations entre deux économies complémentaires (Maputo est le port naturel de Johannesburg) et la réouverture du Mozambique à leurs touristes. Enfin,

ils ont besoin de l'électricité produite à Cabora-Bassa.

De son côté, aux prises avec une grave sécheresse ainsi qu'avec la rébellion dirigée par la RNM (Résistance nationale du Mozambique), le régime de Maputo a besoin d'une aide sud-africaine, puisque les pays occidentaux, avec lesquels il consolide ses relations, ne peuvent pas lui fournir toute celle qui lui serait nécessaire. Mais, au préalable, le Mozambique veut obtenir de l'Afrique du Sud qu'elle cesse d'appuyer la RNM.

Le Mozambique semble, face au géant sud-africain, dans une telle position de faiblesse que les négociations ont apparemment fait de sérieux progrès, ainsi que le souligne le climat favorable dans lequel la commission chargée de Cabora-Bassa s'est réunie à Lisbonne au début de semaine. Maputo ne veut pas que des touristes sud-africains, de retour sur ses plages, se transforment en autant d'indicateurs, ou que la reprise des investissements sud-africains lui pose, le cas échéant, des problèmes d'indépendance et, surtout, de sécurité. Mais au cas où l'Afrique du Sud s'engagerait - ce qui n'est pas exclu - à nettement réduire son aide à la RNM, le président Machel pourrait accepter un renforcement de la présence économique sud-africaine sur le territoire mozambicain. En tout cas, les négociations intenses en cours le laissent penser.

Une opération de longue haleine

Le cas de l'Angola est différent, aux yeux de Pretoria, car les deux Etats n'ont pas de frontières communes et toute négociation, pour porter des fruits durables, devrait aboutir à dénoncer l'inbroglie namibienne. Il s'agit donc d'une opération de longue haleine, dont l'accord de Lusaka ne peut constituer que le premier élément. Pour l'instant, il ne s'agit que de « contrôler » un désengagement militaire sud-africain du Sud angolais. Mais ce premier accord, auquel les Etats-Unis sont associés et qui s'est réalisé sans la participation de la SWAPO, qui se bat en Namibie contre l'armée sud-africaine, annonce l'intention de Pretoria d'abandonner une stratégie jusqu'ici strictement militaire.

Au sein du gouvernement sud-africain, le débat entre « jusqu'aboutistes » et « réalistes » n'est sans doute pas fermé. Les premiers tiennent à peu près le raisonnement suivant : puisque la politique de force a porté des dividendes, pourquoi ne pas la suivre jusqu'à l'effondrement des régimes de Maputo et de Luanda ? Bref, pourquoi ne pas appuyer jusqu'au bout les guérillas de la RNM au Mozambique et de l'Unita - en Angola ?

Les « réalistes » dont les chefs de file sont le premier ministre, M. Pieter Botha, et le général-Magnus Malan, ministre de la défense, estiment en revanche, grosso modo, que la démonstration de force a été suffisamment probante pour rétablir une relative stabilité

régionale et relancer, au profit de la puissance agro-industrielle sud-africaine, une coopération économique en Afrique australe.

Ce deuxième courant, majoritaire, estime en outre que l'effondrement du FRELIMO, au pouvoir à Maputo, et peut-être même celui du MPLA, au pouvoir à Luanda, déboucherait soit sur l'anarchie, soit sur des régimes plus maniables mais incapables. Mieux vaut alors négocier avec des gouvernements ennemis, mais qui disposent des seuls cadres locaux et qui ont déjà l'expérience du pouvoir.

Mais, même si l'Afrique du Sud s'engage plus profondément dans la voie du réalisme, les obstacles à un règlement global ne s'effaceront pas du jour au lendemain. Certes, les négociations sont suffisamment avancées avec Maputo pour que Pretoria puisse envisager de réviser l'aide offerte - malgré des démentis répétés - à la RNM. Mais, sur le front angolais, la vitalité de l'UNITA - qui dispose de davantage d'autonomie et, surtout, d'une direction politique et d'une action locale - soulève des questions beaucoup plus graves. Pour Luanda, sans l'appui de l'Afrique du Sud, la rébellion de l'UNITA redresserait un problème sinon mineur, du moins surmontable. L'analyse qu'on fait à Pretoria est bien différente, puisqu'on y juge M. Savimbi capable, aujourd'hui, de voler de ses propres ailes.

Deuxième problème, les tensions au sein d'une direction du MPLA affaiblie par des années de guerre. Pour certains observateurs, une réorganisation de cette direction est inévitable et, compte tenu des antagonismes en présence, surtout entre générations, elle ne pourra se réaliser qu'à l'occasion d'une épreuve de force. D'éventuels changements à Luanda peseront fatalement sur toute négociation.

Enfin, sans parler d'un règlement namibien proprement dit, les problèmes de la présence militaire cubaine en Angola demeurent, puisque Pretoria et Washington réclament toujours le départ des vingt mille soldats cubains stationnés dans ce pays. De nombreux diplomates occidentaux pensent aujourd'hui que la mise soviétique en Afrique australe n'a jamais été considérable et que, le cas échéant, dans cette région, on se situerait dans une situation de Cuba mais également dans le reste de l'Amérique latine.

Pour toutes ces raisons, il faut accueillir avec une extrême prudence les signes actuels de détente en Afrique australe. Mais il reste que les négociations sont sérieusement amorcées, ainsi que le souligne la rapidité avec laquelle s'est conclu l'accord de Lusaka et que, pour les tenants du pouvoir à Pretoria, selon la formule d'un observateur averti, « les jeux sont faits, et il s'agit donc de tirer le maximum de bénéfices ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Opinion 1984

55 من الأمل

EUROPE

AMÉRIQUES

Espagne

DEVANT L'OPPOSITION DE MADRID A UNE RÉFORME AGRAIRE

Le président du gouvernement andalou donne sa démission

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement socialiste vient de connaître sa seconde crise en deux semaines. Après la destitution du secrétaire d'Etat aux finances, M. Jose Sevilla, due à des désaccords au sein de l'équipe économique, c'est la politique régionale, cette fois, qui donne lieu à de sérieuses divergences au sein du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Elles ont entraîné la démission, le jeudi 16 février, du président du gouvernement régional andalou, M. Rafael Escudero, qui est socialiste, et qui ne cachait pas son mécontentement face aux obstacles mis par le gouvernement central à son projet de réforme agraire, pourtant très modéré.

C'est en octobre 1983 que M. Escudero avait présenté un avant-projet de loi consacré à cette question particulièrement importante en Andalousie, notamment dans la vallée du Guadalquivir, où la propriété foncière reste aussi concentrée qu'à l'époque de la République, il y a cinquante ans. Le texte élaboré par le gouvernement andalou reprenait pour l'essentiel une législation votée sous le gouvernement centriste (1977-1982), mais très peu appliquée. Il prévoyait la possibilité pour l'Etat d'exploiter les terres insuffisamment cultivées, sans les nationaliser pour autant. La seule innovation importante était la création d'un impôt frappant les propriétés au rendement insuffisant.

Pour que cette loi prenne effet, il fallait que le gouvernement régional andalou reçoive du gouvernement central les compétences correspondantes en matière d'agriculture, or celles-ci ne lui ont toujours pas été transférées. M. Felipe Gonzalez lui avait, semble-t-il, promis de régler ce problème avant que le Parlement andalou n'entame, le 21 février, la

M. Felipe Gonzalez a reçu M. Fidel Castro pour un déjeuner de travail à Madrid

De notre correspondant

Madrid. — L'escalade technique de deux heures que devait faire à Madrid, le jeudi 16 février, M. Fidel Castro, de retour de Moscou, s'est finalement transformée en un déjeuner avec le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, et le coordinateur de la junte du gouvernement nicaraguayen, M. Daniel Ortega.

M. Castro, dont c'était la première visite dans un pays d'Europe occidentale, a souligné le caractère « novateur » de ce voyage « à la terre de mes ancêtres » (son père était un paysan galicien ayant émigré à La Havane). Ce n'est pas du passé, mais surtout de l'Amérique centrale que s'est entretenu le dirigeant cubain avec ses interlocuteurs. « Nous avons parlé de tout ce que vous pouvez imaginer », a déclaré M. Castro, « de la paix mondiale, des relations bilatérales et de la reconversion industrielle », a affirmé M. Gonzalez à l'aéroport de Madrid où il a accompagné ses deux hôtes à leur départ.

M. Castro s'est aussi entretenu par téléphone avec le roi Juan Carlos et lui a renouvelé son invitation à visiter Cuba. Il a, d'autre part, rencontré le secrétaire général

Nicaragua

M. Tomas Borge est venu à Paris s'incliner sur la tombe de Julio Cortazar

M. Tomas Borge, ministre nicaraguayen de l'Intérieur, devait quitter Paris ce vendredi 17 février, après une visite privée de quarante-huit heures, et retourner à Managua, où le processus adopté pour les élections générales — qui doivent, en principe, avoir lieu en 1985 — sera annoncé le 21 février.

M. Borge, ami personnel de Julio Cortazar, décédé à Paris dimanche dernier (le Monde du 14 février), s'est incliné sur la tombe de l'écrivain, ami fidèle du Nicaragua sandiniste. Mais M. Borge n'a pu arriver à temps pour les obsèques. A Managua, le journal *Barricada*, proche du régime, a dédié un numéro spécial à l'œuvre et à la vie de Julio Cortazar. La dernière rencontre entre le ministre de l'Intérieur de Managua et l'écrivain (naturalisé français en 1981) avait eu lieu en septembre 1983, à Paris.

Aucun entretien officiel n'avait été prévu à Paris pour M. Tomas Borge, qui a confirmé, à l'occasion d'entretiens privés, l'organisation des élections au Nicaragua en 1985 « et peut-être même avant ». Le Parti communiste et le Front sandiniste ont chacun de leur côté à ces élections. Mais il semble que les alliances entre les différents partis

partis qui subsistent encore ne sont pas clairement définies. M. Borge, comme M. Sergin Ramirez (le Monde du 15 février), exclut en tout cas « toute participation de dirigeants politiques et militaires de l'opposition extérieure, comme MM. Pastora, Robelo ou Calero, au processus électoral ». En revanche, les soldats des forces contre-révolutionnaires pourraient être admis.

M. Borge, qui nie catégoriquement que les forces d'Eden Pastora aient jamais occupé une portion de territoire nicaraguayen proche de la frontière du Costa-Rica, admet que la situation militaire sur la côte atlantique « reste difficile ». Et il juge que les « sabotages » des installations économiques et industrielles par des commandos armés de la « contra » sont « graves ».

M. Borge est manifestement très amer, car il pense que le gouvernement de Managua a dit faire trop de concessions face à la pression diplomatique et militaire des Etats-Unis. « Ils veulent tout, dit-il. Eux ne font aucune concession en échange. A la limite, ils nous demandent de rétablir au pouvoir la garde nationale de Somoza... »

du Parti communiste espagnol, M. Gerardo Iglesias. Le dirigeant cubain s'est refusé à commenter les rumeurs sur sa visite éventuelle et officielle en Espagne, en France et en Suède.

MM. Castro, Gonzalez et Ortega sont tombés d'accord pour renouveler leur appui aux efforts des pays du Groupe de Contadora en faveur d'une solution négociée de la crise centraméricaine.

L'Espagne a ainsi réaffirmé de manière spectaculaire, l'intérêt qu'elle porte aux problèmes d'Amérique centrale, un thème qui tient particulièrement à cœur à M. Felipe Gonzalez. Il est l'un des rares chefs de gouvernement qui puissent être écoutés avec la même attention sur cette question tant à Washington qu'à La Havane. Depuis son arrivée au pouvoir, M. Gonzalez, tout en se déclarant prêt à offrir ses bons offices, s'il était sollicité, a surtout insisté sur le rôle, à ses yeux primordial, que doivent jouer les pays de la région dans la solution des conflits. Le gouvernement espagnol a jusqu'ici préféré les soutenir « de l'extérieur » et demandant aux pays d'Europe occidentale un appui plus décidé au Groupe de Contadora.

C'est une position que M. Gonzalez a encore réitérée à Strasbourg devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe, où il a proposé l'envoi d'une mission d'information auprès des pays de ce groupe. En recevant à Madrid M. Fidel Castro, ce qu'autant chef de gouvernement occidental n'a encore fait avec lui, M. Gonzalez est en accord avec ses affirmations selon lesquelles la paix ne pourra être restaurée en Amérique centrale qu'en associant toutes les parties intéressées à la négociation.

URSS

JOURI ORLOV A ÉTÉ ENVOYÉ EN RELÉGATION APRÈS SA LIBÉRATION

Jouri Orlov, fondateur, en 1976, du groupe moscovite pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a été libéré sept ans jour pour jour après sa condamnation pour « agitation et propagande antisoviétiques ». Il lui reste encore à purger une peine de cinq ans de relégation : selon un avocat londonien qui s'occupe de son cas, il a déjà été envoyé en Yakoutie, la région la plus froide de la Sibérie.

Jouri Orlov a été l'une des grandes figures de la dissidence soviétique et son procès, en mai 1978, à Moscou, a aussi été l'un des derniers à soulever une émotion dans le monde. Depuis, les arrestations ont complètement démantelé le « groupe d'Helsinki » — constitué un an après la conclusion dans la capitale finlandaise d'accords censés contraindre, notamment, les signataires à respecter les droits de l'homme.

Jouri Orlov, âgé de cinquante-neuf ans, a été gravement affecté par son séjour dans le camp à régime sévère VC 389/37, près de Perm, dans l'Oural. Selon sa femme, Irina, il a observé plusieurs grèves de la faim, sanctionnées par des privations du droit de visite et de courrier. Ses amis craignaient qu'il ne soit victime de la nouvelle loi soviétique qui permet aux autorités de prolonger arbitrairement la peine des prisonniers qui n'ont pas donné satisfaction. Physicien de profession, Jouri Orlov est père de deux enfants. Avant son arrestation, il avait déployé une grande activité et fait preuve de beaucoup de courage, prenant notamment la défense de Sakharov et de Soljenitsyne.

Italie

L'assassinat du diplomate américain Leamon Hunt pourrait être une action commune des Brigades rouges et d'un groupe palestinien

De notre correspondant

Rome. — L'enquête sur l'assassinat du diplomate américain Leamon R. Hunt, directeur de la force multinationale de paix dans le Sinaï (1), survenu à Rome le jeudi 15 février, est délicate. Jeudi, l'attentat a été revendiqué à trois reprises. Un premier message téléphonique parvenait à une radio privée de Milan, signalé du Parti communiste combattant (une fraction de l'aile dite militaire des B.R.). Peu après, au cours d'un procès contre des membres des Brigades rouges à Gênes, l'un des accusés, Bruno Seghezzi, tenta de lire une déclaration attribuant la responsabilité de l'attentat à son groupe. Enfin, dans la

matinée, un autre communiqué écrit à la main et en arabe signé des « brigades révolutionnaires libanaises » revendiquait l'assassinat « au nom du grand peuple du sud, des montagnes et de la périphérie de Beyrouth, afin de mettre en garde toutes les forces atlantiques pour qu'elles se retirent du Liban ».

La police avait signalé au ministère de l'Intérieur la possibilité d'une reprise des actions terroristes qui avaient fortement diminué, les résistances ayant été démantelées, à la suite de l'arrestation du général Dagher. Les recherches s'orientent vers les relations internationales des B.R. On rappelle à ce propos la récente arrestation à Paris de Paul Baudet, qui était en contact avec Moretti, actuellement jugé à Gênes, et Serzani, le chef de la colonne romaine, partisan d'un rapprochement avec le mouvement terroriste international.

L'attentat dont a été victime le diplomate américain pourrait être une action conjointe entre les B.R. et une organisation palestinienne. Il a, en tout cas, posé de manière dramatique le problème du terrorisme en Italie.

Ph. P.

LE QUOTIDIEN TURC « HURRIYET » PUBLIE UNE « RECONSTITUTION » DE L'ENTRETIEN DU PAPE AVEC ALI AGCA

Le quotidien turc *Hurriyet* a publié, le jeudi 16 février, une transcription de la conversation qu'a eue le 27 décembre, dans la prison de Robbia, le pape Jean-Paul II avec l'homme qui avait tenté de l'assassiner, Ali Agca. *Hurriyet* affirme s'être procuré l'une des trois copies du film de cet entretien réalisé par la télévision italienne, avoir fait amplifier les numéros des deux personnages et fait décrypter par un responsable d'une école romaine pour sourds-muets les passages inaudibles.

La reconstitution n'est que partielle. Les deux minutes pendant lesquelles Ali Agca répond à la question clé : « Qui vous a envoyé pièce Saint-Pierre ? », ont été coupées dans la copie obtenue par le journal.

Agca parle de Sofia. Le pape lui demande : « Comment avez-vous trouvé l'homme ? », et il ajoute : « Vous avez parlé avec lui et vous vous êtes mis d'accord ». Le pape demande, après un échange non reconstruit : « De France ? ». Agca répond : « Je ne pouvais faire autrement ».

Le mystère reste donc à peu près entier sur cette affaire, de même que sur la façon dont *Hurriyet* a obtenu le film, après plusieurs rendez-vous secrets de son correspondant à Rome avec un mystérieux personnage. Le quotidien affirme cependant qu'il obtiendra les deux minutes manquantes. — (AFP.)

111 armoires

anciennes en chêne, sapin, acajou, noyer ou merisier sont à vendre ce jour au "Dépôt Vente de Paris". Un exemple de leur prix : une superbe armoire d'époque Louis Philippe en merisier massif vous coûtera moins de 5000 F. Pas d'ennuis que vous les vendiez par quantité !

LE DÉPÔT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny (209) 372.13.91

Plusieurs modèles de

SELLES PONEY

ART ET FER

Importation du MEXIQUE

125, rue du Théâtre
75015 PARIS
T. 6. 575-15-97

LE MONDE diplomatique

FÉVRIER 1984

L'AGRICULTURE EUROPÉENNE ET LE SORT DES PAYSANS

EN VENTE 11 F

CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE

5, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09

DEUX PALESTINIENS DE JERUSALEM PARLENT DE LA PALESTINE LA TERRE ET LA PATRIE

CONFÉRENCE DÉBAT AVEC ALBERT AGHAZARIAN

Professeur d'histoire arabe contemporaine, Directeur du Service des Relations Publiques de l'Université de BIR-ZEIT.

IBRAHIM MATTAR

Ancien Chef du département d'économie de l'Université de Bethlehem, Spécialiste de développement rural.

LUNDI 20 février	20 h 30 avec le concours des Clubs UNESCO, Collège Agricole, SAINTE.
MARDI 21 février	17 h avec l'Université de Haute Bretagne Rennes II et le CITHMO Amphithéâtre Foullart, 6, avenue Gaston-Berger, RENNES.
MERCREDI 22 février	20 h avec le concours de l'AMFP, Palais des Congrès, rue du Grand-Rabbin-Haguenauer, NANCY.
VENDREDI 24 février	20 h 30 salle des Arcades, MONTPELLIER.
SAMEDI 25 février	15 h Maison de l'Étranger, 16, rue Antoine-Zattara, MARSEILLE.
LUNDI 27 février	20 h 45 Salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes - 75009 PARIS.
MARDI 28 février	avec le concours de F.P. MRAP, Amphithéâtre II, 9, rue Auguste-Angelier, Ancienne Faculté de Lotzès - LILLE.
LUNDI 5 mars	LYON et tous renseignements à tel. : 16 (78) 37-16-63.

VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE

38-40 RUE JACOB 75006 PARIS

TEL. : 260.28.01

LA VIE FRANÇAISE

INVESTIR EN BOURSE C'EST FACILE GRACE AUX SICAV

ET A LA VIE FRANÇAISE

Les spécialistes de La Vie Française vous indiquent lesquelles choisir en fonction de vos besoins. Ils ont étudié leur performances, ils vous révèlent les stratégies de leurs gérants pour 1984.

Grâce à La Vie Française vous saurez aussi comment payer moins d'impôts grâce aux nouvelles formules d'épargne.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

DIPLOMATIE

MINISTRE ÉQUATORIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Valencia a remis à M. Mitterrand la « déclaration de Quito » sur la dette extérieure des pays d'Amérique latine

M. Mitterrand a reçu, le jeudi 16 février à l'Élysée, M. Luis Valencia, ministre équatorien des affaires étrangères, qui lui a remis le document adopté à Quito, en janvier, par les représentants de vingt-six pays d'Amérique latine sur la question de la dette extérieure.

La déclaration de Quito recommande en particulier « une concertation des pays de la région destinée à renforcer leur capacité de réponse face à la crise économique et sociale la plus grave de ce siècle ».

La déclaration réclame une « plus grande flexibilité » des pays industrialisés dans la renégociation de la dette externe des pays d'Amérique latine, estimée à plus de 600 milliards de dollars, et la levée des barrières douanières. Le document reconnaît, cependant, que la crise est

due aussi en partie « aux politiques erronées mises en œuvre au cours de la dernière décennie ».

M. Valencia reconnaît que la structure des dettes externes varie beaucoup d'un pays à l'autre, et qu'il n'est pas possible d'imaginer un front commun des nations de l'Amérique latine sur cette question explosive. Mais il estime que la « concertation » progresse, et qu'il est indispensable que les pays industrialisés « fassent preuve aussi de responsabilité ». M. Valencia, reprenant les thèses de la déclaration de Quito, a insisté aussi sur la nécessité d'une « révision de la politique du Fonds monétaire international ». Le ministre équatorien doit encore se rendre en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Espagne.

M. JEAN-PIERRE CABOUBAT AMBASSADEUR A OTTAWA

Le Journal officiel de ce vendredi 17 février publie la nomination de M. Jean-Pierre Caboubat comme ambassadeur de France à Ottawa, en remplacement de M. Jean Béllard.

DNé le 23 décembre 1921, M. Caboubat est entré dans l'administration consulaire en novembre 1945. Il y a occupé différents postes à Gènes et à Prague, avant d'entrer à l'administration centrale, au secrétariat des conférences, aux relations culturelles et aux affaires économiques. Il a ensuite occupé plusieurs postes diplomatiques auprès des Communautés européennes à Bruxelles, à Washington et de nouveau à l'administration centrale (affaires africaines et malgaches, affaires économiques et financières). Ambassadeur de France à Tripoli de 1975 à 1979, il a ensuite été nommé chef du service d'information et de presse, poste qu'il a quitté en 1981 pour être nommé directeur du personnel et de l'administration générale. M. Caboubat est membre du Conseil supérieur de la fonction publique.

A TRAVERS LE MONDE

Maroc

LIBÉRATION D'INTÉGRISTES. - Les soixante intégristes musulmans interpellés lundi 13 février à Salé, ville proche de Rabat (*le Monde* du 15 février), ont été relâchés le lendemain. Ces militants avaient été interpellés devant le tribunal de première instance de Salé. Ils étaient venus de différentes régions du Maroc assister au procès de l'un de leurs dirigeants, M. Abdesselam Yassine. D'autre part, quatre-vingt-cinq lycéens, étudiants et professeurs ont comparu, jeudi 16 février, devant le tribunal de première instance de Rabat, sous l'inculpation d'incitation à la grève et de trouble de l'ordre public. On apprend, par ailleurs, qu'un autre procès, dans lequel sont inculpés un membre du bureau régional de l'Union socialiste des forces populaires et plusieurs membres de la Jeunesse unioniste, s'est ouvert jeudi à Khouriba.

Népal

NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE. - Les journalistes népalais ont demandé, mercredi 15 février, la démission du ministre de la communication parce que qu'une loi, promulguée le 6 février, limite les déplacements de correspondants étrangers à Katmandou et ses environs et impose des contraintes sur les publications nationales. - (UPI.)

Pakistan

CAPACITÉ D'ENRICHIR L'URANIUM. - Le Pakistan souhaite acquérir la technologie nucléaire à des fins pacifiques uniquement. - a réaffirmé le président Zia-Ul-Haq, à Islamabad, lundi 13 février. Le gouvernement s'était déclaré, dimanche, très surpris par les récentes déclarations d'un scientifique pakistanais laissant entendre que son pays était en mesure, si la décision politique devait en être prise, de fabriquer un engin atomique. Dans une interview publiée par le quotidien en langue ourdou, *Nawa-i-Waqt*, jeudi 9 février, M. Abdul Qadir Khan, un ingénieur, a notamment déclaré : « Le Pakistan a maintenant rejoint les pays qui ont acquis la capacité d'enrichir l'uranium et brisé ainsi le monopole occidental dans ce domaine ». M. Khan a été jugé l'année dernière par un tribunal d'Amsterdam pour avoir tenté de dérober des secrets sur l'enrichissement de l'uranium dans un centre de recherches néerlandais et condamné par contumace à quatre ans de prison. - (Reuter, UPI.)

République Sud-Africaine

VICTOIRE DE L'OPPOSITION. - Le parti national au pouvoir en Afrique du Sud a perdu deux élections législatives partielles qui se sont déroulées mercredi 15 février dans les villes de Pietermaritzburg (Natal) et de Soutpansberg (Transvaal). Dans le premier cas c'est un candidat du parti fédéral progressiste, M. Roger Burrows qui l'a emporté par 880 voix sur un membre du nouveau parti républicain allié du parti national, tandis que dans le second c'est le candidat de l'extrême droite, du parti conservateur, M. Tom Langley qui a enlevé le siège avec 497 voix d'avance. Il s'agissait du premier scrutin depuis le référendum du 2 novembre permettant de modifier la constitution afin d'associer partiellement les communautés métis et indiennes à la vie parlementaire. Les deux partis vainqueurs étaient hostiles à cette modification. - (UPI, Reuter.)

ÉVACUATION DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE DE MOGOPA. - La police sud-africaine a procédé au cours de la semaine à l'évacuation des habitants de la communauté noire de Mogopa (située à l'ouest de Johannesburg). Les forces de l'ordre ont encerclé le village, dont l'accès est interdit aux journalistes. En novembre dernier, les autorités sud-africaines avaient adressé un ultimatum aux habitants dont les ancêtres avaient acheté les terres en 1911 (*le Monde* du 2 décembre 1983). - (AFP, Reuter.)

Uruguay

LEVÉE PARTIELLE DE LA CENSURE DE PRESSE. - Le

gouvernement a partiellement levé, le jeudi 16 février, la censure préalable sur la presse, imposée en décembre 1983. La publication d'informations de nature politique reste prohibée.

Le général Rapela, nouveau ministre de l'intérieur, a estimé que cette mesure pourrait faciliter la reprise du dialogue avec les partis en vue d'un rétablissement de la démocratie en 1985. D'autre part, l'hebdomadaire *Busqueda* rapporte qu'un tribunal militaire a réduit, cette semaine, de vingt à quatorze ans la peine de prison que purge la mathématicien José Luis Massera, dénoncé depuis 1975 en raison de son rôle à la tête de la 3e brigade militaire du PC. - (Reuter.)

ASIE

Cambodge

APRÈS L'ATTAQUE DE PLUSIEURS VILLES

L'offensive des Khmers rouges s'est intensifiée

Les Khmers rouges ont, depuis le début de l'année, lancé une offensive générale dans l'ouest du Cambodge. Alors que l'on attendait la traditionnelle offensive vietnamienne de saison sèche contre la résistance cambodgienne regroupée le long de la frontière avec la Thaïlande, ce sont les soldats de M. Pol Pot qui ont pris l'initiative. Après s'être fait étriller sans gloire à la même saison l'an dernier, ils n'apparaissent pourtant

aurait été confirmée par des photos prises par des satellites américains. Toujours de source khmère rouge, Pursat, située entre Battambang et Phnom-Penh, a été atteinte le 2 février, Siem-Reap le 27 janvier et Kompong-Thom le 19. Soit quatre capitales provinciales en moins d'un mois.

Certes, on ne saurait prendre pour argent comptant la propagande khmère rouge ! Mais les opérations

Aujourd'hui, les Khmers rouges contrôlent des zones isolées ou du moins peuvent s'y déplacer sans encombre : ils tendent des embuscades, y compris fort loin de leurs bases thaïlandaises, comme celle qui, il y a quelques mois, coûta la vie à plusieurs experts soviétiques. Ce qui n'est pas sans gêner l'activité économique. Ainsi le barrage de Trapeang-Thmor, dans la province de Battambang, endommagé par de récentes inondations, a pu être réparé, se trouvant en zone peu sûre.

Au même moment, les deux autres mouvements nationalistes, le Front national de libération du peuple khmère (FNLPK) de M. Son Sann et les Sihanoukistes, ont intensifié leurs activités militaires. Les premiers disposent d'une dizaine de milliers de soldats, les seconds de la moitié environ (comme vingt-cinq mille à trente mille pour les Khmers rouges). Ils ont eu aussi reçu de nouvelles armes, en particulier de la Chine et de Singapour.

Sévère pénurie de riz

Bien que la moitié de la saison sèche, plus propice aux offensives, soit passée, de multiples raisons laissent prévoir une nouvelle agression militaire vietnamienne, même si elle intervient peu après la récente offre de relance d'une négociation avec les pays de l'ASEAN (1) formulée le 29 janvier par les trois ministres indochinois des affaires étrangères (*le Monde* du 31 janvier). Le Vietnam a reçu du nouveau matériel, qui comprendrait des hélicoptères de combat soviétiques du type de ceux utilisés en Afghanistan. Il ne peut assister sans résister à la dégradation de la situation militaire au Cambodge sans risquer de perdre de sa crédibilité.

Sur le plan intérieur, la situation politique n'est toujours pas stabilisée à Phnom-Penh. Les luttes intestines se poursuivent, les défections aussi, tandis que M. Heng Samrin persiste à éprouver des difficultés à s'imposer. Le retour à Phnom-Penh récemment de M. Pen Sovan, limogé fin 1981 et réfugié à Moscou, indique que Hanot a dit jetter au certain lest face à ses amis soviétiques.

En même temps, le Cambodge connaît sa plus mauvaise récolte depuis 1980. La sécheresse suivie d'inondations a ravagé la récolte de riz, qui serait déficitaire de 300 000 tonnes, soit plus du quart de la production annuelle, à un moment où les organisations humanitaires manquent à la fois d'argent et de volonté pour aider massivement le Cambodge ; ce dernier ne peut guère compter sur la générosité de l'URSS.

Khmers rouges et Vietnamiens sont à nouveau face à face. Les premiers veulent montrer à leurs partenaires de la coalition anti-vietnamienne que, même s'ils ne sont guère populaires, ils représentent toujours la principale force militaire contre le Vietnam. D'autant que les nationalistes, sous la pression de l'ASEAN et pour faire contrepoids aux Khmers rouges, s'efforcent de réduire leurs divergences.

Le Vietnam, empêtré de plus en plus dans le tourbillon cambodgien, tente de s'en sortir à la fois par les armes et la négociation. Les dernières propositions indochinoises ont montré un certain assouplissement de Hanot, qui a accepté de discuter sur la base de propositions de l'ASEAN. Mais cette souplesse formelle ne semble pas s'accompagner de concessions de fond : la situation au Cambodge demeure « irréversible ».

Pourtant, un paragraphe de la déclaration du 29 janvier a attiré l'attention de Washington. Pour la première fois, Hanot et ses amis y font état de leur intention de rechercher toutes les informations sur les disputes américaines en Indochine, « dans un esprit honnête et de compréhension », et s'affirment prêts à « traiter de cette question avec le gouvernement américain » s'il « manifeste une attitude de coopération et renonce à sa politique hostile ». Cette déclaration est considérée à Washington comme un pas en avant. Il s'agit d'un geste positif des Vietnamiens dans un domaine d'autant plus sensible pour M. Reagan qu'il se trouve en année électorale.

Il est encore trop tôt pour savoir si le Vietnam fait ces ouvertures vers l'ASEAN, les États-Unis, voire la Chine - dénoncée avec moins de violence qu'auparavant. - uniquement pour réduire l'impact d'une nouvelle offensive et attirer les divergences entre ses adversaires. Mais il y avait longtemps que Hanot et ses alliés indochinois n'avaient pas employé un ton aussi conciliant.

PATRICE DE BEER

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines, Indonésie et Brunei).

JE NE SUIS PLUS CELLE QUE VOUS CROYEZ!

LES SURPRISES DU RECENSEMENT

Marianne a pris des rides. Mais c'est un grand-mère du genre branchée. Elle s'est mise au téléphone et en concubinage. Elle a deux voitures et elle s'est achetée sa maison. Sa vieillesse est propre, déjurée, confortable. Elle est à peu près l'image que renvoie à la France le recensement INSEE de 1982. Cette semaine, le *Nouvel Observateur* tire les enseignements de ce sondage grandeur nature. Michel Albert, François de Closets, Georges Duby et les journalistes du *Nouvel Observateur* se sont mobilisés pour vous livrer ce document exceptionnel : Comment la France a changé.

LE NOUVEL observateur

AU MÊME SOMMAIRE

EXCLUSIF AVANT SON ÉMISSION T.V.

DROITE: YVES MONTAND S'EXPLIQUE

مكتبة الأمل

50 من الوصل

Le Monde politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Choisir son camp

Le comité central du Parti communiste, réuni, jeudi 16 février, pour adopter la liste des candidats proposés par le bureau politique pour les élections européennes, s'est d'abord intéressé aux suites de sa précédente réunion. M. René Piquet, qui présentait le rapport au nom du bureau politique, a souligné que les déclarations qu'il avait faites, il y a un mois, M. Georges Marchais ont rencontré l'assentiment de l'ensemble du parti.

Les communistes, donc, sont contents. Le langage que tient la direction de leur parti est celui qu'ils voulaient entendre. Il se ramène à ceci : la réalisation des engagements pris par la gauche, en 1981, se heurte à des difficultés que la politique gouvernementale ne permet pas de résoudre. M. Piquet a été on ne peut plus clair : face aux mutations industrielles, a-t-il dit, il s'agit de savoir si le critère retenu par la gauche est celui de la rentabilité financière ou celui des « besoins des hommes ». Tel est, selon la direction du PCF, le problème que posent les choix gouvernementaux. La formule en ces termes, c'est choisir son camp ; c'est bien ainsi que les communistes conçoivent la « grande bataille politique » qu'ils entendent mener pour les élections européennes.

Le fait que le PCF participe au gouvernement ne doit pas, selon la direction, embarrasser les militants. « Moins que jamais », a dit M. Piquet, « le mouvement populaire ne saurait déléguer à personne sa responsabilité d'acteur dans la transformation sociale ». La politique du PCF, ce ne sont pas ses ministères qui l'expriment - aucun d'entre eux ne figure sur la liste des candidats aux élections européennes - mais le bureau politique, massivement présent sur cette liste autour de M. Marchais. La participation au gouvernement est elle-même, a réaffirmé M. Piquet, un « enjeu majeur » de la période - formule ambiguë signifiant à la fois que cette participation nourrit un débat profitable pour le PCF, auquel il permet de se maintenir sur le devant de la scène, et qu'elle pourrait ne plus aller de soi pour les communistes eux-mêmes.

La politique du gouvernement est plus facile à combattre qu'à défendre. M. François Mitterrand, qui le sait mieux que personne, admet qu'il ne peut pas empêcher les communistes de chercher leur salut dans la critique chaque fois qu'une difficulté se présente. Mais le président de la République estime que certains seuls ne doivent pas être franchis par le PCF, par exemple lorsque sont mis en cause la politique extérieure de la France ou les engagements présidentiels de 1981.

M. Marchais, qui devait être reçu, vendredi après-midi, par M. Mitterrand, s'était peut-être donné au chef de l'Etat une version rassurante de la politique actuelle de PCF. M. Mitterrand ne semblait pas avoir, lui, l'intention de trop rassurer le secrétaire général du PCF sur l'indulgence que celui-ci peut espérer.

PATRICK JARREAU.

● La campagne européenne de l'opposition. - M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a indiqué jeudi 16 février qu'une nouvelle rencontre des représentants du RPR et de l'UDF avec M^{me} Simone Veil aurait lieu la semaine prochaine. A ce moment-là serait mis en place deux groupes de travail, l'un politique, d'une dizaine de membres, l'autre technique, notamment pour organiser la propagande, d'une dizaine de personnes. M. Pons a précisé que la « pré-campagne » de la liste d'union de l'opposition se déroulerait du 1^{er} au 15 avril, avec, notamment, la diffusion d'une affiche commune au bas de laquelle chaque formation pourra apposer son propre sigle.

● L'Union des Jeunes pour le Progrès et la Liste unique de l'opposition. - M. Bernard Fournier, président de l'UJP (jeunes gaullistes), estime dans une « lettre ouverte » que cette élection permettra de « démontrer aux Français que l'opposition a des solutions de rechange réalistes et constructives ». Il « appelle M^{me} Veil à constituer une véritable liste de l'opposition où petits et grands partis seront équitablement répartis ».

Le PCF entend mener une « grande bataille politique » pour « les engagements de 1981 »

M. René Piquet, membre du bureau politique du PCF, président du groupe des communistes français et apparentés à l'Assemblée européenne, a présenté au comité central, jeudi 16 février, un rapport, dont l'Humanité a publié, vendredi, des extraits. M. Piquet est revenu, d'abord, sur la précédente réunion du comité central, les 17 et 18 janvier, au cours de laquelle M. Georges Marchais avait critiqué la politique du gouvernement.

« Les communistes en sont d'accord », a dit M. Piquet, « le bilan de la gauche est important. Mais ils veulent que nombre d'engagements pris en 1981 se heurtent à d'importantes difficultés, dont la persistance, l'aggravation, nourrissent de graves préoccupations dans l'ensemble du monde du travail. Emploi, pouvoir d'achat, politique industrielle et croissance, gâchis financiers sont au cœur de ces préoccupations. Et les dernières mesures économiques annoncées ne sont pas de nature à lever ces préoccupations ». M. Piquet a ajouté : « La gauche est confrontée à une tâche historique ; elle peut réussir en

1984, en 1986 et après, à condition de prendre, dès aujourd'hui, les décisions novatrices indispensables pour surmonter les multiples obstacles auxquels nous sommes confrontés. Cette tâche, quel que soit le problème abordé - mutations technologiques, emploi, croissance, - est traversée par un choix majeur : organiser la production pour la rentabilité financière du capital ou pour répondre aux besoins des hommes ».

M. Piquet a affirmé que le PCF, « par sa détermination, par son comportement offensif, constructif, unitaire, par la nouveauté, la fécondité de ses propositions, illustre mieux ce qu'il représente d'apport original à la majorité dont il est partie intégrante ». « Malgré la complexité et la nouveauté de la situation politique, a-t-il dit, les travailleurs peuvent mieux comprendre, quelles que soient les limites réelles de cette compréhension, le rôle et la place du Parti communiste dans la vie nationale ».

Selon M. Piquet, « le mouvement populaire ne saurait déléguer à per-

sonne sa responsabilité d'acteur dans les transformations sociales ». « La présence de ministres communistes, a-t-il expliqué, représente pour les travailleurs, pour les engagements de 1981, pour la réussite de la gauche, un enjeu majeur ». Aux élections européennes, « plus il y aura de voix communistes, plus les travailleurs, la gauche, se donneront les moyens de tenir, face aux pressions du grand capital et de la droite, les engagements de 1981 ».

M. Piquet a indiqué, ensuite, que la présence de M. Marchais à la tête de la liste du PCF, « c'est le moyen le meilleur pour rassembler tout le parti, regrouper le maximum d'énergies chez les militants, dans les organisations ». « C'est, a-t-il ajouté, dire tout de suite haut et fort notre volonté de conduire une grande bataille politique, à la hauteur de ce qui est en jeu dans l'avenir du pays ». M. Piquet a souligné que la liste présentée par le PCF « doit être composée des militants et militants les plus susceptibles de regrouper tout l'électorat communiste, de gagner, si possible, de nouveaux travailleurs au vote communiste ». « Chacun comprend, a-t-il précisé, que la présence des dix membres du bureau politique sur la liste procède d'une intention délibérée. C'est la volonté de montrer, à tous les communistes, l'impérieuse nécessité de mettre en mouvement tout le parti, de rassembler l'ensemble de ses énergies, la totalité de ses forces, pour obtenir le nombre de voix le plus élevé possible ».

M. HERZOG CRITIQUE LE PLAN DE RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, écrit dans l'Humanité-Dimanche du 17 février, que le plan de restructurations industrielles adopté par le conseil des ministres le 8 février « vise essentiellement à traiter [des] suppressions d'emplois jugées inévitables dans plusieurs secteurs ». « Il ne se présente donc pas, estime M. Herzog, comme un cadre mobilisateur pour faire face au problème national de la réduction des emplois. Evidemment, rien n'empêche, au contraire, d'utiliser les droits nouveaux et d'agir pour faire avancer ce que ne contient pas ce plan, c'est-à-dire faire pousser, partout, des projets de créations d'emplois efficaces, durables, dans les groupes d'entreprises et les régions ».

M. Herzog ajoute : « Le plan gouvernemental est un cadre de négociations avec les organisations syndicales, les élus, et il comporte certains points d'appui intéressants pour les travailleurs, particulièrement en ce qui concerne la formation. Il ne satisfait pas le CNPF, qui exigeait la liberté de licencier pour les patrons et la réduction des charges sociales. Il convient donc d'agir dans le cadre du dispositif gouvernemental, pour utiliser le plus possible les points d'appui, en faisant, pour cela, les propositions nécessaires ».

(Publicité)
Son nom a été cité dans l'Appel aux intellectuels de France paru dans le Monde daté mardi 14 février en page 12.
M. Claude ROTHSCHILD
Universitaire
Nous fais savoir qu'il n'est pas signataire de cet appel.

Les quatre-vingt-un candidats

Le comité central du Parti communiste a adopté, jeudi 16 février, la liste des candidats aux élections européennes de juin prochain. Le sont, dans l'ordre : M. Georges Marchais (*), M^{me} Danielle De March (*), M. René Piquet (*), Paul Vergès (*), Emmanuël Maffre-Bagré (*), M^{me} Jackie Hoffmann (*), M. Pierre Pranchère (*), Francis Wurtz (*), Robert Chambeiron (*), Maxime Gremetz (*), Sylvie Leroux (*), M^{me} Louise Baillet-Latour (*), Yves Couelle, M^{me} Henriette Potier (*), M. René Chevailler, Maurice Martin (*), M^{me} Gisèle Moreau, M. Dominique Bucchini, André Lajoie, Rolando Favaro, Georges Falba, Gustave Assart (*), M^{me} Hélène Constans, M. Paul Laurent, Alain Boquet, Roland Leroy, Jacques Denis (*), Joseph Legrand, Guy Hermier, M^{me} Marie-France Beaufils, M. Pierre Juquin, André Darmon, Robert Jarry, Guy Diot, Michel Germa, M^{me} Sylvie Gervin, M. Jacques Rimbaud, François Assens, Jean Reysier, Serge Paganelli, Jean-Jacques Barthe, Jean-Pierre Kahane, Jean Giard.

(* Eln (e) en 1979. Trois représentants élus à l'Assemblée européenne en 1979 ne sont pas candidats cette année. Ce sont : M. Félix Danette, Georges Frischmann et Guy Fernandez, tous trois membres du comité central du PCF.

Le regroupement du centre : les deux Faure font le point

Après « Thème de réflexion » rendu public le 19 décembre, c'est un second document, « De la réflexion à l'action », qui vient de signer M. Edgar Faure et Maurice Faure et ceux qui, avec eux, entendent créer un rassemblement au centre.

Depuis deux mois que l'initiative est lancée, les auteurs - comme ils l'avaient promis - font le point. A côté des « encouragements », il y a, notent-ils, les réactions négatives, qui, à leurs yeux, ne font qu'apparier des « justifications supplémentaires ». Ainsi de l'argument selon lequel « la France est divisée en deux camps » : les auteurs dénoncent le « combat entre Français », la « compétition entre les urnes » et cette alternance qui consiste « en la renouveau indéfini du combat avec échanges réciproques des positions ». Le document ajoute : « Une majorité usée par le pouvoir quitte la citadelle et se retire dans le bain de jouvence de l'opposition. Elle peut dès lors repartir gaillardement à l'offensive, en criant à son tour : une seule doctrine, le combat ! un seul but, la victoire ! pas de convergence ! pas de quartiers ! (...) Si l'on considère qu'aucune convergence n'est possible aujourd'hui, on postule par là même qu'aucune réconciliation n'est possible demain ».

une droite qui souvent n'ose pas dire son nom et une gauche qui ne mérite pas toujours le sien », craignent-ils.

Dans ce contexte, les élections européennes donnent au centre « la double possibilité de transcender le manichéisme de la politique intérieure et d'échapper aux contraintes du bipolarisme ».

Le mouvement Convergence démocratique, qui devrait recevoir un autre intitulé, organisé, samedi 18 février, un premier colloque où se retrouveront radicaux de gauche et radicaux valaisiens et un certain nombre de personnalités du journalisme, de l'écologie, de la médecine et du droit.

Au cours de cette manifestation, M. Olivier Stin, député UDF du Calvados, constatera le double emploi savateur de l'initiative : d'une part, il ne s'agit pas du passage de transfuges d'un camp dans l'autre, mais de la réunion d'hommes et de femmes venant des deux camps, et, d'autre part, d'une ouverture résolue vers des non-politiques.

A. Ch.

Les vieux démons de l'antipolitisme et de l'antiparlementarisme pourraient se ranimer demain comme les étranges bénéficiaires de l'ineprouvable combat où s'affrontent

● Le PS et les élections européennes. - M. Gérard Jaquet, président de la délégation socialiste française à l'Assemblée européenne, a déclaré jeudi 16 février à Paris : « Il est clair que si la droite fait liste commune pour les élections européennes, elle n'a pas de politique commune à présenter ». Commentant le clivage entre gaullistes et libéraux lors de la discussion et du vote du rapport Spinelli sur le projet de Traité d'union européenne (le Monde du 16 février), M. Jaquet « estime » que cela a montré « la fragilité des accords d'appareil au sein de la droite française en vue des élections européennes de juin prochain ».

INNOCENT OUBLIÉ DEPUIS 2 ANS dans sa prison italienne VANNI MULINARIS

est entré aujourd'hui dans son 16^e jour de grève de la faim.

Aidez-nous à le soutenir, et participez à notre effort

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

27, Rue Jean-Dolent, 75014 PARIS
Tél. : 331-94-95 - CCP 7676 Z

La tension en Nouvelle-Calédonie

Le chef de l'exécutif local demande à M. Mitterrand d'avancer la date du référendum sur l'avenir du territoire

M. François Mitterrand a reçu successivement, jeudi après-midi 18 février à l'Élysée, le vice-président du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Tjibaou, chef de l'exécutif local, et le président de l'assemblée territoriale, M. Jean-Pierre Aïfa.

Le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM ayant justifié la date de 1989 par la nécessité d'un délai de cinq ans pour juger des effets du prochain statut d'autonomie interne, M. Tjibaou a mis en garde contre le risque, au cours de cette période, d'une multiplication des « conflits institutionnels entre la légitimité indigène, actuellement illégale, et la légitimité coloniale ». Pour le vice-président du conseil de gouvernement, l'« autorité morale » des indépendantistes doit « se traduire dans le système institutionnel, sinon, dit-il, le haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie risque de se trouver à la tête d'institutions complètement vides ». M. Tjibaou s'est refusé à commenter le télégramme adressé par le secrétaire général de l'UC à l'Élysée pour demander le « départ des Français du territoire » (le Monde du 16 février).

M. Tjibaou, qui appartient au principal parti indépendantiste, l'Union calédonienne (UC), a présenté deux demandes au président de la République : il a souhaité que soit avancée la date de l'organisation du référendum sur l'avenir politique de la Nouvelle-Calédonie, annoncé pour 1989 par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, lors de sa dernière visite à Nouméa, en novembre ; et il a insisté pour que le gouvernement modifie le mode de scrutin utilisé aux élections territoriales, afin que, lors du renouvellement de l'assemblée locale prévu en juillet prochain, seuls les électeurs mélanésiens et les Européens de vieille souche calédonienne aient le droit de voter.

Plus modéré, le président de l'assemblée territoriale, M. Aïfa, qui appartient à la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC, centriste, alliée du Front indépendantiste à l'assemblée du territoire), a estimé que le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie « devrait pouvoir satisfaire les revendications des indépendantistes, même les plus durs ».

Au terme de son entretien avec le chef de l'Etat, M. Tjibaou a notamment déclaré : « Le droit à l'indépendance du peuple canaque nous donne un droit d'initiative. Le gouvernement de la République ne peut plus, ex cathedra, décider seul de notre avenir ». Il a ajouté que son parti d'accepter la réforme du statut du territoire, dans le Parlement doit débattre au cours de la session de printemps, que si les deux conditions formulées sont acceptées par le gouvernement.

● M. Rigout en Martinique. - Le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, est arrivé, jeudi 16 février, à Fort-de-France, pour une visite officielle de trois jours en Martinique. Il doit se rendre ensuite en Guadeloupe.

Les singes n'ont pas attendu l'homme pour inventer la culture, l'outil, les relations sociales et... les crimes de guerre!... Après lecture, vous ne vous regarderez pas tout à fait de la même façon dans la glace.

François Lebrette, Magazine Hebdo

Jean-Jacques Petter

Le propre du singe

Fayard le temps des sciences

le temps des sciences

Collection dirigée par Odile Jacob

FAYARD

264 pages 79 F

POLITIQUE

APRÈS LE RETRAIT DE L'UPC DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE

La difficulté d'être autonomiste

Ajaccio. - Du docteur Edmond Siméoni, un élu de l'Assemblée régionale dit qu'il est l'« enfant chéri » de la fca - un peu imprévisible, il est vrai - qui veille sur la Corse. Le chef de file de l'Union du peuple corse (UPC) est l'un des rares hommes publics insulaires à attirer les appréciations unanimement élogieuses.

« Une personnalité de progrès et de grande réputation, pondérée, lucide... », confie le socialiste Ange Pantaloni. On apprécie, même si les plus pessimistes les jugent irrésistibles, son souci de la « transparence » des institutions insulaires et son rêve de voir, un jour, la Corse débarrassée de ses grandes manœuvres et de ses petites combines.

Un enfant chéri, vraiment. Cette idée avait même pris, en 1982, une indiscutable force d'évidence lors du projet de « statut particulier » fin porté sur les fonts baptismaux. Edmond Siméoni incarnait si bien les vertus dont M. François Mitterrand souhaite qu'elles transfèrent l'image de la vie politique insulaire. Prise de responsabilités, rajustement, moralisation, dépassement de clichés ancestraux... le leader du courant autonomiste ressemblait tant à cette assemblée de rêve que certains se demandaient si la nouvelle institution régionale n'avait pas

été conçue essentiellement pour que s'impose le modèle de Bastia et que progresse l'influence d'un mouvement dont le philosophe avait séduit le pouvoir national de gauche.

Aujourd'hui, l'étroite concorde d'intérêts entre la jeune instance et le chef de file des autonomistes vient de s'interrompre brutalement.

La Corse, à quelques signes, s'attendait bien depuis plusieurs mois à un geste de mauvaise humeur de la part de l'UPC, mais pas à ce retrait, officiellement provisoire, qui ressemble fort à un départ définitif : le comité central du mouvement, en effet, demandait à ses cinq élus de ce plus siéger à l'Assemblée. Et, pour expliquer son geste, l'UPC met en avant non une raison particulière, mais une suite de déceptions, et dresse un bilan négatif de sa participation aux affaires publiques (*le Monde* du 17 février).

Les élus, les observateurs insulaires, avançaient tous la même explication. « L'UPC a estimé qu'elle risquait de perdre son âme en restant plus longtemps dans de telles conditions », note l'un des trois vice-présidents de l'Assemblée, M. Toussaint Luciani (MRG dissident).

De notre envoyé spécial

Le mouvement autonomiste devait être l'aiguillon de l'Assemblée régionale, une minorité agissante entre majorité et opposition, entre le clan de gauche et le clan de droite. Le jeu des appareils, la bipolarisation politique, principe national qui a, en Corse, des effets plus pervers qu'ailleurs, ont eu raison de ce schéma original un peu fragile.

An fil des mois, les autonomistes ont vu s'effriter ce qu'ils appellent leur « différence ». Les partis de gauche, auxquels s'associait l'UPC dans la plupart des débats, n'en tenaient en tout cas plus guère compte. Le rôle des autonomistes tendait à se limiter à une simple force d'appui de l'exécutif (MRG, PS, PC), à un soutien qui perdait de son importance à mesure que la gauche voyait fondre sa majorité. « Les jeux sont aujourd'hui faussés, note le préfet de région, M. Paul Bernard, dans la mesure où l'opposition, majoritaire, refuse de diriger l'Assemblée ». Inguérissable, la jeune instance née en 1982 attend que les électeurs lui donnent une nouvelle majorité stable, et, de session en session, les préoccupations modernistes ont été progressivement mises en sommeil. L'Assemblée vivote, avec un président, M. Pro-

per Alfonsi (MRG), de plus en plus souvent absent pour raison de santé et des formations politiques qui retrouvent des motivations calquées sur celles des partis nationaux à l'approche des élections européennes et législatives.

Débordée

Mais c'est surtout sur son terrain de prédilection, celui de la « provocation », selon un élu du R.P.R., que l'UPC a été retrouvée débordée. Une association d'élus non inscrits, indépendants, autonomistes ou de droite se sont alliés, l'an dernier, à deux élus démissionnaires du mouvement d'Edmond Siméoni (MM. Lucien Felli et Jean-François Ferrandi) pour composer ce qui allait devenir le seul groupe charnière de l'Assemblée. De sept, l'UPC passait à cinq. Et c'est désormais l'« intergroupe » qui dicte la loi de ses humeurs en privilégiant alternativement, par ses votes, l'opposition ou la « majorité », et qui, surtout, prive l'UPC de son rôle d'animation, notamment dans le domaine, jugé fondamental par les autonomistes, des revendications culturelles.

Le mouvement du docteur Siméoni peut trouver, toutefois, deux autres raisons d'opérer un repli stratégique. D'abord la dégradation de son image de marque. Plus strictement encore, la décision autonomiste s'explique par le risque, pour le docteur Siméoni, d'une incompréhension de sa base, voire d'une fêlure interne. De nombreux militants de l'UPC ont mal admis la participation de l'« Union », après dix ans de contestation, à la vie politique corse. Certains des anciens fondateurs de l'ARC (Action régionaliste corse), les rebelles d'Aléria et de Bastia, tous ceux qui avaient formé la première génération de l'UPC, n'ont pas compris le « flirt avec le diable ». En 1982, le docteur Siméoni avait, sur sa seule influence, fait accepter l'idée d'une participation électorale. Mais les hésitations de l'Assemblée, le malade aussi, à l'autonomie, du leader de l'UPC, ont ravivé, parmi les militants les plus durs, la nostalgie de ce qu'un élu appelle la « contestation de rue ».

Le soudain durcissement de la vie insulaire ces dernières semaines, les manifestations hostiles au FLNC, la création de deux associations, la Corse française et démocratique (CFR) et le Mouvement corse pour la démocratie (MCD), en réaction au terrorisme, ont tendance à renvoyer chacune des formations à son camp d'origine. Et l'UPC se rappelle qu'elle reste plus proche des nationalistes du FLNC que des partis classiques. La gauche, la droite, peuvent, avec des mots plus tranchés que ces mois derniers, dénoncer les perversions de la violence. L'UPC, par souvenir, parce qu'il existe de vieilles fidélités de combat, est condamnée à la gêne. Et, au mieux, à l'abstention.

Le retrait de cinq élus autonomistes de l'Assemblée marque assurément une victoire du FLNC, qui peut désormais expliquer que la voie légaliste est un échec et suggérer à certains membres de l'UPC d'autres formes de contestation.

PHILIPPE BOGGIO.

A GRENOBLE

Huit mille personnes ont manifesté contre M. Le Pen

De notre correspondant

Grenoble. - M. Jean-Marie Le Pen se souviendra de son étape grenobloise du jeudi 16 février. L'après-midi a débuté par un accueil plutôt « sec » en Club de la presse de Grenoble, le président de celui-ci ayant annoncé que de nombreux confédérés avaient décidé de se rendre à la manifestation organisée en ville contre la venue du président du Front national. Huit mille personnes ont défilé en criant : « Le Pen, t'es fou, Grenoble est dans la rue ! ». Le cortège, qui était le plus important qu'on ait vu depuis des années, a défilé de la place de la Gare à la place Notre-Dame, en plein cœur du quartier maghrébin. L'appel lancé par les partis de gauche (PC, PS, PSU), les syndicats (CGT, CFTI, FEN), le MRAP et la Ligue des droits de l'homme, mais aussi une quarantaine d'associations diverses, a donc été très entendu.

La gauche et le mouvement associatif, quelque peu assoupis depuis la victoire de M. Alain Carignon (RPR) aux municipales, ont saisi cette occasion pour «regonfler» leurs troupes. Une fois le cortège officiellement dispersé, quelque deux mille manifestants se sont rendus devant le Palais des sports, contenus par d'importantes forces de police. Ils ont accueilli sous les rires les participants à la réunion publique du Front national, qui leur épouillèrent parfois par de vigoureux bras d'honneur. Mais aucun incident grave n'est venu troubler la soirée de M. Le Pen. Deux mille personnes, qui avaient acquitté un droit d'entrée de 20 F, ont assisté à cette réunion, mais les élus locaux avaient été soigneusement invités par leur chef de file à ne pas y participer.

M. Jean-Pierre Sturbou, secrétaire général du Front national, a « chauffé » la salle : « Jamais nous ne nous laisserons intimider par les partisans du goulag. L'adjoint au maire de Dreux, évoquant « l'heure de vérité » du 13 février, a fait huer le nom de M. Jean-Louis Servan-Schreiber : « Votre numéro phibotique et le mien, votre numéro de procureur et d'accusateur, s'est

retourné contre vous ». M. Le Pen, à son tour, est revenu sur sa prestation télévisée : « Il nous a suffi que l'on nous ouvre les portes de l'information pour que passe un souffle de progrès et d'espoir qu'attendait la France ». Il a comparé l'attitude de M. Jean-Louis Servan-Schreiber à une scène du film *L'ours* : « L'intervogatoire d'un accusé déjà condamné avait même d'avoir été entendu ». Puis sont venus les bons mots habituels sur l'immigration, la sécurité, le chômage et l'autocommuniste. M. Le Pen a notamment exalté ce qui fait de chaque Français, à ses yeux, un être exceptionnel : « Le simple fait de servir du venant de sa mère fait de lui un héros prestigieux. L'Exemple, qui est pourtant exigeant, conseille d'aimer d'abord son prochain avant son lointain ». La grand-messe était dite.

JEAN-PIERRE MARDELL.

M. Bernard Pons et l'intervention de M. Le Pen à TF1. - Interrogé jeudi 16 février sur les déclarations de M. Le Pen, président du Front national, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a déclaré : « M. Le Pen existe et nous reconnaissons son existence. Si l'on avait voulu valider M. Le Pen, on ne s'y serait pas pris autrement qu'en lui offrant une émission de télévision ».

M. Pons a ajouté : « J'estime que M. Le Pen s'est cependant totalement discrédité : il s'est prêté à deux reprises le grand adversaire du communisme capable d'aller le combattre sur son terrain. Or il a rappelé qu'en 1981, lors de l'élection présidentielle, il avait incité à l'abstention en demandant au deuxième tour de voter pour Jeanne d'Arc. Quand on se présente à l'élection présidentielle, l'abstention dans une élection présidentielle où la majorité risque d'être renversée, c'est adopter une attitude qui est voisine de la désertion politique ».

La gauche sur la défensive

(Suite de la première page.)

La droite, de son côté, s'applique à favoriser un climat propice à l'expression des mécontentements, qu'elle ne parvient pourtant pas à réunir en un courant d'adhésion à ce qui pourrait être son propre programme. Le fantasme d'un « mai 68 à l'aveugle » n'a pas complètement disparu. C'est ainsi que l'on attend avec gourmandise, dans certains cercles de l'opposition, le débat prévu au Parlement, au printemps prochain, sur l'enseignement privé.

La majorité peut alors dénoncer l'antagonisme de tout ou partie de l'opposition. C'est ce que les déclarations de certains de ses responsables, continue d'accréditer l'idée qu'elle n'accepte pas ou qu'elle se pille de très mauvaise grâce à l'alternance. Ce fut M. Labbé, M. Poniatsowski à pris le relais : le président « constitutionnel » par fonction serait illégitime par son action.

Au total, la droite et la gauche se renvoient des accusations graves - liberté, alternance - dans un climat altéré. Le « débat » tourne au vinaigre au moment où précisément un consensus existe, fût-il tacite. C'est ce consensus - la nécessité d'opérer les restructurations industrielles et de les faire au moindre coût social - qu'il s'agit de masquer, au nom des affrontements futurs.

La droite joue, en la matière, sur un thème particulièrement efficace dans le « peuple de gauche », celui des illusions entretenues. « Mitterrand, tiens tes promesses ! », disent les manifestants de la CGT. La droite y ajoute un autre slogan : « Reagan, ça marche ! ». Mais, au-delà, c'est le silence. Au reste, pourquoi l'opposition parlerait-elle ?

Un hiatus grandissant

L'obsession de ses responsables est, au contraire, de ne pas se lier les mains, comme la gauche a pu le faire, par des engagements précis. Leur intérêt est de taire ce qu'ils auraient à dire sur le sujet, à savoir que l'on ne va pas assez vite, ou bien que l'on ne branche pas assez dans le vir. Il est aussi de faire oublier qu'ils ont aussi mené deux politiques économiques, qu'il leur eût fallu autant de temps qu'à la gauche pour rectifier le tir. Leur conviction est enfin que si la majorité maintient le cap de sa politique économique elle sera battue : le décrochage dans l'opinion est en effet rigoureusement daté au premier (été 1982) puis au second (mars 1983) plan Mauroy-Delors.

De ce point de vue, la gauche n'est plus dans le creux, elle touche le fond. La question est de savoir si elle aura le temps de remonter. Dans cette affaire, le problème de la gau-

che n'est plus l'opposition. Celle-ci, au fond, comprend mieux le gouvernement que la majorité.

La gauche a commencé sur elle-même un long et lent agorisme ; elle se gâche de son refus du réel ; elle met au service dans le même mouvement une sorte de pédagogie de la rigueur qui commence à porter ses fruits. Le mécontentement, petit à petit, va de pair avec le respect.

Mais, pour l'heure, le fatalisme domine. La gauche a, par nature, un message optimiste sur la société qu'elle veut transformer. Elle est portante d'une conception collective du bonheur. Or elle n'est pas parvenue à en convaincre la société, ni même ses partisans : tout un chacun a pu relever que, pour la première fois dans son histoire, la gauche est venue au pouvoir dans l'indifférence militante.

Plus précisément, il y a un hiatus grandissant entre les aspirations individuelles à court terme (la tendance est au repli sur soi), les comportements irrationnels induits par la crise (dont le racisme fait partie) et les intérêts collectifs à long terme, qui imposent un effort et que celui-ci soit répété.

L'opinion souhaite à la fois la sécurité, sociale notamment, et le libéralisme économique. Sans voir que l'une et l'autre sont souvent incompatibles. Ni la majorité ni l'opposition n'ont encore proposé une synthèse séduisante.

La gauche gère la crise et paie d'avoir placé la barre trop haut : changer la vie, disait-elle. « Le seul projet de la droite est de garder le pouvoir. Mon projet est de le rendre », tel était le slogan du candidat Mitterrand en 1974. Aujourd'hui, le seul projet de la droite est de reprendre le pouvoir. Mais, entre-temps, la gauche a renoncé à son utopie et elle n'a pas rendu le pouvoir aux Français.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Les préfets réunis au ministère de l'intérieur. - Les préfets, commissaires de la République des régions et des départements métropolitains, ont été réunis le jeudi 16 février par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, et M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, leur ont présenté des communications sur les restructurations industrielles et la réforme administrative. M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a fait un exposé sur les questions de contrat de plan aux seuls vingt-deux préfets, commissaires de la République des régions.

POINT DE VUE

Un regroupement des hommes de progrès

Le 13 juin 1983, à Ajaccio, le président de la République déclarait : « La Corse doit être elle-même et la Corse est aussi la France ».

Tout au long de son voyage en Corse, François Mitterrand n'a cessé de lier ces deux propositions. Aujourd'hui deux groupes, l'ex-FLNC et la CFR, dont les buts sont opposés et les pratiques divergentes, présentent un compte la proposition qui leur convient et repoussent l'autre. D'un côté, une infime minorité rejetant la France prône l'indépendance et utilise la violence comme moyen d'action.

De l'autre, beaucoup d'hommes et de femmes, excédés, manifestent contre la violence et se prononcent pour la Corse française.

Ainsi le montée des tensions, palpable tout au long de ces derniers mois, tend à simplifier à l'extrême et à radicaliser le débat politique insulaire. La réduction de ce débat sort les deux groupes extrêmes car elle justifie leur existence mutuelle. Elle constitue cependant un piège mortel pour la Corse et pour la démocratie, qui peuvent sombrer dans un affrontement armé. Elle enserre les hommes de progrès dans un étau dont chaque mâchoire recèle des dangers. Ainsi, il n'est que temps de les faire connaître puis d'organiser le regroupement et l'expression d'une force populaire qui en appelle au cœur et à la raison.

Ce n'est pas parce qu'il opte pour l'indépendance que l'ex-FLNC est condamnable : des démocrates peuvent admettre que cette option soit défendue publiquement ; ce qui est inacceptable, ce sont les moyens utilisés par le mouvement dissous. La violence en régime démocratique est intolérable.

Nous avons dit notre condamnation de cette violence et manifesté

Par ANGE PANTALONI (*)

clairement, fermement, notre volonté de lui résister. Notre détermination est forte et lucide. Elle tient à notre refus du racisme affiché et pratiqué par l'ex-FLNC et ses méthodes d'intimidation, de persécution, de contrainte, qui sont allées jusqu'au meurtre qualifié de « politique ».

A l'autre extrémité, la CFR condamne ces moyens, mais quelques-uns de ses membres brandissent des menaces à peine voilées. Elle se pose en garante de la Corse française, mais derrière sa bannière défient les opposants les plus nets au statut particulier. Ce statut réalise pour la Corse la principe du droit à la différence et permet l'affirmation de notre identité insulaire dans l'ensemble français. Ces dirigeants de la CFR sont aussi les tenants du conservatisme et de l'assistance généralisée, c'est-à-dire du clientisme. La CFR se comporte comme si notre pays était en état de déliquescence et que n'existaient pas des institutions reconnues et en état de marche.

La garant naturel de l'unité nationale, c'est le président de la République, et c'est à la justice et à la police, sous l'autorité du gouvernement, qu'il revient d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Ainsi, les comportements volontairement aveugles de l'ex-FLNC et de certains dirigeants de la CFR entraînent tout droit, à brève échéance, à un affrontement armé entre Corse. Il n'est que temps que les hommes de progrès se regroupent pour mettre un terme à l'engrenage de deux logiques qui se soutiennent et s'épouillent avant de s'affronter dans une déflagration qui ruinerait notre région et notre pays.

(*) Vice-président PS de l'Assemblée régionale de Corse.

LES ANTILLES
je plonge quand c'est moins cher.
3900F aller-retour, c'est le tarif exceptionnel d'Air France-Vacances si vous partez entre le 21 avril et le 4 juin 1984. Vous pouvez aussi bénéficier avec un forfait de prestations hôtelières particulièrement intéressantes (à partir de 120F la nuit) - petit déjeuner par personne). Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre Agent Air France.

AIR FRANCE Vacances

Handwritten note in Arabic script at the bottom of the page.

50 من الأمل

Les routiers ont provoqué d'énormes embouteillages dans la région lyonnaise et dans les Alpes

Alors que la grève des douaniers français et italiens, qui avait motivé le mécontentement des transporteurs, devait être suspendue ce vendredi 17 février...

Ces barrages de poids lourds, dressés depuis jeudi soir 16 février par les chauffeurs routiers mécontents de la grève des douaniers français et italiens...

Les deux principales organisations professionnelles (la Fédération nationale des transports routiers et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles) se sont adressées au gouvernement pour que cesse l'entrave à l'exercice de leur profession...

Dans le Rhône, l'autoroute du sud avait dû être fermée entre Lyon et Fontainebleau, dans les deux sens, et

entre Paris et Lyon), de l'Ain, de la Savoie (où l'accès au tunnel du Fréjus était impossible à partir de Saint-Jean-de-Maurienne) et de la Haute-Savoie, particulièrement autour des villes de Chamoni, Sallanches et Le Fayet-Saint-Gervais...

prendre le travail. Dans un communiqué, le ministère français des transports a donc estimé que « du côté français, il n'y a plus d'obstacles au passage de la frontière italienne. Dans ces conditions, les actions de coupure de voies routières ou ferroviaires auxquelles se livrent des groupes de transporteurs routiers sont absolument sans objet ».

Le ministère des transports a attiré l'attention de tous les transporteurs sur le fait que ces actions ne peuvent que dresser contre eux l'opinion publique et compliquer la solution du problème.

L'exaspération

(Suite de la première page.)

Les fédérations professionnelles de transporteurs routiers disent ne plus pouvoir tenir leurs troupes.

Les événements se précipitent, le véhicule privé ou professionnel s'accumulent dans les embouteillages, et, devant la pagaille, M. Charles Fierman, en l'occurrence ministre de ce qui devrait être le bon ordre public, ne peut qu'appeler à l'esprit de responsabilité de chacun.

Les pouvoirs publics se disent prêts à étudier, dans un esprit d'ouverture, les revendications des routiers : assouplissement des contraintes de circulation le week-end, meilleure fluidité du passage des camions dans les tunnels alpins, adaptation des temps de conduite en fonction des circonstances. La sécurité des chauffeurs devrait être mieux prise en compte après les attentats qui ont fait une dizaine de victimes parmi eux au Pays basque (équipages menacés, véhicules incendiés).

Mais les routiers en profitent pour mettre sur la table d'autres revendications : déductibilité immédiate de 50 % du taux de la TVA pour les transports internationaux ; indemnisation des heures perdues à cause de la grève des douaniers, et sanctions au tunnel du Mont-Blanc.

De même que la liberté de manœuvrer des uns doit s'arrêter là où elle commence à entraver celle des autres à circuler, y compris vers les lieux de vacances, l'exaspération compréhensible, des routiers devrait trouver pour limiter une autre exaspération, celle qui gâche le public.

D'autant que, au fond, le contentieux ne semble pas infranchissable : il s'agit en fait de régler, dans la pratique, les conditions de travail de quelques dizaines de fonctionnaires des douanes de part et d'autre des deux tunnels.

Il faut donc désormais inventer de nouvelles formes de grève qui soient efficaces sans être trop impopulaires. Le réponse est peut-être dans la négociation, à condition que les partenaires l'exigent.

FRANÇOIS GROSCHARD.

* Inter-service routes : 838-33-33.

Une campagne nationale pour le don du sperme

Les responsables de la Fédération française des CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme), qui préside le professeur Georges David, lancent, vendredi 17 février, une campagne nationale d'information sur le don de sperme (1).

C'est la première fois au monde qu'une telle campagne est organisée. En dix ans, près de six mille

grossesses après insémination artificielle ont été obtenues dans les CECOS.

Un succès qui témoigne de la qualité des prestations fournies par ce centre, autant que de l'évolution des mentalités vis-à-vis du sexe, de la procréation et de la filiation. Un succès qui impose aujourd'hui le recrutement de nouveaux donneurs.

A la différence de la fécondation in vitro, l'insémination artificielle avec donneur (IAD) ne correspond pas à une véritable performance technique ou médicale. Il s'agit de réaliser chez une femme dont le conjoint souffre de stérilité une insémination artificielle avec du sperme fourni par un tiers. En pratique, deux solutions sont possibles : soit utiliser du « sperme frais », fourni par un donneur quelques instants avant l'insémination, soit utiliser des échantillons de sperme congelé.

C'est après le perfectionnement des techniques de conservation des spermatozoïdes dans l'azote liquide et avec la création de banques du

demandes provenant de couples. Sont exclues, par exemple, les demandes de femmes seules ou de couples féminins. La demande d'IAD doit être signée par les deux conjoints. De plus (le fait est souvent oublié), les CECOS assurent aussi des « autoconservations » de sperme pour des hommes menacés de stérilité (vasectomie chirurgicale ou traitement anticancéreux).

« Depuis 1973, près de dix mille grossesses ont été obtenues après IAD, explique le professeur Georges David. Il s'agit là des chiffres les plus importants pouvant être fournis par une organisation structurée, aucun autre pays n'ayant adopté notre système de fécondation ». C'est précisément ce succès qui oblige les responsables des CECOS à lancer un appel aux donneurs potentiels. Afin, d'une part, de répondre sans difficulté aux trois mille nouveaux couples demandeurs qui se présentent chaque année et, d'autre part, d'augmenter le taux de succès. La période moyenne d'attente est, pour une femme, de quatre à six cycles, avec deux inséminations par cycle, et l'on pourrait, en électionnant les spermatozoïdes qui supportent la congélation, diminuer les délais.

C'est aussi ce succès qui fait que l'on « ose » lancer une campagne publique d'information équivalente à celles qui incitent au don du sang ou d'organe. La comparaison ne peut pourtant être faite, ne serait-ce que pour des raisons biologiques (les spermatozoïdes sont porteurs d'une partie du patrimoine génétique du donneur), techniques (la masturbation indispensable au don) ou psychologiques.

Cette campagne a été lancée alors que l'IAD continue de se pratiquer en France - dans les CECOS ou à l'étranger - en l'absence de toute législation spéciale. Des parlementaires socialistes préparent actuellement une proposition de loi. L'une des idées-forces serait de confier aux CECOS ou à des organisations agréées le monopole de l'IAD.

« Afin, explique M^{me} Catharine Labrousse (faculté de droit, université Paris-Sud), d'éviter de dangereux commerces et le développement incontrôlable de pratiques qui pourraient notamment s'étendre aux embryons ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Tous les renseignements peuvent être obtenus, sur appel téléphonique gratuit, au 16 (05) 15.35.64. D'autre part, un récent ouvrage collectif aborde les différents aspects de l'insémination artificielle : l'insémination artificielle humaine, un nouveau mode de filiation (Ed. ESF, 17, rue Viala, 75017 Paris).

DANS LA VALLÉE DE LA MAURIENNE

L'« abcès des tunnels »

De notre envoyé spécial

Saint-Jean-de-Maurienne. - Les camionneurs sont bien décidés à ne plus accepter d'être pris en otages par quelques douaniers en lutte contre leur administration. Depuis de nombreuses années, au Mont-Blanc, et plus récemment au tunnel du Fréjus, les routiers connaissent, plusieurs fois par an, de longues et fastidieuses attentes aux extrémités des deux « tubes ». Ainsi, au cours des quinze derniers jours, le trafic a été stoppé ou considérablement ralenti à quatre reprises, à cause des absences de neige et de la grève des heures supplémentaires des employés

de l'équipement, puis du mouvement national de protestation des routiers italiens, enfin de la grève du zèle des douaniers français et des arrêts de travail de leurs homologues italiens, qui refusent de prolonger leur service au-delà de 14 heures l'après-midi.

« Nous voulons que le passage des Alpes soit libre, même en cas de grève des douaniers », demandent les camionneurs, dont certains sont immobilisés depuis lundi 13 février dans la vallée de Chamoni, tandis que d'autres « occupent » la vallée de la Maurienne.

Le « grand désordre »

La tension était toujours très vive vendredi matin 17 février dans cette vallée alpine, où le froid intense ne facilite pas les conditions de vie, déjà précaires, des routiers. Ceux-ci expriment leur colère à l'égard des « abcès des tunnels », et ils sont bien décidés à créer, s'il le faut, le « grand désordre » sur les routes des Alpes. Plus d'un million de skieurs descend, en effet, se croiser au cours du week-end, les uns voulant descendre des stations, les autres, notamment les Parisiens, désirant rejoindre leurs lieux de vacances. Alors que l'on prévoit déjà un « samedi noir » sur les routes des Alpes, la paralysie totale de la vallée de Chamoni et de la vallée de la Maurienne a suscité de

gigantesques retenues d'automobiles.

Les mille quatre cents poids lourds immobilisés le long de la vallée de la Maurienne et les barrages de camions rendent impossible toute circulation vers les stations de la Haute-Maurienne, où les touristes commencent à leur tour à s'impatience. Dans certains villages d'altitude, l'absence de ravitaillement entraîne déjà de sérieux difficultés. Le pain et l'épicerie pourraient manquer et, parfois, c'est le camion de fuel, qui ravitaille chaque semaine la station, qui n'a pas pu parvenir à sa destination et qui fait cruellement défaut au moment où le thermomètre descend la nuit vers - 13 degrés.

CLAUDE FRANÇILLON.

RECTIFICATIF. - Dans l'article « L'inquiétude des milieux médicaux » paru dans le Monde du 16 février, nous aurions dû imprimer, à propos des saisies douanières de stupéfiants 264,2 kilos d'héroïne et de

cocaïne, et non 264,2 tonnes comme nous l'avons écrit par erreur en retenant les chiffres de la communication du 7 février à l'Académie nationale de médecine présentée par le professeur Pierre Lépine.

DÉFENSE

M. HERNU : la réorganisation de l'armée de terre assure une meilleure répartition entre appelés et engagés

Commentant la réorganisation de l'armée de terre française (le Monde du 17 février), le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a estimé, jeudi 16 février à Paris, qu'il s'agit d'assurer « une meilleure répartition entre appelés volontaires et engagés ».

Selon le ministre de la défense, l'armée de terre comprendra en 1986 vingt régiments totalement professionnalisés et vingt-quatre autres partiellement professionnalisés (et non vingt, comme l'avait indiqué le chef d'état-major de l'armée de terre, le général René Imbot, à BelFORT). Les vingt régiments totalement professionnalisés sont situés à la Légion étrangère (neuf), à la 11^e division parachutiste (quatre), à la 9^e division d'infanterie de marine (cinq), ainsi que le 21^e RIMA à Fréjus et le 5^e RIAOM à Djibouti. Les vingt-quatre régiments semi-professionnalisés relèvent de l'outre-mer (sept), de la 11^e division para-

chutiste (quatre), de la division aéroportée (cinq), de la division alpine (un), de la 6^e division légère blindée (trois), ainsi que deux régiments de transmissions, le 501^e régiment de chars de combat à Rambouillet et le 4^e régiment de dragons à Mourmelon.

« J'ai toujours prôné l'idée de la recherche d'une symbiose entre l'armée et la nation, qui abolirait la coupure entre les soldats moins armés et moins entraînés et des soldats d'élite. C'est sur ces principes fondamentaux que la réorganisation de l'armée de terre a été bâtie », a encore expliqué le ministre de la défense.

De son côté, le mouvement Information pour les droits du soldat (IDS), dans un communiqué, jugé « inquiétant », les propos du chef d'état-major de l'armée de terre. « En effet, estime ce mouvement de courants de soldats, avec un quart des forces armées professionnalisées, la force d'action rapide et le renforcement de la gendarmerie, le gouvernement se donne les moyens d'intervention de type colonial sans débat parlementaire considéré comme le minimum démocratique ».

Lisez Le Monde dossiers et documents

ÉDUCATION

Les défenseurs de l'école catholique préparent la manifestation de Rennes

Plus de 150 000 personnes sont attendues

sperme que la technique de l'IAD s'est rapidement développée.

En France, le réseau des CECOS (seize centres se sont créés depuis onze ans) constitue une example unique au monde.

A la différence de ce qui se passe dans de nombreux pays, le don du sperme dans les CECOS est gratuit. Il n'est accepté que lorsqu'il provient d'hommes mariés, âgés de moins de quarante-cinq ans, ayant au moins un enfant, chez lequel une enquête médicale a permis d'éliminer tout risque connu de transmission d'une maladie héréditaire. En aval, les CECOS n'acceptent que les

Après Bordeaux et Lyon, avant Lille et Versailles, un rassemblement des défenseurs de l'enseignement catholique est organisé, samedi 18 février, à Rennes. Cette nouvelle initiative de la commission permanente de l'enseignement catholique concerne trois régions : la Bretagne, la Basse-Normandie, les Pays de Loire, où les écoles catholiques sont nombreuses. Selon les dernières estimations des organisateurs, quelque cent cinquante mille places ont déjà été retenues dans des cars ou des trains pour transporter vers Rennes des manifestants venus de tout l'ouest de la France. Six défilés « en étoile » sont prévus, pour converger vers le centre-ville.

Ce rassemblement, activement préparé depuis le début du mois de janvier par le comité régional de l'enseignement catholique, mobilise des centaines de bénévoles. Près de deux cent mille affiches, des tracts, des autocollants et des badges (dont la vente permet de couvrir les frais d'organisation) ont été préparés. Mais cette intense activité suscite quelques critiques. Ainsi, la Fédération de l'enseignement privé (FEP-CFDT) de l'Ouest cite des écoles où les élèves auraient participé « au pliage des tracts ou à la vente des autocollants ». Ce syndicat évoque aussi des « déformations » des propositions gouvernementales faites devant les délégués d'élèves et les parents. Des tracts annonçant « la fin de la liberté scolaire (...), la fin

du libre choix de l'école par les parents, c'est-à-dire la fermeture de plusieurs classes et le renvoi de nombreux enfants à l'école de leur secteur » ont certes circulé. Dans leur zèle à montrer aux pouvoirs publics leur « détermination de tout faire pour que nos écoles continuent à vivre », certains n'ont pas hésité à dramatiser la situation.

Le Père Louis Denis, directeur diocésain de l'enseignement catholique d'Ille-et-Vilaine, estime non fondées de telles accusations. « Je n'ai pas eu connaissance de pratiques de ce genre, a-t-il expliqué. Il peut y avoir eu certaines maladroites, mais, si elles ont été commises, elles n'étaient pas volontaires. Les responsables de l'enseignement catholique ont d'ailleurs rappelé que, si tous les enseignants qui le souhaitent doivent pouvoir aller à la manifestation de Rennes, la liberté du travail doit être garantie aux personnels et l'accueil et la sécurité des élèves assurés ».

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec applications en français Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BISCH, 8, rue de Berni - 75008 Paris

LA REUNION j'adore quand c'est moins cher 6100F aller-retour, c'est le tarif exceptionnel d'Air France-Vacances si vous partez entre le 1^{er} mars et le 30 avril 1984.



Vous pouvez aussi bénéficier avec Air France-Vacances + Hôtel de prestations hôtelières particulièrement intéressantes (à partir de 230F la nuit + petit déjeuner par personne). Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre Agent Air France.

AIR FRANCE Vacances

A SOCIÉTÉ

Faits divers

Le dernier sentier du douanier

Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence). - « Nous avons attendu quatre ans pour parler. Nous n'y tenons plus. Nous devons dire que Jean-Claude Olivier a été assassiné. »

De notre envoyé spécial Les amis réveillent le colonel Roux : il leur assure avoir entendu deux coups de feu la veille, vers 17 h 30. Le corps n'est retrouvé que le 9 novembre au matin, une vingtaine de mètres en contrebas d'un sentier où on découvre le bonnet du douanier et une tache de sang.

Canarder le mouton L'alerte n'est donnée que le lendemain à midi. Vers 15 heures, les gendarmes localisent sa voiture qu'ils avaient déjà repérée la veille, au fort de Cugurat, où vit en retraite un colonel en retraite, M. Roux.

De notre envoyé spécial Sarajevo. - Quand Blake Lewis quitta le village olympique, il était 2 heures du matin, jeudi 16. Le départ de la descente masculine, épreuve alpine reine, devait être donné dix heures après.

« Toutes les marques se valent... » Au deuxième chronométrage intermédiaire, le récent vainqueur de Wengen avait le quatrième temps, avec 44/100 de retard sur l'Autrichien Anton Steiner.

« Prestige et intendance du marathonien. » De notre envoyé spécial Entre Dominique Locatelli, le seul Français engagé et les quatre Norvégiens, Soviétiques ou Suédois, la dispute est éblouissante.

Les gendarmes aux trousses « Depuis, accuse Eliane Olivier, la veuve, on ne pouvait plus faire un pas en montagne sans avoir les gendarmes à nos trousses. Ils voulaient pincer Jean-Claude en flagrant délit de braconnage. »

« Les XIVes Jeux olympiques d'hiver » Sarajevo. - Dénivelation : 547 mètres à Jahorina, 803 mètres à Bjelasnica. Les espoirs français tombent de haut.

« Les XIVes Jeux olympiques d'hiver » Sarajevo. - Dénivelation : 547 mètres à Jahorina, 803 mètres à Bjelasnica. Les espoirs français tombent de haut.

« Toutes les marques se valent... » Au deuxième chronométrage intermédiaire, le récent vainqueur de Wengen avait le quatrième temps, avec 44/100 de retard sur l'Autrichien Anton Steiner.

« Prestige et intendance du marathonien. » De notre envoyé spécial Entre Dominique Locatelli, le seul Français engagé et les quatre Norvégiens, Soviétiques ou Suédois, la dispute est éblouissante.

SPORTS

Les XIVes Jeux olympiques d'hiver

Sarajevo. - Dénivelation : 547 mètres à Jahorina, 803 mètres à Bjelasnica. Les espoirs français tombent de haut. Trois filles et trois garçons glissent dans les profondeurs du classement des descentes.

SKI ALPIN le matin des magiciens

Sarajevo. - Quand Blake Lewis quitta le village olympique, il était 2 heures du matin, jeudi 16. Le départ de la descente masculine, épreuve alpine reine, devait être donné dix heures après.

« Toutes les marques se valent... » Au deuxième chronométrage intermédiaire, le récent vainqueur de Wengen avait le quatrième temps, avec 44/100 de retard sur l'Autrichien Anton Steiner.

« Prestige et intendance du marathonien. » De notre envoyé spécial Entre Dominique Locatelli, le seul Français engagé et les quatre Norvégiens, Soviétiques ou Suédois, la dispute est éblouissante.

De notre envoyé spécial Sarajevo. - Quand Blake Lewis quitta le village olympique, il était 2 heures du matin, jeudi 16. Le départ de la descente masculine, épreuve alpine reine, devait être donné dix heures après.

« Toutes les marques se valent... » Au deuxième chronométrage intermédiaire, le récent vainqueur de Wengen avait le quatrième temps, avec 44/100 de retard sur l'Autrichien Anton Steiner.

« Prestige et intendance du marathonien. » De notre envoyé spécial Entre Dominique Locatelli, le seul Français engagé et les quatre Norvégiens, Soviétiques ou Suédois, la dispute est éblouissante.

avant de s'occuper, à partir de 1980, des coureurs américains. Blake Lewis passe tous ses étés en Autriche pour choisir, au sortir des presses, les skis fournis aux coureurs, qu'il bichonne tout l'hiver.

« Toutes les marques se valent... » Au deuxième chronométrage intermédiaire, le récent vainqueur de Wengen avait le quatrième temps, avec 44/100 de retard sur l'Autrichien Anton Steiner.

« Prestige et intendance du marathonien. » De notre envoyé spécial Entre Dominique Locatelli, le seul Français engagé et les quatre Norvégiens, Soviétiques ou Suédois, la dispute est éblouissante.

LE CARNET DU Monde

Décès - Paul, son fils et Rosic, sa belle-fille, ont la douleur de faire part du décès de Alexandrine BARBA-NEGRA, survenue, le 15 février 1984, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

M. et M^{me} Michel Le Chevrolat et leur fils, M. et M^{me} Jean-François Le Masson et leurs enfants, M. et M^{me} Jérôme Le Masson et leurs enfants, M. Christophe Le Masson et sa fille, M. et M^{me} Jean-François Sablayrolles et leurs enfants, M. et M^{me} Laurent Le Masson, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri LE MASSON, né François Courty, survenue à Neully, le 16 février 1984, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

PATINAGE ARTISTIQUE

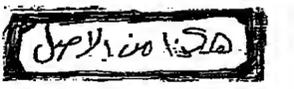
L'or et le trac (De notre envoyé spécial.) Sarajevo. - Les juges n'ont pas été tendres, jeudi soir, avec l'Américaine Scott Hamilton. Après une exhibition où le triple champion du monde est apparu contracté par la trace, il a obtenu des notes variant de 5/6 à 5/9 en technique, une mière pour lui habitué aux 6. Il est vrai que, sans son bras coté, il a souffert de la comparaison avec le Canadien Brian Orser et même avec le Tchèque Joseph Sabouchik, auteurs des performances les plus éblouissantes.

Les résultats

SKI ALPIN Descente hommes 1. Johnson (E-U), 1 m 45 sec 39; 2. Müller (Suisse), 1 m 45 sec 86; 3. Steiner (Aut.), 1 m 46 sec 95; 20. Piccard (Fr.), 1 m 46 sec 68; 29. Verweert (Fr.), 1 m 49 sec 30. Descente dames 1. M. Figini (Suisse), 1 m 13 sec 36; 2. M. Walliser (Suisse), 1 m 13 sec 41; 3. O. Charvatova (Tch.), 1 m 13 sec 51; 8. C. Arta (Fr.), 1 m 15 sec 04; 20. M.-L. Waldmeier (Fr.), 1 m 15 sec 56. SKI DE FONDS 4 x 10 km messieurs 1. Sadek (Wassberg, Kohlberg, Orsson, Svän), 1 h 55 mn 6 sec 3; 2. URSS (Battivi, Zavalov, Nikitin, Zimiatov), 1 h 55 mn 2; 3. Finlande (Rintanen, Mieto, Kivensiemmi, Karvonen), 1 h 55 mn 25 sec 1. PATINAGE ARTISTIQUE Messieurs 1. Hamilton (E-U), 3,4; 2. Orser (Can.), 3,6; 3. Sabouchik (Tch.), 7,4; 4. Cerne (RFA), 8,2; 5. Botiano (E-U), 11; 6. Simond (Fr.), 11,8; 15. Depuyssat (Fr.), 23,6. FEMMES 1. Boucher (Can.), 1 m 58 sec 36; 2. Khechnikov (URSS), 1 m 58 sec 83; 3. Bojey (URSS), 1 m 58 sec 89; 4. Van Heiden (Fr.), 1 m 59 sec 39.

ROBLLOT S. A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

LIBERT TARRAGO



Le Monde

culture

PATRIMOINE

Les nouveaux outils du paysage

(Suite de la première page.) Et puisque le plaisir et cette fameuse « qualité de vie » sont après tout les éléments moteurs de la question, précisons que le visiteur trouvera là, entre les plans, les cartes, les courbes, les chiffres, toutes les photos qui pourront le faire rêver de voyage italien, même si ces photos sont au départ des documents d'étude (1).

nagement du territoire... Comment faire prendre conscience aux décideurs nationaux et locaux de l'impact de leurs décisions sur le paysage, qu'il soit urbain ou rural ? On a eu l'idée que le « comment ? » devait passer par le « pourquoi ? ». Et l'on s'est attelé à définir, par l'image, ce qu'est un paysage, ce que sont ses multiples composantes, ses richesses insoupçonnées et, là encore, son évolution.

spectaculaire travail auquel se livre l'inventaire national sur des éléments précis du patrimoine. Elle aurait été aberrante financièrement et parce que le paysage est une matière par essence fluyante, dont la perception est nécessairement sensible, subjective, comme la sont le plaisir ou la qualité de la vie. C'est donc à des artistes qu'on a confié les premiers pas de cette nouvelle approche.

diffuser les images de la capitale telle qu'elle fut, telle qu'elle est et telle qu'elle devient. Ici aussi l'intérêt culturel rejoint les questions de l'aménagement, et la préservation de la mémoire peut devenir outil pour prévenir les erreurs. Mais il en aura fallu des erreurs, des oubliés, des mépris, pour que le besoin d'un tel organisme se fasse ainsi sentir.

LES PROJETS DE LA VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

La mémoire audiovisuelle de la ville

Paris, ville éternelle, vivante et mouvante grâce à l'imaginaire d'un poète, Pierre Emmanuel est en effet, depuis avril 1980, le père spirituel de la Vidéothèque de Paris qui trouvera place dans les nouveaux bâtiments des Halles, sur 4 000 mètres carrés. Elle a pour vocation d'être la mémoire et la conscience, l'histoire et l'avenir de la conscience, l'histoire et l'avenir de la ville.

l'origine du cinéma ; le quartier de la Goutte-d'Or et sa rénovation ; la tour Eiffel ; Paris entre 1958 et 1962.

M. Jean Musy qui ancien directeur de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, a pris au mois de septembre, la succession de Pierre Emmanuel à la direction de la vidéothèque. Pierre Emmanuel restant dans le nouveau conseil d'administration comme conseiller du Président, qui n'est autre que Jacques Chirac.

La vidéothèque possède actuellement l'équivalent de 300 heures de projection. 1 000 heures sont prévues pour 1984 et 3 000 pour 1990. Le public, et c'est la troisième mission de la vidéothèque, pourra consulter ces archives contre un droit d'entrée modique. La recherche documentaire va être totalement informatisée. N'importe quel visiteur, journaliste, historien, touriste ou simple habitant de la ville, sera en mesure, grâce à 40 consoles munies chacune d'un clavier et d'un écran, d'avoir accès à une banque de données qui lui fournira immédiatement la liste exhaustive de tous les documents traitant de son sujet, qu'ils soient ou non dans les collections de la vidéothèque. Ces documents seront accompagnés d'indications : Titre, série, producteur, réalisateur, mise en scène et de description technique (support, durée) et de données d'accès. Il est prévu que toutes ces informations soient directement acheminées chez les détenteurs de matériel.

La conception du projet de la vidéothèque est due au cabinet conseil Arthur Andersen. La ville de Paris va maintenant évaluer le montant du budget nécessaire à sa concrétisation. Ainsi, la vidéothèque de Paris devrait ouvrir ses portes en janvier 1984 et répondre alors à quatre objectifs.

Dans un deuxième temps, l'utilisateur sélectionnera, programmera et visionnera toujours devant son poste de consultation les archives audiovisuelles dont la vidéothèque aura acquis les droits. Parallèlement, cinq autres salles projèteront régulièrement des programmes plus spécifiques, par exemple sur la Libération de Paris.

Le premier de ces objectifs est la constitution d'un fond d'archives sur Paris : documents d'actualité, reportages, courts métrages réalisés depuis la naissance du cinéma, en 1896 et que détiennent, entre autre, l'INA, la société Gaumont Pathé, l'établissement cinématographique et photographique des armées (TECPA). Mais aussi des films d'animateurs et de collectifs privés (Albert Kahn) et des longs métrages de fiction qui retracent l'histoire de la capitale, l'évolution de son urbanisme, sa vie politique, culturelle et sociologique.

Tous ces documents seront accessibles sur vidéocassettes en attendant d'être transposés sur vidéodisque, les bandes originales étant placées en réserve, dans les meilleures conditions de conservation.

La quatrième mission de la vidéothèque sera d'organiser des colloques, manifestations, congrès et séminaires. Mais un cinquième objectif se dessine, qui sera de fournir des programmes pour ce futur réseau câblé de Paris.

Paris est ainsi la première ville à se doter d'un tel outil qui, si la Vidéothèque tient ses promesses, fera de la capitale une ville véritablement immortelle, par l'image.

UNE INITIATIVE DE LA DATAR

La France sous l'œil des photographes

« Pour rester belle, la France, comme une jolie femme, doit pouvoir de temps en temps se contempler dans un miroir. Ce miroir nous allons le lui tendre. » C'est ainsi que M. Bernard Attali a présenté la campagne photographique que la délégation à l'aménagement du territoire va lancer. Douze photographes de renommée, comme Robert Doisneau et Raymond Depardon, vont, dans les six mois qui viennent, promener leur talent à travers un certain nombre de lieux et de paysages en voie de transformation, parfois de disparition. Villes et campagnes, montagnes et bords de mer, bureaux et commerces, usines et fermes seront aussi analysés et fixés par leur pellicule.

Monte d'authentiques œuvres d'art - de faire comprendre aux Français que leur cadre familial est aussi un patrimoine culturel qu'il ne faut pas gâcher. L'opération dotée d'un crédit de 4 millions de francs devrait se solder cet été par une série d'expositions et d'éditions d'albums illustrant chacun des douze thèmes choisis.

NOTES

Cinéma Lettres

« L'ÉDUCATION DE RITA », de Lewis Gilbert

Identification immédiate

Un intellectuel méritant, amnésé par la gonorrhée d'une jeune garçonne, joue les pédagocues et finit par se laisser séduire. Pièce de théâtre à l'origine, jouée longuement dans sa version française au Petit Marigny, Lewis Gilbert en a tiré un film. C'est une paraphrase du *Pygmalion* de Bernard Shaw avec des personnages mis au goût du jour ; ils ne se marient pas à la fin, l'intellectuel n'est pas un linguiste distingué mais un professeur alcoolique par lassitude, un « babe cool » atarré. Son gibet n'est pas une garnie qui vend des fleurs, elle est coiffeuse, et tient à se cultiver pour être capable de s'assumer. Elle est tellement donnée, tellement fêtée, qu'elle agace malgré sa bouille rigolote, l'accort cookney et le talent nuancé de Julie Walters.

Mort de l'écrivain Charles Oulmont

L'écrivain Charles Oulmont est mort dans la nuit du 15 au 16 février d'une crise cardiaque, à l'âge de cent ans. Il était le président du Centre d'aide aux artistes de la Fondation de France.

[Né le 1^{er} novembre 1883 à Mulhouse, dans le Haut-Rhin, Charles Oulmont avait fait des études de lettres à Paris et obtenu un doctorat en Sorbonne. Il fut professeur à la Schola Cantorum, au collège des sciences sociales, à la faculté des lettres de Nancy et à l'école normale de musique.]

Promis à la musique - sa mère Nanette Lanz avait été l'interprète préférée de Debussy, de Ravel et de Fauré, et il eut pour maître privé le même Fauré et pour répétiteur Ducasse. - Il choisit finalement la carrière d'homme de lettres. Charles Oulmont a écrit une douzaine de romans et d'essais et autant de pièces de théâtre, et son œuvre a souvent été couronnée par l'Institut. Dans *Noces d'or* avec son passé, il a évoqué toutes les célébrités du siècle qu'il a rencontrées (A. Daudet, Proust, Gide, Pirandello, Pizette, Bary...). Il a collaboré à de nombreux quotidiens.

Vice-président de la Société des gens de lettres - elle lui a rendu hommage en décembre dernier. - Il a aussi joué un rôle comme conseiller culturel et conseiller de musées. A la Fondation de France, Charles Oulmont était président du Centre d'aide aux artistes, auquel il venait, en dépit de son grand âge, de donner un nouvel élan.]

COLETTE GODARD. * Voir films en exclusivité.

MUSIQUE

SINOPOLI ET L'ORCHESTRE DE PARIS

Un avertissement aux chasseurs de têtes

La course aux vedettes est telle, surtout dans l'édition phonographique, qu'on se dépêche de sacrer des jeunes gens prometteurs, au risque de leur casser les reins prématurément. Ainsi de Giuseppe Sinopoli, trente-huit ans, compositeur de valeur, déjà chef titulaire du fameux Philharmonia de Londres, à qui l'on confie des tâches épuisantes à l'Opéra et au concert.

rythmiques de Schumann, qui vont de soi pour des instrumentistes expérimentés, alors qu'il faut au contraire alléger la trame, retrouver la transparence polyphonique, faire chanter l'élan et le lyrisme. L'Orchestre de Paris, d'une beauté fabuleuse il y a huit jours avec Christoph von Dohnanyi, était méconnaissable.

Le programme qu'il a donné, à Pleyel mercredi 15 février avec l'Orchestre de Paris, montre que ce bagage est prématuré. Comme dans l'édition Brahms de la Deutsche Grammophon (*Le Monde Dimanche* du 12 juin 1983), ses interprétations du *Chant du Destin* et de *Nanie* étaient cotonneuses, sans relief, soporifiques, avec des attaques approximatives qui estompaient le relief malgré la très pure qualité vocale du chœur de l'Orchestre de Paris préparé par Arthur Oldham.

Les huées (rarissimes en ces lieux), mêlées aux applaudissements, devaient servir d'avertissement aux chasseurs de têtes trop pressés à exploiter un talent qu'il faut laisser mûrir paisiblement.

Le 4^e *Symphonie* de Schumann prouvait ensuite les faiblesses techniques de Sinopoli, dont les accents et les phrases n'étaient pas exactement en place. Il tombait dans tous les panneaux de cette œuvre difficile à équilibrer, marquant avec violence, par des gestes verticaux assez rudimentaires, toutes les obsessions

En prologue, *Pour un livre de Venise*, de Sinopoli, mettait agréablement en « quadrphonie » moderne des pages de Costanzo Porta, un compositeur franciscain du seizième siècle.

CINÉMA

DÉCENTRALISATION

Le voyage à Wavrin

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, s'est rendu jeudi 16 février à Wavrin (Nord) pour inaugurer officiellement Le Cinoche, salle de cinéma récemment modernisée et ouverte, après plusieurs années de fermeture. L'initiative d'un exploitant privé a été soutenue par la commission d'aide sélective à la création et à la modernisation des salles dans les zones insuffisamment desservies, selon un plan conçu l'an dernier par l'Agence pour le développement régional du cinéma, structure associative du ministère de la culture.

et la distribution, dans la région Nord-Pas-de-Calais, de *Xueliv*, réalisé par Patrick Brunic. Des centres régionaux commencent, d'ailleurs, à fonctionner, à Marseille, Quimper, Grenoble, Toulouse et Le Havre.

L'Agence, auxiliaire du service public animée par Jack Gajos, est relayée par des délégués dans les onze régions et les DOM-TOM. Les travaux de la commission ont déjà permis l'aide à cent trente-quatre salles pour une réanimation de l'exploitation cinématographique dans les petites villes et les milieux ruraux. Pour M. Jack Lang, la visite à Wavrin, commune de six mille habitants, prenait une valeur de symbole puisque Le Cinoche (trois cents places) a eu, l'exclusivité, une semaine avant la sortie parisienne, du film *Un amour de Swann*, de Volker Schlöndorff. « Une première mondiale », constatait celui-ci, en soulignant qu'un tel système de décentralisation et de soutien soit installé en Allemagne. Le film a été très bien accueilli par la population de Wavrin, mais Schlöndorff était discrètement reparti avant la projection et c'est à M. Jack Lang qu'on est venu demander des autographes.

Reste un point d'inquiétude pour les exploitants : le projet Canal-Plus et la croissance des nouveaux moyens de diffusion de films à domicile. M. Jack Lang considère que les deux démarches sont complémentaires. « Il est indispensable, a-t-il dit, qu'un film de cinéma existe et puisse acquiescer sa notoriété auprès des spectateurs qui choisissent de venir le voir en salle, avant de pouvoir être diffusé sur les nouveaux supports audiovisuels. »

Actuellement, les salles soutenues par l'ADRC et qui présentent des films « reflétant toute la diversité du cinéma français » connaissent un beau succès de fréquentation. A Wavrin, on se montre très contents du Cinoche. La moyenne des entrées est de mille quatre cents par semaine (contre à peine quatre cents à l'époque de la fermeture) et tout indique qu'elle va, encore, progresser.

Dans son discours d'inauguration, le ministre avait précisé que la relance de la diffusion régionale doit s'accompagner d'une création régionale des œuvres, telle la production

JACQUES SIGLIER.

LA COLLECTION DES TABLEAUX DE SOPHIA LOREN DANS LES MUSÉES ITALIENS. - La collection de 230 tableaux appartenant à Sophia Loren et Carlo Ponti, saisie en 1977 par la justice à la suite d'une affaire d'évasion fiscale, sera par décision du ministère de la culture « provisoirement » répartie entre différents musées italiens à Milan, à Bologne, à Rome, à Caserte... Estimée à 3,5 millions de dollars, la collection compte notamment des œuvres de Rubens, Picasso, Canaletto, de Caricco.

Si vous n'avez pas encore téléphoné, passez donc nous voir ! LE BON PLAISIR 450000 appels, 100000 d'entrées. (Rendez-vous dans les meilleures salles de Paris et Province).

février! Un mois stupéfiant chez NEUBAUER pour tout achat 305 PEUGEOT TALBOT SOLARA TALBOT HORIZON Le bon prix - le bon service NEUBAUER M. GÉRARD 821.60.21

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger Exemple spécimen sur demande

Académie du Disque Français GRAND PRIX AUDIOVISUEL DE L'EUROPE HOTEL DE VILLE DE PARIS VENDREDI 17 FÉVRIER 1984

COMMUNICATION

M. Alain Manévy remplace M. Édouard Guibert comme directeur de l'information à FR 3

Deux conceptions de la décentralisation sur fond de malaise politique

Deux jours après la démission d'Édouard Guibert de son poste de directeur de l'information si l'on a appris que M. Alain Manévy, conseiller à Radio-France, le remplacera, le silence reste total à la direction de la troisième chaîne sur les raisons pour lesquelles l'affaire a éclaté. Consigne ? André Holleaux, président, Serge Moati, directeur général, comme Édouard Guibert se refusent à tout commentaire. Silencio également dans les directions des régions. Seuls les syndicats - journalistes CFDT, sections OGT de journalistes et de techniciens-administratifs (SNJ-CGT et SNRT-CGT) et l'union nationale des syndicats de journalistes (UNSI) - ont manifesté pour l'instant leur inquiétude. M. Daniel Karlin, l'un des neuf membres de la Haute Autorité, regrette le départ d'un défenseur authentique du service public de la radio-télévision en France. Mme Claudine Winter, directrice de la station Lorraine-Champagne-Ardenne, assure à son tour présenter sa démission.

Le départ d'Édouard Guibert, qui a mis au grand jour le conflit qui couvait depuis longtemps entre Serge Moati et lui-même, va-t-il aggraver ou calmer les tensions qui existent autour d'une régionalisation faite avec des moyens très insuffisants ? Signifie-t-il la victoire d'un camp sur l'autre dans une lutte de tendances pas très claire ? S'agit-il d'une épreuve de force avec le SNJ et le PC, accusés de « nouage », avec l'aide d'Édouard Guibert, les vingt-deux bureaux régionaux d'information (BRI) ? Ou d'un retour à l'ordre, du virage d'une direction qui resterait profondément jacobine, malgré (ou à cause de) la décentralisation commencée ?

Deux hommes, deux philosophies, deux conceptions différentes de la régionalisation, de la place et de la nature de l'information, deux tempéraments opposés. Pour Édouard Guibert, grande figure des lettres syndicales, journaliste, homme de terrain, la décentralisation, c'était une véritable autonomie des régions et aussi un rôle beaucoup plus grand donné à l'information, dont la conception devait être profondément transformée. Pour Serge Moati, réalisateur - « saltimbanque », comme on dit dans l'andouillet - la télévision régionale, c'est de l'information, certes, mais ce sont aussi - concurrents obligés - des programmes culturels, de feuilletons, des dramatiques. Les stations régionales n'appartiennent pas aux seuls hommes politiques, a dit parfois le directeur général, soucieux du « grand public » et plutôt méfiant devant une trop grande autonomie des régions, qui renforce, selon lui, les fédéralités locales - et pas forcément la démocratie.

deux journalistes comme Michel Naudy, rédacteur en chef adjoint du journal national, membre du parti communiste, ou Roger Telo, rédacteur en chef de « Soir 3 », syndicaliste ; et avec la nomination de Christian Depaix, syndicaliste encore, technicien FR 3-Toulouse, au secrétariat général de la direction de l'information. On va à l'affrontement.

L'affaire corse est le détonateur : le 21 janvier, la police saisit - avant diffusion - un reportage réalisé par les journalistes de FR 3 sur les obstacles d'Edouard Guibert (militant de l'ex-FNOC). Coup de colère des journalistes soutenus par la direction générale, Édouard Guibert et la Haute Autorité. Édouard Guibert s'est-il ensuivi senti contraint de signer avec Serge Moati une instruction demandant aux journalistes des stations de ne pas diffuser une cassette expliquant les difficultés de l'information en Corse ? Le directeur de l'information déclare « avoir pris ses responsabilités », mais aussitôt après cet « acte de censure », il présente sa première démission. Mais il faut savoir aussi que pratiquement la moitié des BRI ont passé outre et diffusé la cassette interdite lors d'une journée de grève. Cela pose de sérieux problèmes de hiérarchie, non seulement à Serge Moati mais à Édouard Guibert, d'une autre manière. C'est plutôt dans les directions en chef proches de ce dernier que l'on a « désobéi ».

Après un week-end de négociations - on dit qu'Édouard Guibert a rencontré le secrétaire d'État, M. Georges Fillioud - celui-ci accepte de revenir sur sa décision. La révocation, quelques jours plus tard, de Christian Depaix, puis le cocktail organisé par « Soir 3 », auquel la direction générale n'aurait pas été invitée, enfin la nouvelle note du président confortant de nouveaux les directeurs régionaux, autant de signes prouvant que le climat se détend aux dépens d'Édouard Guibert, piégé dans une situation intenable.

Que va-t-il se passer maintenant ? A l'inquiétude de ses uns (les journalistes proches d'Édouard Guibert craignent une marginalisation de l'information) répond un grand malaise chez d'autres. Dans bon nombre de stations, les conflits ne cessent pas en attendant que le droit-gauche, on BRI contre direction régionale. On ne choisit pas Serge Moati contre Édouard Guibert, et inversement. C'est « une affaire très désagréable, très regrettable ».

des journalistes comme Michel Naudy, rédacteur en chef adjoint du journal national, membre du parti communiste, ou Roger Telo, rédacteur en chef de « Soir 3 », syndicaliste ; et avec la nomination de Christian Depaix, syndicaliste encore, technicien FR 3-Toulouse, au secrétariat général de la direction de l'information. On va à l'affrontement.

L'affaire corse est le détonateur : le 21 janvier, la police saisit - avant diffusion - un reportage réalisé par les journalistes de FR 3 sur les obstacles d'Edouard Guibert (militant de l'ex-FNOC). Coup de colère des journalistes soutenus par la direction générale, Édouard Guibert et la Haute Autorité. Édouard Guibert s'est-il ensuivi senti contraint de signer avec Serge Moati une instruction demandant aux journalistes des stations de ne pas diffuser une cassette expliquant les difficultés de l'information en Corse ? Le directeur de l'information déclare « avoir pris ses responsabilités », mais aussitôt après cet « acte de censure », il présente sa première démission. Mais il faut savoir aussi que pratiquement la moitié des BRI ont passé outre et diffusé la cassette interdite lors d'une journée de grève. Cela pose de sérieux problèmes de hiérarchie, non seulement à Serge Moati mais à Édouard Guibert, d'une autre manière. C'est plutôt dans les directions en chef proches de ce dernier que l'on a « désobéi ».

Que va-t-il se passer maintenant ? A l'inquiétude de ses uns (les journalistes proches d'Édouard Guibert craignent une marginalisation de l'information) répond un grand malaise chez d'autres. Dans bon nombre de stations, les conflits ne cessent pas en attendant que le droit-gauche, on BRI contre direction régionale. On ne choisit pas Serge Moati contre Édouard Guibert, et inversement. C'est « une affaire très désagréable, très regrettable ».

« La Vie française », « l'Agefi-Nouveau Journal » vont créer un service commun bourse, finances, économie

M. Jean-Louis Guillemard, actuellement rédacteur en chef adjoint de la Vie française, vient d'être nommé directeur de la rédaction du Nouveau Journal, en remplacement de M. Philippe Vasseur, démissionnaire. Pour sa part, M. Jacques Léger, rédacteur en chef à la Vie française, prendra les mêmes fonctions au Nouveau Journal. Ainsi se trouve rapidement concrétisé le phénomène de synergie potentiellement contenu dans la prise de participation majoritaire de la Vie française (50,5 %) dans le groupe Agefi-Nouveau Journal (le Monde du 18 janvier).

M. Bruno Bertez, déjà directeur général de la Vie française, est l'homme fort du nouveau groupe économique-financier formé avec l'Agefi-Nouveau Journal. Le dernier titre est sur le point d'abandonner le créneau plus large de quotidien de grande information générale, concurrent du Monde, qu'il avait ehoïst en mai 1983. Le Nouveau Journal, à partir de mars prochain, avec une nouvelle

maquette, retournera à sa vocation originelle de quotidien économique et financier. La stratégie du nouveau groupe aboutira d'ailleurs à la création prochaine d'un grand service Bourse, finances, économie, commun aux trois organes de presse, la Vie française, le Nouveau Journal et l'Agefi.

C'est en fonction de cette nouvelle orientation que M. Philippe Vasseur, actuel directeur de la rédaction du Nouveau Journal, a donné sa démission ainsi que MM. Pierre Péliissier et Jean Disard, rédacteurs en chef - de même que M. Bernard Letourneau, chef du service des informations financières à l'Agefi - en invoquant la clause de conscience. Signalement, à cet égard, que le bénéfice de la clause de conscience, habituellement réservée aux journalistes, sera étendu aux autres catégories de personnel du groupe Agefi - Nouveau Journal qui voudraient en user, sans pour autant que M. Bruno Bertez brandisse la menace des licenciements dans l'immédiat. Le délai pour bénéficier de la clause sera à négocier au cours d'une réunion fixée à la fin du mois de février.

Les radios locales à Paris RETRAIT D'AUTORISATION PRONONCÉ CONTRE LA VOIX DU LÉZARD

Un retrait d'autorisation d'émettre à une radio locale privée parisienne. La Voix du Lézard, a été prononcé le mardi 16 février par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Cette station est l'une des six radios sur lesquelles était intervenu, jeudi 9 février, un vote favorable au retrait prononcé par la commission Galabert (le Monde daté 12-13 février).

Dans ses attendus, la Haute Autorité précise que La Voix du Lézard « continue d'occuper une fréquence attribuée, depuis le 19 octobre 1983, à Radio-Montmartre et à Radio-Libertaire » et qu'elle « fait usage d'une puissance trente fois supérieure à celle qui est attribuée à Paris ». De ce fait, elle constitue « le premier obstacle à la mise en ordre de la bande FM de la capitale ». Si cette décision de la Haute Autorité n'était pas suivie d'effet, La Voix du Lézard, devenue radiopirate, serait passible des sanctions pénales prévues par la loi.

ANCIENS COMBATTANTS

POUR COMMÉMORER LES MORTS D'AFRIQUE DU NORD, 67 % DES FRANÇAIS PRÉFÈRENT LA DATE DU 19 MARS

La commémoration du cessez-le-feu en Algérie, prenant effet le 19 mars 1962, continue de faire l'objet d'une controverse. A l'issue d'une table ronde réunie en septembre 1981, une majorité d'associations d'anciens combattants se sont prononcées en faveur du 16 octobre, date qui, en 1977, avait marqué l'inhumation d'un soldat inconnu d'Afrique du Nord - symbole des quelque trente mille morts de cette guerre - au cimetière Notre-Dame-de-Lorette (Pas-de-Calais). Mais telle n'était pas l'opinion de la FNACA (Fédération nationale des anciens combattants d'AFN) qui célèbre, depuis vingt et un ans, la mémoire de ses morts le 19 mars. Le gouvernement avait alors décidé de ne retenir aucune date officielle pour honorer la mémoire des morts de cette guerre.

La FNACA a voulu vérifier, en 1984, dans l'opinion publique le bien-fondé de son choix. L'OP-ETMAR a pratiqué deux mille cent neuf interviews entre le 17 et le 24 janvier auprès d'un échantillon national, qui ont donné les résultats suivants : Question - Estimez-vous justifié ou non qu'une cérémonie du souvenir, officielle et nationale, soit organisée chaque année à la mémoire des victimes civiles et militaires tombées en Afrique du Nord... Réponse - C'est justifié : 73 % ; ce n'est pas justifié : 15 % ; sans opinion : 12 %.

Question - Des dates suivantes, quelle est, à votre avis, celle qui conviendrait le mieux pour organiser cette cérémonie ? Réponse - Ensemble des Français : Le 19 mars : 57 % ; le 16 octobre : 18 % ; sans opinion : 25 %.

Vendredi 17 février

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
20 h 35 Variétés : Les Vainqueurs. Emission de Y. Monroussi et M. Riessner. réal. G. Assaël.
21 h 50 Désirs de femmes / Plaisirs d'amour.
22 h 45 Branches-musique : 22, v'la le rock.
23 h 30 Journal et cinq jours en Bourse.
DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
20 h 35 Série : Guérilla ou les désastres de la guerre.
21 h 30 Appositive.
22 h 55 Ciné-club : (Cycle Les quatre coins du monde.)
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
20 h 35 Vendredi : le Faim à crédit.
21 h 50 Journal.
22 h 20 Avec le temps : Christiane.
23 h 30 Prélude à la nuit.
FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE
17 h 5 Dans les mains du magicien.
17 h 12 La Voix.
17 h 22 Monsieur l'Ordinateur (du clavier à l'imprimante).
17 h 34 Magazine Thelassa.
18 h 30 Ecoutez votre siècle : Steinhilber.
18 h 56 GH et Julia.
19 h Informations.
19 h 35 Faillitons : Le 16 à Karbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.
FRANCE-CULTURE
20 h Rabelais : Rabelais, textes lus par F. Maistre et Y. Pignot.
21 h 30 Musique : Black and Blue, nouvelle guitare, avec P. Collax et J.-P. Sesson.
22 h Nuits magiques : arrêts fréquents.
FRANCE-MUSIQUE
20 h 15 Concert (en direct du Palais omnisports de Bercy) : Requiem de Berlioz, par l'Orchestre national de France, les Chœurs de Radio-France et Pro Musica Chorus de Londres, dir. L. Mautz, sol. T. Moser, ténor.
21 h 59 Œuvres de Roussel, Milhaud.
22 h 15 Nuit de l'Orchestre national : la nuit des premières auditions, à 23 h 10. L. Mautz, premier chef permanent de l'Orchestre national.

Les programmes du samedi 18 et du dimanche 19 février se trouvent dans « le Monde Loisirs »

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

« Bonjour Monsieur des marionnettes ! »

Un tipi, un tonner, quelques cactus pour cacher les projecteurs, une « petite indienne » de dos, sur un ballot dissimulant la sono, et Yvan qui s'ingénie à disposer des bancs pour que tout le monde puisse voir. Tout un petit monde que ces quelques cent vingt bambins, de trois à six ans, encore endormis - le sieste - dans l'école Jean-Moulin à Montreuil (Seine-Saint-Denis), et pour lesquels ce comédien de métier, va jouer « La Petite Indienne », une création de 3 Chardons.

15 h 30, les enfants sont réveillés, et Yvan les prend en main. Plus personne ne bronche, « Il n'y a plus un bruit, le spectacle va commencer. Mais j'entends quelqu'un pleurer. Pas vous ? » « Si, la petite indienne ! » crient les enfants en montrant du doigt le poussa. « Pourquoi pleures-tu ? » demande le comédien. « Parce que je n'ai pas de nom... »

Yvan est maintenant un vieil Indien, enveloppé d'un grand manteau de fête. « Ne pleure pas, je vais te raconter mon histoire... ». Yvan est le conteur, le « Monsieur des marionnettes », le vieil Indien. Il tient tous les rôles, et, comme par enchantement, joue avec les enfants. Les bras se lèvent trois ou quatre fois pendant le spectacle, selon des gestes « d'Indiens », accompagnant « la petite chanson ». Les doigts se tendent, accusateurs, vers l'Ours fort en peluche. « Attention, petite indienne, il te va faire tomber ! » Les gosses rient de bon cœur devant les « Aïaï » de l'oiseau noir tombé sur les « arbrats à piquants ».

« Maintenant, c'est votre histoire qui commence », conclut Yvan. Et comme il y a déjà eu « La Maîtrise de la parole », « Rit tout le temps », dit-il en regardant un enfant rire, vous allez chacun chercher votre nom. La tribu regagne sa classe.

Une pièce de quarante minutes, où, la sagesse, la force

douce, la recherche de soi et même la mort se jouent sur fond de tipi et de manteau de fête. L'ensemble représente un dosage subtil entre l'histoire contée, les mésaventures cocasses de marionnettes de bois et la merveilleuse cérémonie du soleil qui se lève, rougeoyant sur une musique féérique.

Ce spectacle est le huitième, et la compagnie des 3 Chardons - pour la promotion du théâtre en milieu scolaire - a déjà dix ans. Jean-Pierre Idette, auteur et metteur en scène de La Petite Indienne, de Pitou, de L'Enfant roi, de Petit Clown et de bien d'autres aynaba travaille en moyenne un an sur chaque histoire, écrit « deux mille feuilles pour en faire vingt » et désire avant tout préserver « un petit bout de vie » chez l'enfant.

Jusqu'à présent, le courant passe et même au-delà du spectacle. Comme, par exemple, pour la représentation de Petit Clown, cette marionnette triète qui fuyait la colère du directeur de cirque et s'évadait dans le rêve en chantant « une douce musique ». Les enfants n'ont réagi que deux mois plus tard : le jour où la directrice de l'école s'est mise en colère, tous ont entonné la chanson...

Malheureusement, si tout le monde n'est pas de cet avis. Si les écoles apprécient et redemandent les créations 3 Chardons, les pouvoirs publics ne sont pas aussi convaincus. Sans aucune subvention, et avec juste 8 francs de participation par enfant, Jean-Pierre pourrât-il, poursuivre une large diffusion de ses spectacles, ou bien devra-t-il se limiter aux grandes écoles qui lui garantissent un minimum de spectateurs ?

CAROLINE GROSS.
* Les 3 Chardons, théâtre pour enfants, 20, rue du Moulin-de-la-Pointe, 75013 Paris. Tél. : (1) 389-44-69.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17.2.84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 17 février à 0 heure et le samedi 18 février à 24 heures.

Les hautes pressions qui recouvraient notre pays s'affaiblissent temporairement par l'Ouest avec l'arrivée d'une zone nuageuse.

Samedi, le ciel restera le plus souvent couvert sur la moitié ouest du pays. Ailleurs, après dissipation des brumes ou brouillards matinaux, le temps sera assez beau et ensoleillé, malgré un ciel souvent voilé.

Les températures minimales varieront de 0 degré à 4 degrés sur la moitié ouest du pays ainsi que près du pourtour méditerranéen, et de -6 degrés à -10 degrés ailleurs. Les températures maximales s'échelonnent entre 2 degrés et 12 degrés du nord au sud.

Les vents seront modérés de secteur est.

Sens d'évolution pour dimanche
Les hautes pressions qui prolongeaient sur la France l'anticyclone d'Europe continentale continueront à s'affaiblir à l'avant d'une perturbation océanique qui atteindra les régions du Sud-Ouest et de l'Ouest.

Prévisions pour dimanche
Dimanche matin, on observera encore des gelées mais elles seront moins fortes et éparpillées sans doute les régions

PRÉVISIONS POUR LE 18.2.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)



atlantiques. Toutefois, elles atteindront encore -5 degrés à -7 degrés dans le Nord-Est. De plus, la matinée sera souvent brumeuse et nuageuse. Dans la journée, la couverture nuageuse se renforcera des Pyrénées à la Bretagne où il pourra pleuvoir en soirée avec des vents de sud-est modérés. Près des frontières de Nord-Est on peut s'attendre à des usages assez nombreux avec quelques floccons de neige possible. De la Normandie au Bassin parisien, le ciel se voilera rapidement sur le reste du pays. Le temps devrait rester assez ensoleillé. Les températures maximales marqueront une hausse générale mais qui sera plus sensible dans l'Ouest. Elles atteindront 10 degrés à 13 degrés en Aquitaine et près de la Méditerranée, 9 degrés à 10 degrés dans le Nord-Ouest, 5 degrés à 8 degrés dans le Centre, 2 degrés à 5 degrés dans le Nord-Est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 février; le second le minimum de la nuit du 16 février au 17 février) : Ajaccio, 9 et -3 degrés; Biarritz, 8 et -2; Bordeaux, 9 et -4; Bourges, 5 et -4; Brest, 8 et 3; Caen, 4 et 0; Cherbourg, 2 et -1; Clermont-Ferrand, 3 et -8; Dijon, 3 et -6; Grenoble-St-Martin-d'Étiévaux, 1 et -6; Grenoble-Saint-Geoirs, 0 et -8; Lille, 0 et -4; Lyon, 1 et -6; Nancy, 2 et -8; Nantes, 8 et -2; Nice-Côte d'Azur, 2

min.; Paris-Montsouris, 5 et -1; Paris-Orly, 4 et -2; Pau, -3 min.; Perpignan, 12 et 1; Rennes, 6 et -1; Strasbourg, 2 et -8; Tours, 2 et -2; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 1 degrés; Amsterdam, -1 et -5; Athènes, 11 et 7; Berlin, -2 et -9; Bonn, 2 et -8; Bruxelles, -1 et -5; Le Caire, 19 et 12; Casablanca, 21 et 14; Copenhague, 2 et -4; Dakar, 28 et 17; Djakarta, 13 et 8; Genève, 1 et -5; Jérusalem, 12 et 4; Lisbonne, 16 et 6; Londres, 2 et -1; Luxembourg, 1 et -8; Madrid, 14 et -6; Moscou, -4 et -8; Nairobi, 32 et 15; New-York, 8 et 5; Palma-de-Majorque, 13 et -4; Rome, 9 et 2; Stockholm, 0 et -6; Téhéran, 14 et 4; Tunis, 10 et 2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 16 février 1984. Elles nous sont communiquées par l'Association des instituteurs des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur réponse téléphonique au 266-64-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en cas de pluie ou de vent.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
Les Arca : 155-235; Arèches-Beaufort : 240-300; Avoriaz : 70-250; Notre-Dame-de-Bellecombe : 200-300; Bonneval-sur-Arc : 140-300; Courmayeur : 105-300; La Chapelle-d'Abondance : 55-190; Châtel : 120-280; La Clusaz : 130-250; Combloux : 130-280; Les Contamines-Montjoie : 130-350; Le Corbier : 150-300; Crest-Voland : 150-270; Flaine : 225-360; Les Gets : 150-280; Le Grand-Bornand : 100-280; Les Houches : 200-350; Megève : 175-235; Méribel : 140-230; Morzine-Avoriaz : 100-300; Passy-Neauchâtel : 170-280; La Grande-Grange : 80-320; Pralognan-la-Vanoise : 180-250; Pralognan-Arly : 160-220; La Rosière : 220-350; Saint-François-Longchamp : 150-200; Saint-Gervais-La Bette : 60-220; Thonon-les-Bains : 85-130; Tignes : 185-330; Val-Cenis : 90-150; Val d'Isère : 140-190; Valloire : 120-200; Valmorel : 245-300.

ISÈRE
Aurais : 50-150; Collet-d'Allard : 150-200; Les Deux-Alpes : 150-350; Les Sept-Laux : 120-200; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 50-250; Villard-de-Lans : 70-210.

ALPES DU SUD
Allos-le-Sergis : 120-150; Auron : 70-90; Beuil : 40-60; La Colmanne-Valdebière : 80-100; La Four-d'Allos : 110-150; Isola 2000 : 100-120; Montgenèvre : 100-150; Orcières-Merlette : 130-260; Les Orres : 120-150; Pralognan : 95-110; Pey-Saint-Vincent : 100-170; Risoul 1850 : 90-130; Le Saize : 80-190; Serre-Chevalier : 140-220; Superbalcony : 130-250; Valberg : 60-70; Vars : 64-130.

PYRÉNÉES
Les Angles : 40-80; Les Angles : 60-150; Ax-les-Thermes : 40-110; Cambo-les-Lys : 210-250; Font-Romeu : 30-75; Gourette : 40-250; Luchon-Superbagnères : 60-150; La Mongie : 80-110; Saint-Lary-Soulan : 80-110.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 50-110; Saperliou : 70-110.

JURA
Métabief : 90-200.

VOSGES
Le Bonhomme : 50-100; Gérardmer : 40-90; St-Maurice-sur-Moselle : 100-200.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 19 FÉVRIER
• Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Zupovic.
• Le château de Maisons-Laffitte, 15 h 30, entrée, côté parc, M^{me} Hulat. (Caisse nationale des monuments historiques).
• Le Palais Bourbon, 14 heures, 33, quai d'Orsay (Approche de l'art).

TRIMESTRE N°7 DU 15 FÉVRIER 1984	
8	16
35	36
39	43
NOMBRE COMPTABILISÉ 23	

TOTAL DES DÉPENSES	
1	6 933 468,20 F
2	142 502,50 F
3	15 177,00 F
4	223,70 F
5	14,60 F
PROCHAIN TRIMESTRE LE 15 FÉVRIER 1984	
VALD'ISÈRE - JACOUILLI DU 21 FÉVRIER 1984 APRÈS-NOÛ	

• La crypte de Notre-Dame, 15 heures, parvis de Notre-Dame (Arènes).
• Salons du ministère des finances, 10 h 30, 93, rue de Rivoli (Académie).
• L'Opéra, 13 h 15, hall (M. Bourcier).
• Hôtel de Soubise, 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (M^{me} Haulier).
• Le Palais du Luxembourg, 15 heures, 20, rue de Tournaï (Histoire et archéologie).
• Saint-Eustache, 15 heures, métro Louvres (Ludoc Visites).
• Le Marais, 15 heures, 24, rue Pavée (Paris et son histoire).
• L'Institut de France, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES
60, boulevard Lataste-Manbourg, M. H. Brunfeld, 14 heures : La Navégo connue et inconnue : 16 heures : La Snède connue et inconnue : 18 h 15 : La Thaïlande (Rencontre des peuples).
15 h 30, 15, rue de la Biche, M^{me} D. de Ribardière : Italie, mœurs géniales et enfant terrible de l'Europe (Les artisans de l'Esprit).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 17 février :
UNE LOI
• Complétant les dispositions de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.
DES DÉCRETS
• Fixant la contribution à verser au titre de l'année 1984 au fonds spécial d'allocation-vieillesse institué par l'Etat modifié de la loi du 10 juillet 1952 par les organismes et collectivités visés aux arrêtés des 17 décembre 1952, 15 mai 1954, 25 janvier 1955 et 5 février 1980.
• Relatif au régime de travail à temps partiel des personnels ouvriers de l'Etat rémunérés sur une base mensuelle.
• Relatifs à la dotation globale d'équipement des départements et des communes et portant répartition de cette dotation pour l'année 1984.

UN ARRÊTÉ
• Fixant la répartition des contributions d'allocation familiales pour l'année 1983.
UNE ORDONNANCE
• Relative au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi.

VENTE A VERSAILLES

BEAUX TABLEAUX MODERNES
Par BAUCHANT, BERTHOMME SAINT ANDRÉ, BERTRAM, BEZOMBES, BOLDIN, BRIANCHON, CÉRIA, COMMÈRE, COSSON, COTTAVOZ, DESHAIES, DETROY, DETHOU, DIGNIMONT, DUBOURG, DUFFRÈRE, FRANK WILL, FRESSÉ, DE GALLARD, GAVARIN, GEN PAUL, GÉRÈZ, CHÉLON GREEN, GRAU SARA, GULLAUMIN, HEUZE, HILAIRE, ICART, KYAPIL, LAGAR, LANGOY, LEBASQUE, LEBOURG, LEPÈRE, LE PHO, LESNE, LURCAT, MACLET, MAI THU, MARCHAND, MARQUET, MARVAL, MARZELLE, MERCIER, NELOUELMAN, OUDOT, PÉRON, PÉREZ, PRESSIÈRE, PUKING, FLY, ROSE, RODO, PESSARRO, K.C. ROUSSEL, SAVARY, SERRÉ, TRÉMOS, TRUPHÈMUS, VÉNARD, WAGNER, de WARDOUWER, ZELLER.
NEUF ŒUVRES de TERLIKOWSKI
DIX-SEPT ŒUVRES PAR TRAN LONG
DIMANCHE 19 FÉVRIER à 14 H.
à VERSAILLES, 5, rue Rambeau 78000 - (31 950-55-06 +
M^{me} BLACHE Commissaire Priseur
EXPO. : Vend. 17, Sam. 18 de 9 à 12 et de 14 à 18 h.

LE NOUVEAU WEEK-END DU MONDE

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO :

- La course à la Maison Blanche est partie.
- Le Maroc après le coup dur.
- Les hommes de M. Chirac.
- Les Français ont-ils peur de l'incinération ?

ET DANS LE SUPPLÉMENT « LE MONDE AUJOURD'HUI »

FORMES : le nouvel art de vivre au bureau.
FRANCE : une campagne douce contre l'alcoolisme.
CHANTIERS : le Grand Caire se construit à Paris.
ENTRETIEN : J. Bouveresse, un philosophe contre les philosophes.

Le Monde
une nouvelle lecture pour le week-end

me
cor
31
et
Ue
l'é
me
pé
17

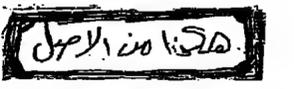
Lui
ques
consé
du d
lorsq
écou
tonné
de la
que, i
rizez
prix
ment
par
Lago
voite

Ve
« coc
reuz
tarif
gouv
ment
senoi
(4,7)
que
ponc
fixés
parce
des «
reste
sens
vie r
jour
autu
cont
d'éc
cals
l'Éta
du d
des
(cor
cert
cont
accr
ria 3
m
nicu

O
l'Et
dev
de f
ron:
Cet
imp
neq
tent
réé
con
doll
evor
à v
gér
con
sou
nis
son
le
l'in
sit
or
acc
leu
ent
rie
mi

tai
à l
de 4
en O
ce de
re l'e
de ce
de pe
tr

vi
dr
am
un
h
p
2
n
d
k
p
st
q
n
e
r
e
d
a
l
s
i
c



	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	47,00	56,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Degressifs selon surface ou nombre de parvons.

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor appelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

MOTOROLA

- DIRECTEUR TECHNIQUE Réf VM 221015 A
- DIRECTEUR DES VENTES INDIRECTES Réf VM 221015 B
- DIRECTEUR FINANCIER Réf VM 221015 C

SINGER

- RESPONSABLE SERVICES TECHNIQUES Réf VM 51018 A
- CONTROLEUR DE GESTION Réf VM 14780 H
- DIRECTEUR GENERAL Réf VM 5670 B
- JEUNE CADRE DE GESTION Réf VM 4212 AN

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERIMIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



Assisted Intelligence Design
PARIS SAN FRANCISCO TOKYO
Bureau d'études Micro-Electronique (HARD & SOFT)
Budget : US\$ 3 millions assuré pour 1984
Recherche pour diriger l'entreprise située au centre de Paris (RER - CHATELET)
le DIRECTEUR
ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL
● parfaitement bilingue Anglais/Français
● expérience probante de la gestion d'une PME
● capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occulte la vie personnelle et familiale.
250000 F/AN
+ fort intérêt aux résultats.
Lettre manuscrite en ANGLAIS et CV en Français à :
MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE RECHERCHE

ASSISTANT
AUPRES DE DIRECTION SCIENTIFIQUE SECTEUR « PRODUCTIONS VÉGÉTALES »
Chargé : relations avec Direction Générale, liaisons avec chefs de département, représentation du Secteur dans diverses réunions et groupes de travail.
Formation : Ingénieur Agronome, Docteur Ingénieur.
Expérience de gestion, sens de l'organisation.
Recrutement après concours.
Env. candidature avant le 7 mars 1984 à M. MARROU, Direct. Scientif., INRA, 149, rue de Gravelle, PARIS-7.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiée » ou d'une agence.

emploi international

IMPORTANT INTERNATIONAL NON PROFIT ORGANISATION SEEKS Merchandising/Sales Promotion Manager

Fonction : Based in Geneva, this person will be responsible for the planning and proposed implementation of promotion and merchandising programmes through a large network of sales organizations throughout Europe and the Middle East. Includes a heavy responsibility in the planning and supervision of centrally produced promotional materials. Although this person may have had some experience in the advertising field, professional experience on the direct side is highly desirable. Reports to the Geneva based Marketing Manager.

Minimum Requirements : University degree or equivalent. Good working knowledge of both English and French. Knowledge of German and/or Spanish an asset but not mandatory.

Salary : In relation to past level and qualifications and experience of candidates.
Send detailed resume to:
Chief Recruitment and Placement
UNICEF
866 United Nations Plaza
New York, N.Y. 10017
U.S.A.
Closing date for receipt of applications : 8 March 1984.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt
CHATELET, 3/4 P., 75 m² en duplex, finitions et prestations au choix, terrasse, vue dégagée. Px élevé justifié. 347-57-07.

4^e arrdt
FACE SEINE ET ILE ST-LAURE, POINT NEUF IV TRÈS BEAU 6 P., 170 m² DORESSAY. 624-93-33.

9, RUE SAINT-MERRI
TRÈS BEL IMM. PIERRE DE T. studios et 2 en duplex LUXUEUX Rénovés. 3/pt. de la 14 h 16 h. 271-00-44 - 327-92-40.

5^e arrdt
Ceneter, studio, refait neuf, tout confort, ach. calder. 633-44-00 (35) 90-27-06.

6^e arrdt
206, bd RASPAIL. Bel imm. pierre de t., chef. cuit., asc. 5 P. + serv. travaux à prévoir. 1.480.000 F. S/Place, samedi, de 15 à 17 h.

R CASSETTE, dans ancien hôtel part., 18^e. Duplex, 200 m² + magnifique terrasse, 60 m². DORESSAY - 624-93-33.

7^e arrdt
2/3 P. BAC. 670.000 F. coquet 50 m², charme, cuisine et carrelé, parfait état. PROMOTIC. 553-14-14.

8^e arrdt
AV. GEORGES-V LERMS - 355-58-88.

10^e arrdt
Petit apt, atelier rénové, cuisine, plain sol, terrasse, véranda, vue sur Paris, 2 ét., cuis., rénov., surface totale 67 m², 480.000 F., à débattre. Téléphone : 208-32-64.

12^e arrdt
M^{me} PORTE-CHARENTON Imm. récent, 12 ét., e/jardin, séjour, 1 chbr., cuis., bain, park. Prix très intéressant 323, rue de Charenton samedi, dimanche, 14/17 h.

A SAISIR 950 000 MAISON NVE 85 m²
JARDIN 110 m² PRET A VIVRE S/PLACE SAINTE 14 A 17 H 8-10, RUE D'ALGER.

14^e arrdt
Beu 2 pces, cuis. équipée, s. de bains, w.-c., chbr., cuisine, salon, 85, rue de Gerpois. 425.000 F. Samedi 14/16 h. 542-06-92.

M^{me} CH. MICHEL
Bon imm., 6^e et. asc., chef cent., gd séj., 1 chbr., entrée, bich., cuis., bain. Agréablement aménagé, 2, rue Henri-Beckonin, samedi, dimanche, 14/17 h.

M^{me} FÉLIX-FAURE
Bon imm., 6^e et. asc., chef cent., gd séj., 1 chbr., entrée, bich., cuis., bain. Agréablement aménagé, 2, rue Henri-Beckonin, samedi, dimanche, 14/17 h.

16^e arrdt
M^{me} KLEBER
Imm. 1980, gd séj., s/jard., séj., 1 chbr., entrée, bich., cuis., bain. Agréablement aménagé, 2, rue Henri-Beckonin, samedi, dimanche, 14/17 h.

18^e arrdt
Région parisienne
Pour Cadres et Personnel IMPORTANTE STE INFORMATIQUE, recherche divers profs. des catégories. villas, Paris, banlieue. 604-48-21, p. 24.

Région parisienne
Collaborateur journal cherche 3/4 pièces, 12 ét. Paris ou proche banlieue, bel longeur d'axe. Tél. 321-24-83, le matin.

Région parisienne
Pour Stés européennes, chercheurs, pavillon pour CADRES. Durée 3 et 5 ans. 353-57-03.

L'IMMOBILIER dans Le Monde

du Lundi au Vendredi

296-15-01

296-15-01

appartements achats

SAINT-PIERRE
RECH. TRÈS BEAUX APPTS CENTRE-ST-OUEST PARIS 563-11-88
28, RUE WASHINGTON, 8^e.
Jean FEULLADE, 54, av de La Motte-Picquet, 15^e, 566-00-75.
Pais complètes, 15-7^e arrts. APPARTEMENTS grandes surfaces et IMMOBILIER. MÊME OCCUPÉS

17^e arrdt
De bel imm. rétro, 12 ét., 6^e asc., splendide living 4 chbrs sur balcon, jardin plain ciel. Téléphone : 878-41-86.

18^e arrdt
R. SALFROY dans imm. pierre de t. 1920, coquet 3 P., 12 ét., dble expo. 338.000 avec 10 % comptant. 347-67-07.

SACRÉ-CŒUR
Bel imm., 3 P., 12 ét., asc. 3^e et. s/jard., samedi de 14 à 17 h 30, 28, rue du MONT-CENIS.

20^e arrdt
P. NATION de imm. récent gd 2 P., 12 ét., asc., bato. A BASHIR - 634-13-18.

78^e Yvelines
ST-GERMAIN CENTRE 100 m² 720.000 F
Imm. stand. belle réception, 3 ch., nombre rang, bato, 3 m², conc. Tél. : (31) 818-23-63.

93 Seine-Saint-Denis
Aulnay-s/Bois, 10 m gare RER, 4^e et. petit imm. stand, prix. tous commerces et écoles, grand 2 chbrs, plain, box fermé, sous-sol, cave, cuis., aménag. 600.000 F. Tél. : (11) 869-18-80 à part. de 16 h.

Provence
AVOIRAZ Exceptionnel duplex, 70 m², entrée, 2 chbrs, séj., cuis., s. de bain, w.-c., salon, balcon, vue splendide. S.O. Improbable, meublé, équipé, 8 personnes. Immeuble 600.000 F. P. LE PRESTRE, 6, av. F.-Roccavert, PARIS-6^e, 226-02-33.

A SAISIR MEUBLE
ROCHEFORT-PRÈS-PISTES ORÉE DES NEIGES CHEMIN DES PERCHETS 630.000 F. (50) 21-41-02.

locations non meublées offres

Paris
Bd LANNES, beau 4 pces, bato, stand, 5.800 ch. comp., reprise équipement justifié. 50.000 F. Téléphone : 357-79-87.

locations non meublées demandes

Paris
Pour Cadres et Personnel IMPORTANTE STE INFORMATIQUE, recherche divers profs. des catégories. villas, Paris, banlieue. 604-48-21, p. 24.

Région parisienne
Collaborateur journal cherche 3/4 pièces, 12 ét. Paris ou proche banlieue, bel longeur d'axe. Tél. 321-24-83, le matin.

Région parisienne
Pour Stés européennes, chercheurs, pavillon pour CADRES. Durée 3 et 5 ans. 353-57-03.

terrains

A vendre (autorisation de vente aux étrangers) **TERRAIN DE 5.300 m²** situation unique directement au bord du Lac Léman avec permis de construction pour hôtel (plus à disposition)
Ecrire sous chiffre 22-1.825 à : Publications, 1002 LAUSANNE/SUISSE.

VILLENES-SUR-SEINE
Prestige vend beau terrain à bâtir, 1.000 m² env., belle vue, 5^e brs au choix du constructeur. 380.000 H.T. (3) 918-23-68.

MAISON D'ASNIÈRES
26 maisons terrasse prise de PARIS.
Habitable immédiatement.
Bel 3 ans avec promesse de vente.
Rens. et visite sur place, angle av. de la Redoute et rue Emile-Zola.
sem., dim. de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h.
Lundi de 13 h à 18 h.
Téléphone : 799-85-45.
Et Boutique OCL : 522-22-22.

ÉVRY 29
ÉVRY, Quartier résidentiel Maisons individuelles « Location, vente »
Bail de 3 ans assorti d'une promesse de vente.
Ville Griquet.
Maison décorée sur place.
Rue du Griquet à Evry.
Sem., dim. de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h.
Lund. de 14 h à 18 h.
Tél. : 077-71-98.

pavillons
M^{me} PARC DE SCEAUX Pavillon 8 pces + studio sur terrain de 500 m², état impeccable. Prix : 1.500.000 F. Téléphone : 861-47-82.

propriétés
VEND OU ÉCHANGE contre pavillon moderne, sud propriété à Bétailles (Lot) 70 m² hab. meublée, gd garage, état. 12 chbrs avec salle de bain, avec jardinage, 600.000 F. can. n^o 8.850. + nombreux autres services ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75008 Paris.
Vends Côte-du-Nord, ferme restaurée, 7 km mer terrain 6.000 m². Nombreux arbres fruit. Prix : 470.000 F. S'adresser LECLERC (06) 72-22-44.

SAINT-TROPEZ
VUE EXCEPT. S/MER et collines. TRÈS BEAU MAS 8 P. DORESSAY. 624-93-33.

A SAISIR, CAUSE SÉPARATION
THUIS MONS 91, studio quartier résidentiel, calme ancienne bâtisse, murs, pierres ; 4/500 m² jardin, pelouse clos de murs, réception, salon, salle à manger, cuisine 5 chbrs, bain, s., chef centr., cave, gar. SACRIFIÉ au prix de 880.000 F. traite av. 85.000 cpt + larg. crédit. Caisse d'Épargne, 18 (3) 92-70-01 et après 20 h 18 (38) 96-22-28.

EN PÉRIGORD
Part. vil. très belle maison en p. de taille en forme de U, plain, incorporée dans celui-ci. 14 chbrs avec salle de bain, salle à manger 110 m² + piscine, gar. plus de 800 m² pouvant être aménagés, pourrait convenir à hôtelier de luxe, Maison de retraite, restaurant, etc. Pouvons fournir photo. Ec. n^o 503 à HAVAS 10 avenue d'Alsace 24000 PERIGUEUX. Tél. apr. 18 h à 18 (31) 56-18-10. Distr. assur.

YOGA RELAXATION
15, rue Gay-Lussac, 5^e 41, rue Richer, 9^e Renseignements : 646-91-59. Sylvine REVOL.

PROMOTION KITCHENETTE
Évier + cuisine + meuble + frigo + robinetterie) an 1 m, 2.600 F. Paris SAINTON, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6^e, ouvert le samedi, 222-44-44.

PAPIERS JAPONAIS
Avec les prix directs CAP, vous trouvez maintenant du papier japonais de première qualité.

A PARTIR DE 180 F
le rouleau (7,60 m x 0,81 m)
Grand choix de coloris et de papiers disponibles sur stock
Nouvelle collection de liège en rouleaux sur papiers de couleur.
Magasin d'exposition : 37, rue Cassini, 75012. 307-24-01 27, avenue Repp 75007. 856-88-22.
Vente par correspondance : Documentation complète et chèques 10 F par chèque.

ENQUÊTEUR
déclaré pp Paris 067
Affaires privées industrielles et commerciales
Filiatures, auto-moto CHAUFFEUR ACCOMPAGNEUR 822-95-52. Protection biens et personnes

Enseignement
PARTIR A PAQUES
Il n'est pas trop tard pour aller en Angleterre ou en Allemagne Club A3 Séjours Linguistiques 10, rue St-Hippolyte, 75002 Paris Téléphone : 508-94-59.

Psychologie
Tentative de résoudre tout problème d'ordre psychologique Tel. pour r.v. av. 739-10-70 à partir de 22 heures

Psychol. clarifie troubles de désordres familiaux, ascend. ; dépress., etc. av. délicatesse né cess. : 750-05-58, ap. 19 h 30.

hôtels particuliers

AUTEUIL
Maison 5 P., jard., urgent. 2.000 F. à débattre. Tél. : 576-73-34.

maisons de campagne
GARD
35 KM DE NIMES
4 amis ont acheté en copropriété un domaine de 22 ha, 2 bâtiments anciens, superbes, avec jardin privatif, restaurant, piscine, etc. Intéressant. Appeler (1) 887-38-68 ap. 19 h.

immobilier information
SUISSE
Prix de Montreaux Châtaigniers de 220.000. Lu. villes de 3. 325.000. apparts de 100.000. Hyp. 70 % à 6 1/2 %. Contactez ALBERTO S.A., Tour 908, Ch-1007 LAUSANNE. Tél. : 21/252611.

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitution de sociétés et services. 355-17-50.

l'agenda du Monde

Artisans

LIBRE PEINTRE
Paris et banlieue, petits prix à GARENTE 10 ANS. Renseignements : 464-35-27.

Bijoux
Si vous vendez : bijoux, or, bijoux, pièces, etc. ne faites pas téléphoner. 568-74-36.

Cours
YOGA RELAXATION
15, rue Gay-Lussac, 5^e 41, rue Richer, 9^e Renseignements : 646-91-59. Sylvine REVOL.

Cuisine
PROMOTION KITCHENETTE
Évier + cuisine + meuble + frigo + robinetterie) an 1 m, 2.600 F. Paris SAINTON, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6^e, ouvert le samedi, 222-44-44.

Décoration
PAPIERS JAPONAIS
Avec les prix directs CAP, vous trouvez maintenant du papier japonais de première qualité.

A PARTIR DE 180 F
le rouleau (7,60 m x 0,81 m)
Grand choix de coloris et de papiers disponibles sur stock
Nouvelle collection de liège en rouleaux sur papiers de couleur.
Magasin d'exposition : 37, rue Cassini, 75012. 307-24-01 27, avenue Repp 75007. 856-88-22.
Vente par correspondance : Documentation complète et chèques 10 F par chèque.

Enquêtes
ENQUÊTEUR
déclaré pp Paris 067
Affaires privées industrielles et commerciales
Filiatures, auto-moto CHAUFFEUR ACCOMPAGNEUR 822-95-52. Protection biens et personnes

Enseignement
PARTIR A PAQUES
Il n'est pas trop tard pour aller en Angleterre ou en Allemagne Club A3 Séjours Linguistiques 10, rue St-Hippolyte, 75002 Paris Téléphone : 508-94-59.

Psychologie
Tentative de résoudre tout problème d'ordre psychologique Tel. pour r.v. av. 739-10-70 à partir de 22 heures

Psychol. clarifie troubles de désordres familiaux, ascend. ; dépress., etc. av. délicatesse né cess. : 750-05-58, ap. 19 h 30.

Teinturiers

HOMMES D'AFFAIRES !
Votre situation exige une tenue élégante et impeccable !
Faites nettoyer vos vêtements de valeur : vestes, manteaux, etc. par un spécialiste qualifié. Appelez (1) 887-38-68 ap. 19 h.

Troisième âge
RÉSIDENCE (ex CÉDRES 10^e Paris, France)
Tourisme, à midi restaurant ouvert 4 fois, repos relaxant recréer toutes personnes tous âges, valides, semi-valides handicapés, seniors assurés. Petits internats familiaux acceptés, 33, av. de Vitry 94100 VILLETTE. (1) 726-89-63. (1) 638-34-14.

Vacances
Tourisme
Loisirs
BENIOORM
(Espagnol) location studios appartements à la semaine à partir de 600 F tout compris CLAUDINE. Tél. (1) 360-47-02 heures de bureau.

BRETAGNE TONIQUE LE VAL-ANDRÉ
Station climatique. Une des plus belles plages de la CÔTE D'AZUR, le km de sable fin. Vols, planche, école de voile, piscine chauffée, tennis (17 courts), équitation, golf, manure, animation par monteurs.

HOTELS-LOCATIONS 5 AGENCES
Rens. : S.I.G. 6.P. 25 Tél. (18-88) 72-20-88. 22370 PLENEF-VAL-ANDRÉ.

LOCATION CAP D'AGDE LANGUEDOC MEDITERRANEE LOGEMENTS SELECTIONNES TARIFF SANS SURPRISE 3^e SEMAINE GRATUITE
Entre AGENCE MERCURE 34300 CAP D'AGDE (C)
Cetage itinéraire, à louer, 80 km de Dubin, Tél. Dubin 19 (33-1) 97-36-70.
Part. loue COURCHEVEL 1950 studio clubhôte, 4 pers., du 25/3 au 15/4, le samedi, 2.000 F. (21) 73-57-60.

automobiles
ventes
de 5 à 7 C.V.
Sun Car, style Morgan, caractéristiques techniques Renault, 8.000 km. Prix à débattre. Tél. : 42-33-04 ou 026-38-83.

de 8 à 11 C.V.
Particulier vend D Super, 5 vitesses, 11 CV, année 1972, 1^{er} matricule, permis Espérance récente. Prix 3 débattre. Tél. après 18 h : 959-39-91.

de 12 à 16 C.V.
Mercedes coupé 250 CE, 1970, très bon état. Prix : 35.000 F. 434-47-23.

SOCIAL

LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS

De l'état de grâce à l'état de défiance

C'est au moment même où le ministère des affaires sociales indique, avec satisfaction, que le nombre de conflits du travail a été en 1983 à son niveau le plus bas depuis 1965 que l'action syndicale semble se réveiller. Moins dans les entreprises elles-mêmes (où, dans le secteur privé, il n'y a pas encore de remontée très forte des grèves) que dans les branches professionnelles. Début février, les banques ont connu leur plus grande grève depuis dix ans. Si la journée d'action de la CGT dans la métallurgie n'a eu qu'une faible ampleur, le 15 février, les fonctionnaires ont réuni une assez bonne mobilisation le 16 février. Et alors que les mineurs, qui ont une longue tradition de combativité, se lancent dans une grève unitaire, et reconductible, de quarante-huit heures, la CGT annonce de nouvelles journées d'action dans les organismes sociaux, le papier-carton et la construction.

Que cherchent donc les syndicats ? L'état de grâce est bien mort. L'état de rigueur n'a donné que peu de satisfaction à l'état de défiance dans les relations entre le pouvoir et les centrales. Veulent-ils la rupture avec le gouvernement ? Non. Si M. Krasucki « s'oppose à la démission de ses ministres, surtout le ton, il n'a pas enlevé au gouvernement son label de gauche. Ce qu'il lui reproche c'est de trop céder aux pressions du patronat et ainsi de s'éloigner de ses engagements de 1981. M. Viannet, le numéro deux de la CGT, avait es-

quisé une telle critique dès novembre 1983. A sa façon, M. Bergeron somme aussi le tocsin, mais il n'a pas attendu l'arrivée de la gauche pour redouter les tensions sociales et ne cherche pas plus la guerre avec le gouvernement qu'avec les précédents. La CFDT reproche au pouvoir ses méthodes, son manque d'ambition et, comme la CGC, l'étroitesse de la voie économique et sociale choisie. Quant à la CFTC, elle s'inquiète des risques sociaux de la politique actuelle.

Les syndicats sont-ils en train de s'armer sur la défense des acquis ? La défense du pouvoir d'achat, surtout dans la fonction publique, secteur protégé malgré des rémunérations souvent insuffisantes, peut sembler anachronique, alors que, dans le privé, nombre de salariés jouent leur emploi. M. Bergeron et M. Krasucki se retrouvent sur le pouvoir d'achat mais se séparent sur les mutations industrielles. Le premier admettant, comme d'autres syndicalistes, la notion de « secteurs efficaces ». Les syndicats apparaissent coincés : ils sont attaqués dans leur existence même par leur crise d'identité, par l'érosion de leurs effectifs, et donc ils protègent leurs fondamentaux. En même temps, ils se trouvent placés devant la nécessité d'être présents face aux mutations entreprises en tant que forces de proposition.

Les confédérations veulent-elles mettre à terre la politique économique et sociale du gouverne-

ment ? M. Krasucki la dénonce, se plaint de voir « de moins en moins la justice sociale ». M. Bergeron s'inquiète, comme la CFTC, d'un plongeon dans la récession, d'une envolée du chômage, d'un repli social dans la voie de propositions alternatives pour ne pas élarger les genres entre gouvernements et gouvernés, mais tente plutôt d'en limiter les dégâts sociaux. La CFDT, comme la CGC, conteste moins les finalités économiques actuelles de la politique gouvernementale, même si chacune souhaiterait les habiller à sa manière, que les voies empruntées pour y parvenir.

Dépit

En définitive, tous les syndicats se retrouvent dans un même dépit d'être insuffisamment consultés et non écoutés, le dernier exemple étant après Talbot celui du plan gouvernemental de modernisation industrielle. Partenaires du pouvoir, certes, mais inutiles. Interlocuteurs oui, mais sans écoute. Ils s'inquiètent de l'état d'esprit de leurs militants, de leurs adhérents, partagés entre un espoir de renouveau et le désespoir, mais souvent passifs. Alors ils renouent avec ce que l'on pourrait appeler « la stratégie de la rébellion » : des journées-spectacles, des actions fourre-tout, des défilés qui font nombre. Jouant de l'effet amplificateur des médias, ils tentent de montrer leur force pour se faire entendre. Sur les deux tableaux, c'est avant tout leur mouvement de repli de l'ampleur, qui peuvent espérer infléchir la position du gouvernement, sinon ils auront au moins la satisfaction d'avoir fait leur travail de syndicalistes.

En même temps, ils encadrent et canalisent le mécontentement. Mieux vaut parfois une grève nationale de vingt-quatre heures - stade auquel on n'est pas arrivé en raison de son effet politique - que une série de conflits locaux, durés, incontrôlés, qui épuisent le climat social. Il y a un aspect défensif : ils évitent les foyers d'explosion - sous réserve de ce qui peut se produire dans les mines - en ouvrant avec prudence les vannes des journées d'actions. M. Krasucki, qui a annoncé le 16 février devant la presse anglo-américaine que l'action syndicale « conduit un développement

certain », l'a bien expliqué. Tous ces mouvements, « a-t-il dit, « cela ne peut pas être considéré comme le résultat de la seule volonté de la CGT ou d'autres organisations syndicales. Il y a un mécontentement dans la voie de propositions alternatives pour le pouvoir d'achat, le problème de l'emploi et celui de la protection sociale. Il y a un phénomène de refus qu'il faut prendre en compte : les travailleurs ne veulent pas cela, ce n'est pas ce qu'ils ont voulu. C'est un phénomène que tout le monde est obligé de prendre en compte comme une réalité ».

La mise en garde au pouvoir n'est pas moins ferme et peut avoir une certaine efficacité. Mais elle est limitée, elle a moins de poids du fait de la persistance des divisions syndicales. Au tableau de l'unité syndicale, les mineurs qui n'ont pas l'habitude de baisser pavillon et de céder leur mouvement sur simple injonction, constituent l'exception. Dans la métallurgie, dans la fonction publique et dans d'autres secteurs, la division règne. Dans la Vie ouvrière, M. Krasucki, reprenant à son compte l'aspiration partagée déjà depuis plusieurs mois par M. Viannet, comme par son prédécesseur M. Séguin, a lancé un appel à l'unité d'action indiquant que « la CGT est décidée à faire valoir tout ce qui dépend d'elle pour que l'action soit unitaire ». Consciente du peu de chances qu'il y a de s'entendre sur un plan national, il a ajouté : « Faisons-le dans les entreprises, les localités, les branches, les départements, partout où c'est possible ». Mais les propositions, les solutions, les méthodes d'action, dans certains cas, sont trop éloignées les unes des autres pour que les créelles syndicales se mettent au diapason.

MICHEL NOBLECOURT.

Le chômage en janvier a augmenté pour le troisième mois consécutif et les offres d'emploi se sont effondrées

Pour le troisième mois consécutif, les chiffres du chômage, rendus publics le 16 février par le ministère chargé de l'emploi, sont en augmentation, après la relative stabilité qui avait caractérisé une partie de 1982, plus de 1983.

En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE s'élevait à 2 135 600 à la fin janvier, soit une augmentation de 0,8 % par rapport à décembre 1983 et de 5,8 % en un an. A données brutes, le chiffre atteint un niveau inédit avec 2 252 100 demandeurs d'emploi, soit une hausse de 1,1 % en un mois et de 5,7 % en un an. La progression du chômage enregistré depuis le dernier trimestre 1983 se poursuit, constate M. Jacques Ralite, dans son habituel communiqué de commentaire : de fait, sur les quatre derniers mois, le rythme d'accroissement mensuel a été de 1,2 %, ce qui correspond à 25 000 chômeurs supplémentaires par mois.

Ainsi, le nombre des licenciés pour cause économique se cesse d'augmenter, et il était 37 700, en données corrigées, en décembre 1983, pour atteindre un total annuel de 336 000 (+ 19,4 % de janvier à janvier). Le nombre des chômeurs partiellement qualifiés a augmenté (+ 27,4 % en 1983, en données corrigées), tout comme celui des demandeurs d'emploi inscrits après la fin d'un contrat à durée déterminée (+ 5,3 % de janvier à janvier).

La situation du marché du travail est telle que tous les indicateurs montrent maintenant que le chômage, que l'on avait pu traiter socialement en concentrant les efforts sur les jeunes et sur les salariés les plus âgés, atteint le noyau central de la population active. Il croît plus vite, désormais, pour les travailleurs âgés de vingt-cinq à quarante-neuf ans - qui représentaient 40,4 % des demandeurs en décembre et 43,6 % en janvier - et progresse plus vite, proportionnellement, pour les hommes que pour les femmes. Les catégories d'ouvriers qualifiés (+ 13,1 % de janvier à janvier) et d'agents de maîtrise ou techniciens (+ 9,6 %) sont celles où la privation d'emploi augmente le plus. Tandis que la durée d'inscription moyenne, établie à 291 jours en janvier, est en hausse de 3 jours en un mois et de 10 jours en un an, le nombre de chômeurs indemnisés au titre de l'allocation de fin de droits - qui regroupe les anciennetés les plus élevées, justement - a augmenté de 18,8 % de janvier à janvier.

Mais le signe le plus inquiétant de la dégradation est fourni par l'effondrement des offres d'emploi : 38 000 offres ont été enregistrées sur cours du mois de janvier, es données

Le gouvernement engagera très peu de crédits nouveaux dans les zones spéciales de conversion

Quelles sommes le gouvernement entend-il consacrer aux zones de conversion ? Qui financera les actions économiques, fiscales et sociales envisagées ?

A toutes ces questions, il est impossible de répondre actuellement avec précision. Si certaines mesures ont fait l'objet d'un plan de financement (les mesures économiques), pour d'autres (les mesures sociales) aucun crédit nouveau n'a été prévu. Quant aux mesures d'incitation fiscale, il est bien impossible de savoir le succès qu'elles rencontreront et donc combien elles coûteront.

Un peu plus de 4 milliards de francs sont prévus pour le « traitement économique » des zones de conversion. La partie des fonds d'épargne collectés par les CODEVI (comptes de développement industriel) allant alimenter le FIM (Fonds industriel de modernisation) sera portée de 8 milliards à 10 milliards de francs pour la période 1983-1984 (5 à 7 milliards de francs pour la seule année 1984). Cette rallonge est à rapprocher des quelque 34 milliards de francs d'épargne CODEVI qui doivent aller cette année à l'industrie.

Ces 2 milliards de francs supplémentaires seront accordés à des taux bonifiés (9,75 %, contre 13,50 % sur le marché) à toutes les entreprises - y compris agricoles - qui voudront se créer ou se moderniser dans les quatorze pôles de conversion dont la liste est connue (Creu, Calais-Dunkerque, bassin de Longwy, Briey-Thionville, Saint-Etienne, Decazville, La Seyne, etc.). Ces crédits seront accordés sous forme de prêts participatifs.

Le budget de l'Etat ne sera donc pas mis directement à contribution. Seules les exonérations fiscales accordées à l'épargne CODEVI

entraîneront un coût de l'Etat, mais celui-ci est indépendant des actions spécifiques menées dans les zones de conversion.

Les dotations en capital aux entreprises publiques seront augmentées de 1 milliard de francs, passant de 12,85 milliards à 13,85 milliards. Cette rallonge ira aux entreprises nationalisées qui investissent dans les quatorze zones de conversion. Si aucune décision définitive n'a encore été prise sur le point de savoir qui paierait (il n'est pas complètement exclu que les banques soient mises à contribution), il est vraisemblable que ce milliard de dotations sera financé par le budget de l'Etat. De nouvelles économies devront donc être faites, à hauteur de 1 milliard de francs, sur les dépenses publiques prévues cette année dans le budget de l'Etat. Ces économies épargneront évidemment les dotations en capital des entreprises publiques.

Enfin, le tiers - soit 1,3 milliard de francs - de la troisième tranche du Fonds spécial des grands travaux qui couvrira la période fin 1984-1985 sera consacré aux zones de conversion. Les crédits du Fonds sont, depuis sa création en 1982, inscrits en dehors du budget de l'Etat. Ils proviennent d'emprunts classiques de dix à douze ans dont les intérêts sont financés par une taxe additionnelle à la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers). L'élément nouveau en la matière est seulement la concentration du tiers de la troisième tranche du Fonds spécial des grands travaux sur les quatorze zones de conversion. Ces crédits, auxquels s'ajouteront les financements propres aux collectivités locales, devraient représenter un volume de travaux avoisinant 2,7 milliards de francs. Ces sommes iront à la modernisation des logements, aux routes et à la voirie, à l'aménagement des vieux terrains industriels.

Quant aux mesures fiscales envisagées (possibilité pour une entreprise rachetant une entreprise déficitaire de déduire de ses résultats les pertes de la firme absorbée), leur coût ne sera sensible qu'en 1985, en fonction du succès de la formule proposée par l'Etat aux industriels. Il est donc, pour l'instant, à peu près impossible d'évaluer les pertes de recettes que cette mesure entraînera pour l'Etat.

Le coût des mesures sociales prévues pour les zones de conversion n'a pu être évalué, et aucun crédit supplémentaire ne sera ouvert dans l'immédiat.

Les pouvoirs publics n'ont pu évaluer les coûts supplémentaires des mesures sociales, faute de savoir ce qui se passerait si des mesures spécifiques n'étaient pas prises pour les zones de conversion (l'accroissement encore plus rapide du chômage qui se produirait coûterait très cher). La décision a été prise de commencer à financer les différentes mesures prévues (réduction de la durée du travail, préretraite, congé de formation...) sans crédits nouveaux. Ce qui sous-entend que, une fois que les crédits actuellement inscrits à cet effet au budget de 1984 seront épuisés, il faudra aviser sous forme notamment de collectifs budgétaires.

On voit que le gouvernement a bien fait attention de ne pas engager les finances de l'Etat dans des opérations coûteuses. Au total, le supplément de dépenses entraîné par la nouvelle politique dans les zones de conversion ne devrait pas dépasser quelques centaines de millions de francs. Pour le reste, ce sera surtout l'argent des épargnants qui sera mis à contribution.

ALAIN VERNHOLES.

3 750 suppressions d'emplois chez Renault Véhicules industriels. - Tel est le nombre exact reculé par la CFTC qui a reçu les documents préparatoires au comité central d'entreprise du 22 février (Le Monde du 17 février). 1 640 salariés seront mis en préretraite (le personnel atteignant cinquante-cinq ans et deux mois entre le 1^{er} juin 1984 et le 31 mai 1985). Une association sera en outre créée pour aider au reclassement du personnel et des primes fournies aux travailleurs immigrés pour les aider à rentrer dans leurs pays. Les usines de Véau-sieux (7 699 salariés dans le Rhône), Bourg-en-Bresse (1 446) et Blainville (5 256 personnes en Seine-Maritime) seraient les plus touchées.

Manufacture de Livre C.G.T. - Fin d'une centaine de militants du Syndicat du Livre C.G.T. de l'imprimerie Montsouris ont voté d'une texture noire de caillou, vendredi matin 17 février, la façade du siège de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), rue Gabriel-Laumain, à Paris. Décorés de bougies, de candélabres et d'œil-

Reprise du travail aux ARCT de Roanne (Loire). - Le personnel des Ateliers roannais de constructions textiles a repris le travail le mercredi 15 février. Il occupait l'entreprise depuis trois semaines.

FUNCTIONNAIRES : des manifestations en ordre dispersé

Des dizaines de milliers de « cols blancs » ont manifesté en France, jeudi 16 février. A Paris, venant d'endroits différents, trois cortèges de fonctionnaires, FO, CGT et CFDT - des hospitaliers aux postiers en passant par Air France, les éboueurs de la SEITA, les salariés des municipalités et diverses catégories de travailleurs de l'Etat - ont convergé vers la rue de Rivoli dans l'après-midi, pour réclamer l'augmentation des salaires et le maintien du pouvoir d'achat. Au total, plus de 20 000 manifestants ont tenté de faire leur jonction place du Palais-Royal, mais en vain : un important dispositif de sécurité avait été mis en place rue de Rivoli, depuis les Tuileries jusqu'à la rue du Louvre.

Un premier cortège de 10 000 personnes environ, celui de la CGT (30 000 selon les organisateurs, 10 000 selon la police), était parti vers 14 h 30 de la gare Saint-Lazare pour parvenir vers 15 h 15 aux abords de la place du Palais-Royal occupée par une vingtaine de cars de gendarmes mobiles munis de fusils lance-grenades. Un second contingent d'environ 8 000 participants, dont M. André Bergeron (30 000 selon ce dernier, 6 000 selon la police), s'était rassemblé un peu plus tard sous les banderoles de FO, place Baudoyer, derrière l'Hôtel de Ville : vers 16 heures, il s'est trouvé bloqué à hauteur de la rue du Louvre par des cars de gendarmes mobiles appuyés de plusieurs autopsommes. Un troisième groupe d'un millier de manifestants de la CFDT, notamment de la santé, des finances et du SGEN (3 000 selon les organisateurs, 1 200 selon la police), est arrivé vers 16 h 30 de la place Notre-Dame-de-Lorette et s'est arrêté rue du Louvre et rue de Valenciennes devant des CRS en armes. Le matin vers 11 heures, d'autres militants de la CFDT avaient manifesté rue de Babylone, à l'appel de l'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés (UFFA).

En somme, des manifestations en ordre dispersé, mais également très hétérogènes. Elles étaient surtout composées, pour FO, de fonction-

naires de province, aussi bien de Tours que du Bas-Rhin ou du Pas-de-Calais ; pour la CGT, de personnels communaux venus en car de la banlieue de Paris ; pour la CFDT, de militants de l'Union régionale parisienne et du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN).

Les slogans revendicatifs restaient annelés. Pour FO : « De l'ordre, le Paris, respectez nos accords ». Pour la CGT : « Nous ne sommes pas des nantis, augmentez nos salaires ». Pour la CFDT : « Le pouvoir d'achat, on l'a dans le bébé, le rattrapage, on l'imposera ». Mais le cœur n'y était pas. Face aux forces de l'ordre, les militants cégétistes ont fait la ronde, au pas d'entournement, place du Carrousel. Ceux de FO, retenant vers le Pont-Neuf, ont replié également leurs banderoles, et ceux de la CFDT ont fait de même après un appel au calme lancé par les organisateurs : « Il est clair que, à présent, nous devons nous disperser, recommandant l'un d'eux dans la « sono », mais la lutte continue... »

Contrairement à ce qui s'était passé en Lorraine jeudi dernier, on n'a guère entendu au cours de cette triple manifestation, de slogans à l'adresse du président de la République. Dans plus d'une soixantaine de villes, cependant, les fonctionnaires de ces trois centrales, mais aussi ceux de la CFTC, avaient cessé le travail une heure, deux heures, voire vingt-quatre heures, à titre d'avertissement, avant les négociations salariales de la fonction publique, qui doivent reprendre le 29 février. Ils réclament surtout l'indexation des salaires sur les prix et protestent contre un système de rattrapage lié à la masse salariale, considérant qu'il représente une attaque contre leur pouvoir d'achat et contre les pensions. Des manifestations ont eu lieu notamment à Marseille, Lorient, Nice, Toulouse, Lyon, Orléans, Arras, Montpellier, Rennes et Dijon. Dans ces deux dernières villes, il s'agissait de cortèges communs.

J. B.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.					
SE-LL	8,2540	8,2560	+ 160	+ 190	+ 330	+ 375	+ 940	+ 1040
5 ans	6,6175	6,6207	+ 184	+ 174	+ 281	+ 313	+ 882	+ 859
Yen (100)	3,5364	3,5388	+ 166	+ 167	+ 349	+ 378	+ 1053	+ 1111
DM	3,8781	3,8797	+ 161	+ 175	+ 346	+ 367	+ 992	+ 1036
2 ans	2,7277	2,7297	+ 137	+ 153	+ 299	+ 317	+ 809	+ 911
FR (100)	15,8258	15,8258	+ 72	+ 154	+ 81	+ 217	+ 42	+ 357
ES	3,7629	3,7656	+ 173	+ 294	+ 588	+ 616	+ 1641	+ 1704
L (1 000)	4,9725	4,9762	+ 199	+ 164	+ 435	+ 387	+ 1283	+ 1194
£ (1 000)	11,9229	11,9316	+ 289	+ 349	+ 618	+ 700	+ 1889	+ 1908

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/16	9/15/16	9/16	9/15/16	9/11/16	10/1/16	10	10/3/8
SE-LL	5/16	5/11/16	5/1/2	5/7/8	5/9/16	5/15/16	5/3/4	6/1/8
DM	5/16	5/11/16	5/1/2	5/7/8	5/9/16	5/15/16	5/3/4	6/1/8
FR (100)	9/10	11/14	11/3/4	11/7/8	11/12/16	12/12/16	12/12	12/12
ES	7/8	1/3/8	2/7/8	3/1/4	3/3/8	3/9/16	3/9/16	3/15/16
L (1 000)	15/3/4	17/1/2	16/1/2	17/1/2	16/3/4	17/3/4	17/1/8	18/1/8
£ (1 000)	9/16	9/1/16	9/7/16	9/1/8	9/1/2	9/3/8	9/3/8	9/3/4
E. Imp.	12/1/4	13/3/4	13/1/2	14	14/1/2	15/1/4	15/1/4	15/3/4

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Opinion 1984

AFFAIRES

TÉLÉCOMMUNICATION

Le rapprochement Thomson-CGE va se traduire par l'abandon de certains produits

Le comité central d'entreprise de Thomson-CSF-Téléphone, réuni ce vendredi 17 février, devait se voir présenter le plan de restructuration que les dirigeants de CGE et de Thomson ont élaboré à la suite du rapprochement de leurs activités communications.

Après une première phase consacrée à l'élaboration et à la mise en place d'un organigramme qui demeure toujours quelque peu tarabiscoté : après quelques beaux conflits - non totalement réglés - pour le répartition des pouvoirs entre les grands cadres, les responsables de la branche téléphonie publique du nouvel ensemble Alcatel-Thomson ont décidé d'accélérer les choses, afin qu'une stratégie unique soit définie au plus vite pour les produits.

CGE et Thomson avaient développé ces dernières années deux gammes de centraux concurrents, chacun cherchant à couvrir l'ensemble des besoins de la commutation publique. CIT-Alcatel vend depuis des années un central d'abonnés, le E 10 B. Elle a développé un central dit de transit, le E 12, dont dix exemplaires seulement fonctionnent en France. Enfin, elle développe un central de petite et moyenne capacité, le E 10 S. Chez Thomson, le central d'abonnés MT 20 est maintenant fabriqué en série, et le central de transit MT 25 va suivre. Un central de petite capacité (de 0 à 8 000 lignes), le MT 35, était en cours de développement.

Pour rationaliser la gamme des produits et « concentrer les efforts financiers », les dirigeants de Alcatel-Thomson vont donc proposer la stratégie-produits suivante : Les E 10 B et MT 20, dont des millions de lignes sont en service, continueront à être fabriqués en parallèle. Le E 12 est abandonné et c'est le MT 25, qui sera proposé comme centre de transit par la société. Enfin, le MT 35 sera abandonné au profit du E 10 S. Les qualités des deux produits sont équivalentes, reconnaît-on chez CIT-Alcatel. Mais, explique-t-on, la phase finale du développement du MT 35 aurait nécessité 200 millions de francs supplémentaires, soit un peu plus que pour le E 10 S. Enfin, ce central s'intégrerait mieux dans les projets futurs de la société.

L'abandon du MT 35 pose, entre autres, deux problèmes. D'une part, ce central avait fait l'objet d'une commande par le Chili, qu'il va falloir résilier ou transformer. D'autre part, il intéressait les Chinois. La France négocie actuellement avec Pékin un contrat-téléphone qui comporterait deux volets : une vente de centraux E 10 S (200 000 lignes environ) et la construction d'une usine de centraux. Or, les Chinois souhaitent une usine de MT 35. Cela pour une raison politique : le MT 35 utilise, en effet, des circuits intégrés fabriqués désormais en France (sous licence Motorola) par le groupe Thomson. Le E 10 S comporte, lui, une partie de circuits importés de la société américaine Intel.

Avec le MT 35, Pékin estimerait avoir les mains plus libres : être à l'abri d'un embargo toujours possible des Américains sur les produits de haute technologie. Pour résoudre le problème, une solution spécifique serait en cours d'élaboration. La France proposerait une usine de E 10 S incorporant pour l'essentiel les circuits Thomson. Le surcoût de cette opération (une trentaine de millions de francs) serait pris en charge par Alcatel-Thomson.

Officiellement, cette nouvelle stratégie-produits va être proposée aux partenaires sociaux et aux pouvoirs publics, et soumise à discussions. En fait, malgré l'hostilité des syndicats, et les réticences d'une partie des PTT, il s'agit d'une concentration de pure forme. Car cette stratégie-produits est le conté-que logique du rapprochement Thomson-CGE. Elle était inscrite dans les faits depuis le mois de septembre. Dès lors que le gouvernement a choisi le voie de la concentration dans le téléphone, au nom d'une certaine idée de la rationalité industrielle et des économies d'échelle, un resserrement de la gamme des produits était inévitable. Tout comme la problématique des sureffectifs - estimée à deux mille dans les usines des deux groupes - ne pourra pas être évitée.

Pour éviter les remous, et désarmer les critiques, le ministère de l'Industrie avait prévenu, en septembre, masquer certains des conséquences de l'accord, en garantissant avec quelque ambiguïté le maintien des gammes de produits et de l'emploi. Il aurait été sans doute plus honnête d'annoncer alors la couleur.

J.-M. QUATREPOINT.

Indosuez et la Banque parisienne de crédit étudient un rapprochement

La banque Indosuez, filiale de la Compagnie financière de Suez, et la Banque parisienne de crédit (BPC) étudient un rapprochement : des discussions « techniques » sont en cours, qui, en cas de succès, pourraient déboucher sur un protocole de « travail en commun ». On sait qu'en lendemain de la nationalisation des banques, en premier semestre 1982, des rapprochements avaient été envisagés entre banques moyennes pour constituer des ensembles de dimensions suffisantes. A cette occasion, la création d'un « archipel » regroupant la Banque Vernes, la Banque Worms et la Banque parisienne de crédit fut évoquée, les activités de ces établissements pouvant apparaître complémentaires. Soit que cette complémentarité n'ait pas été évidente, soit que la personnalité de M. Gilbert Lasfargues, PDG de Vernes, réputé animer la nouvelle structure, ait un peu effrayé ses partenaires éventuels, M. Daniel Houré, de la BPC, et M. Georges Vianès, de la Banque Worms. L'idée de l'« archipel » a définitivement sombré, et les flots qui surnagent cherchent à nouveau un point d'amarrage.

La BPC est une banque de dépôts très prospère (46 millions de francs de bénéfices en 1982, une quarantaine en 1983) qui, avec ses mille trois cent cinquante salariés et ses soixante-sept agences, a pour vocation l'octroi de crédits aux PME (vingt-cinq clients), pour un montant d'environ 2,5 milliards de

francs. Ses guichets et les dépôts qu'ils collectent peuvent intéresser Indo-Suez, qui est installée dans soixante pays mais n'a que dix-huit guichets en France, sans que cet élément soit déterminant.

La BPC pourrait recourir aux services d'Indosuez pour aider ses PME à exporter, et, surtout, améliorer commercialiser dans sa propre clientèle les produits financiers très performants de ce grand partenaire (SICAV, Fonds commun de placement) : ses cadres le souhaitent.

Une autre négociation est également en cours sur le principe de l'entrée de la Financière de Suez dans le capital de la BPC, où elle figurait indirectement, avant la nationalisation. Quant aux autres flots du défunt « archipel », Worms continue à chercher des alliances, sans hâte.

Le cas de la Banque Vernes

Pour Vernes (mille personnes, trois cent soixante-cinq guichets et 10 milliards de francs de bilan), en revanche, un gros problème se pose. En remplaçant à la présidence M. Jean-Marc Vernes, en février 1982, M. Gilbert Lasfargues a trouvé une situation délicate. Des déboires dans l'immobilier et, surtout, des séquelles d'opérations sur les matières premières au cours de la crise de 1980-1981 vont obliger la banque à constituer d'importantes provisions pour 1983 et à enregistrer une perte sensible. Déjà, son bénéfice était revenu de 29 millions de francs en 1981 à 12,4 millions en 1982, le dividende ayant dû être supprimé. L'Etat, actionnaire principal à 90 %, va être obligé de « faire son devoir », à moins que la Compagnie financière de Suez, qui conserve 10 % du capital de la Banque Vernes, n'y accroisse sa participation et, par sa filiale Indosuez, lui procure l'appui d'un « grand frère ». Tout ceci devra être réglé avec le ministère des finances, y compris le sort de la participation de la Financière de Suez dans le Crédit industriel et commercial, acquise en 1972 pour raison de « complémentarité évidente » avec la filiale Indosuez, et, qui, maintenant, a développé sa propre stratégie, notamment en englobant la Banque de l'union européenne.

FRANÇOIS RENARD.

MONNAIES

DOLLAR EN LÉGÈRE REPRISE : 8,27 F

Sur les marchés des changes extrêmement calmes à la veille du week-end, les cours du dollar ont légèrement remonté après leur viré repêché des jours précédents : 8,27 F à Paris, contre 8,23 F, et 2,6830 DM à Francfort, contre 2,6765. Le cours du mark à Paris s'est maintenu en dessous de 3,08 F.

Valablement, au terme d'une semaine mouvementée, les marchés des changes attendent de nouveaux développements, politiques, économiques et financiers, pour définir leur nouvelle orientation.

SIEMENS

(Publicité)

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Commandes enregistrées meilleures que prévues

Croissance du C.A. en R.F.A. - Investissements en hausse de 20%

Commandes enregistrées

Avec 38,5 milliards de francs, les commandes enregistrées par Siemens durant le premier trimestre de l'exercice, c'est-à-dire du 1er octobre au 31 décembre 1983, sont certes restées en retrait de 7% par rapport au chiffre correspondant de l'exercice précédent, mais à cette époque, les contrats liés à la centrale nucléaire d'Embsland, ainsi que l'expiration imminente de la prime à l'investissement, avaient eu pour conséquence une poussée des commandes nouvelles et une progression de 25% par rapport à l'exercice antérieur. Compte tenu des facteurs exceptionnels intervenus l'an dernier, l'évolution des commandes enregistrées a été meilleure que prévue.

Abstraction faite de l'activité Centrales électriques, le volume des ordres a augmenté de 3% en R.F.A., tandis que les commandes prises à l'étranger se maintiennent au niveau de l'an dernier.

Le renouveau de la demande internationale en composants électroniques, notamment en circuits intégrés, a donné un coup de fouet aux affaires : la division Composants a enregistré une hausse d'environ 40% des commandes nouvelles par rapport à l'an dernier. Les divisions Technique médicale et Informatique, qui avaient annoncé des taux de croissance déjà particulièrement élevés l'exercice précédent, ont encore légèrement accru leur volume d'ordres par suite du renforcement des activités à l'étranger.

En milliards de francs	du 1.10.82 au 31.12.82	du 1.10.83 au 31.12.83	Variation
Commandes enregistrées	41,3	38,5	- 7%
Marché allemand	22,3	20,5	- 8%
Marché étranger	19,0	18,0	- 5%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires mondial a progressé de 8% au cours du premier trimestre, pour s'établir à 29,7 milliards de francs. Son augmentation est uniquement due au marché allemand : les facturations en R.F.A. se sont élevées à 14,7 milliards de francs, soit une hausse de 17% par rapport à l'exercice passé, tandis qu'avec 15,0 milliards de francs, les ventes extérieures se maintiennent au niveau de l'an dernier (14,7 milliards de francs).

Les divisions Informatique, Technique médicale et Composants ont une fois de plus obtenu des taux de croissance supérieurs à la moyenne.

En milliards de francs	du 1.10.82 au 31.12.82	du 1.10.83 au 31.12.83	Variation
Chiffre d'affaires	27,3	29,7	+ 9%
Marché allemand	12,6	14,7	+ 17%
Marché étranger	14,7	15,0	+ 1%

Commandes en carnet

Les commandes en carnet, en hausse de 5%, ont atteint 185,1 milliards de francs au premier trimestre. D'un montant de 69,7 milliards de francs, les stocks se sont accrus de 8% depuis le début de l'exercice ; leur augmentation est principalement imputable à la poursuite des travaux relatifs aux centrales électriques.

En milliards de francs	30.9.83	31.12.83	Variation
Commandes en carnet	175,8	185,1	+ 5%
Stocks	55,2	59,7	+ 8%

Personnel

La diminution des effectifs s'est nettement ralentie. Le nombre des salariés en R.F.A. a reculé de 1% pour s'établir à 210 000 en raison notamment du départ des stagiaires. Avec 101 000, l'effectif à l'étranger est resté dans l'ensemble inchangé. Siemens a occupé en moyenne, durant la période considérée, 312 000 personnes à l'échelle mondiale, soit 2% de moins qu'un an auparavant. En revanche, les frais de personnel, 13,0 milliards de francs, ont progressé de 3%.

	30.9.83	31.12.83	Variation
Personnel en milliers	313	311	- 1%
Allemagne	212	210	- 1%
Etranger	101	101	0%

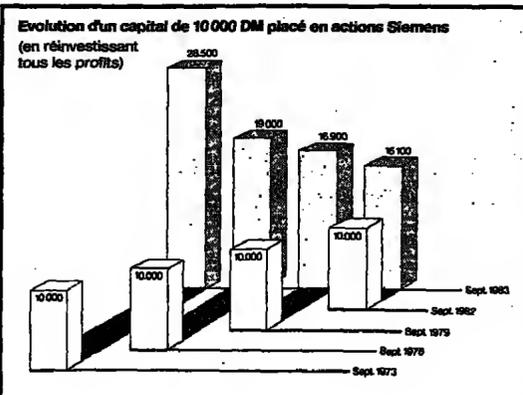
Investissements Bénéfice net

Durant le premier trimestre, Siemens a vigoureusement renforcé ses investissements qui ont fait un bond de 20%, passant de 1,0 milliard de francs, l'an dernier, à 1,2 milliard de francs. Ils ont été essentiellement consacrés à la fabrication de produits nouveaux et à la modernisation des installations existantes.

Le bénéfice net s'est établi à 600 millions de francs contre 489 précédemment, ce qui correspond à un rapport bénéfice net/C.A. de 2,0% (contre 1,8% l'an dernier) équivalent au chiffre de l'ensemble de l'exercice écoulé.

	du 1.10.82 au 31.12.82	du 1.10.83 au 31.12.83	Variation
Investissements en milliards de francs	1,0	1,2	+ 20%
Bénéfice net en millions de francs	489	600	
en % du C.A.	1,8	2,0	

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31 décembre 1983 : 100 FF = 32,880 DM.



Un capital presque triplé en dix ans. Fin septembre 1973, on pouvait acquérir 46 actions Siemens pour le somme de 10 000 DM. Un actionnaire ayant depuis réinvesti tous les profits de la vente de ses droits de souscription ainsi que ses dividendes, disposait 10 ans plus tard de 82 actions. A ce moment, le cours en bourse étant de 347,70 DM, la valeur boursière de ce placement Siemens s'élevait à 28 500 DM, soit une appréciation annuelle moyenne de 17%. Si les dividendes ont été imposés à 30% par exemple, la rémunération du capital investi atteint malgré tout à peu près 10% par an. Les autres périodes de placement indiquent des rendements parfois plus élevés encore.

Siemens AG
En France :
Siemens Société Anonyme

150 من المال

50 من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS Comptant 16 FEVRIER

PARIS 16 février

Baisse
Comme durant l'Occupation, il y a désormais à la Bourse de Paris les jours « sans » et les jours « avec ».

Autour de la corbeille, le moral n'était pas au beau fixe. L'état de santé préoccupant de Wall Street et la maladie causée par la baisse prédictive du dollar étaient généralement évoqués pour expliquer ce retournement de tendance.

Mais le ralentissement de l'activité y a aussi contribué. Déjà, la veille, le volume des transactions sur les valeurs françaises était tombé en dessous de 200 millions.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE-COPPEE. - Parmi les rares hausses enregistrées lors de la séance du 16 février à la Bourse de Paris, l'action de la société Lafarge-Coppee a réussi à mettre 3,5 % de hausse à son actif, un mouvement que les professionnels lient aux résultats publiés par le groupe à propos de l'exercice 1983.

Le résultat consolidé des opérations industrielles, une nouvelle définition retenue par cette société (calculé en quote-part groupe et avant impôts), a marqué une progression de plus de 20 % par rapport à celui de 1982, qui, calculé selon les mêmes bases, aurait alors représenté 410 millions de francs.

Dans le secteur des réfractaires, l'un des points faibles du groupe, les mesures de renforcement entreprises ont permis de dégager en 1983 un résultat d'exploitation brut positif, mais la contribution de cette activité au résultat des opérations industrielles du groupe reste encore négative à hauteur de 110 millions de francs contre 145 millions en 1982.

Maintenant le transfert du contrôle de son activité industrielle (déficiente l'année dernière), le groupe souligne que les autres secteurs ont tous été bénéficiaires. Lafarge-Coppee se fixe, parmi les objectifs de 1984, la poursuite de la restructuration de réfractaires, outre d'importants investissements à consentir dans la biochimie (250 millions de francs en 1984).

NEW-YORK

Nouvel échec à la reprise
Nouvelle tentative de reprise, nouvel échec. Wall Street n'a pas encore réussi jeudi, malgré ses efforts, à se redresser. Sur un sursaut, à l'approche de la clôture, l'indice des industriels est remonté à 164,99. Mais il était censé reprendre très vite, et au-delà, tous les gains acquis, pour s'établir en fin de séance à 154,93 (-3,77 points). Le bilan de la journée a reflété ce résultat, et, sur 1 972 valeurs traitées, 572 ont baissé, 677 ont monté et 423 ont varié.

Deux facteurs sont à l'origine de cette rechute : la rumeur, qui a circulé dans l'après-midi, qu'un très important bloc d'actions IBM était à vendre ; la détérioration de la situation en Liban et les incertitudes régnant sur les intentions que nourrit Israël maintenant que le gouvernement Gemayel se révèle incapable de redresser la situation.

Ajoutons à cela les dernières statistiques sur le développement de l'expansion, qui témoignent de la vigueur de la reprise et font ainsi disparaître les chances de voir le Fed assouplir sa politique de crédit.

L'activité, cependant, s'est un peu ralentie, et 82,09 millions de titres ont changé de mains contre 94,9 millions la veille.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LA VIE DES SOCIÉTÉS
LAFARGE-COPPEE. - Parmi les rares hausses enregistrées lors de la séance du 16 février à la Bourse de Paris, l'action de la société Lafarge-Coppee a réussi à mettre 3,5 % de hausse à son actif, un mouvement que les professionnels lient aux résultats publiés par le groupe à propos de l'exercice 1983.

Le résultat consolidé des opérations industrielles, une nouvelle définition retenue par cette société (calculé en quote-part groupe et avant impôts), a marqué une progression de plus de 20 % par rapport à celui de 1982, qui, calculé selon les mêmes bases, aurait alors représenté 410 millions de francs.

Dans le secteur des réfractaires, l'un des points faibles du groupe, les mesures de renforcement entreprises ont permis de dégager en 1983 un résultat d'exploitation brut positif, mais la contribution de cette activité au résultat des opérations industrielles du groupe reste encore négative à hauteur de 110 millions de francs contre 145 millions en 1982.

Maintenant le transfert du contrôle de son activité industrielle (déficiente l'année dernière), le groupe souligne que les autres secteurs ont tous été bénéficiaires. Lafarge-Coppee se fixe, parmi les objectifs de 1984, la poursuite de la restructuration de réfractaires, outre d'importants investissements à consentir dans la biochimie (250 millions de francs en 1984).

BOURSE DE PARIS Comptant

Table of stock prices for various companies including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Obligations convertibles

Table of convertible bond prices including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Actions au comptant

Table of stock prices for various companies including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Etrangères

Table of foreign stock prices including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

16 FEVRIER

Table of stock prices for various companies including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

SECOND MARCHÉ

Table of stock prices for various companies including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Hors-cote

Table of stock prices for various companies including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

SICAV 16/2

Table of SICAV 16/2 stock prices including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices including Cote à 15h, Cote à 16h, and Cote à 17h.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table of market rates including TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE and COURS DU DOLLAR.

COURS DU DOLLAR

Table of dollar exchange rates including 1 dollar (en yen) and 1 dollar (en franc).

Règlement mensuel

Table of monthly settlement data including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates including MARCHÉ OFFICIEL and COURS DES BILLETTS.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices including MARCHÉ LIBRE DE L'OR and COURS DES BILLETTS.

emens AG

emens AG
Société Anonyme

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
- LA QUERELLE SCOLAIRE : « Pour un référendum », par Alain Chandon ; « Les frontières du Conseil constitutionnel », par Maurice Duverger ; « La « boule » et le boulet », par Michel Bouchareassas.
- ÉTRANGER**
- L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS
 - AFRIQUE
 - « La Néria aux arêtes de neige » (lit. par Laurent Zecchini).
 - Signes de détente en Afrique australe.
 - EUROPE
 - ASIE
 - DIPLOMATIE
- POLITIQUE**
- Le PCF et la préparation des élections européennes.
 - La situation en Corse : POINT DE VUE : « Un regroupement des hommes de progrès », par Ange Pantaloni.
- SOCIÉTÉ**
- Une campagne nationale pour le don du sperme.
 - FATS DIVERS : le dernier sentier du douner.
- CULTURE**
- PATRIMOINE : les projets de la Vidéothèque de Paris.
 - COMMUNICATION : M. Alain Manevy, directeur de l'information à FR 3.
- ÉCONOMIE**
- SOCIAL : les mouvements revendicatifs.
 - AFFAIRES : le rapprochement Thomson-CGE va se traduire par l'abandon de certains produits.
- RADIO-TÉLÉVISION (13) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :**
- Jeunes : « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie.
 - annoncées classées (15) ; Mots croisés (XIV) ; Carnet (10) ; Programmes des spectacles (12-13) ; Bourse (19).

LA POURSUITE DES CRIMINELS DE GUERRE NAZIS

M. Simon Wisanthal, le chasseur de nazis, a annoncé, le jeudi 16 février, le lancement d'une campagne destinée à obtenir des autorités chiliennes l'extradition de l'ancien criminel de guerre Walter Raul, accusé d'avoir fait exterminer plusieurs dizaines de milliers de Juifs originaires de l'Est dans des chambres à gaz camouflées en véhicules de la Croix-Rouge. Six millions de cartes postales seront adressées au général Pinochet au nom de l'humanité, de la justice et de la réputation du Chili.

Cependant, M^{me} Beate Klarsfeld poursuit en Amérique latine une tournée de dénonciation des anciens nazis réfugiés dans différents pays. Après le Chili (pour Walter Raul) et le Paraguay (pour le docteur Josef Mengele), elle devait se rendre en Argentine, où vivrait encore deux anciens criminels : Walter Kutschmann et Josef Schwammberger. — (AP, Reuters.)

EXPOSITION ET DÉMONSTRATION CHEZ CAPELOU

SPECIALISTE DU CONVERTIBLE

Réputés pour leur robustesse et leurs dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (Intérie : 0,65, 0,80, 1,20 et 1,40). Matériaux : inox, latex ou polyéthylène. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

37 Av. de la République à PARIS 11^e Métro : Parnasse - Tél. 357.46.35

Les syndicats de mineurs confirment la grève des 20 et 21 février Des décisions qui tardent

Aucune décision n'a été prise le 17 février lors du conseil d'administration des Charbonnages de France. Le directeur général, M. Michel Hug, après avoir fait le point de la situation, a signifié aux organisations syndicales sa volonté d'ouvrir des négociations pour parvenir à des décisions concrètes. Cette intention de différer une fois encore fermetures de puits et suppressions d'emplois sans licenciements avait été arrêtée après une longue réunion tenue à Matignon dans la soirée du 16 février.

Mécontente de son entrevue avec le premier ministre, l'interdiction des mineurs, qui regroupe les cinq syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC), a maintenu son mot d'ordre de grève de quarante-huit heures, reconductible, les 20 et 21 février. Dans un communiqué, elle souligne que « le premier ministre s'est livré à un long plaidoyer pour justifier l'orientation politique de la récession [des Charbonnages] ». « Il est clair, ajoute-t-elle, que le gouvernement, en rejetant le projet économique et social des organisations syndicales, entend imposer les mesures de fermeture de puits, de réduction de la production et des effectifs qui vont toucher tous les bassins. »

Le maintien de la production à son niveau actuel - minimum admis par les syndicats - compte tenu de l'engagement financier de l'Etat, conduirait, selon les experts du gouvernement, le déficit des Charbonnages de France de 750 millions de francs en 1983 à 2 milliards en 1984, 3,7 milliards en 1986 et 5,7 milliards en 1988. D'où la nécessité inéluctable de baisser le niveau d'extraction. Mais la contrainte financière n'est pas la seule à peser sur la production. Encore faut-il que les Charbonnages de France disposent de débouchés. Le déclin de la demande d'EDF (plus de 40 % du chiffre d'affaires des Charbonnages), qui ne sait déjà que faire de son électricité, n'augure pas un accroissement du mal. A la nécessité de réduire l'extraction des puits les moins rentables (Nord-Pas-de-Calais et les mines profondes du Centre-Midi), s'ajouteraient alors des difficultés pour la Lorraine - malgré ses réserves - et Gardanne, dont le charbon est principalement destiné à la production d'électricité. D'où la volonté du gouvernement de voir EDF et GDF - étudier en commun la mise en œuvre - sur une base contractuelle - des échanges de vent entre les deux entreprises au niveau de l'intérêt de « tout ».

Plus de deux ans après avoir clamé à l'Assemblée nationale : « Nous allons réactiver l'industrie minière et charbonnière » et fixé l'objectif souhaitable d'une production de 30 millions de tonnes, M. Mauroy a reconnu le 16 février qu'il s'était trompé. Mais les mots - et surtout celui de déclin - contiennent de faire peur au premier ministre. Dans une déclaration écrite remise à la presse le 16 février et intitulée « Pour un nouveau contrat charbonnier », M. Mauroy donne certes, une nouvelle fois, les données financières du problème : 6,5 milliards de francs d'aide de l'Etat en francs constants de 1984 pour la période 1984-1988 (ce qui signifie qu'elle sera - contrairement à ce qui se passe cette année - revalorisée les années suivantes en fonction du coût de la vie), et il ajoute bien que « la solidarité nationale ne peut aller au-delà de cet engagement ». Mais il continue de « ne pas tirer » ou d'en faire tirer par l'entreprise « les conséquences industrielles (quel niveau de production ?) et sociales (avec combien de salariés ?) ».

Les effectifs, qui sont passés de 150 000 à la Libération à 55 918 actuellement, devront donc baisser. D'autant plus que les puits qui seront fermés sont les moins automatisés, ceux qui, relativement, utilisent le plus d'hommes. Ce sont embauchés 7 876 mineurs pendant la période de relance (1981-1982). Il s'agit désormais de ne pas remplacer les quelque 4 000 salariés qui vont quitter les Charbonnages en 1984 et les années suivantes. Les négociations qui vont s'ouvrir diront si des départs en préretraite et des « congés de conversion » (formule mise au point dans le cadre de la politique de restructuration) seront acceptés par les syndicats et permettront d'aller un peu plus vite que le déclin naturel.

Tout cela ne se fera pas sans difficultés. La décision de faire grève les 20 et 21 février le montre. Et le gouvernement s'est dit désormais que sur ce dossier « il n'y aura que des mécontentements ». Mais, en l'occurrence, il ne peut guère s'en prendre qu'à lui-même.

BRUNO DETHOMAS.

BATAILLE DE SUCCESSION CHEZ CHRISTIAN-DIOR

Le conseil d'administration de la société Christian-Dior, qui a été réuni le 16 février, pour la deuxième fois en une semaine, a décidé la convocation d'une assemblée générale des actionnaires de la société le lundi 5 mars.

Selon un porte-parole de la célèbre maison de couture, cette assemblée visera à « compléter le conseil de la société par la nomination de nouveaux administrateurs », ainsi qu'à modifier un article des statuts fixant la limite d'âge du PDG.

Qui sera demain le PDG de Christian-Dior et pour quelle politique ? Voici résumé l'enjeu de la bataille que se livrent les administrateurs de la firme. M. Jean-Paul Elkann, qui avait été appelé à la direction de la maison de l'avenue Marnage, devait remplacer M. Jacques Rouët à la présidence, dans dix-huit mois au plus tard.

L'assemblée générale extraordinaire du 5 mars acceptera-t-elle que soit accru le nombre d'administrateurs ? En fait, c'est M. Albert Chassagnon, administrateur judiciaire de la société Boussac-Saint Frères, actionnaire principal (98 % des actions) de Christian-Dior, qui aura à choisir, comme il aura à choisir éventuellement les nouveaux administrateurs.

Qui le conseillera ? En termes plus brutaux : laissera-t-on Christian-Dior dans les mains de gestionnaires habitués à diriger de telles entreprises ? Ou les pouvoirs publics faciliteront-ils l'accès aux commandes de la firme de responsables proches d'eux ? - A.T.

Le numéro du « Monde » daté 17 février 1984 a été tiré à 453 934 exemplaires

Lisez

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Pour votre **DEMEMAGEMENT**

ODOUL AGENT GÉNÉRAL

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10-30

SUMITOMO S'ENGAGE A MAINTENIR L'ACTIVITÉ SUR LES SITES DE DUNLOP-FRANCE DURANT CINQ ANS

Les pouvoirs publics n'ont encore fourni à ce jour aucune indication sur les mesures qu'ils entendent prendre pour reclasser les mille trois cent soixante-dix personnes employées par Dunlop-France dans son usine de Montluçon (Allier) et menacées de perdre leur emploi si le feu vert était donné à Sumitomo Rubber pour reprendre les actifs de l'ancienne filiale du groupe britannique Dunlop.

C'est ce que nous a déclaré M. G. Suelles, secrétaire général du syndicat FO à Montluçon, en précisant que le bassin de région comptait déjà six mille chômeurs.

Cette déclaration fait suite à la réunion extraordinaire tenue jeudi 16 février, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), par le comité central d'entreprise de Dunlop-France. Au cours de cette réunion, le syndic, M. Calmeis, a donné lecture des dernières propositions faites par le groupe japonais (Le Monde du 15 février), déjà globalement connues. Mais on y a appris que Sumitomo, en cas de reprise, s'était aussi engagé à conserver la marque et à maintenir l'activité sur les sites durant cinq ans. Il a aussi demandé que les réductions d'effectifs soient opérées entre le 15 mars et le 15 avril si l'autorisation de rachat lui était donnée.

Suite à cette réunion, les syndicats CGT, FO, CFDT, CGC, ont rédigé une lettre commune dont les destinataires sont le premier ministre, les ministres de l'Industrie et des affaires sociales, ainsi que M. Shin-ichi Sato, président de Sumitomo. Ils demandent l'ouverture d'une table ronde afin de pouvoir discuter, avec les pouvoirs publics et les dirigeants du groupe japonais, d'une amélioration des conditions de rachat et des possibilités de reclassement.

Aux Etats-Unis TREIZE TECHNICIENS BLESSÉS DANS UN ACCIDENT AU CENTRE D'EXPERIMENTATION NUCLEAIRE DU NEVADA

Treize techniciens américains ont été blessés, dont un grièvement, au cours d'un accident survenu au centre d'expérimentation nucléaire du Nevada. Cette information a été confirmée officiellement par le département de l'énergie de Washington le mercredi 15 février.

Il n'y aurait pas eu de radiations atomiques après l'accident, dû à l'effondrement soudain du sol, alors que les techniciens étudiaient les effets d'une expérience nucléaire souterraine d'une puissance évaluée à 20 kilotonnes. L'explosion avait eu lieu trois heures avant l'accident.

C'est la première fois en trente-trois ans que des hommes sont blessés à l'occasion d'une expérience au centre nucléaire du Nevada.

Les difficultés de la sidérurgie américaine LE DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE S'OPPOSE A LA FUSION DE LTV ET DE REPUBLIC STEEL

Difficilément imprévue dans la restructuration de la sidérurgie américaine : le département d'Etat de la justice s'est opposé à la fusion de LTV et de Republic Steel, les numéros trois et cinq de l'acier aux Etats-Unis.

M. Mac Grath, président de la commission antitrust, a motivé le refus de l'administration en expliquant que l'opération projetée aboutirait à une trop forte concentration dans les aciéries plates (tôles) et les aciéries inox. On estime outre-Atlantique que la décision récente d'US Steel, le numéro un, de racheter le numéro quatre, National Steel, d'une part (Le Monde du 3 février), et, d'autre part, les pressions exercées par les maîtres des forges pour limiter les importations ont beaucoup compté dans la décision de M. Mac Grath, qui craint que ces groupes dominants ne puissent imposer des prix trop élevés aux utilisateurs.

Les sidérurgistes américains doivent donc imaginer d'autres solutions pour poursuivre leur restructuration en tout état de cause inévitable. Si LTV et Republic vont faire appel, il leur faudra sans doute s'orienter vers des échanges d'usines, des accords commerciaux, voire des prises de participation de groupes étrangers. Mais l'avenir de Republic Steel, qui a perdu 326 millions de dollars l'an dernier, apparaît désormais difficile.

Commanditaire du meurtre de Jean de Broglie PIERRE DE VARGA VA ÊTRE LIBÉRÉ

Considéré comme le commanditaire du meurtre de Jean de Broglie, Pierre de Varga, condamné le 23 décembre 1981 par la cour d'assises de Paris à dix ans de réclusion criminelle pour complicité d'assassinat, devait être libéré, ce vendredi 17 février, de l'hôpital des prisons de Fresnes. Pierre de Varga, qui a déjà fait sept ans de prison, bénéficierait de réductions de peines prévues par le code. Cette libération était toutefois suspendue au règlement d'une amende d'environ 100 000 F.

CERRUTI 1881 PARIS

Remises exceptionnelles **40 %** Vêtements sport d'hiver

du 17 au 24 Février

CERRUTI HOMME 27 rue ROYALE

Sur le vif Fair-play

Vous savez que j'ai ouvert dans ces colonnes, il y a quinze jours, trois semaines, un concours de la meilleure histoire anglaise. Premier prix, un voyage à Londres. Deuxième prix : trois voyages à Londres. C'était pour rire ! Ce n'était pas sérieux ! Je croyais que ça allait de soi. Apparemment pas. Dimanche, vraiment, que nos signes de contestation ne comportent pas de point d'exclamation ne suffit pas à motiver les gens sur la bonne voie ou plutôt dans le bon sens, le sens de la plaisanterie.

Résultat, le Times de Londres s'est fait l'écho de ce nouveau épisode de la guerre du mouton. Et des lecteurs, des deux côtés du Channel, ont écrit, indignés, à mon directeur. Ils s'étonnaient de voir Le Monde donner dans la xénophobie de nos étages et se déconsidérer en répondant à la campagne anti-française ouverte par la presse populaire britannique. Même sur le mode humoristique.

D'autres, en revanche, ont pris mon invitation au pied de la lettre et je croise sous les blagues anti-anglaises. On m'en envoie de partout : d'Australie, du Canada, du Royaume-Uni - ou, oui, les Anglais, très fair-play.

Vous remarquerez que ces anecdotes, toujours les mêmes, tournent indifféremment autour des Ecossais, des Juifs, des Noirs, des Sautes, des Arabes, des Anglais ou des Belges selon l'humeur du moment. C'est d'ailleurs à une histoire qui m'arrive de Bruxelles que je dédicace le timbre, en espérant qu'elle me vaudra un petit sourire outre-Manche. La voici : quelle est la ressemblance entre une saignée et un Anglais ? Ils prennent tous les deux aussi facilement le mouche !

Comme je n'ai pas les moyens de lui payer un aller-retour à Londres, j'ai décidé d'envoyer l'auteur gagnant à passer un week-end de son prochain passage à Paris. Au pub Winston-Churchill.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Raphaël Alomar, nouveau président des anciens élèves de l'ENA

Les vingt-cinq membres du conseil d'administration de l'Association des anciens élèves de l'École nationale d'Administration, élus au cours de l'assemblée générale du 13 février (Le Monde du 15 février), ont désigné leur nouveau bureau jeudi 16 février.

M. Raphaël Alomar a été élu président de l'Association en remplacement de M. Pierre Dasté démissionnaire. Trois vice-présidents ont été désignés : MM. Antoine Giraudoux (promotion 1965), directeur de l'équipement des Yvelines, Jacques Le Bureau (promotion 1969), sous-directeur au ministère des relations extérieures, et Claude Ameline (promotion 1972), chef de division au ministère de la Solidarité nationale. Le secrétaire général est M. Christian Noyer, chef du bureau de la réglementation bancaire au Trésor (ministère des finances).

M. Paul Cousseran, préfet en retraite, a indiqué à l'ouverture de la réunion qu'il renonçait à briguer la présidence de l'association pour se consacrer à l'animation de la campagne de M^{me} Simone Veil à la tête de la liste d'union de l'opposition pour l'élection européenne du 17 juin.

En la personne de M. Alomar, c'est pour la première fois un ancien élève qui n'est plus en poste dans l'administration qui accède à la présidence de l'association. Né le 28 juillet 1941, à Tournai, élève de la promotion Charles-de-Gaulle (1970-1972), M. Alomar a été nommé à l'issue de sa scolarité à entrer à la Société générale, où il est conseiller de la direction générale. Ancien maître de conférence à l'ENA de 1973 à 1983, M. Alomar a déjà appartenu au conseil d'administration de l'association des anciens élèves.

Le nouveau bureau, dont plusieurs membres sont proches de l'opposition politique nationale, a publié un communiqué pour résumer par avance toute interprétation politique qui serait donnée à sa désignation, et pour assurer qu'il n'était à priori animé d'aucun sentiment hostile à la politique du gouvernement. Le nouveau bureau devra cependant répondre à l'attente de la majorité de ses mandataires, qui contestent le bien-fondé des réformes gouvernementales concernant l'ENA.

A. P.

NICOLL La tradition anglaise du vêtement vous offre jusqu'au 25 février **COSTUME mesure 1990** avec gilet 2250F

NICOLL, à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

VENTE TOTALE... avant travaux, de tout le...

STOCK TAPIS ET **IRAN ORIENT** jusqu'à **60%**

BALOUCH	190 x 120	13.500	6.900 F
VERMINE	180 x 105	24.000	10.900 F
NAIN (saine et soie)	155 x 105	34.000	13.900 F
GHOM (soie)	150 x 100	42.000	19.900 F
BUCHARA	287 x 188	30.000	18.900 F

MAISON DE L'IRAN 65, Champs-Élysées - 225.61.90

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 329,72 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés. Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm La passion de la musique.

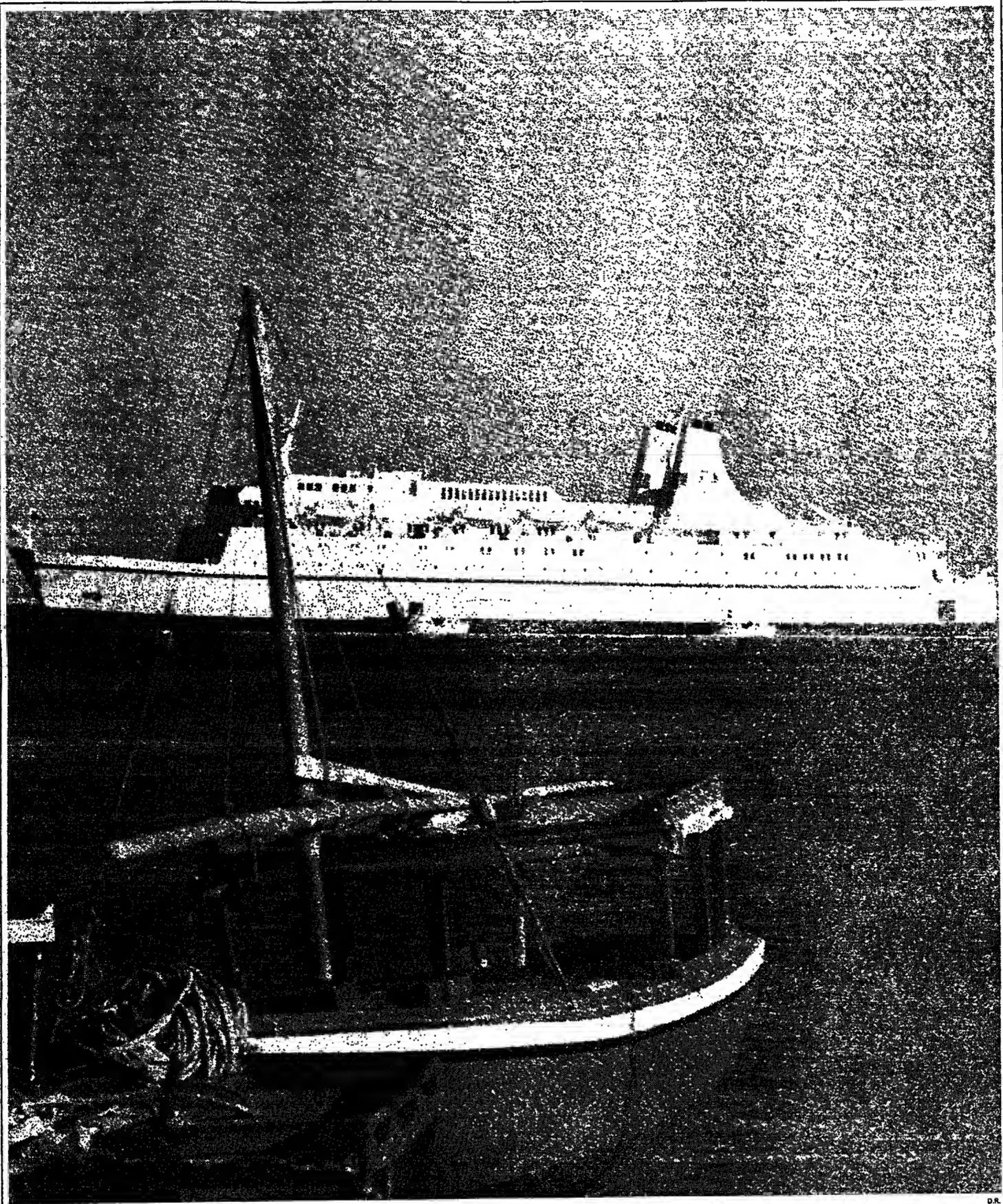
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

سكس من الاله صلي

55 كذا من الأصلي

Le Monde

Loisirs



Plongée en mer rouge, page II

Les jeux de magie, un nouveau passe-temps à la mode, page IV

Le Haut Atlas pour les solitaires, page XI

Boutiques et restaurants parisiens classés par les Beaux-Arts, page XVI

Supplément au numéro 12150. Ne peut être vendu séparément. Samedi 18 février 1984.

air-play

Alamar, nouveau président des élèves de l'ENA

COLL

VOUS
du 25 février
1990

TE TOTALE

CK TAPIS

ORIENT 60

MAISON DE L'IRAN

LE BON CHOIX

hamp

La mer Rouge pied à terre

Les croisières ne se font plus seulement en bateau...

Partir

Pour les plus de 55 ans

Les randonnées et les ascensions dans les Alpes, les trekkings au Népal, deux guides de haute montagne les prévoient spécialement pour les montagnards de plus de cinquante ans, pour mieux en harmoniser le rythme et transformer les rêves en réalité. Se procurer les programmes auprès de :

● **Raymond Renaud et Gérard Estienne**, 85241 Villeneuve-Serre-Chevalier. Tél. : (92) 24-71-95.

Raquettes en Briançonnais

Pour ceux qui ne pratiquent pas le ski mais souhaitent pourtant découvrir la montagne enneigée, des séjours sont organisés au Casset, chez l'habitant, par groupes de 6 à 8 personnes. Les sorties se font à la journée, encadrées par des professionnels de la neige, raquettes aux pieds et avec le pique-nique d'une part. 1 500 F la semaine.

● **Alain Tallon**, rue des Pisons, Le Casset, 05220 Le Mouëtier-les-Bains. Tél. : (92) 24-45-74.

Week-end ski de piste

Dans les Alpes, le Club alpin organise trois week-ends encadrés par ses initiateurs diplômés F.F.S. et ouverts à tous. Deux journées plein-ski, avec enseignement pour skieurs « faibles », « moyens » ou « forts » : départ le vendredi soir car-couchettes, retour le lundi pour le premier métré. Tout compris : forfait remontées mécaniques, assurances, etc. 10/11 mars Chamonix-Argentière 700 F, 17/18 mars Les Deux-Alpes 800 F, 24/25 mars Morzine-Avonaz 800 F.

● **Club alpin français**, 7, rue La Botz, 75008 Paris. Tél. : (1) 742-36-77.

Randonnées pyrénéennes

Plusieurs guides, accompagnateurs ou moniteurs ont choisi de s'installer en montagne pour mieux faire découvrir leur région. L'accueil est simple et chaleureux, autour de la table d'hôte le soir. Dans les Hautes-Pyrénées, ski de randonnée et initiation hors piste : 6 jours 1 650 F ; ski de fond en Ariège dans la ferme aménagée du Marnapied : 6 jours 1 250 F ; raquettes en vallée d'Ossau, chez Les Baladins, sorties à la journée : 7 jours 1 300 F, mais il existe encore d'autres possibilités.

● **Randonnées pyrénéennes**, square Balagné, 09200 Saint-Girons. Tél. : (61) 66-40-10.

Le train va partir...

Le train pour découvrir l'Allagne du Nord. Entre mer et lande, Hembourg, Brême, Lubeck et Rhême. Mais aussi le forêt, la bruyère, et les gâteaux. Relais des bacheliers et castel d'eau. L'association Chemins de fer et tourisme vient d'écrire un

guide fort intéressant, et utile, pour explorer cette région de la République fédérale par la voie ferrée. Prix : 20 F.

● **Association chemin de fer et tourisme**, 118, avenue de Gravelle, 94410 Saint-Maurice.

La forme en Sicile

Pour retrouver la forme, le Sicile. A Cafalu, on trouve planche à voile, tennis, promenade à cheval et un bon hôtel. Et pour la promenade une belle colline boisée d'oliviers surplombant la mer. Prix : à partir de 2 795 F pour une semaine.

● **République Tours**, 1, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : (1) 353-39-30.

Fenêtre sur l'Orient

La Russie de Pouchkine et de Dostoevski... Leningrad et ses palais d'été, l'Hermitage et ses collections. Moscou, le Kremlin et Souzdal, avec ses icônes cachées dans les monastères. Du samedi 28 avril au dimanche 6 mai. Prix : 6 950 F.

● **Les amis de l'Orient**, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. (1) 723-64-85.

Pleine neige

La ski avec de la neige jusqu'aux yeux... des descentes folles sur l'un des plus grands domaines skiables des Alpes. Bref, ce sont Les Arcs. Une semaine en hôtel deux étoiles, demi-pension, les repas de midi pris en restaurant d'altitude, forfait ski pendant sept jours. Prix : 2 295 F (haute saison : 2 425 F).

● **Allibert, Le Canon**, Chaparellan, 38530 Autcharra, tél. (76) 45-22-26.

La route de la soie

Vingt-deux jours en Chine. Un périple de Pékin à Datong avec mosquées, nécropoles, musées et pagodes. Découverte des temples de la montagne aux Cinq Sources au bord du fleuve Jaune, visite du mausolée de l'empereur Qin avec ses huit mille guerriers figés et traversée en train du désert de Gobi. Du 18 avril au 9 mai (ou du 19 septembre au 10 octobre). Prix : 25 250 F.

● **Tourvoies**, 2, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. (1) 261-59-04.

● **Explorer**, 16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. (1) 266-66-24.

Green breton

L'hôtel Mercure de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) propose un forfait de 336 F pour les golfeurs. Ce forfait comprend deux nuits à l'hôtel en chambre double, deux petits déjeuners et une journée au golf de Dinard, situé en bordure de mer sur 57 hectares.

● **Hôtel Mercure**, chaussée du Sillon, 35400 Saint-Malo, tél. (99) 56-84-84.

AUJOURD'HUI, la croisière commence à l'échelle de l'avion. Rnissy-Le Caire en Airbus, puis Le Caire-Suez en car. Et, quelques heures après le départ, l'embarquement sur le bateau blanc amarré au quai de Port-Taufiq. Pent-être moins de poésie, mais il faut être pratique pour pouvoir passer une semaine pleine en mer.

Avec *Mermoz*, qui s'offre un festival de musique classique aux Caraïbes, *Azur* est le second paquebot des Croisières Paquet. Les deux vedettes de la compagnie, mais aussi les deux derniers survivants d'une race en voie de disparition en France. Même si ces navires n'entretiennent que des rapports lointains avec leurs ancêtres du début du siècle, on continue à partir en croisière avec l'espoir secret de revivre un peu de ces moments privilégiés d'autrefois. Aujourd'hui encore, la croisière, c'est, pour beaucoup, le luxe, les grandes soirées, le plaisir et, bien sûr, la mer.

La mer Rouge : de 20°C à 25°C en février, fonds exceptionnels et côtes désertiques. Le souvenir de Manfred, le fameux, et la sécurité d'un bateau qui ressemble plus à un hôtel flottant qu'à une chaloupe de pirates.

Avec « Rivages de la mer Rouge », Paquet inaugure une formule alliant les excursions en profondeur, les divertissements à bord et le sport. Et une innovation : la plongée. Le tout sur circuit inédit entre l'Égypte, la Jordanie et Israël.

Quand le menu est trop copieux, choisir relève du casse-tête. Puisqu'on ne peut tout avoir, on saupoudre. Farniente et plaisir de naviguer le long du golfe de Suez jusqu'à Hourghada. Un peu de nage sous-marine, puis du bateau, encore, pour traverser la mer Rouge et remonter la côte d'Arabie Saoudite en direction d'Aqaba. De là, excursion à Petra, en Jordanie, avec l'émotion, au sortir du défilé rocheux du Syk, devant cette ville fantôme taillée dans le grès rose. Et, à nouveau, la mer, les escales, l'aquarium sous-marin d'Eilat au milieu de la réserve de corail, les excursions saut-de-puce ou les marathons en car à travers le Sinaï...

Selon Bennit George-Picot, PDG de la compagnie Paquet, cette ouverture de la croisière sur de nouveaux paysages correspond à un besoin de la clientèle, qui demande des pro-



On continue à partir avec l'espoir secret de revivre les moments privilégiés d'autrefois.

grammes plus variés dans un délai plus court. On part moins longtemps, mais on veut tout voir. « D'autre part, en apportant un large choix d'activités culturelles et sportives, nous tentons de modifier l'image de la croisière dans l'esprit du public. » La croisière change, mais le public aussi. Un bateau regroupe désormais toutes les composantes de la société. Du pont sports au pont soleil, des machines à la passerelle, on rencontre un échantillonnage parfait du paysage sociologique français.

Il y a les habitués, ceux qui énumèrent leurs croisières. Il y a les couples discrets qui réalisent le rêve d'une vie de travail. Pour ceux-là, costume sombre et robe du soir de rigueur au dîner. Il y a la clientèle du club, la cible avouée de la com-

pagne, qui cherche à abaisser la moyenne d'âge du bord. Pour eux, le sport et les soirées à la discothèque, avec, diffus, le sentiment de commettre une infidélité aux sports d'hiver. Il y a aussi les agriculteurs entre les labours d'hiver et de printemps.

Camille, elle, est viticultrice à Irancy, près d'Auxerre. A soixante-cinq ans, elle découvre les joies des vacances en compagnie de son fils, un grand gaillard qui ne la quitte pas d'un pouce. Tout lui plaît à Camille. Les gens, les choses, l'organisation.

Pourtant, comme beaucoup de passagers d'*Azur*, Camille aura ignoré, pendant toute cette semaine, la plupart des contraintes qui accompagnent un voyage de ce genre. On lui offre la possibilité de visiter, dans la foulée, trois pays dont

les rapports ne sont pas excellents, mais elle ne doit pas se poser de questions. Les tours de passe-passe des organisateurs pour tout mettre au point, ce n'est pas son problème. Pas plus que celui des cinq cents autres croisiéristes. Très peu d'entre eux, d'ailleurs, se sont étonnés de constater que le bateau devait faire une « escale technique » à Taba, en Égypte, pour aller d'Aqaba à Eilat. Deux villes distantes de 5 kilomètres, mais séparées par une frontière infranchissable...

CHRISTIAN-LUC PARISON.
* « Rivages de la mer Rouge », Croisières Paquet. Sept jours. Paris-Paris. A partir de 7 000 F (comprisant le vol aller-retour Paris-Le Caire et les transferts en Égypte).
Excursions possibles : Louxor et la vallée des Rois (deux jours, avec remboursement à Safage) : 1 440 F en chambre à deux ; 1 520 F en chambre individuelle.

HORIZONS EUROPÉENS

HOLLANDE DES POLDERS	3 jours	1.485 F
AUTRICHE	12 jours	6.950 F
PAYSAGES DU PORTUGAL	10 jours	6.645 F

LE SPÉCIALISTE DE L'AUTOCAR

3% de réduction pour toute inscription avant le 15 mars 1984.

brochure à disposition

le tourisme français

96, rue de la Victoire, 75009 PARIS. Tél. : 280.67.80

- 9^h: 68, rue Saint-Lazare - Tél. 280.10.87
- 11^h: 275-277, bd Voltaire - Tél. 373.77.07
- 12^h: 78, av. Ledru-Rollin - Tél. 628.38.19
- 13^h: 107, rue de la Glacière - Tél. 588.91.74
- 14^h: 177, rue d'Alsace - Tél. 542.47.03
- 15^h: 32, av. Félix-Faure - Tél. 558.42.02
- 15^h: chez la Société Générale - Tour Maine-Montparnasse - Tél. 538.71.18
- 17^h: 116, rue de Courcelles - Tél. 622.48.35
- 17^h: 14, av. de Villiers - Tél. 227.82.18
- 18^h: 147, rue Ordener - Tél. 264.52.42

- BANLIEUE
- LEVALLOIS:
- 5, rue Louise-Michel - Tél. 757.06.70
- SAINT-QUEN:
- 122, av. Gabriel-Péri - Tél. 251.26.05

et dans toutes les agences de voyages

LC 77



L'ASIE c'est PACIFIC HOLIDAYS de l'INDE à la CHINE

Notre Guide de Voyage en ASIE vous propose:

- Tous les Charters à partir de 4 100 F A/R
- Circuits Individuels ou en petits groupes
- Voyages d'affaires
- Location de voitures avec ou sans chauffeur
- Expéditions et Trekkings
- Circuits insolites ● Séjours

Si vous ne pouvez passer chercher notre guide pratique nous vous l'enversons contre 8,50 F en timbres exclusivement

PACIFIC HOLIDAYS tél: 541.52.58
34, Av. du Gén. Leclerc Paris 75014 métro: Mouton Duvernet

50.000.000

هكذا من الأهل

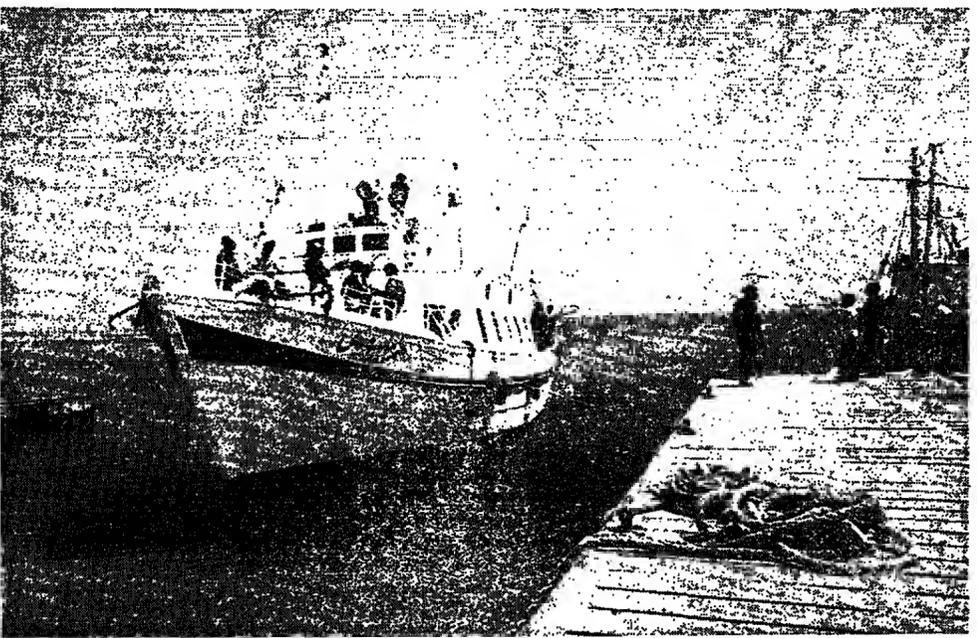
à terre

Plongée, plongeurs

On peut même ne pas savoir nager.



Une fois dans l'eau, plus de problèmes



Les bateaux loués au port jettent l'ancre sur un récif de corail

« **L**a plongée est un sport de paresseux. Ça se pratique en douceur, sans effort. Tout ce qu'on vous demande, c'est de la décontraction et un minimum d'attention. Pour le reste, laissez-vous aller. Ça se passera bien. »

Assis au bord de la piscine du navire, une quinzaine de croisiéristes en maillot de bain écoutent les conseils de Claude Lucquin. Dès la première leçon, le moniteur annonce la couleur. Pour lui, il s'agit de démythifier la plongée, de faire comprendre aux gens que la découverte du monde sous-marin se rattache plus au do-

maine des loisirs qu'à celui du sport. L'instruction en piscine sera rapide. Le temps d'apprendre les gestes essentiels (souffler en se pinçant les ailes du nez pour débloquent les tympans, chasser l'eau du masque, etc.), et les plongeurs débutants se retrouvent avec une ceinture de plomb autour de la taille et une bouteille d'air sur le dos.

A terre on se sent gauche, malhabile, engoncé dans la combinaison qui vous colle à la peau. Mais, une fois dans l'eau, plus de problème. Le corps devient léger, souple. Et, par-dessus tout, cette impression

fantastique de flotter dans le vide : l'apesanteur dans toute sa splendeur.

Claude Lucquin et Sylvaine, sa femme, dirigent deux centres de plongée sur la Côte, à Saint-Raphaël et à Saint-Maxime. Leur technique d'apprentissage est simple. Elle consiste, justement, à laisser de côté les contraintes techniques, et à mettre les débutants immédiatement dans le bain.

« Ensuite, lorsqu'ils auront pris connaissance du milieu aquatique, ils réclameront eux-mêmes des conseils techniques plus poussés. Tout repose sur la confiance. La semaine dernière, nous avons fait plon-

ger, en piscine, une personne de soixante-cinq ans qui ne savait pas nager. Elle est repartie enchantée. »

Hurghada, première escale d'azur sur la côte égyptienne - et première « plongée » pour les élèves de Claude Lucquin. Premiers ennuis, aussi, puisqu'il faut attendre deux heures pour obtenir une autorisation qui avait pourtant été accrochée à l'avance. Péripétie caractéristique. La plongée depuis un paquebot présente quelques petits inconvénients. Avant de goûter la liberté des fonds sous-marins, il faut discuter... et souvent payer. Car les clubs locaux ne tiennent pas à abandonner leurs prérogatives. Finalement, les chaloupes louées au port jettent l'ancre sur un récif de corail.

Ces « patates » abritent une activité extraordinaire. Poissons et plongeurs s'y croisent. On se regarde, curieux les uns des autres.

Si la respiration par l'intermédiaire du détendeur ne présente aucune difficulté, elle amène cependant une remarque : Coustaud nous a raconté des histoires. On est le monde du silence parmi ces bruits d'air aspiré, ce glouglou des bulles qui se bousculent vers la surface ? Quant au poisson-perroquet qui mange le corail, il fait peut-être moins de remous que la jeune fille au cocktail de la pub, mais on l'entend grignoter tout de même...

« C'est là que Robert, soixante-dix-huit ans, le doyen des débutants, recevra son baptême de plongée. En cachette de sa femme. A chacun ses secrets de la mer Rouge. » C.-L. P.

Depuis la surface, on voit déjà les poissons multicolores ; mais ce dessous, c'est encore plus beau. Les oreilles, sensibles au début, finissent par s'habituer à la pression. On loge un massif formé de pâtés de coraux de taille respectable.

Vacances de noige dans le JURA
« HOTEL DES ROCHES »
SYAM (39300)
A 5 km de Champagnole par RN 5 et D 127
Cuisine, confort, ambiance familiale.
Cuisine rénovée. Prix modérés.
Au pied des pistes de ski de fond :
Les Planches-en-Montagne, Fontcouverte,
Mouthier, Forêt de la Haute-Joux.
Tél. : (041) 82-00-93



LA HOLLANDE PAR LE TRAIN

FORFAITS VOYAGES ET SÉJOURS

RENSEIGNEMENTS "STANDS FLEURIS"
GARES DE PARIS-LYON, PARIS-NORD
ET PARIS-MONTPARNASSE
DU 2 AU 9 MARS 1984

ÉTÉ 84
CHARTERS U.S.A.
NEW-YORK
A partir de 2 800 F A/R

AIRCOM SETI
93, rue de Monceau, 75008 Paris
Tél. : 822-88-46 LIC A962

NOS TOURS DU MONDE 1984
Du 29 juin au 4 août
et du 12 octobre au 17 novembre

Singapour - Grande Barrière
de Corail - Abo Springs - Sydney
Nouvelle-Zélande - Tahiti
Rangiroa - Ile de Pâques
Santiago - Rio

5 semaines de Paris à Paris :
38 700 F

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Alphonse
12502 Paris
Tél. : 261-82 20 LIC A081

"LE CLOS D'ARLY"

LE STANDING A LA MONTAGNE

Tel. : (50) 21.46.25

330.000F*
2 pièces 6 personnes
Livré avec casier à skis
cave et parking

Existe en studio
et 3 pièces

Dans la station-village été/hiver de Praz-sur-Arly « le Clos d'Arly », des appartements de grand standing, exposés plein sud, face aux pistes, au pied des remontées.

A votre porte, balade en traîneau, ski de fond, ski alpin : 80 km de pistes, 1 000 m de dénivelé.

Gestion et locations assurées. Renseignement au bureau de vente « Clos d'Arly ».

4, voies des Varins, PRAZ-SUR-ARLY, 74120 MEGÈVE

Veillez m'envoyer votre documentation sur le « Clos d'Arly ».

NOM _____ Tél. _____ Tél. bureau _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Vertical text on the left margin, including "PACIFIC HOLIDAYS" and "INDO-CHINE".

Les faux mensonges du magicien

Une gymnastique des mains pour attirer le regard là où rien ne se passe.

PAS de grimoire, pas une once de poudre de perlimpinpin ni le moindre boîte d'émouettes, mais un joli feu d'artifices. Lorsque l'envie lui prend, l'horloger-bijoutier-magicien de la rue de Ridder joue aux clients un ou deux tours à sa façon.

GASTON MAUVE, ARTISAN. L'inscription en lettres d'or barre l'étroite devanture, au cœur du quatorzième arrondissement, entre le café Sans-souci et la bibliothèque Plaisance. Tic-tac et bric-à-brac. Curieux paradoxe : la minuscule échoppe, tapissée de pendules et de coucoucs de tous âges, semble ignorer les blessures du temps qui passe. Enjoué, tout en rondeur, le maître de céans règne avec bonhomie sur ses bataillons d'horloges et leurs ritournelles aigrettes.

Dans ce petit monde où tout tinte, gronde et carillonne à l'envi, le présent n'a plus cours ; le parquet ciré, l'automate assoupi sur l'étagère d'angle, la pendule Empire qui trône à ses côtés, donnent à la boutique des allures d'îlot voué à la tradition. Ici, admet volontiers Gaston Mauve, c'est encore un peu le climat village.

Soixante ans, dont quarante de métier, et une seule concession à la modernité : chassé par la rénovation du quartier, l'horloger a dû se résoudre à traverser la ruelle pour s'installer dans cette ancienne blanchisserie, acquise pour une bouchée de pain. Aujourd'hui, les artisans de son espèce se font rares. Et s'il n'en reste qu'un...

Parfois, raconte-t-il en chausant ses besicles de bijoutier à chaînette et à monture dorée, en désespoir de cause, un confrère m'envoie un client, histoire de sauver de l'oubli une pendule Louis XV. L'horloger dompte le temps ; le prestidigitateur l'abolit. Passions contradictoires ? Pas si sûr : avant de donner le jour à la magie moderne, Robert-Houdin soignait lui aussi ressorts et rouages...

A neuf mois, Gaston contracte une vilaine pneumonie. Ses parents l'envoient en convalescence chez une bisafule presque centenaire, au fin fond du bas Berry. Dès lors, son destin paraît scellé. « La Mare au diable, de George Sand !, s'exclame-t-il.



Seul compte pour moi le plaisir de divertir, de donner du rêve.

Un pays de sorciers, de rebouteux et de joueurs de sorts ; une contrée perdue où les paysans clouent encore des cadavres de chouettes sur le portail des granges. L'infection pulmonaire n'y résista pas ; le virus de la magie, lui, s'installa pour de bon. Quelques années plus tard, un illusionniste en tournée dans les écoles fera le reste. Subjugué, le gamin passe le plus clair de son temps à miter le magicien de passage. Dans un cahier, il serre religieusement les tours de passe-passe des illustrés.

Avec le même soin, il classera ensuite les clichés qui dorment dans un coin de l'arrière-boutique et racontèrent sa vie d'homme. La guerre finie, Gaston « monte » à Paris. Il a vingt ans, de solides épaules de service - Rhin et Danube, l'Alsace, le front de l'Atlantique - et deux passions. Un vieil horloger l'initiera à son art. Les prestidigitateurs de la capitale lui enseigneront les rudiments du leur. Photos, dédicaces et programmes en témoignent.

Ni sortilège ni maléfice

M. Mauve ne tarde pas à acquiescer à une jolie renommée. Pourtant, il ne songera jamais à quitter l'établi pour les feux de la rampe. « La scène ne m'attire pas, explique-t-il de sa voix fluette. Au-delà du premier rang, le trou noir, on se sent épié, privé de véritable contact avec le public. L'argent, la gloire, à quoi bon ? Seul compte pour moi le plaisir de divertir, de donner du rêve. » Sans sortilège ni maléfice ; de son enfance, le petit horloger a gardé l'amour des animaux - un manade accueillait naguère chaque client d'un tonitruant « bonjour ! » - et le goût du mystère. Mais certes pas celui de la sorcellerie. « Tout est affaire de dextérité. Le magicien doit veiller à ne pas abuser du prestige qu'il doit à cette gymnastique des mains et du cerveau. Devant lui, l'homme redevient enfant, le vernis social ne tient pas. Tenez, moi, fils de paysan, j'ai étonné plus d'un notable à particule ! » A eux le vrai sang bien. A lui les faux-scablands.

Les mots viennent à manquer ? Qu'à cela ne tienne. Gaston n'en a guère besoin pour vous bercer d'illusions. Il s'empare d'une boule couleur grenat, la dépose dans le creux de sa main. Le sceptique peut bien se jurer de ne pas quitter l'objet des yeux... Peine perdue, le regard suit ce vainqueur, conquis, vagabonde au gré des jeux de mains. Un instant disparue, la balle surgit des plis de la blouse blanche. « Pour créer l'effet, commente Gaston Mauve avec un sourire gourmand, il suffit d'attirer l'attention du spectateur là où rien ne se passe. »

La boutique ne désempille pas. Pendant que les deux fils « tiennent la caisse », le père s'offre un intermède sur le comptoir. Un sac de velours, pourpre, trois gobelets, trois balles rouges, cinq minutes d'un ballet insensé. Et l'on se retrouve soudain avec deux boules de mousse noires dans la paume droite. D'où viennent-elles ? Mystère. « Pourquoi rompre le charme ? On ne peut disperser les trucs à tous les vents, débiner le métier. N'oubliez pas que des artistes en vivent. »

Si vous franchissez le seuil de sa boutique, prenez garde : chez cet horloger, on ne voit pas le temps passer.

VINCENT HUGELIX.

LE MEURICE EST AUSSI UN RESTAURANT

Déjeuner d'affaires 160 F service non compris - Dîner à la Carte

RESTAURANT LE MEURICE
230, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 260.38.60

UN HOTEL INTERCONTINENTAL

SKIEZ AUVERGNE

CHANGEZ DE PISTES SANS ALLER LOIN

NEIGE, DETENTE, NATURE

Je souhaite recevoir la documentation suivante :

Forfait ski Villages de vacances
Hôtels Foyers de ski de fond
Gîtes ruraux

NOM _____
ADRESSE _____

Coupons réponse à adresser à :
COMITÉ RÉGIONAL DE TOURISME "AUVERGNE"

BP 395 - 63011 CLERMONT-FERRAND CEDEX

La Norvège. Oui, mais comment ?

Par avion
SAS Scandinavian Airlines. Paris-Oslo en 3 h 05
Tarif vacances F 1.845 e.r. à partir du 1^{er} avril.

Par ferry boat
Fred Olsen Lines. 5 liaisons du Nord Danemark vers le sud et l'ouest norvégien - Exemples :
Hirtshals-Kristiansand en 4 h 30 à partir de F 120.
Hirtshals-Bergen en 19 h à partir de F 230.
Jahre Line. Toujours une classe au dessus/agnez 800 km Kiel-Oslo en 19 h à partir de F 375, cabine inclus.
Larvik Line. Du Danemark en Norvège à bord d'un nouveau super car ferry.
Fredrikshavn-Larvik en 6 h à partir de F 136.
Stena Line. 4 liaisons vers la Norvège en confortables jumbo ferries - Exemple :
Fredrikshavn-Oslo en 10 h à partir de F 144.

En voyage organisé
Bennett, "le catalogue-vacances des pays nordiques". Voyages accompagnés ou individuels en avion, autocar et automobile - séjours, croisières et car-ferries.
Scanditours, spécialiste des vacances en Norvège. Chaque semaine, départs pour les fjords et la Cap Nord. Nombreuses formules pour individuels.

Pour recevoir une documentation complétée sur la Norvège, envoyez 5 F en timbres à
Office National de Tourisme de Norvège - Service LM
88, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine
Téléphone (1) 745.14.90

EN EXCLUSIVITÉ AVEC
TOURISME S.N.C.F.

INITIATION A LA CROISIÈRE
LES ÎLES DE MÉDITERRANÉE AU PRINTEMPS

du mercredi 4 avril au 8 avril 1984

- PARIS-TOULON et retour par T.G.V. en 2^e classe.
- Embarkement à bord du CITY OF MYCONOS.
- TOULON-AJACCIO (bateau des CALANQUES DE PIANA).
- MAJON (MINORQUE), visite de l'île.
- BIZA (Môle de la ville et des environs).
- TOULON.
- Débarquement.

PRIX :
DE 2 780 F à 6 180 F PAR PERSONNE
selon la catégorie de cabine choisie

Comprenant :

- le train PARIS-TOULON et retour.
- la croisière en pension complète, vin aux repas.
- l'assurance annulation - rapatriement.

En supplément, les croisières facultatives : 235 F

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
TOURISME S.N.C.F. LAV 17A
- dans les gares S.N.C.F. de PARIS.
- et par correspondance : TOURISME S.N.C.F. CIREX 127, 75048 PARIS
- ou par téléphone : (1) 321-49-44

STAGES D'ÉQUITATION

toute l'année dans le Parc des Landes (80 kms. au sud de Bordeaux)

Rapport par monteur D.E. Promenades dans les Landes : 620 F par semaine.
Prix spéciaux. Coniétés d'Entreprise

CENTRE ÉQUESTRE de la PETITE-LEYNE à BELHADE 40470 PÉROS
Té. (68) 07-77-19 ou 07-78-31

Cinq



Paris... les...
Cinq...
Paris... les...
Cinq...
Paris... les...
Cinq...

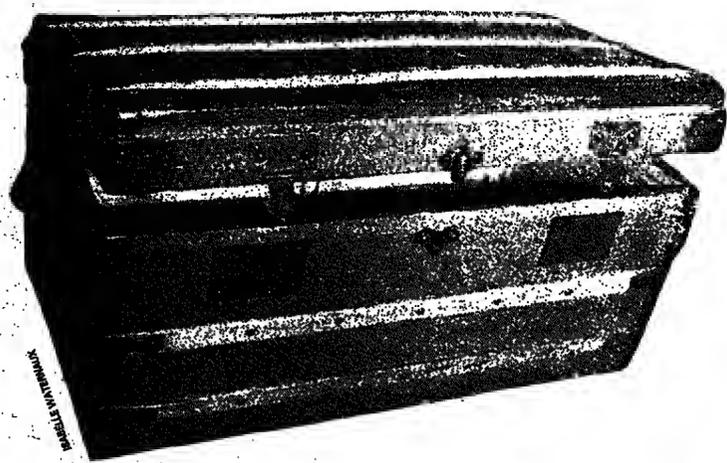
AM...
Tous les vols...
NEW YORK...
MONTREAL...
LOS ANGELES...
MEXICO...
RICO...
Si vous ne nous voyez pas...
34, Av. du Gén.

تونس من الأصيل

1350 من الأمل

Cinq mille francs pour savoir

Le secret de la malle des Indes au prix fort.



Max Borys, magicien (1948).

Rien dans les mains, rien dans les poches. Les magiciens entrent en scène. Grâce au music-hall et surtout à la télévision, ils connaissent aujourd'hui des audiences que les plus doués de leurs ancêtres ne réunissaient qu'autour du bûcher. Encore s'agissait-il de leurs adieux au spectacle... Désormais, les prestidigitateurs ne brûlent plus que les planches. Mais, signe des temps, ils conservent leur pouvoir d'illusion bien au-delà des scènes, jusque dans les rayons des magasins de jouets.

C'est Robert Houdin qui ouvrit le voie à la magie moderne, celle-là même qui connaît ses derniers avatars avec les fameux coffrets de magie pour tous. Le gentleman prestidigitateur abandonnait la magie blanche, cette sorte de confusion bouffonne prodigieuse en chapeaux pointus, robes étoilées et baguettes lustrées, pour créer une discipline nouvelle. Succédant à des personnalités de la dimension historique de « Zoroastre le réformateur du magisme », « Paracelse le nécro-mancien » et autres « Zamuloris le magicien scythe », aux « jouteurs de gobolots » et aux « faiseurs de tours » du Moyen Age, Robert Houdin créa nombre de tours dans les soirées qu'il anima à partir de 1843.

Attiré, vers la fin de sa « carrière », par le didactisme et la réflexion quasi philosophique, il a légué aux générations futures son *Comment on devient sorcier* (1). Malgré son influence déterminante sur la magie moderne, sa renommée ne dépasse pas un petit cercle d'initiés. C'est donc plutôt vers les prestidigitateurs connus du grand public que les maisons de jouets se sont tournées pour cautionner leur production, avec des fortunes diverses : si *Magie Parade* de Nathan a passé allègrement le cap des sept mille exemplaires sous l'égide de Gérard Majax, le *Coffret de Garçonniers* édité par la Manufacture lyonnaise de boutons et perles est loin d'avoir atteint un tel score. Quant à la *Magie 2000* de Kassagi, elle est définitivement passée à la trappe, victime de l'outil dans lequel se trouvait son parrain.

Bien choisir le prestidigitateur qui « vendra » la malle se révèle donc essentiel. Nathan, grâce à Gérard Majax, dispose sans doute du meilleur prescripteur en la matière. Mais le succès de *Magie Parade* repose également sur un excellent rapport qualité-prix. Pour moins de 150 francs, la boîte offre les accessoires classiques : cordes, cartes, boîtes, anneaux, et bien sûr la baguette magique de rigueur. Astuce de présentation, une table de manipulation en carton et feutrine permet en outre aux magiciens amateurs de se produire dans des conditions spectaculaires en toutes circonstances. Dans le même ordre de prix, Ravensburger propose *Le petit magicien*, sous le patronage de Martin Michalski... Une soixantaine de tours y sont expliqués. Il s'agit, là encore, de proposer pour un prix raisonnable un coffret d'initiation destiné à des débutants.

D'autres fabricants ont préféré laisser leurs boîtes dans l'anonymat. Schmidt présente ainsi deux coffrets *Mister Magic* proposant respectivement cinquante et cent tours. Plus original, Fisher Price a conçu pour les petits une très séduisante *Malle à magie* : présentée sous la forme d'une mallette noire, qui sert aussi à la réalisation de la plupart des tours, elle renferme quinze tours de niveaux de difficulté progressifs très bien adaptés à l'âge des utilisateurs.

Chez Mako, enfin, ce sont également les plus petits (sept ans et plus) qui pourront s'initier grâce à six pochettes différentes réunies sous le titre *Magie Mickey*. Vendues séparément, chacune d'entre elles contient huit tours présentés, comme le titre le suggère, par un Mickey en tenue d'apprenti sorcier, tout droit sorti de *Fantasia*. On y retrouve tous les classiques des boîtes destinées aux débutants, à ceci près que la plupart des objets sont décorés de personnages de Walt Disney.

Ces coffrets, s'ils permettent une initiation amusante au monde de la prestidigitacion, présentent toutefois deux inconvénients majeurs : le manque de souplesse de la formule,

qui contraint à acquérir un ensemble de tours sans aucune possibilité de choix ; et les limites de ces coffrets, rapidement maîtrisés, dont le prestidigitateur amateur — comme son public d'ailleurs — ne tarde pas à se lasser.

La solution à ces problèmes existe dans une petite boutique du cinquième arrondissement de Paris. Ses propriétaires, la famille Harter, se consacrent depuis plusieurs générations à l'art de la magie (2). Fondée en 1868, la maison importe

et fait fabriquer en France par des artisans des centaines de tours qu'elle vend aux amateurs comme aux professionnels. De 15 francs à 6 000 francs, il y en a pour toutes les bourses et pour toutes les habiletés. Car la prestidigitacion — les coffrets ont une fâcheuse tendance à l'oublier — est avant tout l'art de la manipulation et non celui du truque. Les jeux de corde (de 20 à 50 francs), la boule qui vole (120 francs), les anneaux chinois

(200 francs) sont autant de tours qui, bien exécutés, enthousiasment les publics les plus blasés. Mais libre à vous si vos moyens vous le permettent de découvrir enfin le secret de la malle des Indes. Il vous en coûtera alors 5 000 francs.

Mayetta Magie Moderne se distingue également comme un des rares endroits où le néophyte trouvera, outre un choix inégalé, des conseils compétents qui sauront le faire progresser à son rythme. Quant aux cadeaux, ceux qui dés-

irent un ensemble bien présenté pouvant choisir quelques tours qu'ils disposent dans un chapeau à double fond faisant avantageusement office de coffret. Et le tour est joué...

SOPHIE COIGNARD et BERNARD SPITZ.

(1) Editions Slatkine France.
(2) Mayetta Magie Moderne, 8, rue des Carmes, 75005 Paris, tél. : 354-13-63.

PARIS
RIO 5450 A.R.
L.C.A. 1581

LA COMPAGNIE DES VOYAGES
28, RUE PIERRE LESCOT
75001 PARIS - TÉL : 508.44.88

SAHARA

Venez vivre l'expérience unique du plus beau désert du monde, avec les Touaregs, le plus souvent à pied, de dunes en canyons, d'émotions en émotions... de grands moments

LES AMIS DU SAHARA - 329.06.80
49, rue Montagne-Sainte-Geneviève
75005 Paris

AIRMALTA
19°C au cœur de l'hiver...

A votre porte, à votre portée.

L'archipel de Malte
Le soleil... et le cœur sur la main.

Durant l'hiver, l'archipel de Malte est l'un des endroits les plus chauds d'Europe. Prenez le ferry vers Gozo, l'île-sœur de Malte, ou relaxez-vous au soleil.

Armata, votre introduction à l'histoire maltaise.
2 vols hebdomadaires.

Pour plus d'informations contactez votre agence de voyages ou AIRMALTA, Champs Elysées 12
3002 Paris tel 11 34 31 753 ou Rue des Quatre
Cannoniers 1 9902 Lyon tel 71 63 205

*température moyenne.

Mer et soleil en mobilhome de luxe

à partir de 850 F la semaine pour 6 personnes.

Passer ses vacances au bord de la mer en toute liberté fait rêver. Si en plus on vous offre le meilleur rapport confort-prix possible, cela devient fantastique. C'est ce que nous vous proposons : des mobilhomes luxueux, confortables et super-équipés, pouvant accueillir jusqu'à six personnes, avec cuisine parfaitement aménagée, salon, deux chambres individuelles, salle de douche, WC (eau, gaz, électricité fournis).

Nous avons choisi les plus beaux sites près d'Aligues-Mortes, de Bandol, sur la Costa Brava et sur le Lac de Menet en Auvergne où vous serez accueilli par notre délégué qui prendra soin de vous pendant votre séjour.

Si vous êtes amoureux du confort en plein air, demandez vite la brochure gratuite FreshFields.

France Espagne

Nom : _____
Adresse : _____

Fresh-Fields Vacances M2-SEDIP : 51, avenue Georges-Clemenceau, 34000 Montpellier, ou téléphonez au : (67) 80-90-05.

AMERIQUE LE GUIDE DU VOYAGE EN AMERIQUE est paru (et il est gratuit) il comprend :

- Tous les VOLS A TARIF RÉDUITS (exemples au 1.12.83)
NEW YORK, à partir de 2290 F A.R.
MONTREAL, 2090 F A.R.
LOS ANGELES, à partir de 3890 F A.R.
MEXICO, 3990 F A.R.
RIO, 5450 F A.R.
- Les TARIFS DE LOCATION DE VOITURE et CAMPING CARS
- Les TARIFS D'HÔTELS
- Des CIRCUITS À LA CARTE
- Des TOURS INSOLITES
- Les TRANSPORTS INTÉRIEURS
- Des CIRCUITS EN GROUPE
- Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Si vous ne pouvez passer chercher notre guide pratique nous vous l'enversons contre 6,50 F en timbres exclusivement

PACIFIC HOLIDAYS tél : 541.52.58
34, Av. du Gén. Leclerc Paris 75014 métro : Mouton Duvernet

Accueillante, fascinante, passionnante, l'île de Chypre.

CHYPRE Cyprus Airways

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
15, rue de la Paix, 75002 Paris, (1) 261.42.49 Si vous appelez de la Région Parisienne.
16.05.31.56.70 APPEL GRATUIT Si vous appelez de la Province.

Les beaux parleurs

« Jacqueline, va te laver les mains, on passe à table. »

L'OISEAU parleur a ses modes. Du temps des malles d'osier et du casque colonial, le compagnon obligé du voyageur était, bien sûr, le perroquet. Animal fétiche du capitaine à bouffarde, confident de l'explorateur perdu dans la jungle ou interloqueur privilégié de la baronne en son manoir. Quand Tintin s'embarque pour le Congo, vers 1930, il tombe naturellement sur un perroquet criard — au ramage comme au plumage — qui assourdit les passagers de ses « Sauve qui peut ! » intempestifs.

Trente ans plus tard, à Paris, on ne jure plus que par un curieux étourneau d'Asie capable de retenir « quarante phrases distinctes » (1), le mainate. A la Factorerie, place de la Madeleine, on en exhibe plusieurs spécimens qui, par leurs tonitrueuses saillies, éclipsent parfois les grands fauves. Les vedettes l'adoptent : les volières se les arrachent. Ce merle même pas blanc devient la coqueluche de Paris — et d'ailleurs.

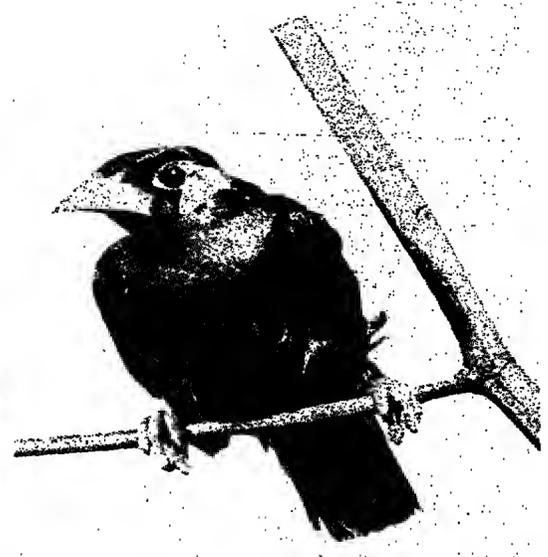
Nouveau renversement de tendance : l'oiseau en vogue, aujourd'hui, c'est le « gris du Gabon », un perroquet à l'élegant plumage cendré, terminé par une courte queue rouge. « Le meilleur dans sa catégorie », tranche Jef Pelletier, propriétaire de trois spécimens dans sa volière de Versailles, au milieu d'une quarantaine d'autres oiseaux de gros calibre (toucans, pies d'Asie, etc.). Pour ce négociant en cognac et champagne, pas de doute : « Le gris du Gabon est le plus affectueux. » C'est donc celui auquel on fait des confidences, des caresses, celui que l'on apprivoise en douceur, par la patience et la persuasion. « Pour que l'oiseau parle, poursuit notre amateur (trente ans d'expérience), il faut qu'il soit imprégné de son soigneur, on peut même dire amoureux de

lui. » En même temps, le perroquet gris conserve sa personnalité : « Il peut chanter l'hymne national américain, par exemple, mais jamais sur commande, quand on ne lui prête pas attention. » C'est un animal « cabochard », comme le définit M. Patrick Semat, oiselier en gros, et sans doute pour cela plus attachant encore. Si l'on ajoute les mimiques, les poses et un faciès irrémédiablement comique, on comprend l'enthousiasme de ses maîtres.

Le mainate, cependant, a toujours ses partisans. D'abord, il est moins cher (de 1 000 à 1 200 F environ, au lieu de 1 800 F, voire 2 500 F pour un perroquet gris du Zaïre ou une « amazone » d'Amérique du Sud, également très prisée). Ensuite, s'il a été dressé à temps, c'est-à-dire dans les premiers mois de son existence, le mainate possède un gosier qui lui permet les plus étranges vocalises. Il imite aussi bien la sonnerie du téléphone, un grincement de porte ou un éternuement que les premières mesures du Pont de la rivière Kwaï. « Le mainate est beaucoup plus réceptif que le perroquet », souligne Patrick Semat, qui en a conservé un pendant treize ans, lauréat des championnats de Paris au concours des oiseaux parleurs. « Il répète immédiatement ce qu'il entend, avec une facilité et une précision déconcertantes. Son répertoire semble infini. » Comme son concurrent perroquet, il sait même improviser et répéter à propos ce qu'on ne lui a pas appris. « Ce chien, quel con ! », lançait le mainate de Patrick Semat à l'arrivée du quadrupède familial. « Jacqueline, va te laver les mains, on passe à table ! », ajoutait-il en voyant la fille de la maison. Capacités d'imitation sans limites, bonne volonté désarmante lorsque, en société, on le force à se



Le gris du Gabon est le plus affectueux.



Le mainate est beaucoup plus réceptif.

répéter, registre de voix peu commun : c'est assez pour en faire le clown d'une soirée, l'attraction d'un restaurant ou la vedette d'une volière.

Mais attention ! Le mainate a de gros défauts dans la vie privée. Essentiellement insectivore et frugivore, doté d'un tube digestif court qui accélère le transit intestinal, le mainate multiplie les fientes liquides et malodorantes. Comme, de plus, il est agité et très vorace, le projeté autour de sa cage écla-boussures et fruits écrasés avec une évidente délectation. Entre deux leçons de chant ou de poésie, son propriétaire doit donc faire le ménage, voire la grande

lessive avec ouverture des issues. La raçon du génie...

« Le mainate m'agace », dit sans ambages Alain Bourbon, professeur de danse devenu oiselier. Et, pourtant, il en vend le dimanche au marché de la place Lépine à Paris (île de la Cité). « Quand on entend vingt-cinq fois par jour, « Allô ! bonjour Marcel », on a envie de lui torde le cou ! »

C'est que le mainate est bavard — on l'achète pour ça — et surtout doté d'un organe d'une puissance sans rapport avec la taille de l'oiseau. « Un adulte peut rester des années sans rien apprendre et pousser à

longueur de journée des cris épouvantables, ajoute l'oiselier. Et il a le chic pour imiter les aboiements, les grincements et tout ce qui, habituellement, nous casse les oreilles. »

D'un côté donc, des perroquets capricieux, frondeurs mais affectueux, qui, comme les chiens, feront très vite partie de la famille, sans s'imposer. De l'autre, des mainates virtuoses, conscients de leur talent, souvent envahissants tout en restant sauvages (pas question de les lâcher dans la nature, même après des années de familiarité avec le maître). Au goût de chacun. Reste un point

commun : l'immense patience qu'il faut déployer pour nourrir, nettoyer et apprivoiser l'oiseau parleur. « Les oiseaux, c'est un esclavage », constate Jef Pelletier, qui, tous les dimanches, vient aider au marché pour assouvir sa passion. « Voilà six ans que je n'ai pas pris de vacances. » Du maître ou de l'esclave — beau parleur — on ne sait plus lequel est en cage.

ROGER CANS.

(1) Le Mainate, oiseau parleur, par Philippe Triboulin, aux éditions du Point vétérinaire (139 pages, 75 francs).

AIRCOM SETI 93, rue de Monceau 75008 Paris 8^e
522-86-46
CHARTERS U.S.A. ÉTÉ 84
NEW-YORK à partir de 2 800 F A/R
MONTREAL/QUÉBEC CANADA à partir de 3 550 F A/R

L'Afrique du Sud.

C'est l'Afrique. De prime abord, c'est en Afrique puisque c'est la pointe Sud du continent africain. Mais ce n'est pas tout. Comme au cœur de l'Afrique, on y trouve de vastes réserves d'animaux sauvages. Des plaines infinies bordées de montagnes grandioses. Des déserts, des savanes arides coloyant de vertes forêts. Des hivers doux, un ciel toujours bleu. Une multitude de tribus, de coutumes, de cultures différentes. Une nature absolument vierge. L'Afrique du Sud, c'est l'âme de l'Afrique. Sauvage. Sensuelle. Sompueuse. Comme elle.

Et ce n'est pas l'Afrique. En 1652, les Hollandais arrivèrent. Avec leur architecture. Plus les Anglais. Avec leurs traditions. Les Allemands, avec leur culture. Les Français, quant à eux, apportèrent l'art du vin. Une civilisation aux multiples facettes était née. En 1871, des diamants furent découverts à Kimberley. Quinze ans plus tard, de for à Johannesburg. Avec les chercheurs de fortune, fleurit cette ambiance de prospérité qui est l'un des charmes du pays. Maintenant, fermez les yeux et imaginez. Le Cap. Des plages dorées bordées d'un océan de fleurs roses, de toutes sortes et de toutes les couleurs. Une ville dont les fontaines sont for. Avec ses luxueuses boutiques de mode, entier des hommes d'affaires voyageant avec leurs femmes. Une population cosmopolite. Tout un monde de traditions linguistiques et culturelles. Tout un monde rassemblé dans un pays. Unique. L'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud. Un monde en un seul pays.

Demandez le Recueil des Voyages en Afrique du Sud et une documentation générale. Office de Tourisme Sud-Africain, 9, Bd. de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 26 1 82 30. Téléc. 230090

Nom _____
Adresse _____

LM 17.2

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne
TARN-Lacune
HOTEL FUSIES**
81220 LACAUNE. Tél. (63-37-02-03)
Vaccances salines. Pays vert et bord. Lac. Casino. Piscine. Stages tennis, voile.

Côte d'Azur
06600 MENTON
HOTEL DU PARC***
Tél. (93) 57-66-66. Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

NICE
HOTEL « PORTE-BONHEUR »
Chambre, coin cuis., réfrig. indiv., soleil, jardin. Doc. sur dem. 146, av. St-Lambert, 06100 NICE. Tél. (93) 84-66-10.

SANARY
HOTEL DE LA TOUR***
Sur le port de SANARY (83110)
Hôtel et restaurant au bord de l'eau. Pension, 1/2 pension. Cuisine soignée.

Montagne
05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08
Studios + cuisinettes 2 à 6 personnes. Piste, fond. Spécial mars de 350 F à 740 F pers./sem.

Provence
GRASSE
PENSION STE-THERÈSE
39, av. Baudouin, 06130 GRASSE.
T. 16-93-36-10-29. Calme. Beau panorama, amb. fam. Asc. P. Chap.

Stations thermales
PYRÉNÉES-ORIENTALES
A VERNET-LES-BAINS
« 4 Paradis des Pyrénées »
Thermalisme et climatothérapie. L'Hostellerie AU CHATEAU GUYOT DE COMPLET. Av. des Thermes, 66820. Tél. (68) 05-54-72. Vous fera une proposition ajustée à votre projet.

Stations thermales
38410 URIAGE
A 12 km de GRENOBLE
URIAGE-LES-BAINS
- Rhumatologie ;
- Dermatologie ;
- O.R.L.
Renseignements :
S.I.E.P. 18 D, 38410 URIAGE
Tél. (16/76) 89-10-27.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE
Téléc. : 411130 FENICE |
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse
LEYSIN (Alpes vaudoises)
1250-2000 m. La station suisse la plus proche de Paris. Domaine skiable doublé. Accueil et qualité suisses à prix français. Hôtels très confort.
1/2 pension dès 150 FF env. Forfait ski : 7 jours 1/2 pension + 7 jours remontées mécaniques, env. 1 520 FF.
Offres détaillées par : Office suisse du tourisme, 11 bis, rue Scilla, F-75009 PARIS, tél. : 01/742-43-45 ou Office du tourisme, CH-1854 LEYSIN, tél. : 19-41/25/34-22-44

RÉSIDENCES

DORDOGNE TOURISTIQUE
Fermettes en pierre à louer. G.O. bon état. 4 pces 122 m². Eau, élec. 4 000 m². 145 000 F. Possib. crédit. Ag. BECHEAU, R.P. 122, 24104 BERGERAC. Tél. (53) 37-13-01.

GUADELOUPE
BEBEL, Ste-Rose à 28 km de Pointe-à-Pitre
Propriété 5 000 m², vue sur mer + maison type FS avec combles am-fisageables, charpente en bois exotique, poutres apparentes, surface 250 m². 1 200 000 F à débattre.
M. SUDON, Merce Bebel-Cheval, ABYMES, 97110 POINTE-A-PITRE. Tél. 19 (596) 82-87-89.

CAMPAGNE MER MONTAGNE
PYRÉNÉES-ORIENTALES
PERPIGNAN
L'AGENCE DU SOLEIL
va proposer un choix de villas, appartements, fermes, propriétés, commerces, bars, hôtels. Nous consulter, réponse assurée.
PERPIGNAN 14 bis, av. Général-de-Gaulle. Tél. (16) 68-84-83-87.

MEGEVE
« Le Clos d'Arly »
Le standing à la montagne.
2 p. (6 personnes) livré avec cuisine à équiper, cave et parking.
330 000 F.
Gestion et locations assurées. Renseignements au bureau de vente : 4, voie des Valins, Pratz-sur-Arly, 74120 Megève. Tél. (50) 21-46-25.

TOURISME

PRÉALPES 26 DIE
Calme en moyenne montagne. Climat déjà provençal. Nombreuses possibilités de promenades en voiture (l'Arcs tout proche), à cheval, à pied (pistes, circuits balisés), à ski, à vélo, à pied. 23 et 17 hôtels, nombreux. Fêtes populaires. - Ecrire S.I. 26158 DIE.

MONTS DU FOREZ CENTRE DE MONTAGNE PEP
Accueillie vacances familiales de 29 mcs en 15 av. ; séjours divers en groupes ; retraités ; d'été ; de printemps ; 1984. Calme, golf, forêt, pêche, canoë. Un centre ouvert sur la nature. (73) 95.41.29. Centre de Praborre, 63666 ST-ANTHEM.

A EVIAN-LES-BAINS
Retrouvez le chemin de votre équilibre
FORFAIT « SOURCE ET SANTÉ »
A PARTIR DE 2 420 F
VISITEZ NOTRE STAND AU SALON DES THERMALES
A LA DÉFENSE DU 10 AU 19 FÉVRIER 1984
STAND T. 54
Information et renseignements
OFFICE DE TOURISME
F. 74502 EVIAN CEDEX - Tél. 50-75-04-26

Les nou...
Cette angosse diffi...
L'épreuve Tchekhov...
Les films de la semai...
1984

150 من الأمل

550 من الأمل

Les nouvelles pensées de Pascale

L'économie racontée aux Français.

ELLE court, Pascale Breugnot. Après « Psy-show » ou la psychanalyse mise à la portée du couple, voici l'économie racontée aux Français. Cette drôle de bonne femme, bousculante, bagarreuse, à la tête d'une unité de programme à Antenne 2, toujours à la recherche de nouvelles écritures, en quête de nouvelles méthodes, passionnée par le « public », elle a décidé cette fois d'expliquer la crise. Un cours magistral d'une heure et demie, qui se dévore des yeux et des oreilles, un B-A BA alerte, sous forme de fable, racontée par Yves Montand, à cheval entre le reportage, la fiction et même la science-fiction. Un vrai travail de vulgarisation, le premier du genre à la télévision.

La crise... Tout le monde en parle, au boulot, au café, dans les taxis, dans le métro, dans la presse et à la télévision. Impossible d'y échapper. Chômage, inflation, faillite, licenciements, reconversion, des mots-écarts qui cachent la compréhension des phénomènes économiques mondiaux, qui évacuent l'histoire et les relations d'interdépendance entre les pays, qui font dire des « ya qu'à » dérisoires autant qu'affirmatifs. Mais quand a commencé la crise ? Et pourquoi ? Pour combien de temps et quels remèdes possibles ?

« Cette angoisse diffuse »

« Il s'imposait de faire quelque chose, dit Pascale Breugnot. On ne peut vivre avec ce mot-là, cette angoisse diffuse. On parle de pertes d'emplois, de fin de la sidérurgie, du chômage, mais tout ça n'est jamais rassemblé dans une histoire qui serait l'épopée de cette crise. On n'a jamais tissé les fils, jeté des passerelles entre des choses qui n'ont rien à voir entre elles. Très peu de gens ont les informations nécessaires. On a voulu rassembler ces informations, qui ont trait à l'économie, à la sociologie, les réflexions sur l'histoire, tout ce qui permet d'expliquer comment on en est arrivé là. »

Un travail qui remonte à mars dernier. Pascale Breugnot, qui a lu « tous les livres qui parlent des nouvelles façons de regarder certains phénomènes économi-

ques », décide d'écrire un scénario avec Jean-Claude Guillebaud (ancien grand reporter au Monde, directeur littéraire aux éditions du Seuil) et Michel Albert (ancien commissaire au Plan, rapporteur au Parlement européen, auteur du fameux *Pari français* et du *Pari pour l'Europe*). « *Vive la crise* » est en réalité l'adaptation en images — et imaginative — des analyses et informations proposées par Michel Albert dans ses deux livres. Pascale Breugnot a choisi Michel Albert pour son « esprit brillant et non conformiste » — il est considéré comme un des meilleurs experts économiques — pour son « ampleur de vue », son expérience de l'Europe, son souci, très rare chez les spécialistes de s'adresser au grand public (et non aux seuls économistes). Sa seule erreur est de n'avoir pas précisé l'éclairage (politique) de sa pensée. Omission grave dans la mesure où celle-ci est présentée comme parole d'évangile, dépassant les options politiques (ce qui peut être fortement contesté). Pascale Breugnot, Jean-Claude Guillebaud, Bernard Bouthier, ont été dominés par deux questions essentielles : comment être concret, comment rendre tout cela séduisant ?

« La plus grosse difficulté a été d'abord de savoir comment on allait raconter tout cela, explique Pascale Breugnot. Comment matérialiser un certain nombre d'informations ou de suppositions. Ça a l'air stupide, mais comment expliquer par exemple que les Français se sont enrichis de 400 % en trente ans ? Comment faire pour que cette idée-là devienne visible ? Pour intéresser le spectateur, il faut lui montrer comment il a vécu l'économie dans sa vie quotidienne pendant ces trente dernières années. C'est l'histoire du seuil à charbon de la cuisine. Il est évident que, quand on regarde l'économie dans tous les objets. »

Ensuite, il a fallu convaincre des économistes, des financiers, des chefs d'entreprise, de participer à l'émission. « Dans un premier temps, ils ne nous prennent pas au sérieux ; c'est de la télévision, de la vulgarisation, on s'amuse... ce n'est jamais eux qui nous encourage-

gent. Puis ils nous voient têtus, agressifs ; est-ce qu'on aurait l'intention de faire quelque chose de sérieux ? Ils s'intéressent, mais ils restent méfiants. Les directeurs de banque, les financiers, sont des gens qui n'ont pas de temps, il a fallu interviewer Michel Albert dans le train. » Autre difficulté : faire parler des spécialistes. « Quand on leur pose une question, ils répondent par un cours, ils utilisent des chiffres, des courbes, ne savent pas distinguer l'essentiel de l'accessoire en tenant compte des connaissances du public. Leur ton est professoral. »

L'équipe a fait avec eux un vrai travail pédagogique. « On les enregistrerait, on leur montrerait, on disait, voilà, telle information ne doit pas dépasser tant de minutes. On leur a appris à regarder la caméra, à avoir un élan, à habiter leur discours. »

Un travail de fou

Trois mois pour écrire le scénario (de juin à septembre), trois mois de tournage (d'octobre à fin décembre), trois équipes, trois réalisateurs (Gérard Pitou, Dominique Chlonna, Roland Portiche), trois journalistes (Luc Bernard, Thierry Wilton, Laurent Jaffrin), qui ont tourné en même temps les différents éléments retenus : dix-sept thèmes en tout, autant de courts métrages, de petits films, qu'il a fallu ensuite raccourcir, revenir, couper, entrelarder du texte d'Yves Montand. Un travail de fou, jour et nuit, un formidable travail d'équipe. Avec Pascale Breugnot, cheftaine infatigable, pour rassembler toutes les énergies, les faire converger (*manu militari*). Un gros travail d'investissement personnel pour chacun, ce qui ne veut pas dire œuvre personnelle. « L'unité, c'était l'émission à l'arrivée avec ce qu'elle a à dire », une nouvelle approche d'un produit qui est à la fois collectif, original, insolent, optimiste (un peu trop), bourré d'humour, pédagogique et insolent.

CATHERINE HUMBLLOT.

* « Vive la crise », A.2, mercredi 22 février à 21 h 40.

Vu pour Vous

L'épreuve Tchekhov

• Lire s'est vivre : « Ma vie », d'Anton Tchekhov. A 2, mardi 21 février, 22 h 25 (55 minutes).

Ce numéro de Lire s'est vivre, consacré à un récit provincial de Tchekhov, *Ma vie*, fait la toilette de nos illusions les plus chères. Celles justement qui nous tendent nos existences terrestres. Il y a dans l'art de Tchekhov, et sans la moins du monde occulter ou altérer le vrai, quelques aptitudes à désemparer ce qui nous oppresse, ce qui est répugnant. Cette capacité est bien la poésie — c'est-à-dire la faculté de nous donner à voir, d'éprouver les choses dans leur totalité jusqu'au point où les êtres les plus divers retrouvent leur existence commune. Donc, les héros de Tchekhov, et celui du récit *Ma vie*, Polotnev, un jeune homme de la petite noblesse de province, c'est nous, à la puissance zéro, arrivés au bout de la vie, vidés de toutes nos vaines illusions, face à la mort. C'est aussi les autres invités de Pierre Dumayet : Henry d'Artois, un musicien, Odile Mercier, une biologiste, Marina Vlady et le peintre Cueco.

Deux constats. La première, assez étrange : le tact de l'auteur de la *Corisae* s'est mis à lire la vie de nos invités. Et ces derniers ont été un peu obligés de passer eux aussi. Cueco, ancien peintre en bâtiment, fait son autocritique d'intellectuel : « Ce travailleur de tête, avec tout de même le ciel sur des coussins. » Une jeune fille, visage grave, jette quelques phrases, se tait.

prise en flagrant délit de rêve, se souvient d'un pan de vie passée. Un éphémère, peut-être. Deuxième constatation : malgré la durée du texte, ce quatorze consciencieux sont bien vivants de cette vive épreuve textuelle. Aucun d'eux n'a, semble-t-il, tenté de mettre fin à ses jours. Pourtant, les conclusions de Tchekhov sont claires : la vie est un cul-de-sac, qui mène inévitablement au trou. La dernière loi terrestre, c'est la softitude : « *Résigne-toi, mon cœur, dans ton sommeil de brute* », est l'une des dernières paroles de Tchekhov. Malgré de si funestes perspectives, nos quatre invités ont sauvé leur peau, peut-être grâce à la beauté évasive de l'œuvre. La légèreté des saisons, le douceur d'un simple jour d'avril, la musique du temps qui passe, délicatement reconstitués par Roland Costa, touche par touche pastel.

MARC GIANNESINI.

Portrait en pied

• « Frédéric Pottecher », TF 1, vendredi 24 février, 21 h 50.

Frédéric Pottecher fut et reste, un peu, à la justice ce que Roger Couderc fut et reste au rugby. Pendant trente ans, il a suivi la cour avec une passion généreuse et charnelle. A la radio d'abord, à la télévision ensuite, il a rendu compte de tous les grands procès depuis la Libération en apportant à ses relations une chaleur et une vie auxquelles ses dons de comédien et de conteur

confèrent ce surplus qui le rendait unique. Daniel Costelle a estimé que cela valait bien un portrait en pied de celui qu'il appella « un très grand diplomate peuplant la télévision du jurassique supérieur ».

Portrait traité à la façon d'un triptyque. Frédéric raconte et se raconte. De bout en bout on le suit, depuis ce village de Bus-sang, sa terre natale voeigienne où son oncle, Maurice Pottecher, avait fondé « La théâtre du peuple ». Jusqu'à tous les prétoires où il suivit les grandes affaires et qui revivait avec les interrogations ou les passions qu'elles suscitaient en leur temps : procès Pétain, Dominici, Marie Besnard, Marguerite Marcy, Jacques Ruby, Eichmann, etc. Pottecher on a été et en redévient le témoin. Il en a été et il en redévient aussi l'acteur.

A soixante-dix-neuf ans, il garde intacte cette chaleur qui fut la sienne. Il n'a toujours pas son pareil pour passer du plaisant au sévère, de l'anecdote au philosophique. Daniel Costelle en resta subjugué, qui salue « un formidable professionnel et même un génie ». Frédéric a dû en rougir. Lui sait bien, malgré tout, que tout ce qui peut être dit, même par lui, de ces grands procès qui furent sa vie ne saurait les reconstituer dans leur complexité et leur intégrité. Il resta qu'une pareille présence, une pareille élan, alliées à tant de bonhomie, séduisantes. Et que pour Frédéric Pottecher, s'évincer de la radio-télévision après 1978, devenir aujourd'hui sujet d'émission est assurément une légitime réparation.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier

Dimanche 19 février

• **La Peau d'assommoir**
De Philippe de Broca (1971). Avec M. Jobert, M. Picozzi, M. York. TF 1, 20 h 35 (120 mn).

Le Lézard de fond

De Vincenza Minnelli (1946). Avec K. Hepburn, R. Taylor, R. Mitchum. FR 3, 22 h 30 (110 mn).

Lundi 20 février

• **Ça commence à Vera Cruz**
De Don Siegel (1948). Avec R. Mitchum, J. Greer. TF 1, 20 h 35 (80 mn).

Mardi 21 février

• **L'Enfant sauvage**
De François Truffaut (1969). Avec J.-P. Cargol, F. Truffaut. FR 3, 20 h 35 (85 mn).

Mardi 21 février

• **Au nom du pape roi**
De Luigi Magni (1977). Avec N. Manfredi, D. Mattei. A 2, 20 h 40 (100 mn).

Mardi 21 février

• **A tout cœur à Tokyo pour OSS 117**
De Michel Boisrond (1966). Avec F. Stafford, M. Vlady. FR 3, 20 h 35 (100 mn).

Vendredi 24 février

• **Le Dibouk**
De Michael Waszynski (1938). Avec A. Morawski, R. Semborg. A 2, 22 h 50 (95 mn).

Samedi 18 février	
TÉLÉVISION FRANÇAISE	10.00 TF 1 Vision plus.
	10.30 La maison de TF 1.
	12.00 Bonjour, bon appétit : Moules farcies, moules frites. Magazine de Michel Oliver.
	12.30 La séquence du spectateur.
	13.00 Journal.
	13.35 Amuse-guêle.
	14.05 Série : Pour l'amour du risque.
	14.55 Variétés : Diane Dufresnes. <i>Le Québec dans tous ses états</i> .
	15.35 C'est super.
	15.55 Dessin animé : Capitaine Flam.
16.20 Casques et bottes de cuir. Magazine du cheval et du sport hippique.	
16.50 Série : Molière pour rire ou pour pleurer. Six récits dramatiques consacrés à l'auteur de « Tartuffe ». Premier épisode : « L'illustre théâtre ». Les disputes de Jean-Baptiste Poquelin alias Molière avec son père.	
17.45 Trente millions d'armes.	
18.15 Micro-puce. Le magazine de l'informatique.	
18.30 Auto-moto.	
19.05 D'accord pas d'accord. (INC.)	
19.15 Émissions régionales.	
19.40 Jeux olympiques d'hiver (résumé).	
20.00 Journal.	
20.35 Les grands succès de la scène : l'Avantage d'être constant. D'Oscar Wilde, mise en scène P. Boutron, réal. J. Hennin. Avec F. Christophe, J. Barney, P. Raynal... A la fin du siècle dernier dans un appartement londonien, Algernon Moncrieff attend la visite de Lady Bracknell sa tante et de Gwendoline sa cousine. Quand arrive Constanter, débouché, séducteur de jeunes filles. Jeux de mots, ambiance « kitsch »... Droit de réponse ou l'esprit de contradiction. Émission de Michel Polac : la décadence. Autour de l'idée de décadence des civilisations, Michel Polac a réuni Laurent Métray, nos collaborateurs Jacques Cellard et Raphaël Sorin, Philippe Sollers, le Révérend Père Bruckberger, Guy Schoeller. Il sera aussi question de la parution de l'insoutenable légèreté de l'être, de Milan Kundera, et de la sortie d'ouvrages posthumes du grand écrivain polonais Witold Gombrowicz.	
0.15 Journal.	
ANTENNE 2	8.55 Jeux olympiques d'hiver. Hockey sur glace ; patinage de vitesse.
	12.00 A nous deux.
	12.45 Journal.
	13.30 Série : La vie secrète d'Edgar Briggs.
	14.00 Les Jeux du stade. Jeux olympiques : saut à ski ; bobsleigh à quatre ; à 15 h 10, Cyclisme : à 15 h 25, rugby : Galles-France ; Angleterre-Irlande.
	17.40 Récit A 2. Les petites canailles ; Téléchat (détecteur).
	18.00 Les carnets de l'aventure. « Bye Ubaye », de M. Tivron (descente d'un torrent à la nage) ; « L'abbé volant », de P. Lallel.
	18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
	19.10 D'accord pas d'accord (INC).
	19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Boulevard.	
20.00 Journal.	
20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission de M. Drucker. Avec Linda de Suza, Catherine Lara, Plastic Bertrand...	
22.00 Jeux olympiques d'hiver. Patinage artistique : libre dames.	
22.50 Les enfants du rock : Rockline. T. Twins, Simple Minds, Stray Cats...	
23.00 Journal.	
FRANCE RÉGIONS	12.10 Message PTT. Sketch-service, philatélie, histoire de l'aviation postale.
	12.30 Les pieds sur terra. Émission de la Mutualité agricole. La Cézarenque, le respect de la différence.
	13.30 Horizon, magazine des armées. Le commissariat de l'armée de terre ; l'arme du matériel ; les écoles de la direction générale pour l'armement.
	14.00 Entrée libre... Avec François de Closets ; images d'histoire : portrait de Lucien Guerra ; séries, histoire du premier ordonnateur ; des techniques radiologiques : le scanner.
	16.15 Liberté 3. Émission proposée par J.-C. Courty. Avec les associations Rassemblement des opposants à la chasse, Greenpeace, Espace pour demain, Fédération des jeunes pour la nature.
	17.30 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
	19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
	20.05 Les Jeux.
	20.33 La minute nécessaire de M. Cyclopède. Tous le temps en attendant la mort.
	20.35 Feuilleton : Dymatis. Walter accuse Blake de fraude. Michael lâche un doberman sur Walter, et Blake évite de justesse le passage à tabac. Dallas, en mieux au en pire, c'est selon.
21.20 Jeu : Plus menteur que moi tu gagnes... Émission de P. Sabbagh. Quatre personnalités : Robert Manuel, Anne-Marie Carrière, Marcel Jullian et Jean Le Poulain sont en compétition par équipes de deux. Les questions sont mixées par Pierre Sabbagh et posées par l'humoriste Jean Amadou. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensanges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité. Malin, quoi !	
22.05 Journal.	
22.25 La vie de château. Jean-Claude Brialy reçoit dans son château quelques-uns de ses amis, stars du cinéma, de la télévision, du théâtre ou de la chanson. Cassettes intimistes, confidences rares...	
22.50 Musichub. Évocation de la vie de Serge Rachmaninov, célèbre compositeur russe (1873-1943). Illustrée par des photos et des enregistrements sonores.	
PÉRIPHÉRIE	• R.T.L., 20 h, A vous de choisir : Pierre et Nelly, film de M. Ritt, ou L'âme-moi les baskets, film de J. Reuben ; 21 h 40, Flash Back ; 22 h 10, Club-Club : h's a g'h, film de N.-Z. MacLeod.
	• T.M.C., 19 h 35, Série : Les mystères de l'Ouest ; 20 h 40, l'Ennemi silencieux, film de W. Alwyn.
	• R.T.B., 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, Pancho Villa, film de B. Kullik ; 22 h 30, Cinéclip.
	• T.S.R., 20 h 5, Feuilleton : Kojak ; 21 h, Variétés : Studio 4 ; 22 h 15, Sport ; 23 h 15, Buffalo Bill et les Indiens, film de R. Altman (avec P. Newman, B. Lancaster).

AGES

ENCES

JRISME

AN-LES-BAINS

Prenez le chemin de votre équilibre.

SOURCE ET SANTÉ

DE 2 420 F

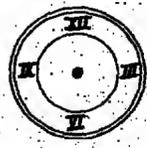
AU SALON DES THÉRAPIES

LE 19 FÉVRIER 1984

DE TOURNAGE

TEL 80-75-04-03

	Dimanche 19 février	Lundi 20 février	Mardi 21 février
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>9.00 Emission islamique. Connaître l'Islam.</p> <p>9.15 A Bible ouverte. Le livre de Job.</p> <p>9.30 La source de vie.</p> <p>10.00 Présence protestante. Bible vivante, de l'écriture à la lecture.</p> <p>10.30 Le jour du Seigneur.</p> <p>11.00 Messe célébrée avec la paroisse Notre-Dame de la Résurrection, Le Chesnay (Yvelines) à l'intention des sourds et des malentendants.</p> <p>12.00 Télé-foot 1.</p> <p>12.20 Jeux olympiques d'hiver : Slalom spécial messieurs en direct (2^e manche).</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starsky et Hutch.</p> <p>14.20 Hip-hop. <i>Savez-vous danser le smug ?</i></p> <p>14.35 Champions. Variétés et divertissement, sports : les Jeux olympiques de Sarajevo ; (hockey sur glace), cyclisme, tir, etc.</p> <p>17.30 Série : Franck, chasseur de fautes.</p> <p>18.30 Jeux olympiques d'hiver Patinage artistique (exhibitions).</p> <p>19.30 Les animaux du monde : Deuxième Festival international du film animalier.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : la Poudre d'escampette. Film français de Philippe de Broca (1971), avec M. Jobert, M. Picoali, M. York. En 1942, la femme d'un consul suisse faux jeton s'enfuit en jeep, dans le désert de Libye, avec un Français et un officier britannique. Façon pour Jean-Loup Dabadie et Philippe de Broca de mettre en boîte les aventures guerrières d'un <i>top pour Tobrouk</i>. Mais, au-delà de l'esprit parodique, apparaît une comédie sentimentale et nostalgique sur l'amitié et l'amour. — J. S.</p> <p>22.35 Sports dimanche. Jeux olympiques (en direct de Sarajevo).</p> <p>23.30 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Les rendez-vous d'Annick.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 La croisière des chansons.</p> <p>14.00 Téléfilm : Faux départ. <i>Un monteur de ski du Colorado souhaite devenir un professionnel, mais son entourage le décourage. De son côté, Jesse n'hésite pas, chausse les skis mais perd sa femme...</i></p> <p>15.35 Série : Désirs de femmes. Plaisirs d'amour (diff. le 17 fév.)</p> <p>18.30 C'est arrivé à Hollywood. Marilyn Monroe, Jane Russell...</p> <p>18.50 Nous sommes tous des collectionneurs : les éventails, les dentelles et les miniatures. Une rediffusion.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Variétés, bricolage, dessin animé, info-magazine.</p> <p>17.45 Ordinal 1. Magazine de l'informatique.</p> <p>18.00 Candide caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Heu-veux Fernand Reynaud.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Ça commence à Vera-Cruz. Film américain de Don Siegel (1948), avec R. Mitchum, J. Greer. Film policier type de la production série B de la RKO. Budget modeste, action qui file à toute allure en faisant fi, parfois, de la vraisemblance. Qui importe. Don Siegel, alors réalisateur presque débutant, a du punch et de l'humour. Et Mitchum, avec son regard ambigu, rassemble à un personnage de Raymond Chandler. — J. S.</p> <p>21.55 Etroiles et toilettes. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouanda. « A mort l'arbitre », interview de M. Serrault ; « Wild style », interview de Ch. Amearne ; « le Léopard noir », film japonais de K. Fukasaku.</p> <p>22.50 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Les rendez-vous d'Annick.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Portes ouvertes : Magazine des handicapés.</p> <p>14.00 Série : Amicalement vôtre.</p> <p>14.50 Saturday blues, le blues du samedi soir. Aux sources du blues rural et urbain, une émission « feeling » avec la voix distante de Marguerite Yourcenar. Une rediffusion inespérée, un reportage superbe.</p> <p>16.20 C'est arrivé à Hollywood. Les séducteurs.</p> <p>16.40 La rosière et sa cousine. Les mist, les reines.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Variétés, informations, bricolage. Candide caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo primaires.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Les petits tristes.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.35 Les mardis de l'information : Plans serrés. Magazine de la rédaction proposé par A. Douvert. Cinq reportages : « Le Liban sur le vif » ; « Ghana, révolution en 3 » de Ph. Jamain et G. Bernard ; la situation d'un pays d'Afrique après le coup d'État du 31 décembre 1981 avec une interview de Jerry Rawlings, disciple de Frantz Fanon ; « Qui sont les millionnaires devenus ? », de E. Calmel, C. Kimmelin et Ph. Leroux ; « Miami, autopsie d'une ville », de J. Bertolino et Tony Comiti ; cité pour milliardaires ou enfer pour drogués ? « Radio Rebelle en Afghanistan », de A. Guillot et B. Badiche.</p> <p>21.35 Théâtre : les Amis de Monsieur Gazon. De Simon et Pierre Pradins, mise en scène P. Pradins, réal. J. Hubert, avec J.-P. Darroussin, C. Frot, T. Gimenez. Un propriétaire stéréotypé, un cadre parvenu, une épouse maniérée, un ami douteux, réunis par un beau dimanche enssoleillé autour d'affaires équivoques : une satire.</p> <p>23.15 Journal.</p>
ANTENNE 2	<p>7.55 Jeux olympiques d'hiver : ski de fond (et à 10 h.).</p> <p>9.30 Information météo.</p> <p>9.35 Récré A 2 : Candy.</p> <p>11.00 Les chevaux du tiérot.</p> <p>11.15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Dimanche Martin (suite). Si tu bonna mémoire ; 14.30 Série : Magnum ; 15.20 : L'école des filles ; 16.05 : Dessin animé ; 16.25 : Théâtre dansant.</p> <p>17.05 Faillite : Papa Poule.</p> <p>18.05 Dimanche magazine. Au sommaire : Richard Caramanolis, boxeur ; du ciment dans les gants.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Jeu : La chasse aux trésors. A Hongkong.</p> <p>21.50 Document : Vietnam. Série de H. de Turenne. 1967-1970 : en direct de Saigon. Cinquième épisode de l'histoire du Vietnam. De 1967 à 1970, 500 000 soldats américains empêchent le Sud-Vietnam de basculer dans le camp communiste. Cette zone connaît ainsi un cataclysme démographique sans précédent : 7 millions de Vietnamiens quittent la campagne et se réfugient dans les villes. Des témoignages de généraux, d'anciens ministres, de « marines » ou de soldats vietnamiens... Un gros travail, controversé.</p> <p>22.45 Magazine : Désirs des arts. De P. Daix. Un sculpteur nommé Picasso. Un aspect moins connu du génie de Picasso : l'œuvre sculpturale commentée par Werner Spies, organisateur de l'exposition Picasso à Düsseldorf.</p> <p>23.15 Journal.</p>	<p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>13.35 Faillite : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série Têtes brûlées. Cette semaine sur A 2.</p> <p>16.00 Reprise : Apostrophes. Albums de famille (diff. le 17 février).</p> <p>17.10 La télévision des téléspectateurs.</p> <p>17.40 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Bouvard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 La grande échiquerie. Émission de J. Chausse. <i>Autour de Michel Legrand et de son orchestre. Serge Reggiani, la nostalgie, Claude Nougaro de Toulouse, le rigolo Salvador, Dicky Gillespie, la plus grande trompette « bop », Ivry Gilis, le violon tzigane... La chancellerie mensuelle au grand complet.</i></p> <p>23.15 Journal.</p>	<p>10.30 Antipa.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>13.35 Faillite : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Têtes brûlées.</p> <p>15.45 Reprise : La chasse aux trésors. A Hongkong (diffusé le 19 février).</p> <p>16.45 Entre vous, de L. Bélot. Un centre de réinsertion sociale pour adultes.</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Bouvard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord. (INC).</p> <p>20.40 Cinéma : Au nom du pape roi. Film italien de Luigi Magni (1977), avec N. Manfredi, D. Mattioli. En 1867, Garibaldi s'avance vers Rome où gronde un soulèvement populaire. Double menace pour le pouvoir temporel du pape et ses États d'alors : il faut bien connaître l'histoire de l'unité italienne pour saisir le contexte politique de cette comédie. Mais on comprend sans peine le conflit psychologique de Mino Manfredi (dont la composition domine le film), évêque et juge au tribunal pénal, découvrant brusquement qu'il a un fils, révolutionnaire risquant la peine de mort. — J. S.</p> <p>22.25 Magazine : Lire c'est vivre. De P. Dumayet, réal. R. Coste. « Ma vie » (récit d'un provincial), une nouvelle de Tchékhov. (Lire page VII.)</p> <p>23.20 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>10.00 Images de... Magazine de l'ADRI.</p> <p>10.30 Musique.</p> <p>16.00 Spectacle 3 : le Gardien. Pièce de H. Pinter, adapt. E. Kabane, enregistrée à Toulouse au Théâtre Daniel-Sorano, mise en scène R. Jérôme, réal. Y.-A. Hubert, avec J. Dufillo, G. Claisse et A. Fourès. Pièce du dramaturge anglais, créée en 1960 à Londres, et montée en France en 1969 au Théâtre moderne. Trois personnages : Davies, un clochard sans âge, agressif ; Mick, vaguement voyou, et Aston, qui porte en lui les séquelles d'un séjour en hôpital psychiatrique. Un univers comique et terrifiant fait de sous-entendus, de mal-entendus ou de pas entendus du tout. Entre Sirlindberg et Beckett.</p> <p>18.20 Émissions pour la jeunesse.</p> <p>19.40 RFO Hebdo.</p> <p>20.00 François Rock.</p> <p>20.35 Un pays, une musique, ou la mémoire des peuples francophones : Le Québec. Émission de Claude Fléouter. Réal. R. Mantoulis. Les musiques, les bruits se sont glissés dans la vie quotidienne, ont vibré aux émois d'une société en mouvement. Pour les six millions de Canadiens parlant français, la chanson québécoise est devenue une sorte de carte d'identité. Un reportage à la manière de Claude Fléouter, images sensibles, feeling, impressionnisme.</p> <p>21.25 Aspect du court métrage français. La rose et le réséda, d'A. Michel ; Peine perdue, d'A. Massonneau ; Le Taxi jaune, de J.-F. Garsi.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma : Lame de fond. (Aspects du « film noir ».) Film américain de Vincente Minnelli (1946), avec K. Hepburn, R. Taylor, R. Mitchum (v.o. sous-titrée. N.). Étrange drame psychologique proche, par certains côtés, des films de Hitchcock. Après un mariage d'amour, Katherine Hepburn éprouve plus que l'ombre d'un doute sur les rapports de son mari avec un frère disparu. Une atmosphère de mensonge et d'angoisse s'épaissit autour d'elle. Deux hommes commandent sa vie et les apparences sont trompeuses. Ce film relève plutôt de la « série blème » que de la « série noire ». — J. S.</p> <p>0.20 Prélude à la nuit. Allegro de Fiocco, J. Manzoni, violon, E. Pitti, piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>18.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La minute nécessaire de M. Cyclopoëde. Admirez le charme de pommes de terre.</p> <p>20.35 Cinéma : L'enfant sauvage. Cycle François Truffaut : film français de François Truffaut (1969), avec J.-P. Cargol, F. Truffaut (N.). L'histoire vraie d'un enfant sourd, réduit à l'état de bête, trouvé en 1788 par des paysans dans une forêt de l'Aveyron, envoyé dans un institut à Paris et confié à la garde d'un jeune médecin, le docteur Itard, qui réussit à en faire un être humain. Truffaut joue lui-même le rôle d'Itard, dont le rapport sur « Victor de l'Aveyron » a inspiré le scénario. Une mise en scène rigoureuse et pudique raconte la lente sauvegarde, la patiente éducation de l'enfant-bête renéissant à une vie presque normale, à une relation au monde des hommes. Le petit génie, porteur de Truffaut, est admirablement dirigé. Il y a, dans cette belle œuvre cinématographique, autant d'amour altruiste que d'honnêteté intellectuelle et morale. — J. S.</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.20 Thalassa, magazine de la mer de G. Péroud. Trois mûts pour une école, un reportage de L. Blanchet.</p> <p>23.05 Avec le temps : Marcèle. Émission de Météo Grégoire. Que sont devenus ceux ou celles qui il y a dix ans appelaient Météo Grégoire à RTL, sous le poids du désespoir — mort d'enfant, chômage, abandon du mari, ils parlent, le visage caché, face à Météo.</p> <p>23.10 Parole de régions. Cette semaine FR3 Nord-Picardie, Pas-de-Calais décline ses ambitions, ses projets, ses forces, ses faiblesses.</p> <p>23.20 Prélude à la nuit. Suite populaire espagnole de M. de Falla, par R. Benedetti au violoncelle et N. Wayser au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La minute nécessaire de M. Cyclopoëde. Évitez de sombrer dans l'antiquité primaire.</p> <p>20.35 Cinéma : Atout cœur à Tokio pour OSS 117. Film français de Michel Boisrond (1966), avec F. Stafford, M. Vlado. Espionnage et péril jaune. On connaît la musique. Le réalisateur, la jase sans conviction. Le personnage inventé par Jean Bruce a le charme viril de Frédéric Stafford.</p> <p>22.15 Journal.</p> <p>22.35 Avec le temps : Patricia. Émission de Météo Grégoire.</p> <p>22.45 Parole de régions. FR 3 Nord-Picardie-Pas-de-Calais.</p> <p>22.55 Prélude à la nuit. Suite française en sol mineur, de J.-B. Lully, par l'Orchestre de chambre J.-F. Paillard.</p>
PÉRIPHÉRIE	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, le Silence, film de C. Pinoteau ; 21 h 45, Édition spéciale RTL - Le Monde ; 22 h 10, Portrait d'artiste : G. Schneider, peintre ; 22 h 40, RTL, théâtre. T.M.C., 20 h, Variétés : Un pou, beaucoup, passionnément ; 20 h 35, Sports. R.T.B., 20 h 15, A qui le gant ? 21 h 40, Deux amies d'enfance, téléfilm de N. Compañez. T.S.B., 20 h, Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir ; 20 h 50, Dis-moi ce que tu lis ; 21 h 45, Cadences : ségrie pour danseurs ; 22 h 20, Studio olympique (résumé du jour). 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Série : L'homme de Suez ; 21 h, les Parapluies de Cherbourg, film de J. Demy ; 22 h 40, Entre amis. T.M.C., 19 h 35, Série : Dallas ; 20 h 40, Scotland Yard joue et gagne, film de G. Thomas ; 22 h 20, Vidéosolo. R.T.B., 20 h, Écran-témoignage : Une femme sous influence, film de J. Casavetes. R.T.B. TÉLÉ 2, 20 h, Seniorama ; 20 h 30, Soirée dialectale : récital Guy Cabay ; 21 h 40, Théâtre wallon. T.S.R., 20 h 10, Spécial cinéma ; 23 h 5, L'antenne est à vous. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Chips ; 21 h, la Sancton, film de C. Eastwood. T.M.C., 19 h 35, Feuilleton : Graines d'ortie ; 20 h 40, le Refuge de la dernière chance, film de R. Day ; 22 h 20, Entr' amis. R.T.B., 20 h 5, Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir ; 21 h, Vidéogram ; 21 h 50, Écritures (magazine du livre) ; 22 h 50, Présentation de l'opéra, le Trouvère, de Verdi ; 23 h 15, Tribune économique et sociale. R.T.B. TÉLÉ 2, 20 h, Point de la nuit ; 21 h, Hommage à J. Weismüller : Taran trouble un fils, film de R. Thury. T.S.R., 20 h 5, La chasse aux trésors (à Malte) ; 21 h 15, Yasoumani, de la rivière du Miel (Indiens d'Amazonie) ; 22 h 25, Un clochard.



Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or note.

Mardi 21 février

Mercredi 22 février	Jeudi 23 février	Vendredi 24 février	
<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.35 Un métier pour demain. Professeur d'enseignement technique théorique.</p> <p>13.50 Vitamine. Un patchwork de petits sujets : des voitures miniatures aux corbeaux, des dessins animés aux jeux vidéo.</p> <p>16.40 Jouer le jeu de la santé.</p> <p>16.45 Temps X : le Prisonnier.</p> <p>17.40 Les infos.</p> <p>17.55 Jack spot.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variéscope.</p> <p>18.55 7 h moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Les petits drôles.</p> <p>19.53 Tactac.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Tirage du loto.</p> <p>20.35 Série : Dallas. La réception du mariage de J.R. et de Sue Ellen dégénère. Bobby et le cartel pétrolier suspectent J.R. de vendre du pétrole à une nation contre laquelle a été décrété un embargo. Encore l'Internationale.</p> <p>21.25 Documentaire : Les Masais. Film de J.-C. Luyet et J.-N. Levaton. Aux frontières du Kenya et de la Tanzanie, 200 000 guerriers et gardiens du plus grand troupeau du monde vivent au rythme des traditions ancestrales. Un peuple appelé les Masais, remontant à 3 000 ans avant Jésus-Christ, mélange de peuplades venues du sud du Soudan (les Nilotes) et d'Éthiopiens des hauts plateaux (les Cuschites).</p> <p>22.55 Journal.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Objectif santé : Apprendre à tout âge.</p> <p>14.00 Série : Le Soleil se lève à l'Est.</p> <p>14.50 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Autour de l'horlogerie.</p> <p>15.30 Quarté en direct de Vincennes.</p> <p>16.35 Images d'histoire d'hier : l'aviation de chasse au cours de la guerre 1914-1918.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Variétés, dessins animés, information.</p> <p>18.00 Candide caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : Les petits drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Feuilletton : La chambre des dames. D'après le roman de Jeanne Bourin, adapt. F. Verrey, réal. Y. André, avec N. Janet, M. Lejeune, N. Silberg. Dernier épisode. Les enfants de Bertrand et de Laudine ont grandi. Le roi Louis est mort et sa famille décimée. Thomas, de retour de croisade, avoue son amour pour Aude. Fin heureuse pour les amoureux, catastrophe pour les anciens. Un feuilleton soigné qui ne laissera pas un souvenir impérissable.</p> <p>21.30 Spectacle du groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris. En direct du théâtre Daniel-Sorano de Dakar, réalisation P. Cavasillas. Soirée en deux parties : d'abord deux reportages sur les danses traditionnelles d'un village sénégalais et sur un ballet dansé par le groupe africain Tcheca. Ensuite, une chorégraphie signée Carolyn Carlson. Entracte au cours duquel Pierre Dumayet animera un débat sur l'influence de l'exotisme et des danses traditionnelles dans les chorégraphies européennes.</p> <p>00.05 Journal.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Série : Le Soleil se lève à l'Est.</p> <p>14.40 Temps libre.</p> <p>15.30 Destination... France. L'île de la Réunion.</p> <p>17.05 Croque-vacances. Dessins animés, bricolage.</p> <p>18.00 Candide caméra.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Hui-roux, avec F. Raynaud.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Salut les Mickey. une émission de variétés de C. Izard. Autour de Michel Jonasz, Alex Métayer, Roland Giraud et l'équipe du Splendid, Douchka... Des dessins animés Walt Disney.</p> <p>21.50 Série : Frédéric Pottecher. Premier grand procès. Émission de D. Costelle. (Lire page VII.)</p> <p>22.45 Branchés-musique : 22. v'la le rock. Spécial Genesis, un groupe créé en 1969, et son chanteur Peter Gabriel.</p> <p>23.30 Journal et cinq jours en Bourse.</p>	<p>TELÉVISION FRANÇAISE</p> <p>1</p>
<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12.45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilletton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Les carnets de l'aventure. « Expédition Amazonie », de A.W. Stevens.</p> <p>14.25 Dessins animés.</p> <p>15.00 Récré A 2. Papivole, Pic Pic Pic. Les petites castilles, les Schtroumpfs...</p> <p>17.30 Pétite 45. Avec Pretenders, Etienne Dako, Huey Lewis, Scorpions, Sigma Fay.</p> <p>18.00 Spécial Grace Jones. La « Déesse nocturne et secrète de Manhattan » chante une dizaine de ses tubes. Style érotico-disco.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Téléfilm : Feits divers. Une femme jalouse, de M.-F. Hans, réal. P. Kassovitz. Une Lolita (Fasciale Rocard) s'éprend follement d'un beau quinquagénaire (Michel Duchaussoy), le séduit, et lui fait mener une vie impossible. Amour et mort. Sur fond de musique douce et d'intérieur coquet, un petit drame bourgeois inspiré d'un fait divers, correctement mis en scène, mais hélas ponctué d'un détournement totalement invraisemblable. — M.G.</p> <p>21.40 Document : Vive la crise ! Une émission de Pascale Bregnot. Avec le collab. de B. Bouthier. Scénario J.-C. Guillebaud, à partir du « Pari français » de Michel Albert. Raconté par Yves Montand. (Lire notre article page VII.)</p> <p>23.10 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilletton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie. Avec Gilles Vigier.</p> <p>14.55 Téléfilm : La shérif et l'orphelin. Réal. R.T. Herffon. Les aventures rocambolesques d'un ex-shérif en quête d'ar...</p> <p>16.80 Magazine : Un temps pour tout. De M. Cars et A. Valoni.</p> <p>17.45 Récré A 2. Lulu et Lirili, Albatour, Téléchat...</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.16 Émissions régionales.</p> <p>19.35 Expression directe : La CGC (Confédération générale des cadres) et CNMCCA (Confédération nationale de la mutualité, de la Coopération et du Crédit agricole).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Feuilletton : le Testament. de J. N. Shute, réal. D. Stevens. Avec J. Pagan, N. Strachan... Deuxième épisode. Une jeune et riche héritière raconte à son avocat les péripéties de son odyssée en Malaisie où elle fut prisonnière des Japonais. Contrainte à une marche forcée de 600 kilomètres, elle revêt le visage d'un jeune prisonnier australien...</p> <p>21.30 Document : Les Immémoriaux. Réal. L. Segarra. D'après des textes de V. Segarra. Un documentaire sur les Maori, appelés par le poète Victor Segalen les Immémoriaux pour leur parfaite entente avec le surmuret et leurs dieux. Un document à mi-chemin entre la fiction et le reportage, un texte somptueux extrait du livre de Segalen. Malgré quelques excès illustratifs, les Immémoriaux comporte de grands moments d'intensité. — M.G.</p> <p>22.40 Sports : Hockey sur glace. Tournoi post-olympique de Bercy.</p> <p>23.15 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilletton : Les Amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Têtes brûlées.</p> <p>16.45 Répète : « Mol... je », (diff. le 15 février).</p> <p>16.40 Documentaire : le Rwanda.</p> <p>16.56 Itinéraires. Une exemplaire garderie d'enfants en Casamance, province au sud du Sénégal récemment secourue par des troubles, isolée par sa situation géographique. Qui s'occupera des enfants ? La population, aidée par les autorités sénégalaises et l'UNICEF, a décidé de construire, elle-même, une garderie. Un film d'une qualité esthétique remarquable. — C.B.</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : Guérilla ou les démasques de la guerre. De J. Sempin, R. Azcona, E. Chamorro, réal. M. Camus. Quatrième épisode. La guerre s'intensifie. El Empecinado n'a pas renoncé à délivrer l'Espagne de Napoléon. Les cadavres pourrissent dans les rues.</p> <p>21.30 Apostrophe. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « A la recherche du bonheur », sont invités : M. Déon (le vous écrit d'Italie), G. Guitard-Auviste (Char-donne, ou l'incandescence sous le givre), E. Jacquet (les Contretemps), J. Joubert (le Léopard grec) G. Marquet (les Années vermeil), A. Still (les Quartiers d'été).</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>22.50 Ciné-club : Le Dibbouk. Film polonais de Michael Waszynski (1938), avec A. Morcwski, R. Samberg (v.o. sous-titré N.). Prédétermination de deux enfants, à la suite d'un pacte familial, l'âme d'un mort revenant « habiter » le jeune fille qu'il aime. Il a fallu plus de quarante ans pour qu'arrive en France la version intégrale de ce film étonnant, bouleversant, inspiré d'une très grande pièce de théâtre juif polonaise, interprété, en langue yiddish, par les comédiens d'une troupe de Vienne. Réalisé juste avant la guerre, il avait survécu par une sorte de miracle. Le Dibbouk, conte fantastique et métaphysique, est aussi un document sur les mœurs et le culte des communautés juives de Pologne, que les nazis s'achemèrent à détruire. — J.S.</p>	<p>ANTENNE</p> <p>2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.33 La minute nécessaire de M. Cyclopède. Enterrons Jeanne-d'Arc à La Garenne-Colombes.</p> <p>20.35 Variétés : Cadence 3 (suite à 21.35). Émission de Guy Lux. Première partie avec le gagnant de la semaine précédente. Avec J. Cluff, J. Manson, H. Christiani. Deuxième partie avec Hervé Vilard.</p> <p>21.15 Journal.</p> <p>22.05 Mystère : Charlotte de Castets-en-Dorthe ou Myr et Myroska. De R. Bousinot et J. Drimal. L'histoire affective et professionnelle d'un couple de prestidigitateurs. Myr et Myroska racontent leur numéro de voyage, leurs rencontres de Chevalier à Misinguett. La réalisation est d'une rare platitude et le fameux mystère de Myr et Myroska reste intact.</p> <p>22.55 Avec le temps : Vica. Émission de Méné Grégoire.</p> <p>23.05 Parole de régions. FR 3 Nord-Picardie - Pas-de-Calais.</p> <p>23.15 Prélude à la nuit. Harmonies du soir, de F. Liszt, par D. Gourdon au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.33 La minute nécessaire de M. Cyclopède : Sachons planter les choux.</p> <p>20.35 Téléfilm : les Flançais du Rhône. De S. Saada, réal. C. Ouhalla-Girard, avec D. Herceod, P. Bardet, D. Varda, C. Bouillet. Acheter un petit bateau et suivre le cours du Rhône en compagnie de celle que l'on aime. C'est le rêve d'un jeune homme, qu'il réalise. A mi-chemin entre la rêverie et la réalité.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.40 Avec le temps : Nadine. Émission de Méné Grégoire.</p> <p>22.45 Parole de régions. FR 3 Nord-Picardie - Pas-de-Calais.</p> <p>22.55 Prélude à la nuit. Concert UNESCO : concerto pour clavier et cordes n° 1 en ré mineur de J.-S. Bach, par l'Ensemble de Landres Guildhall String, avec H. Dreyfus au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.00 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord, émission de l'INC.</p> <p>20.33 La minute nécessaire de M. Cyclopède : Commémorons l'importé que.</p> <p>20.35 Vendredi, Grand public : dactylo-rock... ou bonjour la vie de bureau. Magazine d'information d'A. Campana. Une enquête de M. Fitzbin avec J. Bayle. En direct de la tour Azur de la Défense. Trente-huit étages, avec dix-huit ascenseurs et... deux mille femmes. Bruite, chuchotements, rumeurs. L'équipe de « Vendredi Grand Public » a rencontré des « tris » parisiens, des dactylos, des cadres, des hommes d'affaires. Questions sur l'information, les assurances. Avec Bernard Catholeo, directeur du Centre de communication avancée du groupe Heves, un homme politique surprise, des variétés avec Yves Simon, Richard Cocciante, les groupes Regrets et Rocking Rebel.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>22.55 Avec le temps : Ginette. Émission de Méné Grégoire.</p> <p>23.00 Parole de régions. FR 3 Nord - Picardie - Pas-de-Calais.</p> <p>23.10 Prélude à la nuit. « Il vitalino roddopiato », de W. Henze, interprété par l'Orchestre philharmonique de Westdeutscherfunk, G. Kremer au violon.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS</p> <p>3</p>
<p>● R.T.L., 20 h, Le souffle de la guerre ; 21 h, Peyrol, le boucaier, film de T. Young ; 22 h 50, Essai automobile.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Feuilletton : Secret diplomatique ; 20 h 40, le Rapace, film de J. Giovanni (avec Lino Ventura).</p> <p>● R.T.B., 20 h, Risquons tout ; 21 h 5, Feuilletton : le Parrain ; 22 h, Fol-Hore : carnaval à Malmody ; 23 h 5, Un astre regard.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h, Sports.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, A bon commandeur ; 21 h 10, Tété Scope (magazine de la science) ; 21 h 45, Rock et belles oreilles.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, La croisière s'amuse ; 21 h, Dallas ; 22 h, R.T.L.-Plus : Henri de Turême et l'histoire du Vietnam.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Série : Quelques hommes de bonne volonté ; 20 h 40, Whisky, vodka et japon de fer, film de R. Thomas ; 22 h 15, Chrono, magazine automobile.</p> <p>● R.T.B., 20 h, Autant savoir ; 20 h 30, Ces gars qui viennent du Brésil, film de F. J. Schaffner ; 22 h 30, Carrousel aux images ; 23 h 30, Émission politique.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h 5, Série historique : Boula Matari ; 21 h 15, Concert : 7 Symphonies de Beethoven, par l'Orchestre mondial des jeunes musicales ; 22 h, Clap.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, Temps présent ; 21 h 10, Feuilletton : Dynastie ; 22 h 15, Ski alpin ; 22 h 25, Parti sans laisser d'adresse, film de J. Veru.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Starsky et Hutch ; 21 h, Dynastie ; 22 h, Drive in : US Festival ; 23 h 30, Goodnight vidéos.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Feuilletton : Dynastie ; 20 h 40, Les moyens du bord, film de B. Toublas-Mielbeil ; 22 h 15, Variétés : Club 06.</p> <p>● R.T.B., 20 h, A suivre ; 21 h 5, Dernière séance : Chan is missing, film de W. Wang.</p> <p>● R.T.B. TELE 2, 20 h, le Trouvère, opéra de Verdi.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, Tell Quel ; 20 h 35, Sauvez la Néphise ; 22 h 20, Les maîtres de la photographie (Jacques-Henri Larigues) ; 23 h 10, Carole King.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>



هكذا من الأصل

Désert d'en haut

Nous avons dormi sur les plateaux de l'Atlas marocain, à l'ombre du M'Goun.

LE jour se lève. Du fond de mon duvet, j'entends le bruit de la Tessaout qui serpente au milieu de l'herbe verte comme un ruisseau normand. Youssef, le cuisinier, s'affaire déjà autour du feu qu'il alimente de brindilles sèches ramassées autour du campement. Les muletiers quittent les creux de rochers où ils s'étaient abrités pour la nuit. Mes « touristes » se réveillent eux aussi, peu à peu. Même en plein été, le sac de couchage peut se recouvrir de gelée blanche — nous sommes à 2 800 mètres — et certains avaient préféré monter la tente. Tout le monde se regroupe bientôt autour d'un thé brûlant. Le temps d'engloutir un pot de confiture de figues, de rassembler les matelas et les tentes, et le soleil est déjà haut. Les mulets se laissent patiemment charger de tous nos bagages, et nous repartons pour une troisième journée de randonnée sur ce chemin que j'ai si souvent parcouru mais dont je ne me lasse pas.

Nous avons dormi sur le plateau de Tarkeddid, à l'ombre du M'Goun dans l'Atlas marocain, 4 068 mètres, le plus haut sommet de la région. Nous commençons par monter un peu dans la rocaille couverte de buissons épineux. Un peu plus loin, des bergers ont installé leur campement dans un abri sous roche, dissimulé par des murs de pierre sèche. Ils viennent des villages de la haute vallée de la Tessaout. Tout le monde vit là pour l'été, des familles entières, avec leurs troupeaux, leurs volailles et leurs chiens qui viennent vers nous en grondant. Mais il suffit de faire semblant de leur lancer un caillou pour les calmer. Derrière nous, Youssef marchera un mouton. Trop cher, au début. Notre passage a fait monter le prix. Mais ils finissent par se mettre d'accord. Demain, couscous ou tajine en perspective.

Un répertoire de vendettas

Nous faisons un détour pour voir les gorges de la Tessaout par le bord supérieur de la falaise. Au fond d'un canyon coule, minuscule, notre rivière de ce matin. Puis le chemin quitte le plateau. Par une vire très large, il débouche sur un pierris. La descente est rapide. Les muletiers, qui nous ont rattrapés pendant notre détour, font passer les mules une à une dans un étroit goulet abrupt et vaguement aménagé. Ils s'y mettront à plusieurs pour soutenir les charges. Les accidents sont rares quand les muletiers ont l'œil. Pourtant, une jeune mule étourdie à un jour dévalé la pente sous mes yeux. Après plusieurs cabrioles dans un grand tintamarre de casseroles, elle s'est arrêtée, éfrayée mais sans mal.

Après quatre heures de marche, nous faisons l'étape de midi à la sortie des gorges, 800 mètres plus bas que ce matin. Le bruit du torrent remplit la vallée. L'eau est toujours aussi claire et aussi froide, mais le soleil nous sèche vite. L'ombre d'un genévrier thurifère est la bienvenue pendant le repas. Laissons passer l'heure chaude, nous repartons pour une petite étape d'après-midi de deux heures, avant de nous installer pour la nuit.

Nous traversons les villages de terre rouge que nous avions aperçus ce matin, entourés du vert cru des champs d'orge qu'un ingénieux système de canaux rudimentaires vient irriguer. On dirait souvent des fortresses, souvenir pas si lointain du temps où tous les conflits se réglaient par la force. Car l'histoire du Haut Atlas n'est qu'un répertoire de vendettas entre villages, tribus,



L'un des visages les plus beaux, les plus vrais du Maroc.

pour des querelles d'eau, de pâturage ou de famille. Ces disputes intestines profiteront à certains notables qui agrandissent leur territoire et leur pouvoir personnel là où l'autorité du sultan faisait défaut. A part cela, peu d'événements marquants dans cette montagne tranquille, si ce n'est, au XII^e siècle, la retraite dans la vallée du N'Fis d'Ibn Toumert, le réformateur. Son successeur, Abd El Mounen, chassa les Almoravides de Marrakech et fonda la dynastie des Almohades.

Les habitants de ces villages sont moins belliqueux de nos jours, ils ont même l'invitation facile, et plusieurs fois, au cours du voyage, nous serons priés d'entrer dans une maison et de boire les trois verres de thé que veut l'usage.

Nous continuerons notre marche encore plusieurs jours avant de retrouver Marrakech.

Bab Jdid. Les remparts dorés de la vieille ville se détachent sur fond de montagnes enneigées. Coucher de soleil de carte postale. Mais, parmi les

milliers de touristes qui traversent Marrakech chaque année, combien ont eu la curiosité d'aller les voir d'un peu plus près, ces montagnes ? C'est pourtant là, dans cet Atlas si proche, que, par temps clair, on le croirait aux portes de la ville, que se cache l'un des visages les plus beaux, les plus vrais du Maroc.

Sur 700 kilomètres, de l'Atlantique à Midelt au nord-est, le Haut Atlas étire une barrière de 3 000 à 4 000 mètres de hauteur. Trois régions la composent, occidentale, centrale et orientale, dont deux sont accessibles facilement depuis Marrakech. Le massif occidental est celui que l'on voit depuis la ville. Ses vallées profondes, ses hauts sommets découpés en pics et clochetons — dont le Toubkal, 4 167 mètres, point culminant d'Afrique du Nord — lui donnent un aspect plus alpin que le Haut Atlas central. Celui-ci, plus massif, plus épais, fait de hauts plateaux et de crêtes arrondies, est entaillé profondément de gorges et de canyons.

Cette barrière retient l'humidité des vents d'ouest et du nord. La neige peut tomber à partir de 1 500 mètres dès novembre et jusqu'en mai, avec beaucoup d'irrégularité. Selon les années, les hauteurs de neige peuvent être importantes et le printemps fait de ce massif un véritable château d'eau. Malgré l'altitude et en dehors des périodes de forte chute de neige, c'est une montagne facile d'accès jusqu'en ses sommets. C'est le terrain de prédilection de la randonnée.

Dans le massif du Toubkal, il existe une infrastructure déjà ancienne — quatre refuges gardés, construits par le CAF-Moroc à l'époque du protectorat. Ici, le tourisme de randonnée n'est pas une nouveauté. Premier guide imprimé en 1938. Imilil, 1 740 mètres, à 70 kilomètres de Marrakech, est le point de départ le plus approprié. Près du refuge du CAF, on peut consulter la liste des guides, et les tarifs de location de mulets sont affichés. Donc, pas ou peu de surprises. Bien sûr, la dimension des

chouari (sacs de mulets) s'amenuise au fil des ans. Et, pour peu que vous soyez assez chargés, vous partirez sûrement avec plus de mules que nécessaire. Mais les muletiers vous paieront en retour de leur bonne humeur, toujours prêts à chanter dans les montées quand tout le monde s'essouffle.

La grande classique, c'est l'ascension du Toubkal. Un beau chemin conduit au refuge Neltner à 3 207 mètres, en quatre heures et demie de marche. De là, trois autres heures suffisent pour atteindre le sommet, d'où l'on domine les cimes avoisinantes, la plaine de Marrakech, le Sud...

Mais de nombreux autres itinéraires sont possibles au départ d'Imilil ou d'ailleurs. On peut par exemple partir de la vallée de l'Ourika pour monter sur le plateau du Yagour, magnifique en mai et juin lorsqu'il est recouvert de fleurs, et voir au passage de très belles gravures rupestres sur des dalles de grès. Ou bien, à l'ouest du Toubkal, traverser le plateau du Tichka, superbe et très peu fréquenté, pour rejoindre Tarroudant.

Quant à ceux qui ne veulent pas à tout prix « faire un 4 000 » mais qui ont simplement envie de marcher, le Haut Atlas central leur offre de très nombreuses possibilités. Il faut s'éloigner davantage de Marrakech, cinq heures de route par Azilal dont deux de très mauvaise piste, mais c'est pourtant la région la plus visitée après le Toubkal. Le point de départ habituel est la vallée des Ait Bougmez, plus précisément les villages qui entourent le centre administratif de Tabant. Bien que fréquentée, la vallée ne possède pas pour le moment d'infrastructure d'accueil. Les maisons berbères sont grandes et belles et cela suffisait dans un premier temps. Un gîte d'étape, construit en terre comme les maisons locales, mais pourvu d'un tout petit peu plus de confort, s'ouvrira très prochainement. Les communes locales ont elles-mêmes le projet de

construire une série de refuges à Tabant et en altitude.

Les sites de cette région sont spectaculaires, comme les grands canyons du M'Goun, de la Tessaout et de Taghia. L'espace y est illimité, rythmé de grands mouvements de crêtes et de falaises qui se répètent à l'infini. C'est aussi le pays des plus belles architectures de montagne, des vallées verdoyantes et des myriades centenaires.

Toutes ces randonnées sont à entreprendre de préférence entre avril et octobre. Mais, si vous venez à Marrakech en hiver, pourquoi ne pas emmener vos skis ? La station de l'Oukaïmeden est à 80 kilomètres, une heure et demie en voiture. Des hôtels et des remontées mécaniques vous y attendent, mais le dépaysement n'y est pas. Par contre, malgré un enneigement irrégulier, le ski de randonnée est très possible dans la région du Toubkal et surtout du M'Goun, dans des conditions encore très « sauvages » puisqu'il existe peu de refuges et que tout doit être transporté à dos d'homme.

Certains voient dans cette absence d'équipement un moyen de préserver la montagne et d'en réserver la découverte à ceux qui veulent faire l'effort nécessaire. Laissons aux Marocains qui l'habitent le soin de décider s'ils veulent encourager cette forme de tourisme. De toute façon, le Haut Atlas est loin d'être envahi. La randonnée en est presque parvenue à ses débuts, mais elle a déjà suscité des vocations de guides parmi la population locale, et cela n'est pas négligeable dans une région très défavorisée économiquement.

Alors que les massifs européens sont de plus en plus fréquentés, le Haut Atlas offre, à trois heures d'aviation de Paris et à des prix très abordables, des possibilités de randonnée inépuisables et surtout le luxe, de plus en plus rare, de se sentir seul au monde, ou presque, et de rencontrer une civilisation vraiment différente.

BERNARD FABRY.

Les autres Clubs

Le Jockey Club* de Monastir en Tunisie.**

Magnifiquement situé en bordure de mer, au milieu d'une palmeraie de 10 ha, le Jockey Club de Monastir est un luxueux hôtel quatre étoiles.

LOISIRS Spectacles (cabaret, folklore...) assurés en permanence par une équipe chevronnée; night-club.

EQUITATION* Manège, promenades, dans la merveilleuse palmeraie de 10 ha.

TENNIS 5 courts dont 4 en dur et 1 en terre battue. (Éclairés)*

SPORTS NAUTIQUES Pinnache à voile, voile, ski nautique.*

* Avec participation.

2550 F en demi-pension
jusqu'au 31/3/84

2990 F à compter du 13/4/84.

Les Clubs
REPUBLIQUE TOURS
La liberté en plus

1 semaine au départ de Paris ou Lyon

1, avenue de la République
75011 Paris - tél. (1) 355.39.30

22, rue Grégoire
69002 Lyon - tél. (7) 837.72.38

Maison

Table au trapèze

La galerie Castelli, installée à deux pas des Champs-Élysées, vient de fêter son troisième anniversaire. M^{me} Claude Lévy-Soussan, PDG de Castelli-France, y présente du très beau mobilier contemporain. Elle a également lancé l'an dernier la bourse Castelli, d'un montant de 50 000 F, pour aider chaque année un jeune créateur à se perfectionner ou à acquérir des connaissances dans le domaine du meuble.

Poursuivant son effort de promotion des créations françaises, M^{me} Claude Lévy-Soussan expose actuellement une table basse de Maurice Legendre. Ce professeur de sculpture à l'École des beaux-arts de Troyes (et auteur du bas-relief de cuivre de la station La Défense du RER et d'une fontaine de pierre à Cachan) a renouvelé l'aspect des tables à piétement en métal doré.

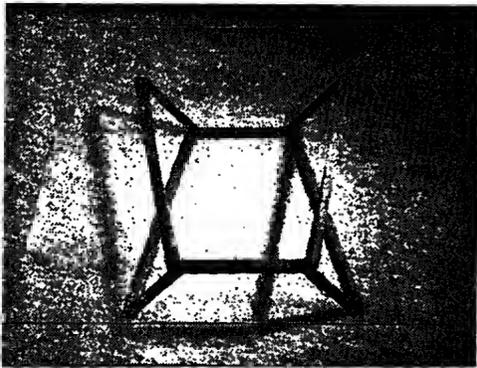


Table Legendre, éditions Castelli.

Sa table est recouverte d'une grande dalle carrée en verre clair, de 1,10 mètre de côté, qui met en valeur l'originalité d'un piétement en bois. En hêtre massif blond, c'est à la fois une sculpture et une prouesse technique de réalisation. Ses quatre montants, de section triangulaire, sont torsadés et réunis à chaque extrémité par des traverses rectilignes de même section; ils forment ainsi un trapèze inversé aux deux bases, d'une grande légèreté visuelle. Outre cette très belle table de Maurice Legendre (6 195 F), la galerie Castelli présente une table basse de Rena Dumas dont le très grand plateau carré est une alliance de granit poli et sablé, de ton gris.

JANY AUJAME.

Galerie Castelli, 22, rue de Bré, 75008 Paris. Tél. : 359-78-01.

L'eau en puzzle

LORSQU'IL s'agit de créer une salle de bains dans une maison ou un appartement anciens, les travaux peuvent être facilités avec la nouvelle solution proposée par le fabricant de céramiques Villeroy et Boch.

Sous le nom de « Connect », des meubles de rangement — dont certains servent de support aux appareils sanitaires — s'installent autour de la pièce. Ils sont montés sur une ossature en acier, fixés à la fois au sol et au mur. L'originalité de l'installation est de faire passer les conduites d'amenée et d'évacuation d'eau le long des murs (avec le minimum de travaux salissants) et de les dissimuler derrière les meubles.

Ceux-ci sont revêtus d'un placage de marbre imperméabilisé, de stratifié ou de Plexiglas opaque mat. Leur largeur de 20 cm ou 40 cm permet de

multiples combinaisons modulaires. D'une hauteur de 75 cm, ils ont 25 cm de profondeur à la base et 30 cm à la partie supérieure, donnant ainsi une allure plus légère à l'ensemble.

Les appareils sanitaires, destinés pour ce programme « Connect », sont en céramique blanche ou d'une dizaine de coloris s'harmonisant aux revêtements des meubles. Celui qui supporte le lavabo a un petit rangement, fermé par une porte, de chaque côté. Le bidet est suspendu à un meuble doté d'un tiroir au sommet. Des plaques d'angle, ou avec cavités pour le savon et les gobelets, ainsi que des bacs à fleurs, sont en même céramique que les appareils sanitaires.

J. Au.

Villeroy et Boch, 32, rue d'Hauteville, 75018 Paris.

Auto

Une lionne

BON numéro ou pas, il reste que Peugeot nous a, en un an, gâté avec ses 205, qu'elles soient de base (assez triste toutefois en finition), qu'elle soit GT avec son 1 litre 3 nerveux ou diesel avec son époustouflant 1 800 CC. Mais l'apothéose, pour ceux qui aiment l'automobile bien sûr, c'est la GTI.

On vous l'a présentée statiquement dans ces colonnes voici quinze jours. Restait à la faire rouler et bien rouler sur autoroute, route (nationales et vicinales) mais aussi sur chemins moins préparés à cette dévoreuse de bitume. C'était en Espagne où les essais continuent pour l'heure et pour les journalistes étrangers qui l'ont en main actuellement.

Il ne fait pas de doute que ceux qui ont, chez Peugeot, décidé de monter à l'assaut du bastion tenu par l'insolente VW avec sa GTI depuis 1976 avec son moteur 1,6 litre et depuis 1982 avec son 1,8 litre, ont bien choisis les moyens d'y parvenir. D'autres marques tout aussi méritantes se sont, dans l'affaire, cassé quelques dents. Là il semble que ces 205 musclées soient bien parties pour accrocher avec toute leur jeune mâchoire la route qu'occupe toujours en dépit de la concurrence le bolide de Wolfsburg. Un résultat d'autant plus remarquable qu'en Allemagne la vitesse sur autoroute n'est pas limitée, ce qui favorise tout de même la réalisation de véhicules rapides. Les constructeurs français semblent avoir bien compris le danger qu'il y avait à laisser la route libre à ce genre de voiture quand on ne les fabriquait qu'à l'étranger.

Quoi qu'il en soit notons les points forts de cette GTI à la française :

D'abord, le couple moteur. Moins pointu que sur d'autres concurrentes directes le couple (fixé à 13,7 kg) permet un

effort de traction qui s'étale, en revanche, sur une plage longue qui va avec un sommet à 4 000 tours/minute de rotation — en réalité — de 2 500 à 5 500 tours. Cela donne un rendement constant sans traduction d'une quelconque faiblesse, et une grande souplesse sans que l'on soit obligé de jouer constamment avec la boîte.

Le moteur (XU5J) ne demandait qu'à prouver ses bonnes dispositions et il le fait ici très bien, avec une injection mise au point par Bosch spécialement pour la voiture et qui comporte une coupure d'alimentation en décélération.

La tenue de route. Elle est irréprochable pour qui sait toutefois que le freinage a été accentué sur les roues arrière.

La boîte de vitesse à rapports courts. Elle grimpe la cadence au son d'un ronronnement chaud à l'oreille, sans apparition de trépas dus à des soucis d'économie étriquée.

La précision de la direction. Elle fait passer les larges roues (185/60x14) au gravier près, fidèle aux moindres sollicitations du volant. Quelques effets parasites sur mauvais revêtement se manifestent néanmoins.

La suspension. Durcie elle favorise un virage à plat sans défaut, la caisse restant à peu près stable en giro. Mais attention, comme nous vous le disions plus haut, au coup de freins dans un virage en conduite sportive qui peut faire partir la voiture tout droit dans la courbe. D'autant plus assés-



Mode

Cols blancs en pure laine

Le costume de bureau, longtemps considéré comme vêtement de travail des cols blancs, rejoint. Il rajeunit rétro : les films et les revues de mode traduisent une certaine nostalgie des années 60, à cette différence près que les améliorations techniques permettent d'allier le confort à la tenue par les mélanges de matières et l'allègement des entoilages.

Chez Brummell au Printemps, Natacha Ferdman, coordinatrice de mode, détaille ce style « néo-conformiste ». A carrure large, au corps souple, la veste décentrée est plat aux banches, légèrement écourtée. Le pantalon offre une silhouette fuselée, à pinces et poches, s'élargissant au niveau des cuisses, diminuant ensuite pour se casser en plis sur la chaussure. Vendus autour de 1350 francs, ces costumes sont coupés en belles draperies : peignés de laine et de lambswool, avec une évi-

dente recherche de qualité. Les dessins mettent en vedette les chevrons, les pieds-de-poule et les tartans, foncés ou neutres, à touches vives, avant l'entrée en scène des cotons et lins clairs à choisir en mélanges de polyester assurant la facilité d'entretien.

Le souci de qualité est confirmé par Michel Faret, qui fabrique des costumes en coton et lin dans le créneau « mode » mais aussi en mélanges pour la vie pratique, avec des noirs et blancs rehaussés de madras. Les spec-cers de ville, en coton non doublé, sont acceptés pour le soir. Mais le costume néo-classique demande une griffe internationalement connue. Ainsi Michel Faret reprend celle de Jacques Fath, disparu en 1954, dont le nom est resté public grâce aux parfums et aux cravates. Les premiers modèles sortiront à l'automne.

NATHALIE MONT-SERVAN.

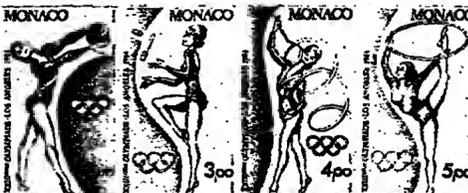
LA CHEMISE PERSONNALISÉE

Formule idéale, d'un sérieux incontestable, appliquée depuis plus de 30 ans, permet de recevoir directement, à bref délai, des chemises de haute qualité (luxe), réalisées aux mesures individuelles, dans la forme et le tissu préférés.

Grand choix de nouveautés toutes fibres. En outre, un « chemise service » assure : rénovation, retouches, etc. A. SCHNEIDER Chemise-modèles 184 rue, rue Saint-Denis, 75002 Paris Tél. : 236-80-84 (588-42-13 après 19 h) (Notice MF 842 gratuite contre 1 timbre)

Philatélie n° 183

Les timbres monégasques des Jeux olympiques



Dans la première partie du programme monégasque se trouve en tête un bloc dentelé (170 X 143 mm) avec quatre valeurs consacrées à la gymnastique rythmique et sportive, pour le XXIII^e Olympiade à Los Angeles, Californie, USA, 2 F le ballon, 3 F les massues, 4 F le ruban, 5 F le cerceau. Les maquettes sont de Hugette Sainson et les gravures d'Eugène Lacagne.

Vient ensuite deux timbres (par feuilles de 30) pour les Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo (Yougoslavie), le petit jeu de vitesse avec 2 F, position de départ de course, et 4 F, position de vitesse, d'après les dessins et gravures de Claude Haely.

Ces émissions sont prévues pour le 10 mai prochain. Impressions en taille-douce par l'Atelier de Périgueux. La suite du programme dans nos prochaines chroniques.

Jeux olympiques d'hiver pour Andorre. Le premier timbre du programme des émissions de l'année sera celui consacré aux Jeux olympiques d'hiver qui se déroulent à Sarajevo en Yougoslavie. — Vente générale le 20 février (1^{er} /84).

PRINCIPAL D'ANDORRA 2,80 F. 2,80 F. couleurs non parvenues. Format 38 X 22 mm. Maquette et gravure de René Quillivic. Tirage : 600.000. Taille-douce, Périgueux. Mise en vente anticipée : — Le 18 février, au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. — Oblitération « P.J. ». Calendrier des manifestations

o 80000 Andorre (Office culturel municipal) 19 février. — 40 anniversaire de l'opération Gatcho sur la prison d'Amiens

o 25118 Concarneau. (Palais de la Mer), 21 février. — Présentation de la maquette du bureau de poste pilote.

Un nouveau timbre poste-aérienne

Par une décision ministérielle, le premier timbre hors programme de l'année sera un 15,00 F poste-aérienne. Il représentera seul l'avion Farman S-60 Goliath, sans l'effigie de l'ingénieur français Henri Farman, né à Paris (1874-1958), étant donné qu'un timbre le représente déjà en 1971, dans la série des « personnages célèbres » (n^o 1670, 0,50 + 0,10).

Cette émission débute le renouvellement de la série postale aérienne dont les sujets évoqueront l'évolution de l'aviation civile française entre les deux guerres.

La mise en vente anticipée est prévue à Toulouse, les 3 et 4 mars prochains, lors du Salon philatélique « AVIAPHIL 84 », organisé par le CNEP, se déroulant dans le hall C de la Foire de Toulouse, du 3 au 5 mars. — ADALBERT VITALYOS.

Le Monde des PHILATÉLISTES

ABONNEZ-VOUS - 13 % FRANCE 1 AN : 105 F

M _____ Rue _____

N^o _____ Code _____

Ville _____

Désire souscrire un abonnement d'un an. Renvoyez ce bulletin au Monde des Philatélistes 24, rue Chauchat 75009 Paris C.C.P. 18382-12 Paris.

ment qu'un effort à la pédale est nécessaire, la progressivité incitant à appuyer.

La Saumonerie

Le confort. A l'intérieur de la voiture qui a gardé son habitabilité, on ne peut que se féliciter du confort (sonorité, sièges enveloppant, position de conduite). Un cale pied aurait été néanmoins utile. La couleur des tissus est uniformément rouge. Avec une caisse vernie noire l'ensemble a beaucoup d'allure. Enfin on notera que les glaces latérales arrière peuvent s'ouvrir ce qui n'est pas le cas sur les autres versions (à 5 portes) de la gamme.

Tous ces bons points relevés et notamment au niveau de la mécanique laissent craindre qu'ils se traduisent par une consommation exagérée. Or surprise, les chiffres donnés par la firme calculés sur vitesses conventionnelles (5,6 litres à 90 km/h, 7,3 litres à 120 km/h, 8,7 litres en circulation urbaine) sont confirmés en usage routier. Lors de nos essais avec deux personnes à bord et en tirant au maximum du moteur, tant sur circuit où la vitesse maximale relevée a été 191 km/h, que sur routes de montagne en utilisant essentiellement les 2^e et 3^e rapports, la consommation a été de 11 litres 1/4. Le poids total de la voiture (850 kg) peut expliquer cette sobriété exemplaire.

Il est probable que la 205 GTI vendue (67 600 F) dépassera en commandes le chiffre prévu par Peugeot (17 000 voitures en 1984). C'est tout le mal qu'on lui souhaite. Car, en conclusion, cette nouvelle petite voiture de la marque peut-être, en outre, mise-entre toutes les mains malgré sa vocation sportive. CLAUDE LAMOTTE.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

Au feu des épices

L'Algérie en 400 recettes.

SI nous avons pu nous familiariser, depuis plusieurs lustres déjà, grâce au talent de quelques chefs qui ont pignon sur bien des rues parisiennes, avec les délices, simples ou raffinées, de la cuisine marocaine, en revanche, l'occasion ne nous a pas encore été donnée de découvrir l'art culinaire de l'Algérie.

Hormis le couscous, partout présent dans la capitale, voire quelques rares potages épicés et d'autres pâtisseries au miel, que connaissons-nous d'une tradition culinaire dont nous ne soupçonnons pas même la vaste étendue ?

En rassemblant dans un volume de 400 pages pas moins de 382 recettes, M^{me} Fatima-Zohra Bouayed comble une lacune fâcheuse. Désormais,

nous pouvons, pour peu que nous nous sentions le palais (et l'esprit) curieux de saveurs nouvelles, aller à la découverte de mets tantôt vite apprêtés, à la mode méditerranéenne, tantôt longuement mijotés, comme le vent la plus ancienne tradition arabo-orientale, mais, dans tous les cas, riches en goûts originaux, en herbes aromatiques et épicées, qui jouent toujours dans ces préparations un rôle de premier plan.

Le livre s'ouvre sur les soupes - à la viande, aux légumes, aux poissons, aux céréales, - qui occupent une grande place sur la table nord-africaine. Viennent ensuite les hors-d'œuvre, les œufs, les feuilletés et les tourtes, puis les poissons, les escargots (dont on

est fort friand là-bas), les volailles, le lapin et les viandes. Toutes les viandes - licites, s'entend ! - grillées, mijonnées, hachées, en ragout, en boulettes ou en brochettes. Suivent les légumes, où le cardon et le chou sont à l'honneur aux côtés du poivron, de la tomate et de l'aubergine. Un chapitre entier est consacré aux pâtes, très prisées par ici, au couscous et au riz, lui aussi fréquemment servi. Avant de passer aux desserts, on saura tout sur les abats, ces morceaux de roï dont tout le Maghreb sait faire ses délices, et le livre se ferme sur un précis de la conserve sucrée et salée...

C'est un panorama complet de la cuisine algérienne qui nous est proposé ici. Faute de pouvoir, jusqu'à présent, aller

tâter de ces merveilles hors de chez soi, aucun restaurant algérien ne proposant, semble-t-il, autre chose que le sempiternel couscous (et pas toujours le meilleur, hélas !), rien ne nous empêche de céder à l'invitation de M^{me} Bouayed en nous mettant au fourneau, cumin, coriandre, coriandre, safran, carvi, sésame, gingembre et piment à portée de la main, bien entendu.

J.-M. D.-S.

* *La Cuisine algérienne*, par M^{me} Fatima-Zohra Bouayed. Temps actuels/Messidor, éditeur. 1 volume illustré, prix : 175 F.

Les Tables de la Semaine

Le Monde des chimères

Jeanine Courreau, entourée de tout son petit monde (M. Outhier en cuisine, M^{me} Outhier en salle), présente une carte toujours originale et bien étudiée.

Du petit ragout de moules au fenouil à la noix de veau crème d'oursins, du thon au chou rouge au foie de veau vapeur selon Jacques Maréchal. Les glaces et sorbets sont signés Berthillon, la cuisine est au beurre d'Eclairé, les desserts « maison » familiaux.

Aux déjeuners, un menu à 110 F, vin et service compris, deux plats, fromage ET dessert ; c'est une aubaine.

69, rue Saint-Louis-en-l'Île (*) 354-45-27.

La Sammoneraie

C'est l'annexe du Villers Palace. Un cadre plaisant et le saumon sous toutes ses faces, avec quelques autres plats : fruits de mer, soupe de pois-

sons, poisson du jour et même faux filet béarnaise.

Un menu (58 F aux déjeuners et 88 F le soir), sans fromage, hélas ! Mais les amateurs de saumon (Norvège) seront heureux : du gravad lax aux rillettes, de la salade de saumon au fumé « maison », du saumon saumuré, pommes à l'aneth à l'omelette aux œufs de saumon, du steak de saumon grillé au saumon « Villers »...

8, rue Descartes (5^e) 326-39-08.

Michel Rostang

Dans les murs du Cher Denis, mais avec un cadre tout flamboyant neuf et élégant, Michel Rostang, qui a de qui tenir, propose une carte exceptionnelle (avec des menus, 235 F et 280 F, pour les amateurs). Prix en conséquence, bien sûr, surtout en cette saison de truffes fraîches (terrines de truffes de bœuf en gelée aux truffes, panaché de nouilles et foie gras aux truffes, salade de belle de Fonte-

ray aux truffes). Mais une fête est une fête, et les fromages (un repas sans fromage, etc.) viennent de chez La Mare Richard, à Lyon, dont les saint-marcellins affinent des chefs-d'œuvre.

10, rue Gustave-Flaubert (17^e) 763-40-77.

Nuces (Aveyron) Laitier

C'est le Restaurant de la gare. Dans un décor coquet Yves Laitier (qui fut chez Deguin, à Auch) et Odile, son épouse, ont mérité une étoile au *Bottin gourmand*.

Une avalanche de menus (45 F, 64 F, 90 F et 120 F) et la carte, avec les trouvailles du chef : la grande omelette de canard, la canette aux foies de volaille saucée aux oignons, le magret purée de champignons à l'ail, la truite à la poitrine salée, le confit de canard tome fraîche. Bons desserts.

Réouverture en mars. 72-60-20. L. R.

Rive gauche
la barbacane
 SPECIALITES ANTILLAISES
 SA FAMEUSE MARINATE DES CARABES
 12, rue de Condé-Lesmoine 75009 Paris - Tél. 328.37.01

Le Sybarite
 Le restaurant parisien
 Comme vous l'avez toujours rêvé
 Menu gastronomique 106 F S.C.
 SALON PARTICULIER 30 COUVERTS
 6, rue du Sabot - PARIS-6^e
 222-21-56
 Saint-Germain-des-Prés
 Fer./dim.

Rive droite
GARNIER
 Le Restaurant de mer
 Légumes, Dîners, Soirées
 Bank d'Huitres
 111, rue Saint Lazare,
 75008 PARIS 367.50.40

PRUNIER - MADELEINE
 Fête son 112^e Anniversaire
 A cette occasion
 Sa Direction fait
 bénéficier sa fidèle
 Clientèle de son
TARIF COUPLE.
 Tout le mois de Février
 les Dames
 accompagnées
 bénéficieront d'une
RÉDUCTION de 50 %
 sur tous les plats.
 RÉSERVATIONS : 9, rue Dupleix 75001
 Tél. 260.36.04

Dessirier 380.50.72
 MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR
 9, PLACE DU MARECHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

LA STRASBOURGEOISE
 Dans un cadre charmant,
 vous propose toutes ses spécialités :
 Choucroutes, Fruits de mer toute France,
 Poissons et poissons de ferme,
 Choucroute Paysanne, Pâtisseries,
 Pâtisseries de Noël, etc.
 208 00 40

Charlot
 la fraîcheur du poisson
 la finesse des cuissons
 CHARLOT 1^{er} MERVEILLES DES MERS
 128 bis, bd de Clichy 522.47.08
 CHARLOT 1^{er} MERVEILLES DES MERS
 12, place de Clichy 674.49.64 et 65

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES AUBERGE DE RIQUEWIHR , 12, r. du Fg-Mouzaire (9 ^e), 770-62-39. ANTILLAISES PRINCE DES ILES , 9, r. des Boulangers (5 ^e). Colombo de requin. F./dim. Ambiance musicale. 633-17-79. LA BARBACANE , 13, rue Cal-Lemoine, 326-37-01. Matout de homard. Vend., sam. soir. Amb. folk. AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZÉYROL , 13, r. d'Artois, 9, 225-01-10. F./sam.-dim. BEAUJOLAISES LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS , 14, rue de Castelnau, 9, 265-41-56. F./dim. BOURGUIGNONNES CHEZ PIERRROT , 18, rue E.-Marcel, 588-45-48/17-64. F./sam./dim. Cuisine bourgeoise. BRETONNES TY OZ , 35, r. St-Georges, 878-42-95. F./dim./lundi. Uniquement poissons, coquillages, crustacés. CORSES IN DE NOI , 156, rue Cardinet, 17 ^e . F./dim. Courgettes, sardines au brocciu, cabri. Rés. 226-43-81. COUSCOUS LE PETIT MOGADOR 707-46-62 F./lundi 11, rue de Port-de-Fer, 5 ^e .	CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE JARDIN DU LOUVRE , 2, pl. Palais-Royal, 261-16-90, jusqu'à 9 h 30. Déj., dîn., soup. FÊTE PERMANENTE et CUISINE LÉGÈRE. Voir rubrique. FRANÇAISES TRADITIONNELLES Cet ven. de samedi, Matin, ou ven. Matin? Le restaurant CHEZ FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais. Aéroport des Invalides, 7 ^e . Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. F. dîn., soir et lundi. Tél. : 705-49-03. RELAIS BELLMAN , 37, r. François-1 ^{er} , 723-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. LAPÉROUSE , 51, qu. Gds-Angustins, 326-68-04. Cadre anc. anhent. LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dîn. 325-77-66. Alex aux fourneaux. NORMANDES MANOIR NORMAND , 77, boul. de Courcelles, 227-38-97. F. sam. et dîn. Langoustes, poullets au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale. RÉUNIONNAISES ILE DE LA RÉUNION , 233-30-95. F./dim. 119, r. St-Honoré, 1 ^{er} . Riz-cori.	SARLADAISES LE SARLADAIS , 2, rue de Vienne, 223-23-62. Cassoulet 65 F. Confit 65 F. SUD-OUEST LE REPAIRE DE CARTOUCHE 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 ^e). F./sam., dîn. FRUITS DE MER ET POISSONS DESSOLIER , spécialiste de l'œufre, 9, place Péreire, 227-82-14. T.L.J. HUITRES, CRUSTACÉS, POISSONS. ROBERT VATTIER , 14, rue Coquillière, 1 ^{er} 236-51-60 24 h sur 24 menu dîn. et fêtes TOUR D'ARGENT , 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 du matin. TOUR DE LYON , 1, rue de Lyon (12 ^e), face à la gare. 343-88-30. Poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 du matin. LE PETIT NAVIRE 354-22-52 F./dim., lundi 14, rue Fossés-Saint-Bernard VÉGÉTARIENNES LE JARDIN AU NATUREL , 100, r. Bac, 222-81-56. F./dîn. Déj., dîn. Cadre de verdure.	VIANDES DE BŒUF 3 LIMOUSINS , 8, rue Berri, 8 ^e . 562-35-97. T.L.J. GDE CARTE DES VIANDES DE BŒUF. P.M.R. 185-215 F. s.c. Menu 130 F. s.a.c. LES 3 MOUTONS , 63, av. Fr.-Roosevelt, 225-26-95. T.L.J. AGNEAU ET BŒUF. P.M.R. 192 F. 212 F. s.c. Menu 150 F. s.c. BRÉSILIENNES GUY , 6, rue Mabillon, 6 ^e . 354-87-61. « Excellent service traiteur » (Gault Millau 1984) OPÉRA , 10, rue Guénégaud, 6 ^e . 354-98-56. REST. Spect. avec NORMANDO, discothèque grat. dame L. A. J. if fêtes et veille CARNIVAL, 2-3-5-6 mars. CHINOISES-THAÏLANDAISES CHEZ DIEP , 22, rue de Panthéon (6 ^e), 256-23-96. L.J. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées et gastronomie chinoise-vietnamienne. DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, 359-20-41. ESPAGNOLES EL PICADOR , 80, boulevard des Batignolles, 387-28-87. F./lundi-mardi. FORMULE à 75 F. s.a.c. ETHIOPIENNES ENTOTO 587-08-51. F./dîn. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Derovon, Beyvenston av. l'Indjira.	INDIENNES VISHNOU , ang.-r. Volney, r. Danou, 297-56-54, 297-56-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche. INDRA , 10, r. Cdt-Rivière. F. dîn. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI. ASHOKA , 5, rue Dr-Jacquemaire-Clemenceau (15 ^e). T.L.J. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI. INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH , 15, r. J.-Chaplain (6 ^e). CARRÉ MONTPARNASSE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M ^e Vavin. MAHARAJAH , 72, bd St-Germain, 354-26-07. F./lundi. M ^e Maubert. Spécialités BIRIANI.	ITALIENNES L'APPENNINO , 61, rue Amiral-Mouchet, 13 ^e . 589-08-15. F./dîn., lundi. EMILIE ROMAGNE. MAROCAINES AISSA FILS , 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20 h à 0 h 15. Couscous, Pastilla, Tagines. F./dim.-lun. Rés. à part. 17 h. PORTUGAISES SAUDADE , 34, rue des Bourdonnais, 1 ^{er} (Châtelet), 236-30-71. Serv. J. 24 h. F./dîn. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 83. VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e), 727-74-52. F. dim. Cuisine légèr. Grand choix de grillades. TAN DINH , 60, rue de Verneuil, 7 ^e . Fabuleuse carte des vins. 600 grans crus. 544-04-34. J. 23 h 15. F./dîn.
---	---	---	---	--	---

Salons pour déjeuners d'affaires et banquets
 LAPÉROUSE, 51, quai des Grands-Angustins, 326-68-04. De 2 à 50 couverts.

Ouvert après minuit

LA CLOSERIE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-90 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. 15 les jours.
AU PETIT RICHE, 25, rue Le Pelletier. Son étonnant MENU à 100 F SERVICE COMPRIS. Décor 1580. F./dîn.

échecs

N° 1080

Côté cimetière

(Derni finale du 51^e Championnat de l'URSS, Volgograd, 1983.) Blancs : SVESHNIKOV Noirs : WEISSER Défense sicilienne

- 1. Cc3 c5 22. exd4 Fx6 12. Fx66, fx66; 13. Cc4, d5 (et non 13...d5 à cause de 14. b3, Cb6; 15. Fd5); 14. Fg5, Ff7 et les Blancs sont au mieux. 9. Ff4 est probablement un renforcement de la variante (au lieu de 9. exd6) : 9... Fh6; 10. Fxh6, Cxb6; 11. Dd2, Cf5; 12. exd6 suivi de 13. 0-0-0.

NOTES a) 6... g6 semble un peu risqué : 7. Cxg6, hxc6; 8. e5, Cg4; 9. exd6, Dxd6; 10. Dxd6, exd6; 11. Ff4, Fd6;

- b) Sans craindre la prise 16... Cxc2 qui donnerait un avantage considérable aux Blancs après 17. Ta-g1, Cb4; 18. Cd5!, exd5; 19. exd5, Dd8; 20. Dd2. c) Cette avance du pion b est insupportable. La seule possibilité des Noirs consiste dans la suite 17... Fxh4; 18. Txa4, d5. d) Avec élégance, les Blancs augmentent leurs chances de gain. e) Si 25... bxa6; 26. Dxa6, Fg6; 27. Cd7+, Dxd7; 28. Txc6, etc. f) Gagnant un tempo. Si 26. Fh5, Fg5! g) On dit souvent que le grand roque des Noirs est le roque du côté du cimetière. Il est clair ici que, en quelques coups, le R noir se retrouve en a) On 31... Txa8; 32. Dxc5 mais peut-être était-ce le moindre mal. o) Ouvrant la porte à la D blanche. p) Et non 35. Tf1 à cause de 35... Dxf1+; 36. Dxf1, Rxc6. q) Le R noir est en plein centre, exposé à tous les vents, mais les Blancs

- doivent jouer précisément pour ne pas perdre leur avantage. r) A considérer est 39... TR. s) Menace 42. Fd7. t) Si 41... Rg3; 42. Td1, TR; 43. Dd3+, Rf2; 44. Dd4 ou 41... Tf7; 42. Fd7, Txc7; 43. Txc7, Fxb2; 44. Fxf5+, Rxf5; 45. Td7, Rf4; 46. Tf7, d4; 47. Rg1 ou encore 41... Ff6; 42. Dd3, Rxb4; 43. g3+, Rg4; 44. Fd7, Dxd7; 45. Df4+, Rb3; 46. Td2. u) Si 42... Df5; 43. Tf1, Dxd7; 44. Fxd7+, Rxb4; 45. Tf4+. v) Car si 44... Rf4; 45. Tf1+; si 44... Rb4; 45. Tf4+, Rg5; 46. Dd5+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1059 (L. KATSNELSON, 1979) (Blancs : Ra1, Ch2, Pht, f7, h7. Noirs : Ra3, Dd8, Fd1, Pht et a2. Noirs) 1. Dd=D1, Dxb6; 2. Dd=D1, Dxb6; 3. Dd=D1, Dxb6; 4. Dd=D1, Dxb6; 5. Dd=D1, Dxb6; 6. Dd=D1, Dxb6; 7. Dd=D1, Dxb6; 8. Dd=D1, Dxb6; 9. Dd=D1, Dxb6; 10. Dd=D1, Dxb6; 11. Dd=D1, Dxb6; 12. Dd=D1, Dxb6; 13. Dd=D1, Dxb6; 14. Dd=D1, Dxb6; 15. Dd=D1, Dxb6; 16. Dd=D1, Dxb6; 17. Dd=D1, Dxb6; 18. Dd=D1, Dxb6; 19. Dd=D1, Dxb6; 20. Dd=D1, Dxb6; 21. Dd=D1, Dxb6; 22. Dd=D1, Dxb6; 23. Dd=D1, Dxb6; 24. Dd=D1, Dxb6; 25. Dd=D1, Dxb6; 26. Dd=D1, Dxb6; 27. Dd=D1, Dxb6; 28. Dd=D1, Dxb6; 29. Dd=D1, Dxb6; 30. Dd=D1, Dxb6; 31. Dd=D1, Dxb6; 32. Dd=D1, Dxb6; 33. Dd=D1, Dxb6; 34. Dd=D1, Dxb6; 35. Dd=D1, Dxb6; 36. Dd=D1, Dxb6; 37. Dd=D1, Dxb6; 38. Dd=D1, Dxb6; 39. Dd=D1, Dxb6; 40. Dd=D1, Dxb6; 41. Dd=D1, Dxb6; 42. Dd=D1, Dxb6; 43. Dd=D1, Dxb6; 44. Dd=D1, Dxb6; 45. Dd=D1, Dxb6; 46. Dd=D1, Dxb6; 47. Dd=D1, Dxb6; 48. Dd=D1, Dxb6; 49. Dd=D1, Dxb6; 50. Dd=D1, Dxb6; 51. Dd=D1, Dxb6; 52. Dd=D1, Dxb6; 53. Dd=D1, Dxb6; 54. Dd=D1, Dxb6; 55. Dd=D1, Dxb6; 56. Dd=D1, Dxb6; 57. Dd=D1, Dxb6; 58. Dd=D1, Dxb6; 59. Dd=D1, Dxb6; 60. Dd=D1, Dxb6; 61. Dd=D1, Dxb6; 62. Dd=D1, Dxb6; 63. Dd=D1, Dxb6; 64. Dd=D1, Dxb6; 65. Dd=D1, Dxb6; 66. Dd=D1, Dxb6; 67. Dd=D1, Dxb6; 68. Dd=D1, Dxb6; 69. Dd=D1, Dxb6; 70. Dd=D1, Dxb6; 71. Dd=D1, Dxb6; 72. Dd=D1, Dxb6; 73. Dd=D1, Dxb6; 74. Dd=D1, Dxb6; 75. Dd=D1, Dxb6; 76. Dd=D1, Dxb6; 77. Dd=D1, Dxb6; 78. Dd=D1, Dxb6; 79. Dd=D1, Dxb6; 80. Dd=D1, Dxb6; 81. Dd=D1, Dxb6; 82. Dd=D1, Dxb6; 83. Dd=D1, Dxb6; 84. Dd=D1, Dxb6; 85. Dd=D1, Dxb6; 86. Dd=D1, Dxb6; 87. Dd=D1, Dxb6; 88. Dd=D1, Dxb6; 89. Dd=D1, Dxb6; 90. Dd=D1, Dxb6; 91. Dd=D1, Dxb6; 92. Dd=D1, Dxb6; 93. Dd=D1, Dxb6; 94. Dd=D1, Dxb6; 95. Dd=D1, Dxb6; 96. Dd=D1, Dxb6; 97. Dd=D1, Dxb6; 98. Dd=D1, Dxb6; 99. Dd=D1, Dxb6; 100. Dd=D1, Dxb6; 101. Dd=D1, Dxb6; 102. Dd=D1, Dxb6; 103. Dd=D1, Dxb6; 104. Dd=D1, Dxb6; 105. Dd=D1, Dxb6; 106. Dd=D1, Dxb6; 107. Dd=D1, Dxb6; 108. Dd=D1, Dxb6; 109. Dd=D1, Dxb6; 110. Dd=D1, Dxb6; 111. Dd=D1, Dxb6; 112. Dd=D1, Dxb6; 113. Dd=D1, Dxb6; 114. Dd=D1, Dxb6; 115. Dd=D1, Dxb6; 116. Dd=D1, Dxb6; 117. Dd=D1, Dxb6; 118. Dd=D1, Dxb6; 119. Dd=D1, Dxb6; 120. Dd=D1, Dxb6; 121. Dd=D1, Dxb6; 122. Dd=D1, Dxb6; 123. Dd=D1, Dxb6; 124. Dd=D1, Dxb6; 125. Dd=D1, Dxb6; 126. Dd=D1, Dxb6; 127. Dd=D1, Dxb6; 128. Dd=D1, Dxb6; 129. Dd=D1, Dxb6; 130. Dd=D1, Dxb6; 131. Dd=D1, Dxb6; 132. Dd=D1, Dxb6; 133. Dd=D1, Dxb6; 134. Dd=D1, Dxb6; 135. Dd=D1, Dxb6; 136. Dd=D1, Dxb6; 137. Dd=D1, Dxb6; 138. Dd=D1, Dxb6; 139. Dd=D1, Dxb6; 140. Dd=D1, Dxb6; 141. Dd=D1, Dxb6; 142. Dd=D1, Dxb6; 143. Dd=D1, Dxb6; 144. Dd=D1, Dxb6; 145. Dd=D1, Dxb6; 146. Dd=D1, Dxb6; 147. Dd=D1, Dxb6; 148. Dd=D1, Dxb6; 149. Dd=D1, Dxb6; 150. Dd=D1, Dxb6; 151. Dd=D1, Dxb6; 152. Dd=D1, Dxb6; 153. Dd=D1, Dxb6; 154. Dd=D1, Dxb6; 155. Dd=D1, Dxb6; 156. Dd=D1, Dxb6; 157. Dd=D1, Dxb6; 158. Dd=D1, Dxb6; 159. Dd=D1, Dxb6; 160. Dd=D1, Dxb6; 161. Dd=D1, Dxb6; 162. Dd=D1, Dxb6; 163. Dd=D1, Dxb6; 164. Dd=D1, Dxb6; 165. Dd=D1, Dxb6; 166. Dd=D1, Dxb6; 167. Dd=D1, Dxb6; 168. Dd=D1, Dxb6; 169. Dd=D1, Dxb6; 170. Dd=D1, Dxb6; 171. Dd=D1, Dxb6; 172. Dd=D1, Dxb6; 173. Dd=D1, Dxb6; 174. Dd=D1, Dxb6; 175. Dd=D1, Dxb6; 176. Dd=D1, Dxb6; 177. Dd=D1, Dxb6; 178. Dd=D1, Dxb6; 179. Dd=D1, Dxb6; 180. Dd=D1, Dxb6; 181. Dd=D1, Dxb6; 182. Dd=D1, Dxb6; 183. Dd=D1, Dxb6; 184. Dd=D1, Dxb6; 185. Dd=D1, Dxb6; 186. Dd=D1, Dxb6; 187. Dd=D1, Dxb6; 188. Dd=D1, Dxb6; 189. Dd=D1, Dxb6; 190. Dd=D1, Dxb6; 191. Dd=D1, Dxb6; 192. Dd=D1, Dxb6; 193. Dd=D1, Dxb6; 194. Dd=D1, Dxb6; 195. Dd=D1, Dxb6; 196. Dd=D1, Dxb6; 197. Dd=D1, Dxb6; 198. Dd=D1, Dxb6; 199. Dd=D1, Dxb6; 200. Dd=D1, Dxb6; 201. Dd=D1, Dxb6; 202. Dd=D1, Dxb6; 203. Dd=D1, Dxb6; 204. Dd=D1, Dxb6; 205. Dd=D1, Dxb6; 206. Dd=D1, Dxb6; 207. Dd=D1, Dxb6; 208. Dd=D1, Dxb6; 209. Dd=D1, Dxb6; 210. Dd=D1, Dxb6; 211. Dd=D1, Dxb6; 212. Dd=D1, Dxb6; 213. Dd=D1, Dxb6; 214. Dd=D1, Dxb6; 215. Dd=D1, Dxb6; 216. Dd=D1, Dxb6; 217. Dd=D1, Dxb6; 218. Dd=D1, Dxb6; 219. Dd=D1, Dxb6; 220. Dd=D1, Dxb6; 221. Dd=D1, Dxb6; 222. Dd=D1, Dxb6; 223. Dd=D1, Dxb6; 224. Dd=D1, Dxb6; 225. Dd=D1, Dxb6; 226. Dd=D1, Dxb6; 227. Dd=D1, Dxb6; 228. Dd=D1, Dxb6; 229. Dd=D1, Dxb6; 230. Dd=D1, Dxb6; 231. Dd=D1, Dxb6; 232. Dd=D1, Dxb6; 233. Dd=D1, Dxb6; 234. Dd=D1, Dxb6; 235. Dd=D1, Dxb6; 236. Dd=D1, Dxb6; 237. Dd=D1, Dxb6; 238. Dd=D1, Dxb6; 239. Dd=D1, Dxb6; 240. Dd=D1, Dxb6; 241. Dd=D1, Dxb6; 242. Dd=D1, Dxb6; 243. Dd=D1, Dxb6; 244. Dd=D1, Dxb6; 245. Dd=D1, Dxb6; 246. Dd=D1, Dxb6; 247. Dd=D1, Dxb6; 248. Dd=D1, Dxb6; 249. Dd=D1, Dxb6; 250. Dd=D1, Dxb6; 251. Dd=D1, Dxb6; 252. Dd=D1, Dxb6; 253. Dd=D1, Dxb6; 254. Dd=D1, Dxb6; 255. Dd=D1, Dxb6; 256. Dd=D1, Dxb6; 257. Dd=D1, Dxb6; 258. Dd=D1, Dxb6; 259. Dd=D1, Dxb6; 260. Dd=D1, Dxb6; 261. Dd=D1, Dxb6; 262. Dd=D1, Dxb6; 263. Dd=D1, Dxb6; 264. Dd=D1, Dxb6; 265. Dd=D1, Dxb6; 266. Dd=D1, Dxb6; 267. Dd=D1, Dxb6; 268. Dd=D1, Dxb6; 269. Dd=D1, Dxb6; 270. Dd=D1, Dxb6; 271. Dd=D1, Dxb6; 272. Dd=D1, Dxb6; 273. Dd=D1, Dxb6; 274. Dd=D1, Dxb6; 275. Dd=D1, Dxb6; 276. Dd=D1, Dxb6; 277. Dd=D1, Dxb6; 278. Dd=D1, Dxb6; 279. Dd=D1, Dxb6; 280. Dd=D1, Dxb6; 281. Dd=D1, Dxb6; 282. Dd=D1, Dxb6; 283. Dd=D1, Dxb6; 284. Dd=D1, Dxb6; 285. Dd=D1, Dxb6; 286. Dd=D1, Dxb6; 287. Dd=D1, Dxb6; 288. Dd=D1, Dxb6; 289. Dd=D1, Dxb6; 290. Dd=D1, Dxb6; 291. Dd=D1, Dxb6; 292. Dd=D1, Dxb6; 293. Dd=D1, Dxb6; 294. Dd=D1, Dxb6; 295. Dd=D1, Dxb6; 296. Dd=D1, Dxb6; 297. Dd=D1, Dxb6; 298. Dd=D1, Dxb6; 299. Dd=D1, Dxb6; 300. Dd=D1, Dxb6; 301. Dd=D1, Dxb6; 302. Dd=D1, Dxb6; 303. Dd=D1, Dxb6; 304. Dd=D1, Dxb6; 305. Dd=D1, Dxb6; 306. Dd=D1, Dxb6; 307. Dd=D1, Dxb6; 308. Dd=D1, Dxb6; 309. Dd=D1, Dxb6; 310. Dd=D1, Dxb6; 311. Dd=D1, Dxb6; 312. Dd=D1, Dxb6; 313. Dd=D1, Dxb6; 314. Dd=D1, Dxb6; 315. Dd=D1, Dxb6; 316. Dd=D1, Dxb6; 317. Dd=D1, Dxb6; 318. Dd=D1, Dxb6; 319. Dd=D1, Dxb6; 320. Dd=D1, Dxb6; 321. Dd=D1, Dxb6; 322. Dd=D1, Dxb6; 323. Dd=D1, Dxb6; 324. Dd=D1, Dxb6; 325. Dd=D1, Dxb6; 326. Dd=D1, Dxb6; 327. Dd=D1, Dxb6; 328. Dd=D1, Dxb6; 329. Dd=D1, Dxb6; 330. Dd=D1, Dxb6; 331. Dd=D1, Dxb6; 332. Dd=D1, Dxb6; 333. Dd=D1, Dxb6; 334. Dd=D1, Dxb6; 335. Dd=D1, Dxb6; 336. Dd=D1, Dxb6; 337. Dd=D1, Dxb6; 338. Dd=D1, Dxb6; 339. Dd=D1, Dxb6; 340. Dd=D1, Dxb6; 341. Dd=D1, Dxb6; 342. Dd=D1, Dxb6; 343. Dd=D1, Dxb6; 344. Dd=D1, Dxb6; 345. Dd=D1, Dxb6; 346. Dd=D1, Dxb6; 347. Dd=D1, Dxb6; 348. Dd=D1, Dxb6; 349. Dd=D1, Dxb6; 350. Dd=D1, Dxb6; 351. Dd=D1, Dxb6; 352. Dd=D1, Dxb6; 353. Dd=D1, Dxb6; 354. Dd=D1, Dxb6; 355. Dd=D1, Dxb6; 356. Dd=D1, Dxb6; 357. Dd=D1, Dxb6; 358. Dd=D1, Dxb6; 359. Dd=D1, Dxb6; 360. Dd=D1, Dxb6; 361. Dd=D1, Dxb6; 362. Dd=D1, Dxb6; 363. Dd=D1, Dxb6; 364. Dd=D1, Dxb6; 365. Dd=D1, Dxb6; 366. Dd=D1, Dxb6; 367. Dd=D1, Dxb6; 368. Dd=D1, Dxb6; 369. Dd=D1, Dxb6; 370. Dd=D1, Dxb6; 371. Dd=D1, Dxb6; 372. Dd=D1, Dxb6; 373. Dd=D1, Dxb6; 374. Dd=D1, Dxb6; 375. Dd=D1, Dxb6; 376. Dd=D1, Dxb6; 377. Dd=D1, Dxb6; 378. Dd=D1, Dxb6; 379. Dd=D1, Dxb6; 380. Dd=D1, Dxb6; 381. Dd=D1, Dxb6; 382. Dd=D1, Dxb6; 383. Dd=D1, Dxb6; 384. Dd=D1, Dxb6; 385. Dd=D1, Dxb6; 386. Dd=D1, Dxb6; 387. Dd=D1, Dxb6; 388. Dd=D1, Dxb6; 389. Dd=D1, Dxb6; 390. Dd=D1, Dxb6; 391. Dd=D1, Dxb6; 392. Dd=D1, Dxb6; 393. Dd=D1, Dxb6; 394. Dd=D1, Dxb6; 395. Dd=D1, Dxb6; 396. Dd=D1, Dxb6; 397. Dd=D1, Dxb6; 398. Dd=D1, Dxb6; 399. Dd=D1, Dxb6; 400. Dd=D1, Dxb6; 401. Dd=D1, Dxb6; 402. Dd=D1, Dxb6; 403. Dd=D1, Dxb6; 404. Dd=D1, Dxb6; 405. Dd=D1, Dxb6; 406. Dd=D1, Dxb6; 407. Dd=D1, Dxb6; 408. Dd=D1, Dxb6; 409. Dd=D1, Dxb6; 410. Dd=D1, Dxb6; 411. Dd=D1, Dxb6; 412. Dd=D1, Dxb6; 413. Dd=D1, Dxb6; 414. Dd=D1, Dxb6; 415. Dd=D1, Dxb6; 416. Dd=D1, Dxb6; 417. Dd=D1, Dxb6; 418. Dd=D1, Dxb6; 419. Dd=D1, Dxb6; 420. Dd=D1, Dxb6; 421. Dd=D1, Dxb6; 422. Dd=D1, Dxb6; 423. Dd=D1, Dxb6; 424. Dd=D1, Dxb6; 425. Dd=D1, Dxb6; 426. Dd=D1, Dxb6; 427. Dd=D1, Dxb6; 428. Dd=D1, Dxb6; 429. Dd=D1, Dxb6; 430. Dd=D1, Dxb6; 431. Dd=D1, Dxb6; 432. Dd=D1, Dxb6; 433. Dd=D1, Dxb6; 434. Dd=D1, Dxb6; 435. Dd=D1, Dxb6; 436. Dd=D1, Dxb6; 437. Dd=D1, Dxb6; 438. Dd=D1, Dxb6; 439. Dd=D1, Dxb6; 440. Dd=D1, Dxb6; 441. Dd=D1, Dxb6; 442. Dd=D1, Dxb6; 443. Dd=D1, Dxb6; 444. Dd=D1, Dxb6; 445. Dd=D1, Dxb6; 446. Dd=D1, Dxb6; 447. Dd=D1, Dxb6; 448. Dd=D1, Dxb6; 449. Dd=D1, Dxb6; 450. Dd=D1, Dxb6; 451. Dd=D1, Dxb6; 452. Dd=D1, Dxb6; 453. Dd=D1, Dxb6; 454. Dd=D1, Dxb6; 455. Dd=D1, Dxb6; 456. Dd=D1, Dxb6; 457. Dd=D1, Dxb6; 458. Dd=D1, Dxb6; 459. Dd=D1, Dxb6; 460. Dd=D1, Dxb6; 461. Dd=D1, Dxb6; 462. Dd=D1, Dxb6; 463. Dd=D1, Dxb6; 464. Dd=D1, Dxb6; 465. Dd=D1, Dxb6; 466. Dd=D1, Dxb6; 467. Dd=D1, Dxb6; 468. Dd=D1, Dxb6; 469. Dd=D1, Dxb6; 470. Dd=D1, Dxb6; 471. Dd=D1, Dxb6; 472. Dd=D1, Dxb6; 473. Dd=D1, Dxb6; 474. Dd=D1, Dxb6; 475. Dd=D1, Dxb6; 476. Dd=D1, Dxb6; 477. Dd=D1, Dxb6; 478. Dd=D1, Dxb6; 479. Dd=D1, Dxb6; 480. Dd=D1, Dxb6; 481. Dd=D1, Dxb6; 482. Dd=D1, Dxb6; 483. Dd=D1, Dxb6; 484. Dd=D1, Dxb6; 485. Dd=D1, Dxb6; 486. Dd=D1, Dxb6; 487. Dd=D1, Dxb6; 488. Dd=D1, Dxb6; 489. Dd=D1, Dxb6; 490. Dd=D1, Dxb6; 491. Dd=D1, Dxb6; 492. Dd=D1, Dxb6; 493. Dd=D1, Dxb6; 494. Dd=D1, Dxb6; 495. Dd=D1, Dxb6; 496. Dd=D1, Dxb6; 497. Dd=D1, Dxb6; 498. Dd=D1, Dxb6; 499. Dd=D1, Dxb6; 500. Dd=D1, Dxb6; 501. Dd=D1, Dxb6; 502. Dd=D1, Dxb6; 503. Dd=D1, Dxb6; 504. Dd=D1, Dxb6; 505. Dd=D1, Dxb6; 506. Dd=D1, Dxb6; 507. Dd=D1, Dxb6; 508. Dd=D1, Dxb6; 509. Dd=D1, Dxb6; 510. Dd=D1, Dxb6; 511. Dd=D1, Dxb6; 512. Dd=D1, Dxb6; 513. Dd=D1, Dxb6; 514. Dd=D1, Dxb6; 515. Dd=D1, Dxb6; 516. Dd=D1, Dxb6; 517. Dd=D1, Dxb6; 518. Dd=D1, Dxb6; 519. Dd=D1, Dxb6; 520. Dd=D1, Dxb6; 521. Dd=D1, Dxb6; 522. Dd=D1, Dxb6; 523. Dd=D1, Dxb6; 524. Dd=D1, Dxb6; 525. Dd=D1, Dxb6; 526. Dd=D1, Dxb6; 527. Dd=D1, Dxb6; 528. Dd=D1, Dxb6; 529. Dd=D1, Dxb6; 530. Dd=D1, Dxb6; 531. Dd=D1, Dxb6; 532. Dd=D1, Dxb6; 533. Dd=D1, Dxb6; 534. Dd=D1, Dxb6; 535. Dd=D1, Dxb6; 536. Dd=D1, Dxb6; 537. Dd=D1, Dxb6; 538. Dd=D1, Dxb6; 539. Dd=D1, Dxb6; 540. Dd=D1, Dxb6; 541. Dd=D1, Dxb6; 542. Dd=D1, Dxb6; 543. Dd=D1, Dxb6; 544. Dd=D1, Dxb6; 545. Dd=D1, Dxb6; 546. Dd=D1, Dxb6; 547. Dd=D1, Dxb6; 548. Dd=D1, Dxb6; 549. Dd=D1, Dxb6; 550. Dd=D1, Dxb6; 551. Dd=D1, Dxb6; 552. Dd=D1, Dxb6; 553. Dd=D1, Dxb6; 554. Dd=D1, Dxb6; 555. Dd=D1, Dxb6; 556. Dd=D1, Dxb6; 557. Dd=D1, Dxb6; 558. Dd=D1, Dxb6; 559. Dd=D1, Dxb6; 560. Dd=D1, Dxb6; 561. Dd=D1, Dxb6; 562. Dd=D1, Dxb6; 563. Dd=D1, Dxb6; 564. Dd=D1, Dxb6; 565. Dd=D1, Dxb6; 566. Dd=D1, Dxb6; 567. Dd=D1, Dxb6; 568. Dd=D1, Dxb6; 569. Dd=D1, Dxb6; 570. Dd=D1, Dxb6; 571. Dd=D1, Dxb6; 572. Dd=D1, Dxb6; 573. Dd=D1, Dxb6; 574. Dd=D1, Dxb6; 575. Dd=D1, Dxb6; 576. Dd=D1, Dxb6; 577. Dd=D1, Dxb6; 578. Dd=D1, Dxb6; 579. Dd=D1, Dxb6; 580. Dd=D1, Dxb6; 581. Dd=D1, Dxb6; 582. Dd=D1, Dxb6; 583. Dd=D1, Dxb6; 584. Dd=D1, Dxb6; 585. Dd=D1, Dxb6; 586. Dd=D1, Dxb6; 587. Dd=D1, Dxb6; 588. Dd=D1, Dxb6; 589. Dd=D1, Dxb6; 590. Dd=D1, Dxb6; 591. Dd=D1, Dxb6; 592. Dd=D1, Dxb6; 593. Dd=D1, Dxb6; 594. Dd=D1, Dxb6; 595. Dd=D1, Dxb6; 596. Dd=D1, Dxb6; 597. Dd=D1, Dxb6; 598. Dd=D1, Dxb6; 599. Dd=D1, Dxb6; 600. Dd=D1, Dxb6; 601. Dd=D1, Dxb6; 602. Dd=D1, Dxb6; 603. Dd=D1, Dxb6; 604. Dd=D1, Dxb6; 605. Dd=D1, Dxb6; 606. Dd=D1, Dxb6; 607. Dd=D1, Dxb6; 608. Dd=D1, Dxb6; 609. Dd=D1, Dxb6; 610. Dd=D1, Dxb6; 611. Dd=D1, Dxb6; 612. Dd=D1, Dxb6; 613. Dd=D1, Dxb6; 614. Dd=D1, Dxb6; 615. Dd=D1, Dxb6; 616. Dd=D1, Dxb6; 617. Dd=D1, Dxb6; 618. Dd=D1, Dxb6; 619. Dd=D1, Dxb6; 620. Dd=D1, Dxb6; 621. Dd=D1, Dxb6; 622. Dd=D1, Dxb6; 623. Dd=D1, Dxb6; 624. Dd=D1, Dxb6; 625. Dd=D1, Dxb6; 626. Dd=D1, Dxb6; 627. Dd=D1, Dxb6; 628. Dd=D1, Dxb6; 629. Dd=D1, Dxb6; 630. Dd=D1, Dxb6; 631. Dd=D1, Dxb6; 632. Dd=D1, Dxb6; 633. Dd=D1, Dxb6; 634. Dd=D1, Dxb6; 635. Dd=D1, Dxb6; 636. Dd=D1, Dxb6; 637. Dd=D1, Dxb6; 638. Dd=D1, Dxb6; 639. Dd=D1, Dxb6; 640. Dd=D1, Dxb6; 641. Dd=D1, Dxb6; 642. Dd=D1, Dxb6; 643. Dd=D1, Dxb6; 644. Dd=D1, Dxb6; 645. Dd=D1, Dxb6; 646. Dd=D1, Dxb6; 647. Dd=D1, Dxb6; 648. Dd=D1, Dxb6; 649. Dd=D1, Dxb6; 650. Dd=D1, Dxb6; 651. Dd=D1, Dxb6; 652. Dd=D1, Dxb6; 653. Dd=D1, Dxb6; 654. Dd=D1, Dxb6; 655. Dd=D1, Dxb6; 656. Dd=D1, Dxb6; 657. Dd=D1, Dxb6; 658. Dd=D1, Dxb6; 659. Dd=D1, Dxb6; 660. Dd=D1, Dxb6; 661. Dd=D1, Dxb6; 662. Dd=D1, Dxb6; 663. Dd=D1, Dxb6; 664. Dd=D1, Dxb6; 665. Dd=D1, Dxb6; 666. Dd=D1, Dxb6; 667. Dd=D1, Dxb6; 668. Dd=D1, Dxb6; 669. Dd=D1, Dxb6; 670. Dd=D1, Dxb6; 671. Dd=D1, Dxb6; 672. Dd=D1, Dxb6; 673. Dd=D1, Dxb6; 674. Dd=D1, Dxb6; 675. Dd=D1, Dxb6; 676. Dd=D1, Dxb6; 677. Dd=D1, Dxb6; 678. Dd=D1, Dxb6; 679. Dd=D1, Dxb6; 680. Dd=D1, Dxb6; 681. Dd=D1, Dxb6; 682. Dd=D1, Dxb6; 683. Dd=D1, Dxb6; 684. Dd=D1, Dxb6; 685. Dd=D1, Dxb6; 686. Dd=D1, Dxb6; 687. Dd=D1, Dxb6; 688. Dd=D1, Dxb6; 689. Dd=D1, Dxb6; 690. Dd=D1, Dxb6; 691. Dd=D1, Dxb6; 692. Dd=D1, Dxb6; 693. Dd=D1, Dxb6; 694. Dd=D1, Dxb6; 695. Dd=D1, Dxb6; 696. Dd=D1, Dxb6; 697. Dd=D1, Dxb6; 698. Dd=D1, Dxb6; 699. Dd=D1, Dxb6; 700. Dd=D1, Dxb6; 701. Dd=D1, Dxb6; 702. Dd=D1, Dxb6; 703. Dd=D1, Dxb6; 704. Dd=D1, Dxb6; 705. Dd=D1, Dxb6; 706. Dd=D1, Dxb6; 707. Dd=D1, Dxb6; 708. Dd=D1, Dxb6; 709. Dd=D1, Dxb6; 710. Dd=D1, Dxb6; 711. Dd=D1, Dxb6; 712. Dd=D1, Dxb6; 713. Dd=D1, Dxb6; 714. Dd=D1, Dxb6; 715. Dd=D1, Dxb6; 716. Dd=D1, Dxb6; 717. Dd=D1, Dxb6; 718. Dd=D1, Dxb6; 719. Dd=D1, Dxb6; 720. Dd=D1, Dxb6; 721. Dd=D1, Dxb6; 722. Dd=D1, Dxb6; 723. Dd=D1, Dxb6; 724. Dd=D1, Dxb6; 725. Dd=D1, Dxb6; 726. Dd=D1, Dxb6; 727. Dd=D1, Dxb6; 728. Dd=D1, Dxb6; 729. Dd=D1, Dxb6; 730. Dd=D1, Dxb6; 731. Dd=D1, Dxb6; 732. Dd=D1, Dxb6; 733. Dd=D1, Dxb6; 734. Dd=D1, Dxb6; 735. Dd=D1, Dxb6; 736. Dd=D1, Dxb6; 737. Dd=D1, Dxb6; 738. Dd=D1, Dxb6; 739. Dd=D1, Dxb6; 740. Dd=D1, Dxb6; 741. Dd=D1, Dxb6; 742. Dd=D1, Dxb6; 743. Dd=D1, Dxb6; 744. Dd=D1, Dxb6; 745. Dd=D1, Dxb6; 746. Dd=D1, Dxb6; 747. Dd=D1, Dxb6; 748. Dd=D1, Dxb6; 749. Dd=D1, Dxb6; 750. Dd=D1, Dxb6; 751. Dd=D1, Dxb6; 752. Dd=D1, Dxb6; 753. Dd=D1, Dxb6; 754. Dd=D1, Dxb6; 755. Dd=D1, Dxb6; 756. Dd=D1, Dxb6; 757. Dd=D1, Dxb6; 758. Dd=D1, Dxb6; 759. Dd=D1, Dxb6; 760. Dd=D1, Dxb6; 761. Dd=D1, Dxb6; 762. Dd=D1, Dxb6; 763. Dd=D1, Dxb6; 764. Dd=D1, Dxb6; 765. Dd=D1, Dxb6; 766. Dd=D1, Dxb6; 767. Dd=D1, Dxb6; 768. Dd=D1, Dxb6; 769. Dd=D1, Dxb6; 770. Dd=D1, Dxb6; 771. Dd=D1, Dxb6; 772. Dd=D1, Dxb6; 773. Dd=D1, Dxb6; 774. Dd=D1, Dxb6; 775. Dd=D1, Dxb6; 776. Dd=D1, Dxb6; 777. Dd=D1, Dxb6; 778. Dd=D1, Dxb6; 779. Dd=D1, Dxb6; 780. Dd=D1, Dxb6; 781. Dd=D1, Dxb6; 782. Dd=D1, Dxb6; 783. Dd=D1, Dxb6; 784. Dd=D1, Dxb6; 785. Dd=D1, Dxb6; 786. Dd=D1, Dxb6; 787. Dd=D1, Dxb6; 788. Dd=D1, Dxb6; 789. Dd=D1, Dxb6; 790. Dd=D1, Dxb6; 791. Dd=D1, Dxb6; 7

Classique

« Zoroastre », de Rameau

L'année Rameau est terminée, mais les limpions de la...

Zoroastre, quatrième des cinq tragédies lyriques qui nous ont été amplement conservées...

Jugé sur ce que nous donnent à entendre les interprètes...

Précisément, Sigiswald Kuijken revendique cette fonction dramatique dans une époque...

ROGER TELLART. Un album de quatre disques Harmonia Mundi allemand, référence IC4LP 157.

« Così fan tutte », par Hans Rosbaud

Aix et Mozart, Aix avec Hans Rosbaud et les deux Teresa : Storch-Rendall et Berganza...



Wolfgang Amadeus Mozart

Et, menant la Société des concerts du Conservatoire, un Rosbaud tout d'agilité et de vivacité...

La collection s'intitule « Rappel » ; en l'espèce, elle pourrait s'appeler « Inoubliables ».

A. A.

Trois disques FNAC, « Rappel » 4.

« Mefistofele », de Boïto

A l'évidence, Arrigo Boïto fait un retour en force dans le monde lyrique...

La distribution a été confiée à une équipe de stars dont on retrouve sans surprise donc les atouts et les limites ; Nicolai Ghiaurov, tout à fait impressionnant dans le rôle-titre...

A. A.

Trois disques Decca, D 270 D.

« Concertos pour guitare », de Giuliani

Après une période de déclin, on assista au début du dix-neuvième siècle à une renaissance de la guitare...

Après une période de déclin, on assista au début du dix-neuvième siècle à une renaissance de la guitare...

MARC VIGNAL. EMI 1435.581.

Nous avons remarqué

Beethoven : Fantaisie pour piano opus 77, Sonate pour piano opus 78 et Triple concerto...

Glazounov : Les huit symphonies, par la Grand Orchestre de la Radio de l'URSS dir. Vladimir Fedoseiev...

Haydn : La Création, par Trude Eipperle, Julius Patzak, Georg Hann...

venues depuis deux ans, mais celle-ci conserve tous les atouts, en particulier à cause de son extraordinaire trio de solistes...

Mozart : Messe en ut mineur K. 427, par Rosi Schwaiger et Herta Tappar...

Schumann : Impromptus, Davidsbündlerstänze, Carnaval, Sonate opus 10, Kreisleriana...

M. V.

Jazz

« Direction Sud-Ouest », de Philippe Laccarrièrre

« Direction Sud-Ouest » : la photo de couverture l'indique, avec, porté dans la bon sens, le bateau plat, bac à truites qui peu...

Laccarrièrre est bordelais, ainsi que Faure et Francis Bourque, le ténor. Il dit qu'il a confié à cette pochette un message silencieux...

Né en 1956, Laccarrièrre a débuté dans les clubs de Bordeaux : aux Angériens, près de la Grosse Cloche...

Le trio et le quartet de Laccarrièrre, dans cet album, ne témoignent pas seulement d'une technique accomplie...

LUCIEN MALSON.

Disques LAC 01. Distribution OMD.

Rock

Lizzy Mercier Descloux

« Japanese Whispers : Singles November 82-83 », de The Cure

Voici la formule idéale pour The Cure : une compilation, en format 33 tours, des 45 tours qu'ils ont réalisés sur un an...

ALAIN WAIS.

C'est un peu comme si Lizzy Mercier Descloux débutait sa carrière avec ce troisième album...

Pae de collage prémédité, ni de sacrifice à la mode non plus : ici l'Afrique est en toile de fond...

Au détour des plages de vinyle, on rencontre « Momo, l'air du temps » et « Bénédicte, souveraine dans son mélo »...

Tour à tour gai et sentimental, poignant et insouciant, ce disque est un compagnon attachant et indéfectible qui vieillira avec nous en échappant aux rides.

A. W.

CBS, 25854.

Une sélection de disques compacts

- Bach : Fantaisie et fugue BWV 542, Toccata et fugue en ré mineur, Fugue en sol 578, Passacaille en ut mineur...

Rossini : Stabat Mater, par K. Bicknell, L. Valentini-Terrani, D. Gonzalez, R. Raymond...

MUSÉE RODIN 77, rue de Varenne (7^e) - 8^e Varenne Camille CLAUDEL Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 15 DU 15 FÉVRIER AU 11 JUIN

Vidéocassettes

Un « Vidéo-magazine » à Lyon

« Le Nouveau Canal », Édité et distribué par Impact Vidéo.

Il y a aujourd'hui plus de quarante mille magnétoscopes qui alimentent autant de foyers de la communauté urbaine de Lyon...

Les premiers numéros, dont la fréquence devrait être rapidement mensuelle, sont édités tous les deux mois à 1 000 exemplaires...

Au sommaire du premier magazine : deux entrées (Robert Herbin et Bernard Frangin, écrivain et journaliste), une enquête économique sur un soyeux de retour à la Croix-Rousse...

CLAUDE RÉGENT.

Quatre Bergman

- Les Frères sauvages, d'Ingmar Bergman, avec Victor Sjöstrom, Bibi Andersson, Ingrid Thulin, et Max von Sydow...

L'événement fera moins de bruit que la sortie de la Guerre des étoiles en vidéo, même si c'est la première fois que des films d'Ingmar Bergman sont édités en cassettes...

Le corrupteur

De Michael Winner, avec Marlon Brando, Stéphanie Beacham et Harry Andrews. Édité par Embassy Home Entertainment et distribué par Warner Filippacchi Vidéo.

Pour redécouvrir cette intelligente adaptation du roman d'Henry James le Tour d'écrou, et une superbe interprétation de arlon Brando.

J.-F. L.

